

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant, conservent néanmoins la liberté reconnue au titulaire du droit d'auteur de diffuser, éditer et utiliser commercialement ou non ce travail. Les extraits substantiels de celui-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans autorisation de l'auteur.

L'Université ne sera aucunement responsable d'une utilisation commerciale, industrielle ou autre du mémoire ou de la thèse par un tiers, y compris les professeurs.

NOTICE

The author has given the Université de Montréal permission to partially or completely reproduce and diffuse copies of this report or thesis in any form or by any means whatsoever for strictly non profit educational and purposes.

The author and the co-authors, if applicable, nevertheless keep the acknowledged rights of a copyright holder to commercially diffuse, edit and use this work if they choose. Long excerpts from this work may not be printed or reproduced in another form without permission from the author.

The University is not responsible for commercial, industrial or other use of this report or thesis by a third party, including by professors.

Université de Montréal

La connaissance des origines de l'enfant adopté :
du « besoin » au « droit »
*Perspectives anthropologique, sociologique et psychologiques
pour une réforme législative*

par
Louise-Andrée Barrette

Faculté de droit

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise en droit
L.L.M. (2-235-1)

Août 2009



© Louise-Andrée Barrette, 2009

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé

La connaissance des origines de l'enfant adopté :
du « besoin » au « droit »
*Perspectives anthropologique, sociologique et psychologiques
pour une réforme législative*

présenté par
Louise-Andrée Barrette

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Élise Charpentier
Présidente rapporteure

Alain Roy
Directeur de recherche

Benoît Moore
Membre du jury

RÉSUMÉ

Le présent mémoire traite de la nécessité pour le législateur d'instituer des règles permettant aux personnes adoptées de connaître leurs origines. Puisées à travers diverses disciplines telles que l'histoire, l'anthropologie, la sociologie et la psychologie, des connaissances rendent compte des empreintes conscientes et inconscientes laissées chez l'enfant par les parents de naissance. Le besoin de développer son individualité et d'atteindre son plein épanouissement implique que la personne adoptée puisse bénéficier des repères identitaires masqués par le secret des origines. L'accès aux dossiers judiciaires et administratifs de son adoption permet de recouvrer des informations nécessaires au processus d'auto-définition et de d'auto-réalisation de la personne adoptée. Or, les mécanismes de l'adoption au Québec s'avèrent insuffisants pour pallier aux situations actuelles qui ont évolué depuis que le législateur québécois a introduit l'adoption légale en 1924. L'adoption sans rupture du lien d'origine et la délégation judiciaires de l'autorité parentale aux membres de la famille de naissance comptent parmi les dispositifs à intégrer, pour l'un, et à réaménager, pour l'autre, dans l'attente d'une levée inconditionnelle du secret des origines pour la personne adoptée majeure dans toute situation.

MOTS-CLÉS

Confidentialité, Développement de la personne adoptée, Dossiers d'adoption, Origines, Secret.

ABSTRACT

The present Master's Thesis raises questions regarding the necessity for the legislator to make rules that will allow to the adopted persons to know their origins. Many disciplines like history, anthropology, sociology and psychology confirm child's conscious and unconscious imprints from their born parents. The need to expand his individuality and to achieve his full blossoming, the adopted person can profit of the identity reference hided by the origin's secret. The judiciary and administrative files access allows to give the necessary indications for the adopted person's definition and achievement. Therefore, the Quebec adoption mechanisms are insufficient to overcome the actual situations which are determined by the essential since the 1924 legislation. The adoption without rupture of the bonds of origins and the legal delegation of parental authority counts among the devices to create, for the one, or to ameliorate, for the other, in waiting of an unconditional raising of the secret of the origins for the adopted person who his coming of age in all situations.

KEYWORDS.

Confidentiality, Adopted person's development, Files concerning adoption, Origins, Secret.

**À Claude, mon mari et
à nos deux enfants, Louis-José et Irma-Marie,
nés Cruz Secondo et Leyva Gonzales**

La connaissance des origines de l'enfant adopté :
du « besoin » au « droit »
Perspectives anthropologique, sociologique et psychologiques
pour une réforme législative

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES ABRÉVIATIONS	vi
REMERCIEMENTS	viii
INTRODUCTION	1
I – L'ÉVOLUTION DE L'ADOPTION - PERSPECTIVES HISTORIQUE ET ANTHROPOLOGIQUE	9
I.A – L'ADOPTION ET LE SECRET DES ORIGINES (Perspective historique)....	9
1. Un peu d'histoire sur l'adoption au Québec.....	9
1.1 Le placement ou l'adoption de fait des enfants abandonnés	9
1.2 L'adoption légale (1924-1967)	12
1.2.1 Le choix de l'adoption plénière (1924-1925).....	12
1.2.2 L'amorce d'une prise en charge étatique	14
1.2.3 Les réformes avortées	15
2. La norme explicite du secret des origines (1968-1979)	16
2.1 La divulgation aux parties intéressées.....	16
2.2 La divulgation sur consentement des parties (1980)	18
2.3 Le secret et l'adoption pour les couples de même sexe (2002).....	20
Conclusion – La condition du secret hermétique.....	21
I.B – LA RÉCENTE RUPTURE DU LIEN GÉNÉALOGIQUE (Perspective anthropologique)	23
1. La circulation de l'enfant inclusive des origines.....	24
1.1 Les sociétés archaïques	24
1.2 Le cas de la France	26
1.2.1 De 1800 av. J.-C. – 1791 ap. J.-C. : acte politique et contrat	26
1.2.2 De 1792 – 1922 : transmission des biens à une personne majeure.....	27
1.2.3 De 1923 - 1960 : descendance.....	29
1.3 L'Amérique : main-d'œuvre	30
1.4 Les États-Unis et l'Europe : convergence.....	31
2. Le début du secret des origines	32
2.1.1 L'opprobre rattaché au statut d'enfant né d'une mère célibataire ...	32
2.1.2 La professionnalisation des travailleurs sociaux.....	32
2.1.3 La protection contre la concurrence des géniteurs	33
2.2. Les valeurs morales et religieuses.....	33
3. Les nouvelles assises du secret.....	36
3.1 La part du don.....	36
3.1.1 Le don d'enfant, le cadeau ou l'abandon	36
3.1.2 Le don fait à l'enfant et l'importance du lien intergénérationnel	37
3.2 La dimension « individualisante » du secret	39
3.2.1 Le changement radical d'identité	39
3.2.2 La nouvelle famille et la logique de protection étatique	40

3.3 La circulation de statuts parentaux	40
3.3.1 La qualification psychosociale du parent	40
3.3.2 Le don de « maternité ou de paternité »	41
3.4 L'éclatement de l'adoption	41
3.4.1 L'unique parenté mais des liens de sang inaltérables	41
3.4.2 Les stratégies pour anéantir la généalogie de l'enfant.....	42
3.4.3 La remise en question du modèle de filiation adoptive	44
3.4.4 Le choix de l'adulte : autre composante de la parenté.....	44
Conclusion – Le don empoisonné	45
II – L'INCIDENCE DU SECRET SUR LA PERSONNE ADOPTÉE - Perspectives de la sociologie et de la psychologie	47
II.A – L'INDIVIDUALISME ET LA CONNAISSANCE DE SOI (Perspective sociologique)	48
1. La postmodernité et l'individualisme.....	49
1.1 La dignité humaine : la différenciation réclamée et l'autonomie	49
1.2 L'idéal de liberté : s'auto-définir et s'auto-réaliser.....	50
2. Le primat de l'identité personnelle sur l'identité statutaire	51
2.1 L'identité personnelle : au plus secret de soi	51
2.2 L'unicité d'une identité et d'une expérience	52
2.3 Le défi de conserver son originalité	54
3. La famille et la parenté : une vision « adultocentrée »	55
3.1 La place de l'enfant dans l'histoire familiale.....	55
3.2 L'adoption et son secret au service des nouveaux modèles familiaux.....	56
3.3 Le mythe égalitariste : désir d'enfant et lien affectif insuffisant	58
3.4 La subjectivation de l'enfant : la précarisation des liens et la parentalité indifférenciée	59
3.5 Le lien affectif insuffisant comme fondement identitaire	60
Conclusion – L'identité personnelle sacrifiée.....	61
II.B – LES ASPECTS CONSCIENTS ET INCONSCIENTS DE LA PERSONNE (Perspectives psychologiques).....	63
II.B - a - LES BESOINS DE LA PERSONNE (Perspective humaniste)	63
1. Les besoins fondamentaux et l'actualisation de la personne.....	65
1.1 L'interactionnisme : une hiérarchie de besoins chez tout individu	65
1.1.1 La superposition des besoins satisfaits et non satisfaits.....	65
1.1.2 Les métabesoins : besoins d'appartenance et d'affiliation.....	67
2. Le besoin d'actualisation de la personnalité	68
2.1 L'inné et l'acquis sont indissociables	68
2.2 Les conséquences liées à des besoins fondamentaux non comblés.....	71
3. La motivation et les émotions dans la satisfaction des besoins.....	72
3.1 L'intensité de la quête d'identité et de sens de la vie.....	72
3.2 La motivation, l'émotion et autres définitions	73
3.3 Les émotions déterminantes pour la quête.....	74
3.4 La vérité dans la quête des origines	76
Conclusion – La connaissance de soi par celle de ses origines.....	77
II.B - b - LE BAGAGE INCONSCIENT (Perspective psychanalytique).....	80
1. Le nom de naissance et divers aspects de la généalogie	81

1.1 Le nom collé aux os, le pacte oedipien et la différence des sexes	81
1.2 Le sujet inséparable de sa famille d'origine, sa place dans la lignée et les forces héritées des ancêtres	83
2. L'état psychique et le lien de filiation	85
2.1 La fusion sensorielle de l'embryon et la mère plus profonde qu'un lien de parenté	85
2.2 Le lien de filiation dans l'imaginaire collectif et le trouble de la séparation mère-enfant.....	87
2.3 La connaissance du nom pour ouvrir d'autres horizons.....	88
3. La parole durant la période de gestation et le début de la vie	89
3.1 La parole autour de l'enfant constitutive de l'état psychique.....	90
3.2 La parole de la mère source du désir de vivre du fœtus et de guérison des traumatismes	91
3.3 La vérité sur ses origines.....	93
3.3.1 Les paroles vraies : mettre de l'ordre dans la tête de l'enfant.....	93
3.3.2 Les fils brisés de son histoire.....	93
3.3.3 L'examen soigneux de contenus enfouis ramenés à la lumière	94
3.3.4 La concurrence des parents face à la recherche de repères identitaires	96
3.4 L'appel à la conscience de son histoire : résilience et renaissance ...	97
Conclusion – Les constats.....	99
Conclusion de la deuxième partie	100
III – VERS UN DROIT RESPECTUEUX DES ORIGINES DE LA PERSONNE	102
III.A – LES RÈGLES DE L'ADOPTION ET LE DROIT AUX ORIGINES	102
1. Rappel des principes du droit de l'adoption au Québec	102
1.1. Les conditions générales de l'adoption.....	103
1.1.1 La personne qui peut adopter	103
1.1.2 Le consentement des parents ou du tuteur	103
1.1.3 Le consentement de l'adopté.....	104
1.2 La déclaration d'admissibilité à l'adoption en lieu et place des consentements	105
1.2.1 L'admissibilité à l'adoption d'un enfant domicilié hors Québec	107
1.3 L'ordonnance de placement	108
1.4 Le jugement d'adoption plénière ou la filiation substituée.....	109
1.5 Les changements ou les effets de l'adoption	110
1.5.1 La modification des registres civils et le changement de nom	110
1.5.2 Le principe de la confidentialité des dossiers d'adoption et ses exceptions	111
1.5.3 La consultation des dossiers et les retrouvailles.....	111
1.5.4 L'adoption « officieusement » ouverte	112
1.6 Les fondements du droit à la connaissance des origines	113
1.6.1.a L'intérêt de l'enfant : in concreto, in abstracto.....	113
1.6.1.b L'intérêt primordial de l'adopté à connaître des origines.....	114
1.6.2 Le droit international	118
1.6.2.1 La Convention internationale des droits de l'enfant	118
1.6.2.2 La Convention internationale de la Haye (1993).....	119

Conclusion – L'évolution d'un droit primordial à la connaissance des origines	120
III.B – LA RECHERCHE DE MÉCANISMES APPROPRIÉS	123
1. L'adoption et la primauté de la connaissance des origines	123
1.1 La consultation des dossiers et les retrouvailles	124
1.1.1 Le Royaume-Uni et la protection de l'enfant en common law	124
1.1.1.1 Le choix prépondérant pour la personne adoptée depuis 2005	126
1.1.2 Le Canada anglais et l'Ontario particulièrement	126
1.1.2.1 Le primat de la famille de naissance en Ontario avant juin 2009	127
1.1.2.2 L'avancée d'un droit inconditionnel en Ontario depuis juin 2009	128
1.1.3 La France : création de la parenté et primat de la généalogie	129
1.1.3.1 Le Conseil national pour l'accès aux origines (le C.N.A.O.P.)	132
1.1.4 Le Québec : le Rapport Lavallée	134
1.1.4.1 Les personnes visées par l'adoption plénière	135
1.1.4.2 La confidentialité des dossiers après ou avant une réforme	135
1.2 L'adoption simple ou celle sans rupture du lien d'origine	137
1.2.1 L'adoption simple dans le monde	138
1.2.1.1 L'adoption simple en France	139
1.2.1.2 Le recentrage vers l'adoption simple	140
1.2.1.3 La Défenseure de l'enfant	141
1.2.2 Les constats du Rapport Lavallée sur l'adoption simple	141
1.2.2.1 L'adoption sans rupture du lien d'origine	142
1.2.2.2 Les adaptations pour l'adoption internationale et les mises en garde	145
1.3 L'adoption ouverte	146
1.3.1 L'« open adoption » aux Etats-Unis et ailleurs	147
1.3.2 L'« open adoption » au Canada	148
1.3.3 L'adoption « ouverte » après une éventuelle réforme au Québec	149
1.3.3.1 L'insuffisance de données et les répercussions de l'adoption ouverte	150
1.4 La délégation judiciaire de l'autorité parentale	151
1.4.1 L'exemple de la France	153
1.4.2 Les situations privilégiées par le Rapport Lavallée	155
Conclusion – La réforme de l'adoption orientée	156
CONCLUSION GÉNÉRALE	158
a. Les principaux constats	159
a.1 L'histoire récente de la confidentialité des dossiers	159
a.2 La laïcisation de l'État au service des couples stériles	160
a.3 L'enfant cadeau pour la circulation d'enfants ou de statuts parentaux	161
a.4 L'individualisation et l'individuation	162
a.5 Les origines façonnent l'être	163
a.6 Les caractéristiques des enfants adoptables et la société changées	163
a.7 La connaissance du statut de personne adoptée	163
b. La réforme : la connaissance de son statut et de ses origines	164
b.1 La primauté de l'enfant quant à son identité fondamentale	165
b.2 Le nom : élément des processus d'individuation et d'individualisation	166
b.3 L'adoption plénière ouverte : une voie pas assez balisée	167

b.3.1 L'adoption plénière : priorité au respect de la généalogie	167
b.3.2 L'adoption plénière : le statut de personne adoptée et l'irrévocabilité	168
b.3.3 L'adoption plénière : dispositions transitoires	169
b.4 La délégation de l'autorité parentale : d'abord dans la parentèle	170
c. La connaissance des origines	171
c.1 Le droit international et la « mesure du possible » d'un droit fondamental ..	171
c.2 Les assises d'un droit fondamental en droit canadien	175
c.3 Les conflits de lois	178
c.4 Le principe indérogeable et les droits fondamentaux non absolus	179
BIBLIOGRAPHIE	182
TABLE DE LA JURISPRUDENCE	196
TABLE DE LA LÉGISLATION	197

TABLE DES ABRÉVIATIONS

ABRÉVIATIONS RELATIVES À LA LÉGISLATION

C.c. B.C.	Code civil du Bas Canada
C.c.Q.	Code civil du Québec
C.N.A.O.P.	Conseil national d'accès aux origines personnelles
C.p.c.	Code de procédure civile
C.R.D.E	Convention relative aux droits de l'enfant

G.O. Gazette officielle du Québec

J.O. Journal officiel (France)

L.C. Lois du Canada (depuis 1987)

L.p.j. Loi sur la protection de la jeunesse

L.Q. Loi du Québec (depuis 1969)

L.R.C. Lois révisées du Canada (depuis 1985)

L.R.Q. Lois révisées du Québec (depuis 1977)

S.C. Statuts du Canada (avant 1987)

S.Q. Statuts du Québec (avant 1969)

S.R.C. Statuts révisés du Canada (avant 1985)

S.R.Q. Statuts refondus du Québec (avant 1977)

ABRÉVIATIONS RELATIVES À LA JURISPRUDENCE

A.G.N.U. Assemblée générale des Nations Unies

B.C.S.C. British Columbia Supreme Court

c. contre

C.A. Cour d'appel (du Québec)

Ch. civ. Chambre civile (de la Cour du Québec)

Ch. J. Chambre de la jeunesse (de la Cour du Québec)

C.Q.	Cour du Québec
C.S.C.	Cour suprême du Canada
R.J.Q.	Revue de jurisprudence du Québec (depuis 1986)
S.C.	Supreme Court (ou Superior Court)

ABRÉVIATIONS DES PRINCIPALES REVUES DE DROIT ET DES RECUEILS DE DOCTRINE

I.Q.R.C.	Institut québécois de la recherche sur la culture
L.G.D.J.	Librairie générale de droit et de jurisprudence
McGill L.J.	McGill Law Journal
P.U.L.	Presses de l'Université Laval
R. du B.	Revue du Barreau
R.D.	Répertoire de droit de la Chambre des Notaires du Québec
R.D. / N.S.	Répertoire de droit de la Chambre des Notaires du Québec/Nouvelle série
R.D.U.S.	Revue de droit de l'Université de Sherbrooke
Rec. Acad.	
La Haye	Recueil Cours de l'Académie de La Haye

ABRÉVIATIONS DIVERSES

coord.	Coordonnateur
dir.	Directeur ou directrice
M.A.U.S.S.	Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales
S.A.I.	Secrétariat à l'adoption internationale

REMERCIEMENTS

Après une carrière comme gestionnaire dans le domaine de la santé et des services sociaux au Québec, des études de premier cycle en administration et une maîtrise en administration publique, j'ai fait mon entrée à la Faculté de droit comme étudiante au baccalauréat. J'ai poursuivi mes études à la Faculté des études supérieures, d'abord au programme du diplôme en droit notarial, pour entreprendre ensuite une maîtrise en droit, option recherche.

Au tout début de mon parcours juridique, j'ai rencontré le professeur Alain Roy, dont on m'avait vanté les qualités, apprécié notamment pour son implication bénévole à la présidence du CLSC Pointe-aux-Trembles-Montréal-Est, pendant plus de dix années. Je tiens à remercier Me Roy de m'avoir guidé, fort généreusement, dans la rédaction de ce mémoire. Je remercie également Johanne, Camille et Anne-Sophie pour leur compréhension.

Je remercie également mes lecteurs pour leur disponibilité et leur intérêt pour cette question particulière qu'est la connaissance des origines de la personne adoptée. Je remercie les professeurs et le personnel administratif de l'Université de Montréal, rencontrés au long de ce parcours, qui m'ont permis de concrétiser un rêve de mon adolescence, d'étudier à la Faculté de droit de l'Université de Montréal.

J'exprime ma profonde gratitude à Doris Baril, humaniste et gestionnaire émérite, pour son pragmatisme et ses précieux commentaires, qui m'a aiguillé notamment sur les sentiers de la psychologie. Je remercie Suzanne Charette, amie, femme de tête et de cœur, pour son écoute attentive et ses encouragements, qui m'a permis de demeurer en contact avec la vraie vie, malgré un retrait obligé de l'action pour plonger dans la réflexion.

Finalement, je remercie mon époux, Claude Plante, pour son amour et sa grande générosité, et mes enfants formidables, Louis-José et Irma-Marie, qui ont représenté l'ultime motivation à poursuivre ce mémoire pour la levée inconditionnelle du secret des origines. Je remercie également ma mère, Denise Ducharme et, à titre posthume, mon

père Laurent Barrette, pour leur immense contribution à la réussite de mes projets, notamment ces études entreprises depuis septembre 2002.

Louise-Andrée Barrette, le 27 août 2009

INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, nous assistons à plusieurs manifestations¹ de personnes adoptées à la recherche de leur père ou leur mère de naissance, ou même d'un autre membre de leur parenté biologique². Au hasard de notre cheminement personnel ou professionnel, parmi nos collègues de travail, amis ou autres, nous sommes appelés à rencontrer plusieurs personnes en quête de leurs origines biologiques.

Selon toute vraisemblance, les personnes adoptées ne ressentent pas toutes également le même besoin de connaître leurs origines biologiques. Certaines sont touchées gravement, dans leur santé mentale et leur équilibre personnel, par les effets des mécanismes de l'adoption. Leurs préoccupations ne sont pas anodines et plusieurs se reflètent dans la littérature populaire et l'actualité notamment. De nombreux livres, des films³ et des téléromans⁴ mettent en scène des personnes adoptées en quête de leur identité ou d'une certaine paix intérieure. Leurs préoccupations font parfois l'objet de discussion dans des tribunes téléphoniques ou certains reportages, notamment lorsqu'un projet de loi vise à modifier les règles relatives à l'adoption.

Au hasard des événements quotidiens, très tôt dans leur vie, les personnes adoptées vivent leur différence. Qu'il s'agisse d'adoption internationale ou d'adoption interne, le jeune enfant adopté prend conscience qu'il existe un chaînon manquant dans son

¹L'émission télédiffusée « Les retrouvailles » compte parmi l'une des plus médiatisées, publié en ligne à [http://tva.canoe.ca/emissions/clairelamarche/retrouvailles/index_ae.html].

²Le 25 septembre 2008, le site de « Mouvement Retrouvailles » recensait 166 inscriptions actives concernant des enfants recherchés et 619 concernant des parents recherchés, publié en ligne à [<http://www.mouvement-retrouvailles.qc.ca/>].

³Pour ne citer qu'un exemple, dans le film *Le Pitch*, la scénariste et réalisatrice Helen Hunt écrit sur le thème de la trahison en lien avec la recherche de la mère biologique. Hunt écrit : « on ne peut pas aimer réellement tant qu'on a pas fait la paix avec ceux qui nous ont trahi et avec ceux qu'on a nous-même (sic) trahis », dans Christine FORTIER, « Quand tout bascule », dans *Clin D'œil*, 05-2008, Québecor Média, p. 97. [www.clindoeil.canoe.ca]. Ce numéro de *Clin D'œil* comportait plusieurs articles regroupés autour du thème « Psycho – J'ai le mal de mère ». L'article de FORTIER va dans le sens d'un article de Charles RYCROFT (1914-1998), psychanalyste, « On ablation of the Parental Images, or The Illusion of Having Created Oneself (1985) que Paul ROAZEN a commenté dans son article « Charles Rycroft et le thème de l'ablation », dans *Médecine & Hygiène/Psychothérapies*, 20003/1 – Vol. 23, ISSN 0251/pages 53 à 62, publié en ligne à [http://www.cairn.info/lead_pdf.php?ID_ARTICLE=PSYS_031...].

⁴Dans le téléroman *Providence*, diffusé à la télévision de la Société Radio-Canada, saisons 2007-2008 et 2008-2009, deux des personnages principaux vivent dans l'incertitude de connaître les liens génétiques qui les unissent. Ils passent des tests génétiques pour connaître l'identité de leurs père et mère.

histoire. Exemple anodin : contrairement à ses camarades de classe, il n'est pas en mesure de mettre dans un album sa photographie « de bébé ».

Dans un contexte plus global, les découvertes sur la génétique et sur la généalogie offrent de nombreux éléments qui peuvent attirer notre attention sur l'incidence de nos ascendants dans notre propre vie. Nous prenons ces informations pour acquises, tandis que les personnes adoptées se battent pour les obtenir, trop souvent sans succès. Pour certaines personnes adoptées, tout ce qui circule, que ce soit dans les ouvrages littéraires ou scientifiques notamment, concernant la généalogie et l'hérédité particulièrement, est d'autant plus troublant que l'identité même de leurs parents de naissance demeure inconnue. Et rien ne leur garantit qu'elles pourront un jour s'approprier ces renseignements fondateurs⁵.

En effet, le *Code civil du Québec* ne prévoit qu'une seule forme d'adoption, soit l'adoption plénière⁶. Dans la logique de l'adoption « plénière », la filiation d'origine est remplacée par la filiation adoptive et la personne adoptée cesse d'appartenir à sa famille d'origine⁷. Cette rupture complète entre la personne adoptée et ses parents de naissance signifie également qu'il y a une rupture entre elle et ses grands-parents d'origine ou d'autres personnes significatives de sa parentèle. La loi prévoit en outre qu'au moment du jugement d'adoption, l'acte de naissance originel de l'enfant est

⁵Notons que les généalogistes qui s'intéressent depuis longtemps à la question de l'adoption, ont dressé des banques de renseignements qui pourront l'aider à reconstituer le fil de son histoire généalogique. L'Institut généalogique Drouin a recensé 1082 actes d'adoption entre 1911 et 1998 sous le « Registre des adoptés-ées du Québec », publié en ligne à [http://www.institutdrouin.com].

⁶Voir à ce sujet Agnès FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 396, p. 5. « L'institution de l'adoption passe en effet d'un modèle « fermé », fondé sur les idées maîtresses de rupture totale du lien de filiation, d'anonymat des parties impliquées et de secret absolu des dossiers d'adoption comme des actes d'état civil originels, selon la définition qu'en donne D. Goubau à propos du Canada, à un modèle ouvert, connu aujourd'hui sous l'expression d'*open adoption*. ». Au Québec, l'adoption plénière peut être qualifiée officieusement d'adoption ouverte lorsque les parents de naissance et adoptifs se connaissent. D'après la même source, « [on] assiste depuis une ou deux décennies aux USA et au Canada à des transformations majeures qui touchent l'Europe avec un certain retard. », p. 5.

⁷*Code civil du Québec* (ci-après C.c.Q.), art. 577. L'adoption est non seulement permise dans le cas d'enfants délaissés ou orphelins mais également pour l'enfant du conjoint décédé (art. 552 et 579, al. 2 C.c.Q.), ce qui se fait « au prix d'une rupture identitaire pour le moins abrupte. », dans Alain ROY, *Le droit de l'adoption au Québec*, Collection Bleue, Série Précis, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 2006, 254, p. 36.).

remplacé par un tout nouvel acte et le nom de l'enfant adopté peut être modifié selon les désirs des parents adoptifs⁸, si cela est dans l'intérêt de l'enfant.

En raison du caractère « fermé » de l'adoption, les dossiers judiciaire et administratif d'adoption resteront à jamais confidentiels⁹, ce qui empêchera la divulgation des renseignements qui y sont contenus et l'identification des parties concernées, à moins que ces dernières n'aient consenti au dévoilement de leur identité¹⁰.

À la lumière de ce qui précède, force est de conclure que le droit québécois donne préséance au droit à la vie privée de la famille de naissance par rapport au besoin de la personne adoptée de connaître ses origines. Cet état du droit est-il bien fondé ou légitime, eu égard aux nouvelles réalités de l'adoption et à différentes découvertes scientifiques, génétiques¹¹ et généalogiques notamment, qui confirment l'importance de la connaissance des origines pour le développement de la personne et la construction de son identité?

En lien avec les différents constats mentionnés précédemment, le présent mémoire s'appuie sur une perspective plus large que la seule perspective juridique. Ainsi, nous croyons qu'il faut comprendre l'être humain, dans sa globalité, et un tant soit peu la société dans laquelle il évolue, pour conclure sur la pertinence ou non du secret des origines.

⁸Art 132 C.c.Q. Un nouvel acte de naissance sera confectionné, par le Directeur de l'état civil, à partir des nouvelles informations et de celles contenues à l'acte de naissance d'origine et qui n'ont pas fait l'objet de modifications. Les renseignements antérieurs à l'adoption ne pourront être communiqués aux autorités médicales que lorsqu'un préjudice grave risque d'être causé à sa santé du fait de la privation de ces derniers. Le tribunal doit alors intervenir pour juger du bien-fondé de la situation (C.c.Q, art. 584, al.1).

⁹Art. 582, al. 1 C.c.Q.

¹⁰Il s'agit des consentements de la personne adoptée, si elle est déjà au courant de son adoption (*Droit de la famille* – 2427, [1996] R.J.Q. 1451 (C.Q.) et *Droit de la famille* – 657, [1989] R.D.F. 542 (C.Q.) et ce, à partir de quatorze ans (art. 583, al. 1 C.c.Q.), du parents de naissance concerné (idem) et du parent adoptant, si la personne adoptée a moins de quatorze ans (art. 583, al.2 C.c.Q.). En cas de décès d'un parent de naissance, qui n'aurait pas consenti de son vivant, ces informations sont inaccessibles à jamais.

¹¹En effet, la génétique a déjà révélé l'importance pour chaque individu de posséder des renseignements sur ses ascendants notamment pour des besoins de santé publique. Les sciences biotechnologiques utilisent les gènes dans leurs recherches sur la prévention de certaines maladies.

Ce mémoire comprend trois parties. Dans la première partie, nous tenterons d'expliquer d'où vient la règle juridique du secret des origines au Québec, avec en toile de fond un certain éclairage historique et anthropologique. En nous interrogeant sur la provenance du secret des origines, nous constaterons qu'à travers le temps, dans nos sociétés contemporaines occidentales, l'adoption n'implique pas toujours la règle juridique du secret. Comme nous le verrons, cette dernière n'est pas universelle et installée depuis des temps immémoriaux. Ainsi, pour les enfants abandonnés ou orphelins du Québec, c'est en 1924 qu'est entrée en vigueur la *Loi concernant l'adoption*¹² qui établit les premières dispositions sur l'adoption. Cependant, ce n'est qu'en 1969 que la *Loi de l'adoption*¹³ a encadré formellement la confidentialité des dossiers¹⁴.

D'un point de vue complémentaire à l'histoire de l'adoption, dans les sociétés contemporaines occidentales, l'anthropologie fait ressortir notamment des enjeux majeurs dans l'adoption, soit la protection et l'assistance à l'enfant, sans oublier la poursuite de retombées subsidiaires pour la société, par exemple, sur le plan des mœurs, de la main d'œuvre et de la prévention de la délinquance. Dans cette dynamique, de façon plus pointue, le secret des origines veut principalement, selon l'époque, cacher la stérilité du couple et garantir une relation exempte de concurrence entre les parents adoptants et les parents de naissance.

Dans la seconde partie, nous tenterons de mettre en évidence l'importance du secret des origines à travers des perspectives empruntées à la sociologie, la psychologie humaniste et la psychanalyse. Ceci nous permettra d'appréhender ses effets notamment sur la personne adoptée.

Par exemple, diverses observations sociologiques nous amèneront à comprendre certains mécanismes sociaux de développement de la personne dans une société postmoderne. Parmi les plus caractéristiques, il y a l'individualisme, duquel ressortent

¹²*Loi concernant l'adoption*, S.Q. 1923-1924, ch.75.

¹³L.Q. 1969, ch. 64. Ce mécanisme a pour objectif de procurer à l'enfant un milieu de vie stable favorable à son développement. Fait à noter, l'enfant de parents mariés ne peut être adopté que par un ascendant de l'adoptant. L'article 31 prévoit notamment que le tribunal peut communiquer les données confidentielles à la demande d'une personne qui établit « un intérêt compatible avec le plus grand bien de l'adopté ».

¹⁴Renée JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, coll. Cahiers du Québec, Montréal, Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1999, 330, p. 233.

les processus d'individuation et d'individualisation qui favorisent l'auto-réalisation et l'auto-définition de l'individu. La connaissance de soi, qui en est la pierre angulaire, s'appuie notamment sur des renseignements détenus soit dans le dossier d'adoption, soit par les parents ou les membres de la parentèle de naissance de la personne adoptée.

Selon des sociologues, le secret des origines confère à l'enfant un statut fixe, c'est-à-dire coupé de sa généalogie, sans attache. Vu sous cet angle, le secret des origines contribue à une certaine subjectivation de l'enfant au niveau sociétal, ce qui se répercute au niveau personnel. Cette subjectivation profite aux familles, postmodernes ou issues des nouveaux modèles de conjugalité, qui ont repoussé « à l'arrière-plan les règles de la parenté traditionnellement fondées sur le sang et sur l'alliance »¹⁵ pour mettre à l'avant-plan le caractère fondateur des liens affectifs entre les membres de la famille. Les mécanismes de l'adoption, avec le secret des origines, négligent la prise en compte des liens créés, depuis sa conception, entre l'enfant et sa parentèle, liens qui s'anéantissent dès le prononcé d'une adoption plénière, sauf exceptions.

Quant aux écrits issus du domaine de la psychologie, dont ceux particulièrement liés à la psychologie humaniste et la psychanalyse, ils confirment également que l'impact de secret des origines est important. Les reliquats de la vie de l'enfant adopté avec ses parents de naissance sont conscients ou inconscients.

Ainsi, toute personne adoptée ou non est porteuse d'un héritage génétique et/ou biologique et généalogique (sa place dans la lignée) ou se comporte d'une façon telle qu'on peut présumer une influence de ses parents de naissance notamment. La psychologie humaniste met en valeur l'importance de l'actualisation de soi, rendue possible par la mise au jour « consciente » de tout ce bagage, qui est en fait son histoire.

De son côté, la psychanalyse fait ressortir l'importance de la filiation dans l'inconscient. Pour tout être humain, elle met en évidence la signification de son nom de naissance, sa place dans la lignée et l'importance de la parole qui lui a été adressée très tôt dans sa

¹⁵Carmen LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 6.

vie, d'aussi loin que durant la période intra-utérine. Ces éléments sont en quelque sorte des déterminants dans la façon d'agir et de penser de la personne. La psychanalyse démontre également que les contenus refoulés dans l'inconscient doivent être amenés à la conscience pour permettre la guérison de l'anxiété et de certains troubles reliés à certains événements survenus depuis sa conception.

Cela dit, la psychanalyse, à l'instar d'autres disciplines¹⁶, fait ressortir l'évidence d'un lien intergénérationnel et participe à la démonstration du fonctionnement de tels liens. Le secret des origines prive la personne adoptée de divers renseignements susceptibles de l'aider à résoudre certains problèmes psychologiques.

Cette partie de notre recherche relèvera notamment le paradoxe qui caractérise le droit actuel : le secret des origines inscrit dans les mécanismes de l'adoption plénière rompt définitivement les liens généalogiques de la personne adoptée avec ses parents de naissance, malgré le fait que les liens de sang sont considérés inaltérables et indissolubles.

Dans la troisième partie, nous explorerons de nouvelles avenues juridiques plus respectueuses des besoins identitaires de l'être humain, susceptibles de mieux répondre aux besoins de la personne adoptée, notamment à la lumière du droit étranger et des orientations du Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption¹⁷, déposé le 30 mars 2007, sous la présidence de Carmen Lavallée.

Si chaque pays traduit dans sa législation son lot de valeurs, nous savons que, depuis 1993, au niveau international, le droit met en avant-scène la *Convention internationale des droits de l'enfant*¹⁸. Des exemples peuvent nous inspirer dans notre recherche d'un

¹⁶ « [Par exemple, la psychogénéalogie s'intéresse à la transmission des problèmes psychologiques entre les générations. Elle constate que la] mémoire familiale et collective, indispensable au développement psychique de chacun [est un élément très important et que] [c]'est en ayant conscience de ce que les générations précédentes ont pu être que¹⁶ [l'individu arrive à se construire] », dans *LE PETIT LAROUSSE de la PSYCHOLOGIE*, Grandes questions, Questions essentielles, p. 328.

¹⁷ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption à la mesure de chaque enfant*, 2007, 125 p.

¹⁸ Cette dernière prévoit notamment le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux, dans la mesure du possible. Face à la controverse quant à savoir de quels parents il s'agit, soit de parents légaux ou de parents adoptifs, nous prenons le parti des parents de naissance. Car, il y va du caractère d'indisponibilité de la personne qu'il en soit ainsi, en plus de tous les éléments

plus grand respect des droits de l'enfant. Lorsque survient le besoin de confier l'enfant à d'autres parents que son père et sa mère de naissance, les façons de faire diffèrent selon l'importance accordée au lien généalogique.

Par ailleurs, plusieurs pays ont rétabli les bases ou amorces d'un rétablissement du droit à la connaissance des origines quand il n'existait pas déjà. La France a institué le Conseil national d'accès aux origines personnelles (C.N.A.O.P.) pour équilibrer les droits du parent de naissance et celui de l'enfant adopté. L'Ontario a effectué une réforme sur le droit d'accès aux origines¹⁹. Nous jetterons un bref coup d'œil sur différents contextes d'application de ce droit et tenterons de cerner de nouvelles avenues de réflexion pour le législateur québécois.

Finalement, nous concluons sur la pertinence de poursuivre la recherche sur la connaissance des origines d'après la perspective des droits fondamentaux. Le Canada et le Québec se sont dotés respectivement d'une charte consacrant les droits fondamentaux inhérents notamment à la liberté, à la dignité, à l'égalité et à la vie privée. Le droit à la connaissance des origines pourrait s'appuyer sur de telles chartes.

Cela dit, notre recherche est basée sur une approche objectiviste²⁰ qui suppose à la base la représentation théorique du phénomène ou de la problématique sous études²¹,

que nous allons faire ressortir dans le présent mémoire. Une fois survenue l'adoption, cette intervention supplétive doit être orientée dans le meilleur intérêt et le respect des droits de l'enfant adopté. Avec le concours de l'adoption, qui lui confère tous les attributs dont jouissent les parents pour élever leur enfant, le parent adoptif doit créer les liens d'attachement qui lui permettront de prendre une plus ou moins grande place dans la vie de l'enfant.

¹⁹Dans *La Presse* du mardi 14 octobre 2008, le gouvernement de la province de l'Ontario a fait paraître un avis dans ces termes : « À compter du 1^{er} juin 2009, les dossiers d'adoption de l'Ontario seront ouverts. Cela signifie que les personnes adultes adoptées ainsi que les parents de sang auront accès aux renseignements identificatoires contenus dans les dossiers de naissance et les ordonnances d'adoption. ». Le gouvernement de l'Ontario informe les personnes qui sont concernées par une ordonnance d'adoption enregistrée avant le 1^{er} septembre 2008, personnes adultes adoptées et parents de sang, qu'elles peuvent déposer un veto pour interdire la divulgation des renseignements les concernant et ce, avant le 1^{er} juin 2009, publié en ligne à [<http://www.ontario.ca/infoadoption>].

²⁰Selon Jean-Paul JEANNIN, « l'approche objectiviste : la plus courante, postule une extériorité du chercheur par rapport à l'objet, et consiste à confronter des hypothèses théoriques, à des données d'observation ou d'expérimentation (méthode hypothético déductive) » par opposition à une approche subjectiviste qui « plus inductive, postule que le chercheur ne peut être à l'extérieur de l'objet sur lequel il travaille, et part du terrain. », publié en ligne à [<http://www.sosreseaux.com>].

²¹Ce mémoire ne consiste donc pas à analyser des données recueillies sur le terrain, mais plutôt à procéder à une recension d'écrits qui ont un lien avec la connaissance des origines en

et ce, dans le respect du principe de neutralité de valeurs. À cette fin, nous adopterons une perspective multidimensionnelle²². Bien que nous ne soyons ni anthropologue, ni sociologue, ni psychologue, il nous a semblé essentiel de rapporter les connaissances savantes colligées (mémoire-compilation)²³ par les spécialistes œuvrant dans ces champs disciplinaires. La connaissance des origines soulève des enjeux qui dépassent largement les frontières du droit. Cette revue nous permettra de situer la règle de droit et d'en comprendre la portée et les limites. Notre recherche s'inscrit ainsi dans une perspective herméneutique²⁴, puisque nous nous attarderons à comprendre plutôt qu'à expliquer la problématique sous étude²⁵.

anthropologie, en sociologie, en psychologie humaniste et en psychanalyse et également en droit.

²² « Une recherche en sciences humaines doit intégrer une approche multidimensionnelle, c'est-à-dire qu'elle doit tenir compte des multiples dimensions (économiques, culturelles, historiques, psychologiques, etc.) d'un phénomène humain. », dans François DEPELTEAU, *La démarche d'une recherche en sciences humaines, De la question de départ à la communication des résultats*, St-Nicolas (Québec), Les Presses de l'Université Laval, 417, p. 81.

²³ Le mémoire-compilation « rassemble l'essentiel de la littérature qui traite de la question, il l'analyse et en fait une présentation critique. Son effort consiste à montrer sa capacité de compréhension des travaux déjà réalisés, sa perception des divers points de vue et son art d'exposer l'état du débat, le cas échéant, en exprimant une position personnelle. », dans Jean-Pierre FRAGNIÈRE, *Comment réussir un mémoire*, Paris, Dunod, 1996, 117, p. 7. Selon cet auteur, il en existe notamment deux autres types : le mémoire-recherche, (« Il aborde l'étude d'un thème neuf ou peu exploré. Il implique une démarche d'observation substantielle, souvent une étude empirique. L'étudiant doit « aller sur le terrain »), et le mémoire-analyse d'expériences qui procède dans le cadre des formations professionnelles supérieures, lorsque les étudiants ont effectué des stages.

²⁴ « Ce mot un peu complexe vient du grec hermêneutikê qui signifie « art d'interpréter, de faire comprendre ». Il fut introduit dans l'Encyclopédie « pour désigner l'art de découvrir le sens exact d'un texte ». Au XXe siècle, en sémiologie, il signifie « système d'interprétation d'une séquence de signes (symboles, etc.) et des codes qui l'organisent. », dans F. DEPELTEAU, *La démarche d'une recherche en sciences humaines, De la question de départ à la communication des résultats*, St-Nicolas (Québec), Les Presses de l'Université Laval, 417, p. 91-92.

²⁵ « La compréhension se distingue de l'explication en ce qu'elle intègre l'étude du sens que lui donne l'acteur concerné. L'explication se contente d'établir des liens de causalité. L'objet *expliqué* est l'effet d'une ou de plusieurs causes. L'objet *compris* ne s'appréhende pas seulement par la mise à jour de ses causes, mais par celle de la finalité (ou des finalités) qui le fait apparaître au monde. », dans F. DEPELTEAU, *La démarche d'une recherche en sciences humaines, De la question de départ à la communication des résultats*, St-Nicolas (Québec), Les Presses de l'Université Laval, 417, p. 92. Nous tenterons donc de mettre en évidence notamment les connaissances à ce jour sur les finalités (histoire et anthropologie) de l'adoption et l'effet de ses principaux mécanismes (confidentialité des dossiers, changements aux registres civils) sur les besoins de la personne adoptée. Le comportement de l'être humain « libre et conscient » dépend des finalités ou des buts qu'ils se fixent.

I – L'ÉVOLUTION DE L'ADOPTION - PERSPECTIVES²⁶ HISTORIQUE ET ANTHROPOLOGIQUE

Cette première partie comporte deux sections qui s'intéressent à des fondements historiques et anthropologiques du secret des origines de l'enfant adopté au Québec. La première porte sur le placement d'enfant et l'adoption au Québec, en lien avec le secret des origines et, la seconde, à la circulation d'enfants dans les sociétés archaïques et les sociétés contemporaines occidentales.

I.A – L'ADOPTION ET LE SECRET DES ORIGINES (Perspective historique)

1. Un peu d'histoire sur l'adoption au Québec

1.1 Le placement ou l'adoption de fait des enfants abandonnés

L'histoire nous révèle que, de tous temps, des enfants ont été abandonnés par leurs père et mère ou exclus de leur famille²⁷ que ce soit ici ou ailleurs dans le monde²⁸. En Nouvelle-France, dans la première moitié du XVIII^e siècle, la plupart des enfants « trouvés » sont à la charge du Roi. Le procureur de ce dernier est chargé de les confier à une nourrice choisie avec attention pour contrer le taux de mortalité élevé de ces derniers. Il les fait « engager » dès l'âge de 18 mois ou aussitôt qu'ils sont « sevrés », jusqu'à ce qu'ils soient en âge de gagner leur vie ou adoptés de fait²⁹. Ainsi débute une coutume, le placement d'enfant, qui aura cours au Québec durant deux décennies. Par la suite, à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, sous le Régime britannique, le placement d'enfant est « utilisé pour recueillir les enfants apparentés »³⁰.

²⁶ « Manière de voir : point de vue. », dans *Le Petit Larousse illustré*, 2001.

²⁷ André MOREL, « L'enfant sans famille, De l'ancien droit au nouveau Code civil », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227, p. 7-34.

²⁸ Dès le début de la Nouvelle-France, les enfants « abandonnés » sont souvent des enfants illégitimes victimes de la désapprobation sociale et de la pauvreté de leurs mères notamment. La *Coutume de Paris*, en vigueur au début de la colonie, n'accorde que des droits alimentaires aux « bâtards ». Suite à l'avènement du Régime britannique, le droit civil français, qui sera finalement maintenu par l'*Acte de Québec de 1774*, introduit une exception soit la liberté illimitée de tester. Les enfants « illégitimes » peuvent sans restriction hériter de leurs parents de naissance. Pour plus de détails, voir R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1999, 330, p. 38.

²⁹ R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, coll. Cahiers du Québec, Montréal, Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1999, 330, p. 30-31.

³⁰ Carmen Lavallée explique le placement d'enfants, à partir d'une définition de M. Lauzon (« Réflexions sur l'adoption », (1970) 5 R.J.T. 323, 325). Le placement d'enfants est le fait de « personnes qui gardent un enfant comme s'il était le leur sans avoir obtenu de jugement ou autorisation extérieure pour le faire. [...] La pratique s'est poursuivie même après l'introduction de l'adoption légale en 1924. [...] Le placement de fait a été, dès le départ considéré comme une

Les enfants sans famille sont dirigés vers les communautés religieuses et, pour cette raison, dans plusieurs cas, ces derniers peuvent être adoptés de fait.

Tant sous les Régimes français et anglais, les gouvernements successifs du Québec sont intervenus à la pièce pour régler les diverses problématiques liées à l'enfance. Cela dit, il est intéressant de rappeler certaines interventions législatives qui donnent un aperçu de l'évolution du droit québécois.

En 1801³¹, une importante loi est votée afin d'assurer un soutien financier à trois institutions³² du Bas-Canada qui s'occupent des enfants «trouvés»³³ ou abandonnés. En 1808, des commissaires sont nommés afin que les enfants d'âge convenable soient placés comme domestiques ou apprentis jusqu'à l'âge de leur majorité, alors fixée à 21 ans. En 1823, le législateur donne des pouvoirs accrus aux commissaires et les nomme à titre de tuteur³⁴. En 1830, un essor institutionnel a lieu grâce à une philanthropie privée. Puis, dans le dernier quart du XIXe siècle, de nombreux hospices (pour les filles-mères) et des crèches (pour les enfants à adopter) sont créés pour « dissimuler les

coutume de charité, ce qui explique que les enfants complètement abandonnés constituaient une population marginale. Ceux qui ne bénéficiaient pas d'un placement dans leur famille étaient recueillis par les institutions religieuses. », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 2005, 541, p. 23-24.

³¹A. MOREL, « L'enfant sans famille, De l'ancien droit au nouveau Code civil », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227, p. 21.

³²L'Hôpital général des Sœurs grises de Montréal (dès 1754), l'Hôtel-Dieu à Québec (dès 1800) et le couvent des Ursulines à Trois-Rivières (dès 1800). D'après A. MOREL, « L'enfant sans famille, De l'ancien droit au nouveau Code civil », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227, p. 21.

³³« Mais en réalité le taux des naissances illégitimes, dans les années 1800-1820, était notablement inférieur au taux que l'on avait connu entre 1740 et 1760. ». A. MOREL, « L'enfant sans famille, De l'ancien droit au nouveau Code civil », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, Québec, 227, p. 22. De plus, soulignons que le Conseil législatif formera un comité d'enquête suite à une augmentation constante des enfants abandonnés. Il se demande si le « soutien des enfants abandonnés [est] la cause même de leur abandon et de la multiplication de leur nombre. », Id., p. 22.

³⁴Cette façon de faire prévaudra jusque dans la moitié du XXe siècle. D'après A. MOREL, « L'enfant sans famille, De l'ancien droit au nouveau Code civil », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227, p. 21.

maternités hors mariage »³⁵. La révolution industrielle transforme en profondeur les sociétés occidentales et le nombre d'enfants en besoin de protection augmente.

En 1866, le *Code civil du Bas-Canada* reprend les dispositions de l'ancien droit français, (celles de la *Coutume de Paris*), exception faite de la liberté de tester³⁶. Il n'y a pas de disposition sur l'adoption légale. Le *Code civil du Québec* distingue les enfants naturels simples et les enfants naturels incestueux ou adultérins. Les premiers ont le droit de recevoir des donations sans restriction mais les seconds doivent se contenter des aliments. Ainsi, la misère vécue par les enfants sera due en grande partie à la pauvreté, mais également au statut³⁷ que leur confèrent les circonstances de leur naissance. Ils subiront les contrecoups de l'infortune et de la désapprobation sociale dont sera l'objet leur mère célibataire³⁸.

À la suite de la Première Guerre mondiale (1914-1918), de nombreux bouleversements politiques et sociaux se succèdent. Les jeunes enfants abandonnés ou orphelins du Québec, qui ne sont pas adoptés de fait, sont toujours dirigés vers les institutions privées³⁹, de plus en plus débordées et sans ressources suffisantes. Ces dernières sont encore tributaires du dévouement des communautés religieuses, du soutien financier d'âmes charitables et, pour une petite part, de celui des autorités publiques.

« D'une part, les crèches étaient bondées, au point où les autorités religieuses se voyaient dans l'obligation de refuser des enfants, et les coûts liés à l'entretien des orphelinats ne cessaient de croître. D'autre part, la situation des enfants confiés à des familles adoptives par les institutions religieuses restait ambiguë puisque le placement d'enfant n'était pas reconnu par la loi. »⁴⁰

³⁵ « Cette pratique s'est maintenue jusqu'à la fin des années 1960. » dans A. MOREL, « L'enfant sans famille, De l'ancien droit au nouveau Code civil », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227, p. 25.

³⁶ R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Montréal, Éditions Hurtubise, 1999, 330, p. 54.

³⁷ L'égalité juridique des enfants sera effective en 1980 par la *Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille*, L.Q. 1980, ch. 39.

³⁸ Le portrait de Rosalie Jetté, mère célibataire, et de son enfant, qui vécurent au XIXe siècle, est décrit dans le roman de Micheline LACHANCE, *Les filles tombées*, Québec Amérique, 438 p.

³⁹ Entre la première et la seconde guerre mondiale, de nombreux organismes sont créés pour placer les enfants abandonnés en foyers nourriciers et dans des familles désireuses de les adopter. Jusque dans les années 1950, ces organismes se développent pour s'étendre dans toutes les régions du Québec.

⁴⁰ C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 27.

L'absence quasi-totale de mesures sociales envers la mère encourage l'adoption de fait⁴¹ de nombreux enfants dans le besoin. Parmi les enfants « adoptés de fait », certains sont retournés à leurs parents naturels, lorsque ces derniers parviennent à établir leur paternité ou leur maternité en justice⁴². Pour régulariser cette situation, des pressions sont faites sur le gouvernement pour qu'il institue l'adoption légale.

1.2 L'adoption légale (1924-1967)

1.2.1 Le choix de l'adoption plénière (1924-1925)

Au Québec, la première *Loi concernant l'adoption*⁴³ est entrée en vigueur en 1924⁴⁴. À cette époque, l'adoption légale a pour but de remplacer les effets de « l'engendrement » par d'autres effets liés au concept de « filiation »⁴⁵. Cette loi très progressiste pour

⁴¹ « L'âge auquel les enfants étaient placés en famille variait suivant les occasions que l'on avait de trouver « des personnes reconnues pour leur probité et leur honnêteté » et qui soient disposées à recevoir l'enfant qu'on leur confiait et à l'élever « comme leurs propres enfants ». Si ceux chez qui l'enfant avait été mis en nourrice demandaient à le garder, on leur donnait la préférence. », dans A. MOREL, « L'enfant sans famille, De l'ancien droit au nouveau Code civil », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227, p. 22.

⁴² « Des parents biologiques réussissaient parfois à retrouver leur enfant naturel et à établir le lien de filiation qui les unissait à lui. Ils tentaient par la suite de le reprendre au moyen d'un bref d'*habeas corpus*, ce qui entraînait des complications que seule une reconnaissance législative pouvait enrayer. ». [...] « L'*habeas corpus* est une procédure du droit criminel anglais originaire de la *grande Charte* du roi Jean d'Angleterre, qui vise à assurer qu'une personne n'est pas détenue contre sa volonté. La validité de son utilisation par des parents biologiques désireux de reprendre la garde physique de leur enfant fut confirmée par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Stevenson c. Florent*, [1925] R.C.S. 532. En matière d'adoption, la jurisprudence n'était pas toujours cohérente. », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 27.

⁴³ « Les adoptions faites avant 1924 étaient des adoptions de fait qui ne créaient aucun lien juridique. Les relations entre adoptants et adoptés s'établissaient sur des bases informelles. Les adoptants pouvaient « avantager » les adoptés au moyen d'un legs ou d'une donation. Il n'existait aucune obligation alimentaire réciproque ni aucun droit de succession entre adoptants et adoptés. », dans R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, coll. Cahiers du Québec, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 141.

⁴⁴ *Loi concernant l'adoption*, 14 Geo. V, 1924, c. 75. Règle générale, les parents de naissance de l'enfant doivent consentir à l'adoption à moins que l'enfant ait été abandonné durant les deux années précédant la requête. Les époux et une personne célibataire âgée de plus de 21 ans peuvent adopter un enfant plus jeune que le requérant. Le cas échéant, les consentements du tuteur ou de l'enfant lui-même, s'il est âgé de quatorze ans ou plus, doivent également être obtenus.

⁴⁵ « La filiation est une notion juridique et construite [...]. Consacrée par le droit, elle rattache l'individu à un groupe. Elle n'est pas toujours le reflet fidèle de la réalité biologique. Elle peut se fonder cumulativement, ou alternativement, sur une réalité « socio-affective », comme dans le cas d'une adoption, d'une procréation assistée avec donneur, d'un adultère dans le cadre du mariage ou de la reconnaissance d'un enfant par un homme qui n'en est pas le géniteur. La

l'époque soulève des réactions très vives⁴⁶ notamment de la part du clergé. Elle est donc modifiée de façon substantielle en 1925⁴⁷, essentiellement pour restreindre les catégories d'adoptants et empêcher l'adoption des enfants légitimes qui ont des parents.

En pratique, par la nouvelle loi modifiée, les enfants illégitimes, abandonnés et orphelins peuvent être adoptés, s'il est clairement établi qu'ils ne sont ou ne seront pas pris en charge par leurs parents ou leurs ascendants de naissance⁴⁸. Une déclaration doit être faite à cet effet. Aux termes de la législation, le lien juridique est rompu entre l'enfant et sa famille d'origine⁴⁹. Le juge se voit confier la discrétion de modifier le nom⁵⁰. La loi interdit l'adoption des personnes majeures⁵¹.

Carmen Lavallée signale que la loi québécoise s'est largement inspirée de la loi ontarienne de 1921. « Les contestations à l'encontre de la loi de 1924 illustrent les difficultés qui découlaient de l'introduction d'une institution de common law en droit civil québécois. »⁵² Selon Lavallée, l'objectif du législateur est de diminuer le nombre d'enfants placés dans les orphelinats. Seule l'adoption plénière est retenue parce qu'elle rompt définitivement les liens de l'adopté avec ses parents de naissance, ce qui correspond aux vœux des adoptants. Dès lors, nous comprenons que le législateur québécois ne s'est pas inspiré du droit français car, à ce moment, l'adoption française laissait subsister les liens entre l'enfant et sa famille, ce qu'on appelle l'adoption simple.

prépondérance accordée à l'une ou l'autre de ces réalités et leur pondération est une affaire essentiellement culturelle. », dans D. A. SCHORNO, *Procréation assistée et filiation : Enjeux et solutions en Suisse et au Québec*, mémoire de maîtrise, Montréal, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, 2007, 126, p. 4.

⁴⁶ « Se rendant aux objections principales des autorités religieuses, le législateur a profondément altéré la loi de 1924 qui devait être avant-gardiste et « d'intérêt général ». En ne permettant plus l'adoption des enfants légitimes qui ont encore leurs parents, il a structuré en fin de compte le système de l'adoption dans un cadre strict et rigoureux, l'éloignant ainsi de sa finalité première, c'est-à-dire l'intérêt véritable des enfants abandonnés. », dans D. GOUBAU et C. O'NEILL, « L'adoption, l'Église et l'État, Les origines tumultueuses d'une institution légale », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227, p. 99.

⁴⁷ *Loi concernant l'adoption*, S.Q. 1923-1924, ch.75.

⁴⁸ *Loi concernant l'adoption*, S.Q. 1923-1924, ch.75, art. 6.

⁴⁹ *Loi concernant l'adoption*, S.Q. 1923-1924, ch.75, art.16.

⁵⁰ *Loi concernant l'adoption*, S.Q. 1923-1924, ch.75, art.17.

⁵¹ *Loi concernant l'adoption*, S.Q. 1923-1924, ch.75, art. 6.

⁵² C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 28.

D'ailleurs, à ce moment, l'adoption n'est permise en France que depuis un an et ce, dans le cas d'une personne mineure⁵³.

1.2.2 L'amorce d'une prise en charge étatique

L'importance de l'Église dans l'aide apportée à l'enfance au Québec, au début du XXe siècle, mérite d'être soulignée. Nous résumerons succinctement les courants idéologiques qui s'affrontent, en 1924, au moment où le législateur québécois adopte sa première loi sur l'adoption.

Le premier est traditionnel. Il « favorise le maintien du système en place pour venir en aide aux personnes en difficulté »⁵⁴ et il confirme le rôle de l'Église catholique dans la société, par l'action des communautés religieuses et leurs institutions. L'Église assure ainsi le contrôle et la diffusion des valeurs qui sont siennes et la défense de ses intérêts. Le second courant de pensée est réformiste et il « préconise plutôt la diversification des services offerts à la population dans un cadre général supervisé par l'État »⁵⁵. Cette situation tient de la lutte sur la séparation des pouvoirs entre l'Église et l'État⁵⁶.

Cela dit, au début de cette confrontation Église-État, la loi québécoise de 1924 prévoit que l'adoption peut avoir lieu pourvu que les parents de naissance aient donné leur consentement. L'Église considère la loi contraire à la puissance paternelle et accuse le législateur de s'être octroyé un droit qu'il n'a pas, celui de substituer une filiation fictive à une filiation de sang. Finalement, la vive réaction de l'Église, et d'autres contestations jamais anticipées par le gouvernement face à une telle loi, entraînera rapidement des modifications en 1925. Mentionnons que parce qu'elle souhaite l'adoption des enfants

⁵³ « Loi du 19 juin 1923 modifiant différents articles du Code civil sur l'adoption, JO 20 juin 1923, art. 352. De plus, l'adoption des mineurs est permise depuis un an à peine en France au moment où survient la réforme québécoise. », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 27.

⁵⁴ « [...] dans le milieu canadien-français tout au moins, les problèmes sociaux qui ne peuvent trouver de solution au niveau familial ou paroissial sont pris en charge par les diverses institutions de charité qui se sont développées depuis les origines de la colonie à l'initiative de l'Église et des communautés religieuses; d'aucuns souhaitent la consolidation de ce système et rejettent toute intervention de l'État dans ce domaine, si ce n'est un soutien financier accru aux structures établies. », dans R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 186.

⁵⁵ R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 187.

⁵⁶ Son dénouement surviendra finalement lors de la Révolution tranquille, entraînant avec elle son lot de réformes tel que nous le verrons plus loin.

seulement si les parents de naissance sont décédés, l'Église encouragera l'adoption intrafamiliale.

1.2.3 Les réformes avortées

Incidemment, la loi de 1924-1925 octroie à l'enfant adopté un statut plus avantageux⁵⁷ que celui reconnu à l'enfant illégitime⁵⁸, car, que ce soit dans la demande d'adoption ou dans le certificat de naissance, l'illégitimité de l'enfant n'est pas mentionnée⁵⁹. Il est d'ailleurs intéressant de noter que la loi de 1925 prévoit notamment la possibilité de révoquer l'adoption pour des motifs très graves⁶⁰ et la possibilité d'une adoption subséquente⁶¹.

Vingt ans plus tard, dans la foulée de la *Déclaration des droits de l'homme*⁶², le gouvernement d'Adélard Godbout adopte notamment quatre lois qui accroissent le rôle de l'État face à la protection de l'enfant⁶³. Lors des élections de 1944⁶⁴, le

⁵⁷ Il peut dorénavant hériter *ab intestat* de ses parents adoptants. Cependant, il n'hériterait pas des parents ou alliés de ses parents adoptants qui n'ont d'ailleurs à son égard aucune obligation alimentaire. Il n'est donc pas l'égal à l'enfant légitime.

⁵⁸ D'ailleurs, aucune inscription relative à l'illégitimité de l'enfant ne doit apparaître sur un document du dossier d'adoption.

⁵⁹ *Loi concernant l'adoption*, S.R. 1925, c. 196, art. 8, al. 3.

⁶⁰ *Loi concernant l'adoption*, S.R. 1925, c. 196, art. 19.

⁶¹ *Loi concernant l'adoption*, S.R. 1925, c. 196, art. 23.

⁶² Adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1948.

⁶³ La *Loi concernant la protection de l'enfance*, est la première loi sur la protection de l'enfance, (S.Q. 1944, c. 33, adoptée le 3 juin 1944). Elle fait suite à la Loi de 1869 (S.Q. 1869, c. 17), intitulée « Acte concernant les écoles d'industrie. Ce texte législatif organisait le placement des « enfants orphelins, errants ou incontrôlables. » », dans R. JOYAL, « La loi québécoise de protection de l'enfance de 1944, Genèse et avortement d'une réforme », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227, p. 132. Aussi : « Cette loi avait pour but de prévenir la délinquance juvénile beaucoup plus que d'organiser un véritable système de protection pour les personnes mineures en difficulté. » Pour voir à l'organisation du nouveau système de protection promu par cette nouvelle loi, trois autres lois sont adoptées le même jour. Il s'agit de la *Loi relative aux écoles de protection de l'enfance*, S.Q. 1944, c. 16; de la *Loi instituant les cours familiales*, S.Q. 1944, c. 10 et de la *Loi instituant le département du bien-être social*, S.Q. 1944, c. 32. Ces lois créent des organismes qui leur confèrent une position privilégiée en ce « qui a trait au dépistage, à l'orientation et au suivi des situations de protection. Ils exercent un rôle consultatif et se voient parfois confier l'exécution des décisions du tribunal. Cette loi annonce la loi de 1977. ». Id., p. 132.

⁶⁴ Selon R. Joyal, ce qui peut être retenu des années 1944 à 1970, c'est qu'elles oscillent entre traditionalisme et réformisme. En conséquence, beaucoup d'enfants ont vécu dans la détresse et dans l'abus, faute d'une intervention plus percutante de l'État dans la gestion de l'aide à l'enfance. Cependant, la prise de conscience s'opère petit à petit sur les conditions de vie pénibles de l'enfant, sur la stigmatisation des enfants illégitimes et le manque de support apporté à la mère « nécessiteuse ».

gouvernement de Maurice Duplessis est porté au pouvoir⁶⁵. Ces réformes⁶⁶ sont alors mises au rancart et la Commission de l'assurance-maladie du Québec (commission Garneau), qui en avait suggéré l'adoption, est démantelée⁶⁷. Il faudra attendre plus de trois décennies⁶⁸, après l'adoption de la loi de 1925, pour que les réformes souhaitées soient enfin adoptées.

2. La norme explicite du secret des origines (1968-1979)

2.1 La divulgation aux parties intéressées

Au début des années soixante, le retour du gouvernement libéral, sous Jean Lesage, amène d'importantes transformations sociales et juridiques, notamment en matière d'adoption. En 1964, le législateur rend possible, « en cas de décès du père ou de la mère, l'adoption d'un enfant par le nouveau conjoint du parent survivant »⁶⁹.

Un peu plus tard, dans le but de prévenir les conflits⁷⁰ entre les parents de naissance et les parents adoptants, le législateur resserre les critères d'accès aux dossiers d'adoption

⁶⁵Renée Joyal rapporte dans son ouvrage l'article de Gérard Pelletier, « Histoire des enfants tristes, *Le Devoir*, 10 juillet 1950 ». Il « décrivait alors le manque de ressources des crèches, des orphelinats et des écoles d'industrie, déplorait les méfaits des conditions de vie et de l'éducation à la chaîne que recevaient les enfants, dénonçait la stigmatisation des enfants illégitimes et l'insuffisance des prestations d'assistance aux mères nécessiteuses. », dans R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, Montréal, 330, p. 213.

⁶⁶Des interventions législatives québécoises, nous pouvons déduire qu'elles sont orientées vers la protection de l'enfant. « D'abord, les dispositions législatives québécoises relatives à l'adoption se trouvent en partie dans le *Code civil du Québec* et en partie dans la *Loi sur la protection de la jeunesse*, illustrant les hésitations du législateur quant à la finalité de l'institution. », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 34.

⁶⁷R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 185.

⁶⁸R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 184-185.

⁶⁹R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 232. À l'exception des personnes visées par la Loi de 1964, seuls les époux faisant vie commune, un veuf ou une veuve pouvaient adopter. En 1969, la *Loi de l'adoption* assouplit ces conditions. Dorénavant, les époux séparés judiciairement ou de fait peuvent adopter, s'ils avaient adopté l'enfant de fait avant leur séparation. Peut également adopter, une personne non mariée, pourvu qu'elle soit de même sexe que l'enfant.

⁷⁰Il faut noter qu'en France, l'affaire *Novack*, a fait couler beaucoup d'encre. L'affaire *Novack* est un conflit autour d'une fillette que ses parents naturels veulent reprendre à ses parents adoptifs. « En instituant l'adoption plénière, bien distinguée dans ses effets de l'ancienne adoption qui devient désormais l'adoption simple, la loi de 1966 consacre ce nouveau modèle. Votée pour mettre un terme définitif à la possible concurrence entre parents adoptifs et parents de sang qu'avait posée de manière cruciale et très médiatisée l'affaire *Novack*, l'adoption plénière est exclusive en ce sens que tout lien légal entre l'adopté et sa famille d'origine est coupé. Les

en décrétant le principe de la confidentialité des dossiers⁷¹. La loi permet toutefois au tribunal de communiquer les données confidentielles à la demande d'une personne qui établit « un intérêt compatible avec le plus grand bien de l'adopté »⁷².

Pour améliorer le statut de l'enfant adopté, le législateur le reconnaît en tant que membre à part entière de sa famille d'adoption. Si les dispositions de la loi antérieure prévoyaient que l'enfant adopté bénéficiait de droits alimentaires et successoraux vis-à-vis de ses parents adoptifs, aux termes de la nouvelle loi, il les obtient également vis-à-vis de ses grands-parents. La situation de l'enfant adopté devient plus avantageuse que celle de l'enfant naturel dont l'appartenance juridique à la famille de ses parents n'est pas reconnue par la loi⁷³. Ce n'est qu'en 1970, que les parents d'enfants naturels obtiendront la pleine autorité parentale par la *Loi modifiant le Code civil et concernant les enfants naturels*⁷⁴.

Quelques années plus tard, on assistera à une pénurie d'enfants à adopter et, par le fait même, à un intérêt grandissant pour l'adoption internationale. Les premières normes afférentes⁷⁵ seront adoptées en 1979. La confidentialité du dossier d'adoption internationale et l'éloignement des parents de naissance conféreront aux parents adoptants un sentiment de sécurité quant à la non concurrence des parents de naissance.

parents adoptifs deviennent les seuls et uniques parents de l'enfant adopté qui porte désormais uniquement leur nom, et dans son acte de naissance ses parents adoptifs sont désignés comme s'ils étaient ses parents de sang. », dans A. FINE, « Regard anthropologique et historique sur l'adoption, Des sociétés lointaines aux formes contemporaines », CAIRN, n° 146 2008/2, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=INSO_146_0008].

⁷¹R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 233. Ce mécanisme a pour objectif de procurer à l'enfant un milieu de vie stable favorable à son développement. Fait à noter, l'enfant de parents mariés ne peut être adopté que par un ascendant de l'adoptant, ce qui est conforme aux valeurs catholiques véhiculées.

⁷²*Loi de l'adoption*, L.Q. 1969, ch. 64, art. 31.

⁷³La loi « reconnaît désormais que ses parents exercent à son égard une pleine autorité parentale et que des obligations alimentaires réciproques lient parents et enfants naturels. Toutefois, l'enfant naturel ne fait toujours pas partie, juridiquement parlant, de la famille de ses parents. », dans R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 238.

⁷⁴Cette Loi oblige les parents à nourrir, entretenir et élever leurs enfants naturels. Elle établit des droits alimentaires mutuels et oblige les parents à faire instruire leurs enfants naturels pour qu'ils acquièrent leur autonomie. L'auteur R. JOYAL note une augmentation d'enfants naturels adoptables compte tenu de l'incapacité de leurs parents à s'acquitter de leurs obligations.

⁷⁵*Loi modifiant la Loi de l'adoption*, L.Q. 1979, ch. 17.

2.2 La divulgation sur consentement des parties (1980)

Quelques années plus tard, sous l'impulsion des principes égalitaires énoncés dans la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*⁷⁶, le législateur consacre l'égalité juridique des enfants⁷⁷ et procède à une importante réforme du droit de la famille. La *Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille*⁷⁸ introduit notamment des règles facilitant l'établissement et la preuve de la filiation par le sang. Elle instaure également la possibilité de « retrouvailles »⁷⁹ entre l'enfant adoptif et ses parents de naissance⁸⁰. Pour la première fois depuis l'adoption de la *Loi concernant l'adoption* en 1924, le législateur fait ressortir l'importance du lien généalogique.

En décembre 1991, le Canada et le Québec⁸¹ ratifient la *Convention relative aux droits de l'enfant* adoptée par l'Organisation des Nations Unies en 1989. Cette convention internationale reconnaît notamment à l'enfant le droit à la protection contre l'adoption abusive. Cette même année (1991), les diverses dispositions sur l'adoption sont

⁷⁶L.R.Q., ch. C-12. (L.Q. 1975, c. 6 en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 90, 95, 98 et 100, et abrogé par le chapitre C-12 des Lois refondues.).

⁷⁷L'égalité de tous les enfants (illégitimes, naturels ou incestueux, adoptés, nés à l'intérieur du mariage), quelles que soient les circonstances de leur naissance.

⁷⁸L.Q. 1980, ch. 39. Cette loi est entrée en vigueur le 2 avril 1981.

⁷⁹R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, coll. Cahiers du Québec, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 280.

⁸⁰R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, coll. Cahiers du Québec, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 280. L'enfant né hors mariage peut hériter de ses grands-parents et les uns bénéficient des droits alimentaires envers les autres. La Loi reconnaît les relations significatives entre grands-parents et petits-enfants. L'enfant adopté se voit attribuer une assurance des droits alimentaires non seulement vis-à-vis de ses parents de naissance mais également dans la succession de ses parents ou ses grands-parents adoptants.

⁸¹Décret du gouvernement du Québec (91-1676, le 9 décembre 1991). Il s'agit d'une ratification symbolique puisqu'il appartient au gouvernement fédéral de ratifier les traités internationaux. À noter que la *Convention relative aux droits de l'enfant* comprend une clause qui en réduit sensiblement la portée. « Son article 4 prévoit en effet : « Les États parties s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en oeuvre les droits reconnus dans la présente Convention. Dans le cas des droits économiques, sociaux et culturels, ils prennent ces mesures dans toutes les limites des ressources dont ils disposent et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale. ». La mise en œuvre de la convention, lorsqu'elle nécessite une allocation de ressources financières, est donc tributaire de la situation économique des États-parties, de leurs choix sociaux et politiques et de l'aide extérieure qu'ils peuvent recevoir. Vue sous cet angle, la convention représente davantage un idéal à atteindre qu'un code à respecter; elle constitue d'autre part une base solide d'inspiration pour les personnes et groupes qui militent en faveur du respect des droits des enfants. », dans R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, coll. Cahiers du Québec, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 292.

reformulées pour être intégrées au nouveau *Code civil du Québec*⁸². Elles permettent notamment à la personne adoptée de plus de quatorze ans d'obtenir des renseignements sur l'identité de ses parents de naissance, si ces derniers y consentent.

Le 29 mai 1993 est adoptée⁸³ la *Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* (ci-après « la Convention de la Haye »). Neuf ans plus tard, soit le 22 avril 2004, le Québec adopte la *Loi assurant la mise en œuvre de la Convention de la Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption*⁸⁴. Par cette loi, le législateur réaffirme le principe suivant lequel toute adoption a lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect des droits fondamentaux reconnus en droit international. En pratique, les « réformes entraînées par la mise en vigueur de la Convention [...] sont venues restreindre

⁸²L.Q. 1991, c. 64 (articles 132, 132.1 et 543 à 584). Cependant, rappelons-le, rien ne permet à la personne adoptée d'avoir accès à ses origines si les parents de naissance sont décédés avant d'avoir consenti à la levée du caractère confidentiel des renseignements de son dossier d'adoption.

⁸³Signée le 29 mai 1993, d'abord par le Brésil, le Mexique, la Roumanie et le Costa Rica, elle entre en vigueur à partir du 1^{er} mai 1995 dans quelques pays dont le Mexique, la Roumanie, le Sri Lanka. Pour sa part, le Canada l'a signée le 12 avril 1994 et l'a ratifiée le 1^{er} avril 1997. La France l'a signée le 5 avril 1995 et l'a ratifiée le 1^{er} octobre 1998 et les États-Unis l'ont signée le 31 mars 1994 et l'ont ratifiée le 1^{er} avril 2008. En 2008, plus de 76 états y ont adhéré et une cinquantaine de pays l'ont ratifiée, d'après les données publiées en ligne à [http://www.hcch.net/index_fr.php?act=conventions.status&cid=69]. La *Convention de la Haye* instaure un système de coopération entre les États signataires qui facilite les démarches administratives et judiciaires, notamment au Québec, lorsqu'elle est en vigueur. Ainsi, au Québec, par exemple, les futurs adoptants doivent être accompagnés par des organismes agréés, sauf exception dûment approuvée par le Secrétariat à l'adoption internationale (S.A.I.). Le processus tient essentiellement à l'émission du certificat de conformité de l'adoption par le pays où est situé le domicile de l'enfant, signataire de la *Convention de la Haye*. Par la suite, l'adoptant le transmet au Secrétariat à l'adoption internationale (S.A.I.). L'adoptant transmet également à ce dernier une *Déclaration d'attribution d'un nom pour un enfant adopté à l'étranger (DEC-10)* afin que le S.A.I. notifie le directeur de l'état civil. L'adoptant peut alors obtenir un nouveau certificat de naissance de l'adopté. « En matière d'adoption internationale, les règles générales sont établies par le *Code civil du Québec* et le *Code de procédure civile*. Ces règles sont ensuite précisées par la *Loi sur la protection de la jeunesse*. Viennent ensuite les arrêtés, la *Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* et la *Loi assurant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption*, qui ajoutent des règles précises pour certaines adoptions bien déterminées. ». De plus, pour connaître le cadre législatif lié à l'entrée de l'enfant en territoire canadien, il faut consulter le site de Citoyenneté et Immigration Canada, en ligne à : [http://www.adoption.gouv.qc.ca/site/fr_adoption_internationale_cadre_legislatif.phtml].

⁸⁴L.Q. 2004, c.3 (projet de loi 11). Elle entre en vigueur le 1^{er} février 2006. Pour en savoir plus sur l'incidence de cette loi, voir A. ROY, *Le droit de l'adoption au Québec*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 255, p. 88.

considérablement la marge de manœuvre des adoptants et rapprocher la conception de l'adoption internationale de celle de l'adoption interne. »⁸⁵.

2.3 Le secret et l'adoption pour les couples de même sexe (2002)

En 2002, le législateur a introduit dans le *Code civil du Québec*⁸⁶ des dispositions permettant l'adoption d'un enfant par des parents adoptants de même sexe. Dans le couple, l'homme qui a un lien biologique avec l'enfant a envers lui les droits et obligations du père, ou la femme, ceux de la mère. La personne qui adopte a alors les droits et obligations « que la loi attribue à l'autre parent »⁸⁷. Si aucun des parents n'a de lien biologique avec l'enfant, c'est le jugement d'adoption qui les détermine. Les dispositions sur l'accès aux renseignements nominatifs sont confidentielles mais accessibles en cas de préjudice grave, selon la décision du tribunal⁸⁸.

Par la même occasion, le législateur réaménage les mécanismes de la filiation d'un enfant né d'une procréation assistée⁸⁹. Cet élément confirme une nouvelle façon de concevoir la filiation en marge de la reproduction sexuée⁹⁰. Les personnes issues de tels mécanismes ont un droit conditionnel à la connaissance de leurs origines, comme c'est le cas pour les personnes adoptées.

⁸⁵C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 33.

⁸⁶*Loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles de filiation*, L.Q. 2002, c. 6. Déposé à l'Assemblée nationale du Québec, à la première session de la trente-huitième législature (2008), le projet de loi n° 397 sur la *Loi modifiant le Code civil en matière d'adoption* introduit la notion de refus pour « motif sérieux » dans le cas du parent de naissance qui ne veut pas faire connaître son identité. Par ailleurs, le législateur veut rendre disponible cette information lors de la survenance du décès du parent de naissance concerné par l'adoption.

⁸⁷Art. 578.1 C.c.Q.

⁸⁸Art. 542 C.c.Q.

⁸⁹Art. 538 C.c.Q. Nous noterons ici que le désir de connaître l'identité de ses parents biologiques concerne également les personnes conçues à l'aide de telles techniques. Le 28 octobre 2008, *La Presse canadienne* rapportait une poursuite en recours collectif d'une jeune femme « au nom des enfants conçus suite à l'aide de dons de spermatozoïdes, d'ovules ou d'embryons. ». [Madame Prattenwho prétend que] « la loi est discriminatoire [pour les personnes nées de tels procédés] parce qu'à la différence des enfants adoptés, on ne conserve pas les dossiers de leurs parents biologiques ». Une injonction a été émise contre la destruction ou le transfert de tout dossier d'insémination artificielle. « L'injonction de la Cour Suprême de Colombie-Britannique s'applique à tous les dossiers portant sur l'identité, l'histoire médicale ou sociale des donneurs à l'origine de ces naissances. Elle inclut aussi les dossiers concernant l'identité des femmes devenues enceintes suite à un don de « gamètes » et des enfants ainsi conçus ».

⁹⁰Art. 538.2 C.c.Q.

Le gouvernement travaillerait depuis un certain temps à de possibles modifications⁹¹ à la *Loi sur l'adoption* mais aucun développement tangible n'est survenu depuis quelques années.

Conclusion – La condition du secret hermétique

Il y a toujours eu des enfants qui avaient besoin d'assistance parce qu'ils étaient orphelins ou abandonnés. Durant longtemps, ils ont été placés dans des familles par l'intermédiaire des communautés religieuses notamment. Pour soustraire l'enfant illégitime et la mère célibataire de la désapprobation sociale, l'enfant était placé discrètement dans la famille « élargie » de naissance.

Cela dit, dans la première moitié du XXe siècle, la population s'attend de plus en plus à ce que l'État intervienne directement dans les domaines sociaux. L'Église veut poursuivre ses oeuvres, mais la laïcisation des institutions trace sa voie. De plus en plus de couples veulent avoir accès à l'adoption des enfants qui sont habituellement, ou confiés à leur parentèle de naissance, ou pris en charge par l'État. Pour ce faire, les valeurs traditionnelles cèderont le pas aux valeurs réformistes. Avec la *Loi concernant l'adoption* en 1924, l'adoption plénière consacre la rupture totale des liens avec les parents de naissance et prévoit de taire les origines pour favoriser notamment l'adoption d'enfants illégitimes par des couples stériles. Après la deuxième guerre mondiale, un nombre important d'enfants orphelins, abandonnés et illégitimes au Québec, seront encore confiés à des communautés religieuses qui demandent des subventions accrues.

Dans la foulée de la Révolution tranquille au Québec, le législateur espère augmenter le nombre de parents désireux d'adopter des enfants et de s'investir dans un projet parental. À ce moment, le secret des origines découlant d'une adoption plénière n'est pas hermétique. Des recours judiciaires sont possibles, tel que nous l'avons entrevu dans les sections 2.1 et 2.2 de cette première partie. Réagissant aux rares situations où le tribunal a retourné l'enfant adopté dans sa famille de naissance, des parents ont eu

⁹¹ Déposé à l'Assemblée nationale du Québec, à la première session de la trente-huitième législature (2008), le projet de loi n° 397 sur la *Loi modifiant le Code civil en matière d'adoption* introduit la notion de refus pour « motif sérieux » dans le cas du parent de naissance qui ne veut pas faire connaître son identité. Il veut rendre disponible cette information lors de la survenance du décès du parent de naissance concerné par l'adoption.

peur de se faire « enlever l'enfant qu'ils avaient adopté » et réclamé l'instauration de la confidentialité des dossiers, ce qu'ils ont obtenu.

Le contexte de la Révolution tranquille, la survenance de la *Déclaration des droits de l'Homme* et l'adoption de la *Convention sur les droits de l'enfant* ont notamment contribué à abattre les préjugés sociaux sur l'enfant illégitime. Au Québec, aujourd'hui, le nombre d'enfants à adopter a très significativement diminué et l'adoption interne survient surtout lorsque les parents sont « jugés non qualifiés » ou lorsque certains « renoncent à leur lien parental ».

Dans le contexte où, dans la dernière décennie, de nombreux changements sont survenus au Québec et ailleurs dans le monde, l'évolution du droit nous amène logiquement vers un questionnement sur l'importance des origines et la possibilité de devoir prendre en compte le vécu de l'enfant avec sa famille de naissance.

Cela dit, après ce survol rapide de l'évolution législative, mais avant d'aborder des connaissances sociologiques et psychologiques sur l'incidence du secret des origines, il convient d'exposer certains fondements scientifiques tirés de l'anthropologie concernant l'adoption et la question du secret des origines particulièrement.

I.B – LA RÉCENTE RUPTURE DU LIEN GÉNÉALOGIQUE (Perspective anthropologique)

Dans cette seconde section, une perspective anthropologique nous permettra de jeter un regard sur les formes d'adoption pratiquées dans d'autres sociétés et de mettre en évidence la contemporanéité du secret des origines des enfants adoptés. Elle nous permettra d'apprécier la situation actuelle des mécanismes de l'adoption Québec sous un angle complémentaire.

Dans certaines sociétés archaïques et d'autres cultures (ci-après sociétés archaïques), le « fait de trouver un parent à un enfant » n'est pas assorti du secret, quelles que soient les valeurs et les préoccupations de la société concernée. En fait, dans les sociétés archaïques, « donner un enfant »⁹² ne correspond pas à ce qui prévaut dans nos sociétés occidentales contemporaines. Aujourd'hui, il est question « d'abandon de l'enfant ou de geste d'amour » par la mère et de « don fait à l'enfant » organisé par l'État.

À travers notamment la perspective du don⁹³, nous présenterons, dans un premier temps, quelques éléments qui peuvent expliquer l'adoption⁹⁴ ou la circulation d'enfant en lien avec le phénomène du secret des origines. Pour ce faire, nous présenterons une évolution sommaire de l'adoption et du secret en France, en Europe, aux États-Unis, en Amérique et, finalement, au Québec. Dans un deuxième temps, nous nous ouvrirons à

⁹² « Dès lors, l'intérêt particulier de cet angle d'approche [le don] est d'imposer une prise de recul par rapport aux points de vue explicites des acteurs. Il part d'une interprétation du processus d'adoption qu'eux-mêmes ne formulent pas, bien qu'elle soit toujours implicitement un présupposé de leurs discours. En effet, ce processus est inévitablement amorcé par le parent (la mère) biologique ou le tuteur (individu ou État) qui pose ce geste socialement mal défini, qui a les caractéristiques élémentaires d'un don d'enfant, mais dont la majorité de nos contemporains disent que c'est « un geste d'amour ou, à l'inverse, un abandon. », dans Françoise-Romaine OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 158.

⁹³ L'anthropologie est notamment connue par les travaux de Marcel Mauss et Claude Lévy-Strauss. Dans le domaine de l'adoption, Françoise Héritier et Agnès Fine sont reconnues pour leurs travaux. Au Québec, Chantal Collard et Françoise-Romaine Ouellette notamment ont écrit de nombreux ouvrages sur l'adoption.

⁹⁴ Notons, de façon particulière, que le secret des origines est considéré comme faisant partie notamment du thème de l'adoption et de l'analyse du système de l'adoption légale. « [En] tant que lieu d'expression des catégories sociales de la parenté, du lien social et de la personne, [le système de l'adoption légale] est un domaine récent d'exploration anthropologique. », dans Françoise-Romaine OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 158.

d'autres façons d'appréhender l'adoption pour mieux situer la place de la connaissance des origines ou de la généalogie. Nous aborderons quelques concepts dont notamment la circulation d'enfants, la circulation de statuts parentaux et l'inaltérabilité du lien de sang.

1. La circulation de l'enfant inclusive des origines

1.1 Les sociétés archaïques

Dans des « sociétés archaïques ou autres que contemporaines occidentales » (ci-après « sociétés archaïques »), la circulation d'un enfant⁹⁵ procède d'un échange ou d'un don. Elle n'est pas assortie du secret sur ses origines. De plus, elle révèle que les enfants ne sont pas toujours orphelins, abandonnés ou délaissés, lorsqu'ils sont confiés à demeure à d'autres adultes que leurs parents de naissance.

Ainsi, le don⁹⁶ d'un enfant fait en sorte que l'enfant « circule » dans les familles à titre de cadeau. À ce sujet, Agnès Fine écrit que, dans les sociétés archaïques, le don d'enfant n'est pas là uniquement pour suppléer à la stérilité du couple ou au besoin de descendance mais pour exprimer et renforcer les liens d'amitié entre les « donateurs et les donataires⁹⁷ ».

⁹⁵ « Les anthropologues ont parfois eu des difficultés à différencier les adoptions (au caractère définitif) des placements provisoires (système de *fosterage*). Qu'elle soit limitée dans le temps ou définitive, la circulation des enfants apparaît très fréquente dans un grand nombre de sociétés, et particulièrement en Afrique et en Océanie, où on rencontre des parents qui élèvent avec leurs propres enfants un enfant qui leur a été donné tandis qu'un des leurs vit dans une autre famille. Les enfants, un bien précieux s'il en est, font ainsi l'objet de dons qui créent ou renforcent les liens entre donneurs et destinataires, les deux étant généralement de même niveau social. », dans A. FINE, « Regard anthropologique et historique sur l'adoption. Des sociétés lointaines aux formes contemporaines », CAIRN, n° 146 2008/2, par. 2, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=INSO_146_0008].

⁹⁶ Il est aussi appelé échange ou partage, si l'on réfère notamment à la pensée de Marcel Mauss. Ce dernier a travaillé à mettre en lumière la relation individu et société, dont un de ses écrits, « Essai sur le don » occupe une place centrale dans son oeuvre. Il a été un des premiers anthropologues à parler du don pour décrire les pratiques qui ont eu cours en son temps. « C'est en 1925 que Mauss fait paraître un texte intitulé : « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. », dans Jean-Paul MOLINARI, « Marcel Mauss aujourd'hui », *La Revue du M.A.U.S.S. (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales)*, 2007-09-26, publié en ligne à [http://www.revuedumauss.com.fr/Pages/MMAUSS.html], 4, p. 1.

⁹⁷ A. FINE, « Introduction » dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 12.

Dans le même ordre d'idées, Françoise-Romaine Ouellette mentionne que, dans ces sociétés, l'enfant et la femme sont les cadeaux par excellence. Ils représentent un « capital-vie » parce qu'ils permettent la reproduction physique et sociale du groupe.

Fine réfléchit sur les traits communs entre l'adoption dans les sociétés archaïques et dans les sociétés contemporaines occidentales, jusqu'à celles toutes récentes. Elle observe notamment que, dans les sociétés archaïques, l'enfant est adopté dans sa parenté et les grands-parents ont un certain droit de préemption avant les autres. « De sorte qu'il n'y a pas de véritable coupure de l'enfant adopté avec sa famille d'origine. Le plus souvent, l'enfant connaît ses parents de naissance et ses frères et sœurs avec lesquels il entretient des relations régulières, et il use à leur égard des termes de parenté habituels. »⁹⁸

De ses constats, Fine note l'absence de secret dans les sociétés archaïques. Il existe des relations entre l'enfant adopté et sa famille de naissance. Elle observe que, dans les sociétés occidentales, ces rapports ne sont pas prévus. Cependant, actuellement, des changements surviennent et tendent à maintenir certains liens entre la personne adoptée et sa famille de naissance.

« L'absence de secret et la poursuite des relations de l'enfant adopté avec sa famille de naissance contrastent avec les pratiques des sociétés occidentales dans lesquelles il n'existe généralement aucune relation entre parents de naissance et parents adoptifs, même si cela n'a pas toujours été le cas et même si les choses changent actuellement. »⁹⁹

Dans les prochaines lignes, dans le but de comprendre l'origine du secret dans l'adoption, nous allons faire un bref survol de l'évolution du phénomène de l'adoption et du secret des origines notamment dans des sociétés contemporaines occidentales rapportés par quelques auteurs dont notamment Agnès Fine, Carmen Lavallée et Chantal Collard.

⁹⁸A. FINE, « Regard anthropologique et historique sur l'adoption. Des sociétés lointaines aux formes contemporaines », par. 3, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=INSO_146_0008]

⁹⁹A. FINE, « Regard anthropologique et historique sur l'adoption. Des sociétés lointaines aux formes contemporaines », par. 6, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=INSO_146_0008]

1.2 Le cas de la France

Dans les sociétés contemporaines occidentales, l'adoption témoigne d'une longue évolution de la circulation enfantine. Cette dernière a servi diverses finalités humaines, sociales et politiques, selon le point de vue de l'anthropologie. Si dans les sociétés archaïques, le secret des origines n'existe pas, son existence dans les sociétés occidentales contemporaines dont la France et l'Amérique est somme toute assez récente. D'ailleurs, les premières adoptions témoignent de l'absence de ce besoin.

1.2.1 De 1800 av. J.-C. – 1791 ap. J.-C. : acte politique et contrat

La première adoption, survenue dans une société occidentale, date d'aussi loin que vers l'an 1800 avant notre ère¹⁰⁰. Plus récentes et issues du droit romain, duquel le droit français tire son origine, des pratiques ont été observées et assimilées à l'adoption. Elles font ressortir qu'en ce temps-là la parenté était « fondée à la fois sur le lien du sang et sur un lien d'appartenance sociale »¹⁰¹. L'autorité du *pater familias*¹⁰² lui donnait l'autorité juridique pour inclure un étranger en l'absence de fils légitime et ainsi la possibilité de perpétuer le culte des ancêtres. L'adoption empêchait le « déclin social et militaire en lui adjoignant de nouveaux membres. Elle était utilisée également à des fins purement politiques »¹⁰³.

Postérieurs à cette époque lointaine, d'autres éléments ressortent du paysage juridique de l'adoption. Parmi ceux-ci, le plus important est l'héritage de Justinien, constitué d'un Code, des Institutes et du Digeste. Considéré comme le fondement du droit civil moderne, il jette les bases de l'adoption simple et plénière. Dans cette œuvre, il n'est pas question de secret des origines dans les mécanismes¹⁰⁴ d'adrogation et d'adoption

¹⁰⁰ « La première adoption consignée par écrit serait celle de Sargon 1^{er} fondateur de Babylone. », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 9.

¹⁰¹ C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 10.

¹⁰² C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 10.

¹⁰³ C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 10.

¹⁰⁴ « L'adrogation devient donc le moyen d'adopter plénièrement un étranger qui doit obligatoirement avoir la capacité juridique afin de consentir à son nouveau statut, [...]. En conséquence, seule l'adoption *minus plena* permet de se rattacher un enfant mineur étranger. Toutefois, la procédure doit s'accompagner d'une déclaration de ceux qui lui sont liés par le sang affirmant que l'adoption est dans son intérêt. Cette scission de l'adoption en adoption simple et plénière existe encore en droit français. », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les*

minus plena. L'intérêt de l'enfant et le consentement de la famille de naissance font partie du processus d'adoption.

Le secret des origines n'est pas présent non plus dans l'adoption au Moyen-âge (jusqu'à la fin de l'Ancien Régime), même si cette dernière est peu utilisée. Cela dit, ses finalités sont similaires, soit de donner une descendance ou de protéger l'enfant. De la fin de la période de l'Ancien Régime jusqu'à la Révolution française, les finalités de l'adoption paraissent toutefois se modifier un peu. L'adoption est alors « liée à la survie du lignage » et au « souci de charité chrétienne »¹⁰⁵. C'est à la fin de cette époque que surviennent, même si peu nombreux, « des transferts directs d'enfants entre particuliers aussi appelés " donations d'enfant " »¹⁰⁶. « La donation se fait par contrat notarié entre les parents biologiques et les adoptants ».¹⁰⁷

1.2.2 De 1792 – 1922 : transmission des biens à une personne majeure

Vers l'année 1792, soit après la phase d'euphorie qui a suivi la Révolution française¹⁰⁸, le Directoire rétablit l'adoption mais dans une vision restrictive. Les juristes révolutionnaires réussissent après maintes tentatives à intégrer l'adoption dans le projet de *Code civil*, mais ses finalités sont tellement diverses et contradictoires¹⁰⁹ que,

institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 11.

¹⁰⁵C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 15.

¹⁰⁶C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 17. « La donation se fait par contrat notarié entre les parents biologiques et les adoptants. [...] Les pratiques répertoriées sont parfois très éloignées de la conception romaine de l'adoption. Ce sont des manifestations sporadiques et plus ou moins fragmentées de l'institution, d'où la divergence des auteurs quant à la disparition ou non de l'institution. Quoiqu'il en soit, le doute est dissipé après la Révolution qui a marqué sans conteste le retour de l'adoption dans le droit français. ».

¹⁰⁷C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 17.

¹⁰⁸« À la suite des discussions nombreuses et survoltées, l'adoption fut rétablie dans le droit français. Toutefois, le résultat obtenu constituait une vision restrictive de l'institution, peu en accord avec la conception protectrice de l'enfance pourtant mise de l'avant par les Révolutionnaires. » dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 17.

¹⁰⁹« [...] dans le contexte d'une réflexion globale de la famille. Le droit révolutionnaire accorde une place très importante à la volonté individuelle. En faisant reposer la famille sur la volonté exprimée dans le mariage et en permettant le divorce, les juristes révolutionnaires croient pouvoir mettre fin à l'abandon des enfants. Après avoir aboli la distinction entre les enfants légitimes et illégitimes, les Révolutionnaires voient dans l'adoption un moyen d'assurer le bonheur des enfants sans parents et celui des parents sans enfant. [...] Sept projets différents, fondés sur divers concepts telles la charité, la bienfaisance, l'égalité sociale et la division des fortunes,

finalement, l'opération est compromise. De nouvelles tentatives orienteront l'adoption vers le secours des enfants délaissés, la division des fortunes et le nivellement social. Finalement, Napoléon réussit à intégrer des dispositions sur l'adoption dans le *Code civil* de 1804, mais en regard des personnes majeures seulement¹¹⁰. L'adulte adopté devait avoir été recueilli pendant sa minorité et l'adoptant devait lui avoir prodigué des soins pendant au moins six années consécutives¹¹¹. De même nature qu'un contrat, « [l'adoption] sous le Code civil de 1804 est proche de l'adoption romaine; [...], elle nécessite le consentement de l'adoptant et de l'adopté majeur. »¹¹² Elle maintient les liens avec la famille d'origine, puisqu'il s'agit de l'adoption d'une personne majeure¹¹³.

seront nécessaires avant que l'adoption ne soit finalement intégrée dans le *Code civil*. », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 18.

¹¹⁰ « L'adoption n'est pas morte, mais elle reste figée jusqu'à la réforme de 1923 qui permettra enfin l'adoption des mineurs. », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 19.

¹¹¹ C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 19. Aussi : « L'adoption n'apparaît dans le droit français qu'en 1804 avec le Code civil. La référence explicite des juristes de l'époque est l'adoption antique, grecque et romaine, dont ils partagent l'esprit : l'institution ne devant pas concurrencer le mariage légitime, seules peuvent adopter les personnes sans enfant légitime, âgées de plus de 50 ans (âge auquel elles n'espèrent plus avoir de descendants naturels). Elles adoptent des enfants majeurs (25 ans) auxquels elles doivent avoir « dans leur minorité et pendant six ans au moins fourni des secours et donné des soins ininterrompus ». Elles leur transmettent leurs biens et leur nom, ce dernier devant figurer après celui du père naturel de l'adopté. En effet, les adoptés restent dans leur famille naturelle, ce qui signifie dans les faits qu'ils gardent leur droit à la succession de leurs parents et conservent leur nom d'origine. [...] Notons un fait important : les adoptés ne sont pas des enfants abandonnés. Ils ont généralement vécu avec un parent de naissance ou avec les deux qui eux-mêmes connaissent et estiment leurs parents adoptifs, l'adoption se faisant souvent dans la parenté ou parmi ses proches. Un couple sans enfant peut demander à un frère ou à une sœur de l'un ou l'autre conjoint, ou à un ami de lui « donner » un de ses enfants en adoption. », dans A. FINE, « Regard anthropologique et historique sur l'adoption, Des sociétés lointaines aux formes contemporaines », par. 7. [http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=INSO_146_0008].

¹¹² C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 19.

¹¹³ « L'empereur convaincu de la nécessité d'introduire un titre sur l'adoption, intervient personnellement. », p. 18, « [L'adoption] introduite dans le Code Napoléon est peu représentative des discussions tenues au cours des années précédentes. » [...] « La nouvelle loi se préoccupe peu de l'intérêt véritable de l'adopté qui semble désormais lié à la consolation des couples sans enfant. », p. 19, « Une autre institution, la tutelle officieuse, permet de se rattacher un enfant pendant sa minorité. Toutefois, elle est sans effet sur la filiation de l'enfant (art. 361 à 370 du Code Napoléon). De plus, on exige, comme dans le cas de l'adoption, que le tuteur officieux soit âgé d'au moins cinquante ans et soit sans descendance légitime, ce qui réduit considérablement la portée de cette institution en matière de protection des droits de l'enfant. La tutelle officieuse est perçue comme « préparation à l'adoption. », p. 19, dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 18-19, tiré de P. OURLIAC et J. DE MALAFOSSE, *Histoire du droit privé, tome III, Le droit familial*, Paris, PUF, 1968, p. 82.

Peu d'adoptions seront prononcées suite à cette loi qui n'est pas orientée vers les besoins de l'enfant. En France, avant 1923, l'adoption aura servi à transmettre des biens dans le but premier de diminuer les droits de mutation¹¹⁴.

1.2.3 De 1923 - 1960 : descendance

Ce n'est que lorsque la possibilité d'adopter des mineurs est devenue réalité, en 1923, que l'adoption s'est orientée davantage en fonction du besoin d'une descendance¹¹⁵. L'adoption sera demeurée « figée jusqu'à la réforme de 1923 qui permettra l'adoption des mineurs »¹¹⁶, par des couples plus jeunes (quarante ans) et non plus des personnes seules. Cela dit, les adoptions françaises seront tout de même marginales jusqu'au milieu du XXe siècle.

Dans les archives de la France, Fine a relevé un bilan des adoptions survenues entre 1923 et 1960. Elle conclut notamment à l'absence de secret entre la famille de naissance et la famille adoptive. En effet, les adoptés élevés depuis leur enfance par les adoptants étaient le plus souvent les enfants du conjoint (60% des adoptions simples en région parisienne au début des années 1960), des neveux, des nièces et des enfants de voisins ou d'amis issus d'une famille nombreuse.

« Ils connaissaient donc parfaitement leurs parents adoptifs, ils s'adressaient à eux avec les termes de parenté appropriés (oncle ou tante), tandis qu'ils continuaient à appeler leurs propres parents papa, maman. » [...] Les adoptés conservaient leur filiation d'origine, ils continuaient à porter le nom de leur père de naissance auquel ils ajoutaient celui de leur père adoptif. Notons que l'adoption additive, inclusive, était une forme particulièrement adaptée à l'adoption tardive, ainsi qu'à l'adoption par des personnes seules. »¹¹⁷.

De tous ces exemples, il ressort que l'adoption n'était pas très présente en France jusqu'au début du XXe siècle. Lorsque l'adoption a pris peu à peu de l'importance, il s'est agi d'une adoption simple qui n'implique pas de rupture totale avec la famille

¹¹⁴A. FINE, « Regard anthropologique et historique sur l'adoption, Des sociétés lointaines aux formes contemporaines », par. 8, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=INSO_146_0008].

¹¹⁵C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 19.

¹¹⁶C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 19.

¹¹⁷A. FINE, « Regard anthropologique et historique sur l'adoption, Des sociétés lointaines aux formes contemporaines », par. 9, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=INSO_146_0008].

d'origine. Le secret des origines de l'adopté ne fait pas alors partie des mécanismes de l'adoption en France. Cela dit, nous verrons que l'hermétisme concernant les origines n'a pas existé non plus avant la deuxième moitié du XXe siècle en Amérique, quelles que soient les finalités poursuivies par l'adoption.

1.3 L'Amérique : main-d'œuvre

En Amérique, l'adoption a d'abord été observée aux États-Unis, dans l'État du Massachusetts, dès la première moitié du XIXe siècle, où elle a été d'abord liée à l'assistance aux enfants pauvres ou abandonnés. Ensuite, elle est venue répondre à un besoin de main-d'œuvre¹¹⁸.

Dans un contexte de surpeuplement dû à l'immigration, l'urbanisation et l'essor industriel dans les villes de la côte est du continent, telles que New York, des organisations d'assistance à l'enfance avaient été mises en place et confiaient les enfants en adoption. On ne se préoccupait pas du secret des origines et certains enfants plus âgés connaissaient leurs origines¹¹⁹. Cette situation a prévalu pendant près de quarante ans.

Cela dit, des milliers d'enfants ont été orientés dans ce que l'on appelle aujourd'hui des « familles d'accueil ». À cette époque, les besoins en main-d'œuvre familiale se sont particulièrement faits sentir dans les états ruraux. Les familles de fermiers de l'Ouest, qui ne recevaient pas de rémunération, « ont souhaité légaliser l'addition d'un enfant à leur famille »¹²⁰. Fine observe que, finalement, l'histoire de l'adoption et celle de la

¹¹⁸ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 7.

¹¹⁹ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, p. 9. « De fait en Europe, l'histoire de l'adoption et celle de la gestion de l'enfance assistée (enfants orphelins pauvres ou abandonnés) sont deux histoires parallèles qui ne se rejoignent timidement qu'à l'issue de la première guerre mondiale [...] ».

¹²⁰ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 9.

gestion de l'enfance assistée ont été « toutes deux étroitement liées aux États-Unis, dès le milieu du XIXe siècle »¹²¹.

1.4 Les États-Unis et l'Europe : convergence

En Europe, ce n'est qu'après la première guerre mondiale (1914-1918) que l'histoire de l'adoption et celle de la gestion de l'enfance assistée, « deux histoires parallèles »¹²², convergent l'une vers l'autre.

« La situation est très différente [des États-Unis] à la même époque en Europe où la gestion des enfants abandonnés et assistés n'aboutit que très rarement à leur adoption par leurs familles d'accueil. Les enfants restent sous l'autorité des organismes d'assistance (privés ou publics selon le pays) et ils sont placés dans des familles nourricières rémunérées pour les élever tant que les enfants sont petits, mais tenues de les payer lorsqu'ils sont en âge de travailler. Dès lors, on comprend que ces familles pauvres n'aient eu aucun intérêt à adopter les enfants qu'elles élevaient, de sorte que l'adoption n'a jamais été une « solution » sociale à la question de l'enfance assistée. »¹²³

Le secret des origines aurait vraisemblablement concerné un moins grand nombre d'enfants en Europe qu'aux États-Unis, car, selon Fine, l'adoption des enfants mineurs y était plus récente¹²⁴.

¹²¹ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 8-10.

¹²² A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 8-10.

¹²³ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 9.

¹²⁴ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 8-10. Rappelons qu'en France notamment, avant 1923, l'adoption ne concerne que les personnes majeures et s'effectue sur une base contractuelle. Par la suite, à partir de 1923, l'adoption n'est pas populaire car elle exige que l'adoptant soit âgé de plus de quarante ans pour garantir l'infertilité du couple. De plus, elle prévoit le maintien des liens entre l'adopté et sa famille d'origine. En 1939, le législateur prévoit la légitimation adoptive. Cette prévoit que « l'enfant légitimé cesse d'appartenir à sa famille biologique ». Finalement, la loi prévoit que cet enfant acquiert les « mêmes droits que l'enfant né dans le mariage » en 1941.

2. Le début du secret des origines

2.1.1 L'opprobre rattaché au statut d'enfant né d'une mère célibataire

Selon Fine, dans le monde contemporain occidental, c'est d'abord aux États-Unis¹²⁵, entre les années 1917 et 1930, que le secret des origines s'est installé peu à peu avec la confidentialité des registres d'adoption. Le secret des origines voulait protéger l'enfant et la mère de la désapprobation sociale.

« On ne s'étonnera donc pas de découvrir que c'est aux États-Unis que les services de protection de l'enfance proposèrent pour la première fois la confidentialité des registres d'adoption (celle de l'enfance du Minnesota de 1917) puis, plus tard, dans les années trente, la rédaction d'un nouvel acte de naissance pour protéger les enfants illégitimes de l'opprobre attachée à leur statut. »¹²⁶

De plus, le secret des origines aurait été introduit pour cacher l'adoption considérée comme une filiation de moindre valeur. Il permettait également de cacher la stérilité de la femme, au moment où le baby-boom développait une « mystique » de la maternité¹²⁷.

2.1.2 La professionnalisation des travailleurs sociaux

Aux États-Unis, le besoin de protéger la vie privée de la mère célibataire entraîne un renforcement de la confidentialité des dossiers. Il s'en suit un besoin de professionnaliser la fonction de travailleur social. Ainsi, les préoccupations vis-à-vis de l'enfant semblent avoir moins peser dans la balance que celles des autres personnes impliquées.

¹²⁵ « L'adoption plénière entraînant une rupture totale des liens entre l'enfant et sa famille d'origine est apparue en Amérique. Les États américains du Massachusetts, de New York et de la Californie furent les premiers à légiférer en ce sens. Ils furent suivis par de nombreux *dominions*, dont ceux de la Colombie-Britannique et du Québec qui eurent à leur tour une influence déterminante sur la *English Adoption of Children Act* de 1926 en Angleterre, qui entraîna par la suite des dispositions semblables dans plusieurs parties de l'Empire britannique et en Europe. Voir J.H.A. Van Loon, « Rapport sur l'adoption d'enfants originaires de l'étranger », Document préliminaire, 1^{er} avril 1990, Conférence internationale de droit international privé de La Haye, p. 28, dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541, p. 20.

¹²⁶ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 8-10.

¹²⁷ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 10.

« Dans les décennies suivantes, on observe une tendance des agences d'adoption et des fonctionnaires des États à renforcer le secret, [...], pour protéger le processus de l'adoption, pour préserver le droit à la vie privée de mères célibataires, pour consolider l'influence et le pouvoir des travailleurs sociaux et professionnaliser davantage leur activité. C'est un processus comparable que l'on observe dans les pays européens. Il ne se serait pas imposé d'un côté et de l'autre de l'Atlantique s'il n'avait répondu partout à une attente profonde des intéressés. »¹²⁸

Les intervenants sociaux luttent pour protéger la mère célibataire de la désapprobation sociale. Ce faisant, ces derniers acquièrent une influence considérable et développent peu à peu un pouvoir indéniable dans tout ce qui touche « la relation d'aide » à l'égard des mères et des enfants.

2.1.3 La protection contre la concurrence des géniteurs

C'est à cette époque (1917 à 1930) que, dans les pays occidentaux, l'adoption se substitue « à la filiation de sang défaillante ». Dans ces circonstances, le secret permet de contrer la concurrence des parents de naissance vis-à-vis des parents adoptants. Le secret permet également aux adoptants de s'investir plus dans leur projet parental, à cause de l'assurance d'une relation durable avec la personne adoptée.

« Le secret présentait en outre l'avantage de cacher l'illégitimité de l'enfant mais surtout, il donnait l'assurance aux parents adoptifs d'être à l'abri de toute concurrence, ce qui les incitait à construire une relation durable avec leurs enfants. L'adoption est donc pensée et pratiquée sur le modèle de la substitution à la filiation du sang défaillante (absence d'enfants d'un côté, absence de parents de l'autre). »¹²⁹

Après ce survol de l'adoption dans la société occidentale contemporaine, nous verrons ce qui s'est passé au Québec d'après les différentes influences ou valeurs en présence.

2.2. Les valeurs morales et religieuses

Tandis que s'installe le secret des origines aux États-Unis, le Québec ne connaît pas encore les réformes sociales de ses voisins. Néanmoins, les besoins de protection se

¹²⁸ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 10.

¹²⁹ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 10.

font sentir non seulement pour les orphelins mais également pour les enfants nés hors mariage. Ces enfants illégitimes ne peuvent être élevés par leur mère célibataire, sinon au prix de grandes difficultés.

Au Québec, ce sont des crèches qui recueillent alors les nombreux enfants que les critères de moralité de l'époque enlèvent à leurs mères de naissance. Établies depuis 1754, à la demande des autorités ecclésiastiques, les crèches sont gérées par les membres de communautés religieuses. Chantal Collard¹³⁰ décrit le rôle de l'Église québécoise en regard de l'adoption¹³¹. Elle relève les valeurs¹³² et le climat politique caractéristiques de cette époque où s'installe le secret des origines au Québec. Selon cette dernière, l'Église considère l'enfant d'abord comme « enfant de Dieu » avant d'être « enfant de l'Homme ». « La filiation divine est première »¹³³.

¹³⁰ C. COLLARD, « Enfants de Dieu, Enfants du péché : anthropologie des crèches québécoise de 1900 à 1960 », (1988) 12 *Anthropologie et Sociétés* (n° 2) 97-123, p. 97, publié en ligne à [http://id.erudit.org/iderudit/015025ar].

¹³¹ « En principe, on reconnaît depuis 1852 la séparation de l'Église et de l'État au Québec. L'église catholique occupe néanmoins une position privilégiée; [...]. Pour des raisons historiques, les ministres du culte tiennent les registres de l'État civil et sont seuls habilités à enregistrer les naissances et les décès et à célébrer les mariages. L'Église catholique détient la haute main sur l'éducation (les commissions scolaires sont confessionnelles) et est la seule à offrir un cycle universitaire complet en français. C'est aussi une puissance politique qui possède des ressources humaines et financières autrement plus grandes que celles de l'État provincial [...] », dans C. COLLARD, « Enfants de Dieu, Enfants du péché : anthropologie des crèches québécoise de 1900 à 1960 », (1988) 12 *Anthropologie et Sociétés* (n° 2) 97-123, p. 100, publié en ligne à [http://id.erudit.org/iderudit/015025ar].

¹³² « Anges et démons jalonnaient ainsi l'espace moral et religieux des adultes dans le quotidien. [...] l'Église catholique s'était appropriée les notions de liberté, d'égalité et de fraternité issues de la révolution française, mais en leur donnant un contenu tout autre que celui du libéralisme bourgeois. La liberté n'est pas le droit de chacun à poursuivre la fin qu'il s'est arbitrairement choisie : c'est la capacité de choisir le bien. Et parce qu'elle est indispensable pour éclairer et tracer la voie du bien, l'autorité, loin de nier la liberté, en est partie constitutive. », dans C. COLLARD, « Enfants de Dieu, Enfants du péché : anthropologie des crèches québécoise de 1900 à 1960 », (1988) 12 *Anthropologie et Sociétés* (n° 2) 97-123, p. 100, publié en ligne à [http://id.erudit.org/iderudit/015025ar].

¹³³ « Dans l'adoption, le thème de deux mondes et leur opposition sont constamment mentionnés, avec bien sûr une hiérarchie. [...] Ainsi dans l'opposition Dieu, créateur, et couple humain, procréateur, la filiation divine est première. La délégation est assurée par le sacrement du mariage, condition que ne remplissent pas les parents naturels. Les enfants sont un « don de Dieu », avant que d'être génétiquement les enfants d'un couple ou d'une parenté bilatérale. L'adoption reconnaît d'ailleurs cette filiation (et ses limites) puisque les « propres » sont prioritaires dans la reprise d'un enfant. [...] Le résultat de cette idéologie est que cette société ne reconnaît ni le don direct ni l'alliance qui en résulterait. La loi naturelle, qui, pense-t-on, penche en faveur de la mère naturelle, ferait de toute façon peser une menace sur la famille adoptive. », dans C. COLLARD, « Enfants de Dieu, Enfants du péché : anthropologie des crèches québécoise de 1900 à 1960 », (1988) 12 *Anthropologie et Sociétés* (n° 2) 97-123, p. 117, publié en ligne à [http://id.erudit.org/iderudit/015025ar].

L'Église voit d'un mauvais oeil toute adoption d'un enfant qui n'est pas orphelin et ce, tout au cours de la première moitié du XXe siècle. Elle favorise également l'adoption intrafamiliale. De son côté, L'État veut rendre accessible l'adoption à tous les couples sans enfant. Elle intervient en 1949 pour obliger tous les hôpitaux privés à déclarer tous les cas d'illégitimité : « les tractations ne peuvent plus être directes entre filles-mères, ou leur famille, et les adoptants : elles doivent se faire sous l'égide des sociétés d'adoption qui sont néanmoins confessionnelles, catholiques, protestantes ou juives »¹³⁴.

Entre 1924 et la fin des années soixante, l'organisation des crèches est portée par des valeurs qui accentuent « le péché et la honte de la fille-mère et [...] le déshonneur [qui] s'étend à sa famille entière [...] »¹³⁵. Selon Collard, ces valeurs étaient partagées par la population. Le secret des origines est alors le pendant de la honte et l'illustration de l'idéologie en place. L'identité « généalogique » des parents de naissance n'est pas révélée ni celle de l'enfant adopté. Cela fait en sorte qu'on ne parle pas de la venue d'un enfant « illégitime » dans les familles.

Cela dit, un changement de valeurs s'opère progressivement. L'Église diminue son influence et l'État-providence gagne du terrain. Malgré cela, au moment où le Québec est porté par les réformes de la Révolution tranquille, ce sont d'autres acteurs sociétaux qui participent à l'enchâssement du secret des origines dans la loi en introduisant la confidentialité des dossiers de l'adoption en 1969¹³⁶, notamment pour prévenir les conflits entre les parents de naissance et les parents adoptifs¹³⁷.

¹³⁴C. COLLARD, « Enfants de Dieu, Enfants du péché : anthropologie des crèches québécoise de 1900 à 1960 », (1988) 12 *Anthropologie et Sociétés* (n° 2) 97-123, p. 102, publié en ligne à [http://id.erudit.org/iderudit/015025ar].

¹³⁵C. COLLARD, « Enfants de Dieu, Enfants du péché : anthropologie des crèches québécoise de 1900 à 1960 », (1988) 12 *Anthropologie et Sociétés* (n° 2) 97-123, p. 103, publié en ligne à [http://id.erudit.org/iderudit/015025ar].

¹³⁶« L'Église verra son pouvoir diminuer peu à peu à mesure que montera l'État providence. Les élites religieuses le pressentent et essayent de l'éviter : elles se montrent plus que réticentes aux interventions gouvernementales dans le domaine social et ce pour deux raisons : la misère n'est pas affaire de justice mais de charité sociale, et parce que chaque loi diminue à leurs yeux les fonctions de la cellule familiale et donc sa force. », dans C. COLLARD, « Enfants de Dieu, Enfants du péché : anthropologie des crèches québécoise de 1900 à 1960 », (1988) 12 *Anthropologie et Sociétés* (n° 2) 97-123, p. 100.

¹³⁷Tel qu'entrevu sous I.A.2.1.

Le secret s'est donc maintenu grâce au concours convergent des forces en présence : d'un côté, les « forces traditionalistes », dont l'Église et ses religieux, de l'autre « les forces réformistes »¹³⁸, dont l'État et les intervenants sociaux. Ces dernières ont contribué à renforcer le secret dans l'adoption. Cela dit, nous présenterons certaines constatations ayant trait à l'adoption et à l'importance de la généalogie en lien avec la perspective du don.

3. Les nouvelles assises du secret

3.1 La part du don

3.1.1 Le don d'enfant, le cadeau ou l'abandon

Françoise-Romaine Ouellette a utilisé le « don »¹³⁹ pour circonscrire la nature et les finalités de l'adoption dans les sociétés contemporaines occidentales et définir d'autres enjeux du secret des origines.

Selon Ouellette, dans les sociétés archaïques, le don implique une dette¹⁴⁰, soit une obligation pour le receveur de rendre au donateur. Le don lie ces derniers à long terme¹⁴¹. En tentant un parallèle dans l'échange ou le don d'un enfant dans les sociétés contemporaines, Ouellette relève notamment que la supériorité symbolique du donateur (la mère biologique) détonne souvent avec la hiérarchie sociale des receveurs¹⁴². Elle

¹³⁸R. JOYAL, *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, Montréal, Éditions Hurtubise H.M.H. Ltée, 1999, 330, p. 183.

¹³⁹« Dès lors, l'intérêt particulier de cet angle d'approche [le don] est d'imposer une prise de recul par rapport aux points de vue explicites des acteurs. Il part d'une interprétation du processus d'adoption qu'eux-mêmes ne formulent pas, bien qu'elle soit toujours implicitement un présupposé de leurs discours. En effet, ce processus est inévitablement amorcé par le parent (la mère) biologique ou le tuteur (individu ou État) qui pose ce geste socialement mal défini, qui a les caractéristiques élémentaires d'un don d'enfant, mais dont la majorité de nos contemporains disent que c'est « un geste d'amour » ou, à l'inverse, un abandon. », dans F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 158 publié en ligne à [<http://www.erudit.org/revue/as/1995/v19/n1-2/015353ar.pdf>] et [<http://www.ant.ulaval.ca/anthropologieetsocietes/cms/index.php?menu=367&fil=true&temps=1174658415399#ancre1202>].

¹⁴⁰F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 167.

¹⁴¹F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 160.

¹⁴²L'ethnographe, Judith Modell, écrit sur le rapport inégal entre les parents de naissance et les parents adoptifs. Elle présente l'exemple d'enfants autochtones d'Hawaï confiés à des familles blanches. Cette « déshawaïisation » des enfants « donnés en garde » s'est effectuée la plupart du temps dans des familles de culture états-unienne. D'après C. Deschamps, S. Franklin & H. Ragoné, « Question de parenté », dans C. Deschamps, S. Franklin & H. Ragoné, eds.,

conclut que le « don », en tant qu'échange ou cadeau destiné à « renforcer les liens d'amitié », est d'autant moins présent dans l'adoption contemporaine occidentale que le receveur occupe une place sociale plus élevée que le donateur¹⁴³.

Cela dit, le lien entre le parent de naissance et le parent adoptif est existant. S'il en est, la préservation des origines de l'adopté se résume à des aspects folkloriques de son histoire et ce, tant dans l'adoption interne que dans l'adoption internationale. Ouellette conclut enfin que ce dont il est question dans l'adoption, aujourd'hui, ce n'est pas de « don d'enfant », mais « d'abandon »¹⁴⁴ d'un enfant par la mère ou le parent.

Selon Ouellette, dans l'hypothèse d'un don d'enfant, l'État prend la place du donateur par rapport à l'enfant. Les besoins et l'intérêt de ce dernier deviennent les motifs principaux de l'adoption. Pour des non spécialistes, les adoptants font un « don d'amour » à l'enfant. Pour les intervenants, l'adoption incarne les « conditions jugées socialement nécessaires à son développement physique, intellectuel et affectif »¹⁴⁵.

3.1.2 Le don fait à l'enfant et l'importance du lien intergénérationnel

Dans ce contexte, Ouellette écrit que c'est « le don fait à l'enfant » qui pourrait le mieux expliquer les objectifs des mécanismes de l'adoption.

« [L'intérêt de l'enfant] étant la seule finalité de l'adoption, l'enfant doit en être le bénéficiaire. S'il peut donc y avoir reconnaissance publique d'un don

Reproducing Reproduction. Kinship, Power and Technological Innovation. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1998, 245 p., index, ill., graph., tabl., *L'Homme*, 154-155, publié en ligne à [<http://lhomme.revues.org/document2735.html>],

¹⁴³ Il y a cependant eu échange ou don lorsque les enfants sont demeurés dans leur famille, durant une période pas si lointaine, au Québec, avant que n'intervienne le législateur pour organiser la circulation d'enfants. Pour de plus amples détails, voir C. COLLARD, « Enfants de Dieu, Enfants du péché : anthropologie des crèches québécoise de 1900 à 1960 », (1988) 12 *Anthropologie et Sociétés* (n° 2) 97-123, p. 103, publié en ligne à [<http://id.erudit.org/iderudit/015025ar>].

¹⁴⁴ « F.-R. Ouellette montre comment l'État moderne a déconstruit, par la législation sur l'adoption plénière, ce que le transfert de responsabilité sur un enfant pouvait comporter de don (dimension présente dans la plupart des sociétés qui le pratiquent). Possiblement parce que la supériorité symbolique du donateur (la mère biologique) sur les récepteurs apparaissait incompatible avec la hiérarchie sociale où ces derniers occupent généralement une place plus élevée. La mère doit alors nécessairement devenir "abandonnante" plutôt que donatrice, et l'État se constitue en donateur par rapport à l'enfant dont les "besoins" deviennent le motif principal du transfert. », dans Pierre Beaucage, « Retour sur le don », « Présentation, Échange et société : avant et après MAUSS », « Nouveaux millénaires, Défis libertaires », *Revue Anthropologie et Sociétés*, Vol. 19-1-2, 1995, publié en ligne à [<http://1libertaire.free.fr/RetoursurleDon.html>].

¹⁴⁵ F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 167.

dans l'adoption, c'est essentiellement celle d'un *don fait à l'enfant*. D'autant plus qu'il correspond à notre idéal du don libre et altruiste [...].»¹⁴⁶

Dans toutes les sociétés occidentales qui la pratiquent, l'adoption et son secret anéantissent la part de « don fait à l'enfant » par la mère ou le parent biologique. Dans ce don fait à l'enfant, Ouellette situe la dette, inhérente à tout don, non pas entre ces derniers, mais entre la personne adoptée et l'adoptant. Confronter à l'importance de faire face à l'évidence biologique, les adoptants parlent plus ou moins clairement du don « de vie qui a été fait à l'enfant par ses géniteurs »¹⁴⁷. Avec le secret des origines, l'adoption tend à évacuer la part du don de vie. Pourtant, dans nos sociétés occidentales, la généalogie est porteuse de sens.

Dans cet ordre d'idées, Ouellette explique l'importance du lien intergénérationnel dans l'adoption et son déplacement des parents biologiques vers les parents adoptifs, du point de vue anthropologique notamment.

« Cette notion d'adoption « pour l'enfant » s'assimile aux représentations dominantes de la filiation comme système d'obligations intergénérationnelles. Le statut parental détermine, en effet, des obligations spécifiques de transmission aux enfants des valeurs matérielles et symboliques. Cette obligation est en quelque sorte une dette héritée et transmise, de génération en génération. Chacun se trouve ainsi à la fois créancier de ses parents et débiteur de ses propres enfants. Le don de vie inaugure, pour chaque sujet, l'entrée dans ce système d'obligations. En substituant une relation de filiation à une autre, l'adoption transfère ce rapport de créance et de dette. »¹⁴⁸

Cela dit, selon Ouellette, l'adoption en tant que « don fait à l'enfant » procède d'une vision réductrice des besoins de l'enfant. Dans les prochaines lignes, nous verrons où Ouellette situe ces besoins du point de vue anthropologique et comment la négation du lien généalogique est contraire à l'intérêt de l'enfant.

¹⁴⁶F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 167.

¹⁴⁷F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 167.

¹⁴⁸F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 167.

3.2 La dimension « individualisante » du secret

3.2.1 Le changement radical d'identité

Le secret des origines, selon Ouellette, permet la transformation des rapports entre l'enfant et ses parents de naissance au profit de l'exclusivité du lien parental du nouveau parent adoptant. Ouellette conclut à un changement radical d'identité.

« Les adoptants y gagnent un lien parental exclusif (un nouvel acte de naissance est rédigé où leurs noms apparaissent comme s'il s'agissait des parents biologiques), alors que l'enfant, lui, subit un changement radical d'identité : il change définitivement de nom (et souvent de prénom), de parents et de famille, de milieu d'appartenance et, dans le cas de l'adoption internationale, de pays, de langue et de groupe ethnoculturel de référence. Il devient un étranger pour sa famille d'origine. »¹⁴⁹

L'adoption, prétendument faite dans l'intérêt de l'enfant, ne reconnaît pas l'importance de la généalogie lorsqu'il y a le secret des origines. De plus, à partir de données recueillies au début des années 1990, Ouellette constate le développement de pratiques adoptives extra-familiales qui « déconstruisent la norme de permanence des liens de parenté biologique »¹⁵⁰. Les dimensions de l'enfant sont prises en compte selon des plans distincts : « l'individu-enfant, le biologique et la filiation :

« C'est alors la dimension individuelle qui domine, désarticulée de la problématique généalogique. En effet, désymbolisé, le biologique renvoie aux composantes matérielles de la personne et à son passé et, la filiation, à l'instrumentalité d'un lien parent-enfant concrètement adéquat aux besoins de ce dernier. [...] L'individu existe par lui-même et aucun déplacement ne peut altérer son identité ou sa position sociale. Ses origines biologiques ne sont pas matériau pour un échange. Sa filiation donne lieu, non à une circulation d'enfants, mais à une circulation de statuts parentaux. »¹⁵¹

Le secret des origines nourrit cette particularité de statut fixe et définitif de l'enfant. Cette logique parvient à exclure l'enfant de la circulation des valeurs et ce qui circule est alors le statut parental. L'enfant a alors un statut précaire et réversible car il ne se définit pas symboliquement en fonction de sa filiation mais en fonction de son individualité.

¹⁴⁹F.-R. OUELLETTE et C. MÉTHOT, « L'Adoption », dans *Réseau*, Novembre-décembre 1998, « Dossier - l'adoption », p. 6 de 11, publié en ligne à [http://www.quebec.ca/mag/mag98_11/dos.html].

¹⁵⁰F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 157.

¹⁵¹F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 170.

3.2.2 La nouvelle famille et la logique de protection étatique

Dans ce modèle, concluent Fine et Ouellette, les origines biologiques de l'enfant importent peu. Les mécanismes de l'adoption ne s'emploient pas à les préserver comme partie intégrante de l'identité de la personne adoptée. En somme, conclut Ouellette, les divers intervenants agissent de telle manière qu'ils laissent supposer que l'enfant existe par lui-même, sans attache, et « qu'aucun déplacement ne peut altérer son identité ou sa position sociale »¹⁵².

L'adoption s'écarte du modèle généalogique « pour se rapprocher d'une logique de droit individuel et d'intervention étatique de protection »¹⁵³. Vue sous l'angle d'un don fait à l'enfant, selon Ouellette, l'adoption transforme en rôle positif la participation des parents de naissance et des adoptants à cette « pratique potentiellement transgressive »¹⁵⁴, qui désymbolise les fonctions de la famille et la généalogie. La famille est pensée comme une unité résidentielle¹⁵⁵, un milieu de vie, avant d'être garante de la parenté et de l'alliance¹⁵⁶.

3.3 La circulation de statuts parentaux

3.3.1 La qualification psychosociale du parent

Pour répondre à des objectifs de protection, l'adoption correspond fréquemment à une intervention psychosociale qui vise à résoudre un problème d'adéquation entre les

¹⁵²F.-R. OUELLETTE et C. MÉTHOT, « L'Adoption », dans *Réseau*, Novembre-décembre 1998, « Dossier - l'adoption », p. 7 de 11, publié en ligne à [http://www.quebec.ca/mag/mag98_11/dos.html].

¹⁵³F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 168.

¹⁵⁴F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 168.

¹⁵⁵Il ne faut pas sous-estimer l'importance de la résidence, mais la généalogie apporte un élément plus fondamental chez la personne. Déjà la signification de la résidence pourrait s'être accrue dans le contexte de nouveaux modèles parentaux, par rapport à celle déjà significative dont font l'objet des travaux d'Isabelle BERTAUX-Wiamé. Voir à ce sujet, Isabelle BERTAUX-Wiamé, « Familial et résidentiel : un couple indissociable », *Sociologie et sociétés*, (1995), vol. XXVII, n° 2, automne, p. 163-175 : « Selon qu'ils sont peu mouvementés ou au contraire rythmés par des déplacements incessants, les itinéraires résidentiels participent à la singularité de l'expérience de l'enfant. Au niveau biographique, les variations que subissent ces itinéraires résultent de causes plus externes à l'univers familial – comme l'état du marché du travail, un changement d'emploi – ou plus internes – la naissance d'un enfant, par exemple, ou un divorce. À ces moments-clés de réorganisation des investissements, les choix résidentiels sont évalués, réactualisés, pouvant modifier ainsi le cadre de la socialisation enfantine. », p. 167.

¹⁵⁶F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 168.

capacités parentales et les besoins des enfants. Selon Ouellette, le placement permanent visé pour permettre la stabilité de l'enfant intensifie la circulation d'enfants et le transforme en redistribution de statuts parentaux¹⁵⁷.

Depuis quelques années, l'adoption suppose une procédure de disqualification/qualification qui modifie en profondeur le sens de l'institution. Les parents de naissance sont remplacés par des « parents officiellement qualifiés à la suite d'une évaluation psychosociale »¹⁵⁸.

3.3.2 Le don de « maternité ou de paternité »

Ouellette insiste sur le fait que l'adoption, poussée à sa limite, en vient même à transformer complètement le système de circulation des valeurs. Elle emprunte davantage les caractéristiques d'un système de redistribution de statuts parentaux pour faire un don de « maternité ou de paternité ».

De ses travaux, Ouellette conclut que l'on observe aujourd'hui « l'éclatement de cette institution »¹⁵⁹, qui ne préserve pas les origines de la personne adoptée. Néanmoins, à la décharge des intervenants chargés de la protection de l'enfant¹⁶⁰, il convient de souligner qu'il y a parmi eux, comme dans la population, un consensus sur la nécessité d'agir dans l'intérêt de l'enfant.¹⁶¹

3.4 L'éclatement de l'adoption

3.4.1 L'unique parenté mais des liens de sang inaltérables

Malgré la persistance du secret des origines et la tendance à l'accélération de la circulation de statuts parentaux, les systèmes de filiation font ressortir la très grande force du lien de sang. En effet, Fine écrit qu'on qualifie de « vraie mère », la femme qui

¹⁵⁷F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 169.

¹⁵⁸F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 169.

¹⁵⁹F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 158.

¹⁶⁰Le don d'enfant, dans des sociétés contemporaines occidentales, serait répréhensible si l'on tient compte de la valeur d'indisponibilité de la personne humaine.

¹⁶¹F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 158.

a mis l'enfant au monde et de « vrai père », l'homme qui est révélé par les empreintes génétiques :

« L'anthropologie nous rappelle avec force que les systèmes de filiation sont des constructions culturelles qui brodent à partir de quelques éléments invariants, entre autres la reproduction sexuée.

[...] Notre système de filiation est dit bilatéral parce que les enfants « appartiennent » à la parenté de leur père et de leur mère. Il semble calquer les lois de la reproduction, de sorte que nous le croyons volontiers biologiquement fondé [...]. Ainsi on qualifie de « vraie » mère la femme qui a mis au monde l'enfant adopté et l'on recourt à la technique des empreintes génétiques pour identifier le « vrai » père d'un enfant. Cette représentation est renforcée par la métaphore de la transmission du sang, censé donner des caractères spécifiques, physiques et moraux, aux membres d'une même lignée. »¹⁶²

Tout comme Fine, Ouellette s'est intéressée au « lien de sang ». À ce sujet, elle relève un paradoxe identitaire au Québec : avec l'adoption plénière, l'enfant n'aurait qu'une seule parenté de référence alors que les liens de sang sont perçus comme indissolubles. « Sa filiation adoptive est tout à fait exclusive, mais sa filiation biologique est perçue comme inaltérable. »¹⁶³

3.4.2 Les stratégies pour anéantir la généalogie de l'enfant

Selon Ouellette, les discours et les pratiques des acteurs sociaux québécois témoignent de deux stratégies paradoxales. La première stratégie veut que les intervenants s'intéressent à l'enfant en tant qu'individu défini par son âge biologique, ses droits et ses besoins, alors que les parents adoptants présupposent que l'enfant est sans attache, sans ascendant et que la vie sociale de ce dernier commence avec l'adoption.

« La première stratégie, consistant à s'extraire de la logique des filiations, est déployée différemment par les intervenants et les adoptants. Les premiers opèrent un tel retrait lorsqu'ils s'intéressent à l'enfant uniquement en tant qu'individu défini par son âge biologique, ses droits et ses besoins. Leur approche subordonne l'identité de fils ou de fille – l'identité de filiation qui est par définition relationnelle – à celle de personne mineure et de sujet de droit qui individualise et rend l'enfant autonome. Les adoptants, pour leur part, tendent plutôt à présupposer que l'enfant à adopter est sans attache (sic), non pas fils ou fille de ses ascendants, mais laissé à lui-même, sans

¹⁶²A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 5-19, p. 11.

¹⁶³F.-R. OUELLETTE et C. MÉTHOT, « L'Adoption », dans *Réseau*, Novembre-décembre 1998, « Dossier - l'adoption », p. 6 de 11, publié en ligne à [http://www.uquebec.ca/mag/mag98_11/dos.html].

communauté de référence ou d'appartenance : un être dont la vie sociale commencerait avec l'adoption. L'enfant « trouvé » de l'adoption internationale est alors l'enfant idéal.»¹⁶⁴

La deuxième stratégie consiste à définir la filiation adoptive comme une deuxième filiation qui succède à la première. Cela permet de ne pas tenir compte de la filiation biologique comme dimension constitutive de l'identité de l'adopté. Pour plusieurs, la reconnaissance de la filiation biologique trouve son compte notamment dans la communication des aspects folkloriques du pays d'origine.

« La deuxième stratégie est de reconnaître la filiation d'origine, mais en la mettant toutefois en position d'extériorité ou d'antériorité par rapport à l'enfant à sa situation actuelle. Ainsi, dans le discours des adoptants et des intervenants, la filiation adoptive est définie comme une filiation seconde, qui succède à la filiation biologique plus qu'elle ne la remplace. Cette dernière n'est pas gommée, mais placée dans statut d'antériorité. Cela en fait un élément de l'histoire personnelle, et non une dimension constitutive de l'identité actuelle. Plutôt que de reconnaître à l'enfant une double affiliation, on lui attribue donc deux filiations successives. En somme, le paradoxe est contourné en reportant les filiations biologique et adoptive sur un continuum temporel, de sorte qu'aucune n'existe concurremment à l'autre. Ainsi, la logique de l'adoption plénière n'est pas contredite. En même temps, la problématique identitaire de la filiation est convertie en une problématique des origines nationales, culturelles ou ethniques. »¹⁶⁵

Finalement, l'importance de la connaissance des origines est particulièrement évidente, selon Ouellette, lorsque les enfants sont adoptés plus âgés. En effet, on constate que ces adoptions sont souvent plus difficiles durant les premiers mois. L'adaptation doit se faire par rapport à de multiples variables auxquelles les enfants adoptés doivent faire face. Souvent, les parents adoptifs ne connaissent pas la langue, l'histoire personnelle et familiale de l'enfant et, parfois, ce dernier retourne sa colère contre eux ou contre lui-même lorsqu'il n'accepte pas ce qui lui arrive.

Ainsi, la dimension individuelle « désarticulée de la problématique généalogique », inhérente aux mécanismes actuels de l'adoption au Québec, nous suggère l'importance

¹⁶⁴F.-R. OUELLETTE et C. MÉTHOT, « L'Adoption », dans *Réseau*, Novembre-décembre 1998, « Dossier - l'adoption », p. 7 de 11, publié en ligne à [http://www.uquebec.ca/mag/mag98_11/dos.html].

¹⁶⁵F.-R. OUELLETTE et C. MÉTHOT, « L'Adoption », dans *Réseau*, Novembre-décembre 1998, « Dossier - l'adoption », p. 7 de 11, publié en ligne à [http://www.uquebec.ca/mag/mag98_11/dos.html].

des enjeux humains en présence. Elle nous permet d'anticiper l'importance des revendications des personnes adoptées pour la connaissance de leurs origines.¹⁶⁶

3.4.3 La remise en question du modèle de filiation adoptive

Si tout est en œuvre pour contrer la prédominance du lien biologique, malgré tout, en 1991, les personnes adoptées au Québec, réunies en groupes de pression, ont obtenu un accès conditionnel quant à l'information disponible sur leurs origines.

« Ce mouvement converge avec d'autres pour réaffirmer l'importance du lien biologique dans la parenté, mais il signale aussi une redéfinition de ce lien qui permet maintenant de s'en distancier ouvertement. »¹⁶⁷

Cela dit, Agnès Fine relève la conclusion des analyses des travaux de Ouellette et Claire Neirinck, parues en 2000, sur la problématique généalogique, dans un tel contexte d'adoption.

« [Ces analyses] expriment une « mise à distance de la problématique généalogique », une sorte d'écrasement du concept de filiation sur le seul lien socio-affectif parent/enfant, sur ce que l'on pourrait appeler la parentalité. »¹⁶⁸

Selon Ouellette et Neirinck, dans sa vision individualisante, l'adoption « subjective » l'enfant qui doit répondre à certains besoins des adultes qui suppléent à ses parents de naissance disqualifiés. Pour elles, cette conception de l'être sans attache ne correspond pas à la réalité vécue par les personnes adoptées. Il n'est pas vrai que l'adoption avec le secret des origines, telle que pratiquée au Québec, n'a pas de conséquence sur l'identité ou la position sociale de la personne adoptée.¹⁶⁹

3.4.4 Le choix de l'adulte : autre composante de la parenté

Chantal Collard, anthropologue, tente d'expliquer ce phénomène. Elle relève les constats de Marilyn Strathern, anthropologue, au sujet d'un phénomène similaire en

¹⁶⁶ D'ailleurs, à une très grande échelle, un mouvement américain, parrainé par l'écrivain Alex Haley, aide des descendants africains à retrouver la tribu de leurs ancêtres enlevés en Afrique.

¹⁶⁷ F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 165.

¹⁶⁸ A. FINE, « Introduction », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 2000, 5-19, p. 19.

¹⁶⁹ F.-R. OUELLETTE et C. MÉTHOT, « L'Adoption », dans *Réseau*, Novembre-décembre 1998, « Dossier - l'adoption », p. 7 de 11, publié en ligne à [http://www.uquebec.ca/mag/mag98_11/dos.html].

Angleterre. Dans son analyse, Strathern fait ressortir que la croyance britannique est à l'effet que : « L'enfant naît de ses parents mais ne les reproduit pas [...]. Enfin, dans notre société [où il y a] plus de culture et moins de nature, le choix est une autre composante de la parenté ». On comprend notamment que c'est l'adulte qui a le choix et non l'enfant adopté. Cela dit, le secret des origines favorise le parent adoptant dans l'établissement de la parenté.

Conclusion – Le don empoisonné

Les anthropologues cités ont insisté sur des aspects particuliers notamment la rupture généalogique inhérente à l'adoption. Dans les sociétés archaïques, l'enfant peut être échangé comme un cadeau. De ce don d'enfant subsiste alors une dette de la part du receveur vis-à-vis du donateur. Dans la société contemporaine occidentale, il s'agit plutôt d'un don fait à l'enfant. L'adoption oriente la dette du receveur, l'enfant adopté, vers le parent adoptif. La part du don de vie est occultée par une subjectivation de l'enfant perçu comme un être sans attache, dont aucun déplacement ne peut altérer l'identité.

Cela dit, le discours social ou familial a peine à situer la place de la famille de naissance. Il est tantôt question « d'abandon » ou de « don de vie à l'enfant » par ses parents de naissance. Paradoxalement, l'on qualifie ces derniers de « vrai père et vraie mère ». Dans la population, le lien de sang est considéré inaltérable.

Les auteurs recensés constatent que, du point de vue anthropologique, telle qu'elle se pratique au Québec, l'adoption renforce la mise à l'écart de la généalogie comme fondement de l'identité de l'individu¹⁷⁰. Ces derniers relèvent que l'adoption s'articule actuellement autour d'une dimension individualisante de l'intérêt de l'enfant. Découlant de cela, le système étatique est passé d'une fonction redistributrice d'enfants en situation de besoins à un système de redistribution de statuts parentaux suite à un processus de qualification/disqualification des parents de naissance. Ouellette, rappelons-le, réfère aux différentes problématiques soulignées en terme d'éclatement de l'adoption¹⁷¹.

¹⁷⁰Le secret des origines se présente également dans d'autres modes d'établissement de filiation soit celles issues des techniques de procréation assistée.

¹⁷¹F.-R. OUELLETTE, « La part du don dans l'adoption », *Anthropologie et Sociétés*, (1995), vol. 19, nos 1-2, 157-174, p. 158.

Dans les prochaines pages, nous mettrons en évidence des enseignements scientifiques issus de la sociologie et de la psychologie sur l'importance de la connaissance de ses origines. Ils concernent particulièrement le développement et le fonctionnement de la personne adoptée dans notre société postmoderne, certaines conséquences du secret des origines sur la quête identitaire et de sens de la vie, les besoins conscients et le bagage inconscient de la personne adoptée.

II – L'INCIDENCE DU SECRET SUR LA PERSONNE ADOPTÉE - Perspectives de la sociologie et de la psychologie

Dans cette deuxième partie de notre mémoire, divisée en trois sections, nous tenterons de relever l'incidence du secret des origines sur la personne, par la prise en compte de dimensions sociologiques, pour la première, et psychologiques, pour les deuxième et troisième sections. Ces dernières toucheront la psychologie humaniste et la psychanalyse.

Dans cette partie, nous utiliserons notamment quatre concepts. Les concepts d'individuation¹⁷² et d'individualisation¹⁷³ sont utilisés par la sociologie. Ils serviront à illustrer les impacts du secret des origines sur la personne et les processus qui ont trait au développement de l'identité personnelle¹⁷⁴. Les concepts d'individuation et d'individualisation définissent les principaux processus par lesquels l'enfant se développe dans ses dimensions « humaines ». Les enfants doivent s'auto-définir et s'auto-réaliser dans une société postmoderne, où les formes de reconnaissance sont plus personnelles que statutaires. Le secret des origines peut compromettre la quête identitaire et de sens de la vie chez la personne adoptée.

Tant qu'au concept de besoin, défini comme un « état d'insatisfaction dû à un sentiment de manque »¹⁷⁵, il reflète l'importance viscérale de la connaissance des origines, d'après la psychologie humaniste. Il convient de faire une distinction entre les concepts de « besoin » et de « désir ». « Le besoin est considéré comme étant inné et nécessaire pour la survie du corps et de l'esprit. Le désir serait plutôt acquis puisqu'il se renouvelle au gré des modes, des tendances et des émotions. »¹⁷⁶

¹⁷²LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ 2002. L'individuation est un concept plus généralement utilisé par les philosophes et les psychologues. Il réfère à ce « qui distingue un individu d'un autre, [...] au processus par lequel la personnalité se différencie ».

¹⁷³LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ 2002. L'individualisation se définit comme « l'action d'individualiser; son résultat. [...] fait de s'individualiser; personnalisation ». S'individualiser est « rendre individuel, distinct des autres par des caractères propres; [aussi] « se distinguer des autres en affirmant sa personnalité ».

¹⁷⁴LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ 2002.

¹⁷⁵LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ 2002.

¹⁷⁶Stéphane VALLÉE, *Mieux connaître son enfant pour l'aider à réussir, Mieux comprendre et mieux accompagner*, Montréal, Éditions Caractère, 2008, 230, p. 20.

Dans la troisième section de cette partie, la psychanalyse mettra en évidence le bagage inconscient hérité de la mère durant la période intra-utérine et, également, celui hérité de son père et de l'entourage de ses parents de naissance. Comme nous le verrons, les thérapies utilisent largement les informations issues des premières années de vie de l'enfant pour traiter notamment des personnes souffrantes adoptées. De plus, le refus de considérer l'importance des origines a des incidences non seulement sur la personne mais peut induire des problèmes mentaux à l'échelle de la société.

II.A – L'INDIVIDUALISME ET LA CONNAISSANCE DE SOI (Perspective sociologique)

Cette section s'intéresse à l'importance de la connaissance des origines du point de vue de la sociologie¹⁷⁷. Les sociologues, dont notamment Paul Eid, Irène Théry et Laurence Gavarini, nomment « postmodernité » le courant sociétal dans lequel nous nous situons par rapport à l'évolution de la société. Les valeurs « modernes » et « postmodernes » caractérisent la période dans laquelle sont nées les causes et les conséquences du secret des origines. L'une de ces valeurs est l'individualisme. Nous allons principalement traiter du secret des origines en regard de ses impacts sur l'individu en tant qu'acteur de la société postmoderne.

D'entrée de jeu, mentionnons que l'individualisme n'est pas une caractéristique négative de notre société. Selon Charles Taylor, philosophe, « on confond bien souvent cette montée de l'individualisme avec l'égoïsme des individus dans la société moderne »¹⁷⁸. Il s'agit plutôt d'une nouvelle éthique, une façon nouvelle de considérer l'être humain, son

¹⁷⁷La sociologie est [l'étude] « scientifique des sociétés humaines et des faits sociaux ». À cette définition, on ajoute : « Parmi les grands précurseurs de cette discipline récente, il faut relever les noms d'Aristote, Montesquieu, Condorcet ou Tocqueville. Auguste Comte crée le mot lui-même en 1836 mais l'institutionnalisation de la discipline et la codification des procédures d'analyse par Émile Durkheim datent d'un peu plus de cent ans ». L'étude des phénomènes sociaux peut être entrevue de deux façons : « [D'un] côté, une sociologie qui interprète ces phénomènes comme le produit des structures sociales (approche fonctionnaliste comme celle de Talcott Parsons; approche structuraliste comme celle de Pierre Bourdieu); de l'autre, une sociologie de l'action qui analyse ces phénomènes comme le résultat de l'agrégation d'actions individuelles (Georg Simmel, Max Weber, Raymond Boudon) ». *Le Petit Larousse 2002*. Les écrits cités dans cette section relèvent davantage de la sociologie de l'action.

¹⁷⁸CHARLES TAYLOR, « Entrevue », *Revue Notre-Dame*, Québec, n° 9, octobre, p.16-24, p. 18, dans Robert CAMPEAU, Michèle SIROIS et Élisabeth RHEAULT, avec la collaboration de Norman DUFORT, *Individu et société, Initiation à la sociologie*, 3^e édition, Montréal, Gaétan Morin Éditeur, 519, p. 165.

développement et sa façon d'agir. Dans une société où règne l'individualisme, l'individu devient « son propre projet »¹⁷⁹. Pour ce faire, ce dernier a besoin de se connaître. « L'individu définit son identité en puisant des éléments dans ses propres racines [...] »¹⁸⁰. Dans ce contexte, la connaissance de ses origines prend une dimension fondamentale.

Cela dit, les sociologues relèvent que, parmi les valeurs importantes de la société actuelle, les valeurs d'égalité et de justice priment sur toutes les autres¹⁸¹, car elles soutiennent notamment le projet de connaissance de Soi. Les sociologues s'interrogent sur les répercussions du secret des origines sur « l'humanité » de la personne adoptée en regard du phénomène du désir d'enfant et, plus globalement, sur le phénomène des nouvelles configurations familiales en lien avec la perpétuation de l'espèce humaine.

1. La postmodernité et l'individualisme

1.1 La dignité humaine : la différenciation réclamée et l'autonomie

L'individualisme n'est pas nouveau. Il a été caractéristique de la première modernité, période située à la fin du XIXe siècle jusqu'au milieu du XXe siècle. Mary Klages rapporte ces propos de Durkheim écrits sur la logique individualiste :

« Sil [l'individu] a droit à ce respect religieux, c'est qu'il a en lui quelque chose de l'humanité. C'est l'humanité qui est respectable et sacrée. Le culte dont il est, à la fois, et l'objet et l'agent ne s'adresse pas à l'être particulier qu'il est et qui porte ce nom, mais à la personne humaine, où qu'elle se rencontre, sous quelque forme qu'elle s'incarne. »¹⁸²

La sociologie situe le début de la postmodernité aux environs de 1960. Pour François de Singly¹⁸³, elle s'illustre par une « différenciation réclamée » de l'individu au centre de

¹⁷⁹R. CAMPEAU, M. SIROIS et É. RHEAULT, avec la collaboration de N. DUFORT, *Individu et société, Initiation à la sociologie*, 3^e édition, Montréal, Gaétan Morin Éditeur, 519, p. 167.

¹⁸⁰R. CAMPEAU, M. SIROIS et É. RHEAULT, avec la collaboration de N. DUFORT, *Individu et société, Initiation à la sociologie*, 3^e édition, Montréal, Gaétan Morin Éditeur, 519, p. 168.

¹⁸¹R. CAMPEAU, M. SIROIS et É. RHEAULT, avec la collaboration de N. DUFORT, *Individu et société, Initiation à la sociologie*, 3^e édition, Montréal, Gaétan Morin Éditeur, 519, p. 168.

¹⁸²Dans la modernité, prime la suprématie de la société pour laquelle « le savoir produit par la science est la « vérité » [...]. [Le savoir/vérité conduit] toujours vers le progrès et la perfection. Toutes les institutions humaines et leurs pratiques peuvent être analysées par la science (raison/objectivité) et être améliorées.», dans Mary KLAGES, « Nouveau millénaire, Défis libertaires, Modernes/Postmodernes: lignes de fracture », *Psythère Revue de Psychiatrie*, publiée en ligne à [http://psythere.free.fr/article.php?id_article=25].

¹⁸³Quant à la postmodernité, elle se caractérise par « une volonté de communiquer qui surgit comme une force irrésistible et communiquer c'est s'intégrer dans une société mondiale sans

la société. Découlant de cela, la dignité humaine consiste à déterminer sa propre conception de la vie idéale. Dans cette perspective, l'autonomie devient le moyen par excellence d'assurer sa réalisation personnelle¹⁸⁴.

1.2 L'idéal de liberté : s'auto-définir et s'auto-réaliser

Paul Eid écrit sur la postmodernité qu'elle exacerbe les tendances de la première modernité. La postmodernité met de plus en plus en évidence l'individu « porté par l'idéal de liberté »¹⁸⁵. Selon lui, « [...] la souveraineté étatique moderne, qui fonde et cimente une communauté politique de citoyens égaux définis à même le creuset niveleur de la nation, est dialectiquement liée à l'émergence concomitante de la souveraineté de l'individu libre, qui, elle, se déploie dans l'espace de la société civile.»¹⁸⁶.

Cela dit, l'être porté par l'idéal de liberté vit dans un monde où l'on observe un « mouvement de dissolution du politique »¹⁸⁷. Découlant de cela, Eid observe que les

frontières » Dans la postmodernité, prime la suprématie de l'individu où l'homme est perçu tantôt comme « sujet déstructuré, décentré, déhumanisé ». Nous interprétons que la personne adoptée perçue en tant qu'individu sans attache, telle que décrite par l'anthropologue Ouellette, pourrait s'expliquer par ce courant. Les citations entre parenthèses sont tirées de E. Jayme : « Identité culturelle et intégration : le droit international privé postmoderne », (1995) *Rec. Acad. La Haye* 251, p. 257, cité dans G. SALAMÉ, « *Le devenir de la famille en droit international privé, Une perspective postmoderne* », Aix-en-Provence, P.U.A.M., 2006, 549, p. 38.

¹⁸⁴François DE SINGLY, « L'éthique dans une « société individualiste », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 21-37, p. 23-24. Aussi, « [...] La société des individus connaît une seconde phase, celle de la différenciation réclamée. Elle dérive d'une longue histoire, retracée avec talent par Charles Taylor dans *Les sources du Moi* (1998). Le nouvel impératif normatif s'inscrit dans le prolongement de la pensée de Kant, « la dignité humaine consiste largement dans son autonomie, c'est-à-dire dans la capacité de chaque personne à déterminer sa propre conception de la vie idéale » (1996). Cette dignité peut être définie comme « le pouvoir de considérer et choisir, pour chacun, une perspective ou une autre ». L'autonomie ainsi comprise ne conduit pas nécessairement à ce que chacun prenne le même chemin que les autres. En effet, cette autonomie constitue un moyen de réaliser le commandement, celui de la réalisation de soi. », Id., 23-24.

¹⁸⁵Paul EID, « Entre modernité et postmodernité : la Cour Suprême canadienne et la notion de discrimination inscrite dans la Charte des droits et libertés (1986-1993) », (2001) *Sociologie et sociétés*, Vol. XXXIII.1, 205-229, p. 209. Aussi, « [...] la postmodernité, plutôt que d'être définie comme une rupture radicale par rapport à la modernité, [peut être] envisagée ici davantage comme l'exacerbation d'une tendance que la modernité a toujours portée en ses germes, soit un procès d'émancipation de l'individu porté par l'idéal de liberté. », Id., p. 209.

¹⁸⁶P. EID, « Entre modernité et postmodernité : la Cour Suprême canadienne et la notion de discrimination inscrite dans la Charte des droits et libertés (1986-1993) », (2001) *Sociologie et sociétés*, Vol. XXXIII.1, 205-229, p. 209.

¹⁸⁷P. EID, « Entre modernité et postmodernité : la Cour Suprême canadienne et la notion de discrimination inscrite dans la Charte des droits et libertés (1986-1993) », ((2001) *Sociologie et sociétés*, Vol. XXXIII.1, 205-229, p. 210. Aussi, « C'est dans le cadre d'une telle problématique

individus sont de plus en plus laissés à eux-mêmes pour « s'auto-définir » et « s'auto-réaliser »¹⁸⁸.

2. Le primat de l'identité personnelle sur l'identité statutaire

2.1 L'identité personnelle : au plus secret de soi

De Singly mentionne que l'individualisme pourrait signifier une perte de repères¹⁸⁹. Mais, selon lui, il n'en est rien. L'éthique, qui a pris la place de la morale « institutionnelle », « repose sur de nouvelles formes de reconnaissance, plus personnelles »¹⁹⁰.

Cette reconnaissance révèle « [le] primat de l'identité personnelle sur l'identité statutaire¹⁹¹ et, reprenant la pensée de Christian Bobin¹⁹², « [il] n'y a rien d'autre à apprendre que soi dans la vie. Ainsi, « [l'individu], petit ou grand, a une seule mission sur terre, devenir lui-même »¹⁹³.

qu'on peut alors poser, d'un point de vue sociologique, l'hypothèse d'un mouvement de dissolution du politique au sein de l'espace des rapports sociaux empiriques. », Id., p. 210.

¹⁸⁸P. EID, « Entre modernité et postmodernité : la Cour Suprême canadienne et la notion de discrimination inscrite dans la Charte des droits et libertés (1986-1993) », ((2001) *Sociologie et sociétés*, Vol. XXXIII.1, 205-229, p. 210. Aussi, « De plus, face à cette perte de transcendance du politique, à sa dissolution dans le social, les individus se trouvent laissés de plus en plus à eux-mêmes pour construire une identité leur permettant de s'auto-définir et de s'auto-réaliser. » », Id., p. 210.

¹⁸⁹« Contrairement à une vision pessimiste, nous ne vivons pas sans repère pour autant. L'éthique est exigeante, elle repose sur de nouvelles formes de reconnaissance, plus personnelles. Le primat de l'identité personnelle sur l'identité statutaire [...] a pour corollaire cette transformation de la reconnaissance. La religion de l'individu n'est pas le culte de la solitude, elle est celui, idéalement, de la rencontre avec d'autres « personnes », le « je » ne pouvant se construire que dans le dialogue avec le « tu » », dans F. DE SINGLY, « L'éthique dans une « société individualiste » », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 21-37, p. 25.

¹⁹⁰F. DE SINGLY, « L'éthique dans une « société individualiste » », dans F.-R. Ouellette, Renée Joyal et Roch Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 21-37, p. 25.

¹⁹¹Les éléments qui nous définissent d'un point de vue externe, par exemple, la fonction que l'on occupe, le milieu social dans lequel on a été élevé.

¹⁹²Christian BOBIN, *Une petite robe de fête*, Paris, Gallimard, 1996, cité dans F. DE SINGLY, « L'éthique dans une « société individualiste » », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 21-37, p. 25.

¹⁹³F. DE SINGLY, « L'éthique dans une « société individualiste » », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 21-37, p. 24.

Ce sociologue ajoute « [qu'on] n'apprend pas tout seul. Chaque personne doit passer par quelqu'un pour atteindre au plus secret de soi : par un amour, par une parole, par un visage »¹⁹⁴. Il rejoint en cela la pensée de la psychanalyste Françoise Dolto. Les écrits de cette dernière maintiennent notamment que l'autonomie se développe d'abord chez l'enfant, à partir de sa relation aux autres, le « je » ne pouvant se construire qu'à partir du « tu » issu de cet échange¹⁹⁵. Nous y reviendrons plus loin.

2.2 L'unicité d'une identité et d'une expérience

Irène Théry nous indique que ce qui attribue un caractère spécifique à chaque personne humaine est la résultante des processus d'individuation et d'individualisation qui s'accomplit chez elle.

« [Chaque] nouveau-né est introduit dans un monde à l'intérieur duquel il peut *devenir* un individu humain, capable d'orienter son action, de sentir et juger par lui-même, de se singulariser en quelque sorte. [...] L'humanisation exige un travail à la fois d'individuation et d'individualisation que produit la société. »¹⁹⁶

Ces notions, l'individuation et l'individualisation, sont les fondements de l'identité et de la connaissance de Soi. Dans cette perspective, la prise en compte ou non des origines comme partie intégrante de l'individu comporte des enjeux indéniables.

En effet, selon Théry, le processus d'individuation situe l'enfant à une certaine place au sein d'un réseau particulier institué parce que « toutes les sociétés valorisent l'idée que les individus ne sont pas interchangeables ». Le nom constitue notamment un élément très important dans l'individuation. L'individu est lui-même et pas un autre. Il occupe une place déterminée dans la parenté. La personne adoptée est elle-même une personne qui a son propre bagage et qui, antérieurement à son adoption, a une identité et une expérience.

¹⁹⁴F. DE SINGLY, « L'éthique dans une « société individualiste » », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 21-37, p. 25.

¹⁹⁵C. BOBIN, *Une petite robe de fête*. Paris, Gallimard, 1996, cité dans F. DE SINGLY, « L'éthique dans une « société individualiste » », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 21-37, p. 25.

¹⁹⁶I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.382.

« *Individuation* : par le nom donné à chacun, par la façon dont chacun est situé à une certaine place, en général d'abord dans la parenté ou le clan, autrement dit par la façon dont elles situent chacun au centre d'un réseau particulier de relations instituées, mais aussi par tout un ensemble de procédures de reconnaissance (pensons au bracelet des nouveaux-nés, à notre carte d'identité, aux empreintes génétiques), toutes les sociétés valorisent l'idée que les individus ne sont pas interchangeables. Au-delà, elles confortent en permanence pour chacun, et pour autrui, l'unicité d'une identité et d'une expérience : untel n'est pas untel. »¹⁹⁷ (*Les italiques sont de l'auteur*)

En ce qui concerne le travail d'individualisation chez l'enfant, il s'opère selon des choix sociétaux. Théry mentionne que notre société postmoderne reconnaît l'individu comme un être singulier qui a une histoire, des talents et une façon bien à lui d'agir.

« *Individualisation* : non seulement les individus ne sont pas interchangeables, mais chacun est perçu et cultivé comme singulier, avec ses talents, son caractère, sa façon d'être et d'agir qui n'est qu'à lui. Contrairement à ce qu'on dit souvent, la société occidentale moderne n'a pas « inventé » l'individualisation, ni sa valeur. Elle existe partout. Ce qui diffère est la façon dont les sociétés opèrent ce double travail d'individuation et d'individualisation. »¹⁹⁸

Théry souligne que les sociétés démocratiques, qui font de la place aux individus, reconnaissent l'égalité et la liberté de principe. L'individualisation commande l'individuation. Le premier processus amène notamment chaque être à se développer selon ses talents et sa personnalité. Le second singularise chaque individu à sa naissance en lui attribuant un nom qui réfère à l'ordre des générations établi par la société et à la place qu'il occupe dans l'humanité, pour se voir reconnu comme personne unique et différente de l'autre. La personne adoptée doit se voir « reconnaître sa singularité propre ».

« [L]es sociétés individualistes/démocratiques [...] mettent au centre de leurs valeurs l'égalité et la liberté de principe de tous les individus singuliers, également partie prenante d'une histoire commune. Loin que l'individuation [sic] commande l'individualisation, c'est presque le contraire : distinguer untel d'untel, c'est d'abord « reconnaître » sa singularité propre. »¹⁹⁹

¹⁹⁷I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.382.

¹⁹⁸I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.382.

¹⁹⁹I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy (Québec), 2005, 379-399, p.383.

Dans les faits, avec le secret des origines, la société québécoise notamment ne reconnaît pas le bagage antérieur à l'adoption de la personne adoptée, contrairement aux autres individus.

2.3 Le défi de conserver son originalité

Par ailleurs, dans notre société postmoderne, Théry observe un phénomène important issu des procédés d'individuation externes. Les conventions (les mécanismes d'adoption, les techniques de procréation assistée notamment) représentent de moins en moins le vrai individu. Ce dernier doit lutter pour conserver son originalité propre.

« Les procédés d'individuation externes sont de moins en moins statutaires, de plus en plus techniques et apparaissent comme de simples conventions qui ne désignent pas le « vrai » individu. L'individualisation ne consiste donc pas à bien « jouer son rôle », mais bien plutôt à se défier des rôles pour mieux cultiver son originalité propre. »²⁰⁰

Devant l'importance de certains « procédés d'individuation externes » qui ne désignent pas le « vrai individu », Théry met en évidence la nécessité de « les juger et parfois à y faire ingérence »²⁰¹.

« De ce point de vue, toutes les sociétés ne respectent pas également l'idéal de l'humanité universelle : poser l'individu comme valeur est aussi ce qui autorise, au nom des droits de l'homme, à les juger et parfois y faire ingérence. »²⁰²

Cela dit, de ces écrits sur l'individuation et l'individualisation nous pouvons retenir la pensée de Durkheim sur la « religion de l'individu » : « que l'individualisme « qui défend les droits de l'individu, défend du même coup les intérêts vitaux de la société »²⁰³.

²⁰⁰I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.381.

²⁰¹I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.385.

²⁰²I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.385.

²⁰³Émile DURKHEIM, « L'individualisme et les intellectuels », (1898) *Revue Bleue*, dans F. DE SINGLY, « L'éthique dans une « société individualiste » », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 21-37, p. 23.

À ce point de notre survol sociologique, dans la section 3, nous poursuivrons sur les transformations sociales qui caractérisent notre société postmoderne. Il sera question notamment des nouveaux modèles conjugaux et familiaux et leur impact sur la personne adoptée.

3. La famille et la parenté : une vision « adultocentrée »

L'adoption permet à des couples ou des personnes de « se faire famille ». Le secret des origines signifie qu'on ne tient pas compte de l'importance des origines ou du vécu de l'enfant dans sa famille de naissance. Une telle façon de faire tient aux présupposés que les liens d'attachement réduisent l'impact du secret dans la vie de la personne adoptée et qu'une parenté est divisible à souhait. L'intérêt de l'enfant est bien servi par une pluriparentalité qui s'articule plus ou moins judicieusement autour du secret des origines. Dans les prochaines lignes, les auteurs cités viendront documenter que cette vision n'est pas satisfaisante pour la personne adoptée. Dans notre société, les manifestations de l'individualisme qui se servent du secret des origines pour favoriser la réalisation d'un idéal de liberté pour certaines personnes ne sont pas sans répercussion sur la personne adoptée.

3.1 La place de l'enfant dans l'histoire familiale

Une des récentes manifestations de l'individualisme est ce que Laurence Gavarini désigne comme le phénomène de « libre circulation d'enfants »²⁰⁴. Dans la société actuelle, elle observe une banalisation de la parenté qui serait divisible à souhait et d'une « pluriparentalité : biologique, affective, éducative et sociale »²⁰⁵.

²⁰⁴ Outre les phénomènes internes, on observe qu'en matière d'économie, la mondialisation a permis l'expansion des marchés due à l'abolition de plusieurs frontières, ce qui favorise les échanges entre les pays. C'est ainsi tout un phénomène de transferts de ressources qui ont engendré de multiples répercussions. Le « capital humain » peut être traité comme une « marchandise » et l'enfant considéré comme une « chose ». Georgette Salamé, juriste, au sujet de la mondialisation : « La mondialisation est un mouvement qui tend vers la constitution d'un seul espace planétaire, au-delà des champs étatiques et des divisions que tracent leurs frontières. Cette fusion se fait ou serait appelée à se faire pour certains, sous l'impulsion du marché et pour d'autres, sous les auspices des droits de l'homme. Les premiers sont fréquemment dénommés « mondialistes », alors que les seconds se font abusivement appeler « anti-mondialistes ». En réalité le désaccord entre les deux camps ne se fait pas autour de l'appréciation qu'il convient de porter sur l'évolution vers un espace planétaire, mais sur le terrain des valeurs autour desquelles il convient d'articuler cet espace. », dans G. SALAMÉ, « *Le devenir de la famille en droit international privé, Une perspective postmoderne* », PUAM, Aix-en-Provence, 2006, 549, p. 38.

²⁰⁵ L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance* :

Gavarini s'intéresse également « aux façons et aux modalités par lesquelles le groupe familial participe à la construction subjective et sociale de chacun. »²⁰⁶ Pour Gavarini, ce qui est important dans l'élaboration de la psyché d'adulte, c'est la place de l'enfant dans l'histoire du groupe familial composé de son père et de sa mère. La famille, instituée selon diverses formes et pour répondre à différents impératifs, répond à des normes, des prescriptions et des interdits qui « [...] portent sur la parenté, la filiation, les fonctions de père et de mère et les obligations parentales, le principe de la différence des sexes et des générations. »²⁰⁷ Ainsi, l'agencement social rigoureux qui en découle inscrit les enfants dès avant leur naissance dans une généalogie.

« C'est à ce propos que nous pouvons parler de la famille comme dispositif à la fois institutionnel et psychique. Par l'appartenance forte des siens qu'elle requiert, la famille joue ainsi une fonction sur les plans imaginaire et symbolique dans leur construction subjective et identitaire ainsi que dans leur socialisation. Elle constitue, nous le savons depuis l'apport majeur du freudisme, une scène où se jouent la sexualité et les identifications sexuelles pour tout sujet. »²⁰⁸

Ainsi, les groupes familiaux sont la base de la construction de la personne, de son identité et de sa socialisation. L'élaboration de l'identification sexuelle procède également du groupe familial.

3.2 L'adoption et son secret au service des nouveaux modèles familiaux

Selon Théry, l'égalité des sexes est une révolution anthropologique. Dans plusieurs pays, la reconnaissance de la liberté fondamentale de vivre authentiquement son orientation sexuelle a entraîné la possibilité de construire de nouveaux groupes familiaux. Bien souvent, on utilise l'adoption plénière pour ce faire. Dans ce contexte, la

quels enjeux éthiques?, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.57-58.

²⁰⁶L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.42.

²⁰⁷L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.45.

²⁰⁸L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.45.

connaissance des origines de la personne adoptée n'a pas préoccupé le législateur ni les défenseurs de l'égalité²⁰⁹. Selon Théry, cela aurait dû être le cas.

De cela, Théry conclut ni plus ni moins à « l'ébranlement de l'ordre matrimonial de la famille »²¹⁰. Ce phénomène entraîne de nombreux questionnements et, selon elle, un important défi des sociétés occidentales est de façonner un système de parenté commun à tous. Un système de parenté cohérent avec l'idéologie individualiste qui prend appui sur « un certain usage des droits de l'homme »²¹¹. Chaque famille ne peut avoir sa définition de la parenté et de la famille.

« L'enjeu n'est rien moins que de savoir si nous maintiendrons un système de parenté commun à tous, un système pensant son propre pluralisme de façon à inscrire tous les enfants au sein de la même société, ou si chacune des nouvelles catégories juridiques identitaires qui émergent aujourd'hui aura « ses droits » à la famille et sa définition de la parenté... quitte à ce que les rapports de force entre droits des uns et droits des autres ne tranchent dans le vif d'inévitables conflits. »²¹²

Les écrits de Théry nous suggèrent que le phénomène de la pluriparentalité (biologique, affective, éducative et sociale) n'est pas sans effet sur la personne, en tant qu'acteur de la société. Le secret des origines de la personne adoptée contribue à nier la portée sociale de la dimension biologique qui concerne sa venue au monde et sa parenté, desquelles il tire sa place dans le monde et son identité profonde.

²⁰⁹Daniel BORILLO (2000), « La protection juridique des nouvelles formes familiales : le cas des familles homoparentales », La Découverte, n° 8, *Mouvements, Sociétés, Politique, Culture*, Paris, (2000) mars-avril, p. 59. Gavarini est en désaccord avec les propos du juriste Daniel Borillo qui prétend que : « La vie familiale n'est nullement au service d'un quelconque ordre métaphysique puisqu'elle n'a besoin ni de l'ordre naturel, ni de l'ordre symbolique de la différence des sexes, ni même de celui de la loi pour qualifier le lien. ».

²¹⁰I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.398. Aussi, « La question majeure, dans ce contexte, est de savoir si les sociétés occidentales parviendront à transformer leur système de parenté de façon à tirer toutes les conséquences de la dynamique égalitaire (égalité des sexes, égalité des filiations) qui est le moteur structurel de l'ébranlement de l'ordre matrimonial de la famille, ou si elles céderont à l'idéologie individualiste qui s'est épanouie à la faveur de cette mutation et vient trouver dans un certain usage des droits de l'homme son point d'appui. », Id., p. 398.

²¹¹I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.398.

²¹²I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.398.

3.3 Le mythe égalitariste : désir d'enfant et lien affectif insuffisant

D'un point de vue complémentaire, dans la société actuelle, les individus, parents et enfants veulent consentir aux liens qui les unissent.

« Les individus, adultes et enfants, partagent en outre généralement un même idéal – le consentement – comme principe fédérateur du lien conjugal, parental et filial. Le consentement doit réguler harmonieusement la communauté et les rapports entre les siens et répondre ainsi aux attentes d'une parité accomplie tant entre les générations qu'entre les sexes. Dans cette logique, plus question d'imposition. »²¹³

Gavarini constate la « revendication » de l'enfant en dehors de toute subordination est le corollaire « d'un droit à la vie familiale pour tous, quelles que soient l'orientation sexuelle et la configuration de la maisonnée »²¹⁴.

Selon cette auteure, le désir d'enfant, qui anime les individus qui veulent devenir parents, ne garantit pas que l'enfant trouvera une place adéquate dans sa propre histoire. L'enfant témoigne d'une vision trop « adultocentrée » selon les termes de cette sociologue. Gavarini dit sans hésitation que l'amour ne suffit pas. La « passion de l'enfant à l'échelle d'une société tout entière » ne suffit pas.

« [L]a capacité d'inscription d'un sujet dans la famille tient aussi à la place imaginaire et symbolique que tout enfant a occupée pour ses parents dans la dynamique de leur désir [au sens de désir sexuel]. Un enfant mis en place d'objet qui viendrait combler le manque de ses parents ou permettre à leurs fantasmes de se réaliser n'est pas d'emblée assuré de trouver des parents suffisamment présents à lui pour lui permettre de devenir sujet de son histoire. L'amour voué aux enfants par des individus, la passion de l'enfant à l'échelle d'une société tout entière ne suffisent pas! Il faut quelques valeurs et des institutions pour en limiter l'emprise et « travailler à en conjurer le déploiement », comme pourrait l'écrire Lipovetsky. »²¹⁵

²¹³L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p. 61-63.

²¹⁴L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.47.

²¹⁵Gilles LIPOVETSKY, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, coll. « Folio », Paris, Gallimard, (1983), (1993), dans L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique » dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.63.

Cela dit, l'enfant ne peut être tributaire de ses seuls parents. La société doit lui fournir par avance les institutions et les valeurs pour limiter la vision adultocentrée des parents.

3.4 La subjectivation de l'enfant : la précarisation des liens et la parentalité indifférenciée

Gavarini relève que les transformations sociétales qui touchent l'enfant s'illustrent notamment par l'utilisation des mots « parental » ou « parentalité ». Ceci constitue une dérive des fonctions de père et mère, rendue nécessaire d'abord à cause de la précarisation du lien conjugal et matrimonial. « On se sépare en tant que couple, mais idéalement on reste parents ensemble et de concert. »²¹⁶

Dans un premier temps, la « parentalité » permet d'occulter dans la société les effets de la rupture de tels liens dans un couple et ce, particulièrement à l'égard de l'enfant. Les sociologues voient dans ce phénomène une transformation significative de la famille.

« [...] Dans ce contexte, il est une transformation significative et sur laquelle les constats des professionnels de terrain rejoignent les analyses sociologiques : le fait que l'on se soit mis à penser les fonctions de père et de mère en les rassemblant sous un même mot, le « parental », et son dérivé, la parentalité. Deux mots emblématiques de notre époque. »²¹⁷

Dans un deuxième temps, l'utilisation du mot parentalité découle également du besoin d'instituer une parentalité indifférenciée. Le parent devient une figure neutre et bisexuée et les rôles éducatifs sont interchangeable parce que chaque parent porte en lui une part de féminin et de masculin. Il est souvent argué que le plus important est qu'il soit « aimé » par ses parents. Gavarini n'est pas d'accord avec cette façon de voir comme nous l'avons constaté précédemment²¹⁸. Pour Gavarini, la parentalité est l'occasion donnée par la société de subjectiver l'enfant dans l'intérêt des adultes qui le convoitent pour réaliser leur désir de « parentalité ». Dans ce contexte, on comprend que le secret

²¹⁶L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy (Québec), 2005, 41-65, p.57-58.

²¹⁷L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.57-58.

²¹⁸L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.57-58.

des origines ne fait qu'accentuer ses effets négatifs sur l'enfant qui, comme nous le verrons plus loin, cherche des repères identitaires parmi les diverses figures qui gravitent autour de lui.

3.5 Le lien affectif insuffisant comme fondement identitaire

Pour Gavarini, le lien affectif ne peut servir seul de fondement identitaire à la personne. En effet, selon elle, les figures aimantes autour de l'enfant ne remplissent pas les fonctions symboliques, d'un père et d'une mère de sexes différents, pour sa construction psychique. Certaines sociétés nient actuellement que la « fabrique d'un sujet humain passe aussi par la question sexuelle »²¹⁹. Elle conclut que certains acquis scientifiques sont en voie d'être déniés pour pouvoir exclure la symbolique des sexes dans la construction psychique de l'enfant.

« Réalité « révolutionnaire » à laquelle Freud nous a permis d'accéder, qui fait pour tout un chacun l'objet de théories sexuelles infantiles, de fantasmes et de refoulements et qui, aujourd'hui à l'échelle de toute une société, est en passe d'être déniée, quand ce n'est pas frappée de soupçons. »²²⁰

Gavarini nous rappelle, qu'à l'origine, l'adoption avait pour but de trouver un parent à un enfant qui n'en avait pas et non l'inverse. La société s'est grandement éloignée de la conception de l'adoption comme moyen d'assistance à l'enfant. Le secret des origines favorise cette dérive, car notamment l'enfant est désiré pour se faire une famille.

Pour Théry, le désir d'enfant ne doit pas être le fondement de l'adoption. C'est bien évidemment l'intérêt de l'enfant qui doit être considéré. En nous référant aux processus d'individuation et d'individualisation qui donnent à l'individu la possibilité d'atteindre sa pleine humanité, Théry mentionne qu'ils doivent s'appuyer sur d'autres fondements que les seuls liens affectifs. Le désir d'enfant et le lien affectif ne sont pas suffisants.

Une institution, la généalogie, est créée pour garantir ces fondements, au-delà de ce qui serait déterminé par les besoins ponctuels des parties en présence, ceux qui satisfont

²¹⁹ L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.57-58.

²²⁰ L. GAVARINI, « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 41-65, p.57-58.

l'intérêt de ces derniers et non celui de l'enfant. Central dans la société postmoderne, le lien affectif sert à promouvoir l'entité familiale naturelle dans laquelle les fondements identitaires de l'enfant ne sont pas préservés.

« [Dans notre société, pour légitimer la liberté de ses alliances, la] seule référence commune qui paraisse acceptable est alors celle des savoirs psy, celle qui prétend ne pas juger mais seulement décrire et prédire le développement psychique des enfants, justifiant indirectement en réalité le « projet parental » lui-même hors de toute autre référence. On voit ici comment la croyance en une entité familiale naturelle issue de l'échange psychoaffectif tente de refonder le droit dans un mouvement violemment hostile à l'idée même d'institution. »²²¹

Théry conclut que pour garantir le respect de la dignité présente en tout être humain et le statut de référence indisponible de l'enfant, la connaissance des origines est un critère incontournable à préserver dans son meilleur intérêt.

« Pour les sociétés individualistes, l'humain c'est *l'humanité qu'il y a en tout homme*, fondée elle-même dans le principe d'autonomie : l'homme n'est véritablement reconnu comme « humain » qu'en tant qu'il est référé aux valeurs de liberté de conscience et d'autogouvernement. Poser l'individu comme valeur, c'est donc lui donner le statut de *référence indisponible, celle d'une certaine idée de l'humanité de l'homme*. »²²²

Conclusion – L'identité personnelle sacrifiée

Parmi les écrits des sociologues cités, nous avons constaté que les processus d'individuation et d'individualisation sont à la base de la spécificité de la personne et lui confère son caractère unique et différent par rapport à tout autre être humain. Pour y participer pleinement, la personne adoptée doit connaître ses origines.

Le secret des origines occulte des aspects significatifs de la vie de la personne adoptée, notamment son nom de naissance, une partie de son histoire et la place qu'elle occupe dans la lignée généalogique. Ce faisant, le secret compromet la connaissance des fondements identitaires de la personne adoptée nécessaire à son auto-définition et son auto-réalisation.

²²¹I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.398.

²²²I. THÉRY, « Individu, parenté et droits de l'homme », dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., Les Presses de l'Université Laval, 2005, 379-399, p.385.

Aujourd'hui, le secret des origines semble avoir cédé le pas devant le « désir d'enfant », phénomène social que les scientifiques attribue à une vision « adultocentrée ». Le secret des origines et l'adoption plénière servent de nouveaux idéaux de liberté et d'égalité de l'individu, qui s'illustrent notamment par la construction de nouveaux modèles familiaux.

Avec la promesse de liens affectifs durables, le secret des origines permet de maquiller le rôle fondamental de la généalogie et, implicitement, de la différence des sexes dans la reproduction de la vie. Il s'agit d'une réalité incontournable pour la perpétuation de la race humaine. Selon les auteurs, les liens affectifs ne peuvent se substituer aux fondements identitaires que sont les origines ou la généalogie, particulièrement dans une société où les liens conjugaux et familiaux sont de plus en plus précaires.

Cela dit, la sociologie relève l'importance de préserver l'humanité de l'individu par le respect d'un système de parenté commun à tous qui garantit l'intérêt de l'enfant avant de servir l'intérêt de l'adulte qui veut se faire famille. Ce système reconnaît implicitement l'importance des origines de la personne.

Dans cette première section de la deuxième partie de ce mémoire, consacrée à l'incidence du secret des origines sur la personne adoptée, nous avons abordé certains enseignements sociologiques. Les deuxième et troisième sections seront consacrées à la psychologie. La deuxième abordera l'incidence du secret des origines, d'après certains aspects conscients de la personne à travers la psychologie humaniste. Cette dernière nous permettra de constater à quel point la connaissance des origines est une nécessité vitale pour la personne adoptée. Pour une lecture plus globale de l'être humain, la troisième section abordera des aspects inconscients à travers la psychanalyse.

II.B – LES ASPECTS CONSCIENTS ET INCONSCIENTS DE LA PERSONNE (Perspectives psychologiques)

Le Petit Larousse définit la psychologie comme « 1. [L'étude] scientifique des faits psychiques; 2. [La] connaissance empirique ou intuitive des sentiments, des idées, des comportements d'autrui; 3. [L'ensemble] des manières de penser, de sentir, d'agir qui caractérisent une personne, un groupe, un personnage littéraire. »²²³

Cette science nous permet d'appréhender l'être humain à partir de plusieurs perspectives²²⁴. Parmi elles, nous avons choisi de nous intéresser spécifiquement à la psychologie humaniste et à la psychanalyse, afin de comprendre certains impacts du secret des origines. Ces deux approches nous permettent notamment de mieux comprendre la psychologie de la personne du point de vue de son fonctionnement conscient et de son inconscient.

II.B - a - LES BESOINS DE LA PERSONNE (Perspective humaniste)

Selon plusieurs vulgarisateurs de la psychologie, l'approche humaniste « met l'accent sur les activités internes, les pensées et les sentiments dont découle le concept de « soi » d'un individu. [...] Parmi les différentes figures marquantes qui ont développé cette approche, Carl Rogers a insisté sur les concepts d'estime et de considération positive inconditionnelle de soi, tandis qu'Abraham Maslow a mis l'accent sur les possibilités d'actualisation de soi. »²²⁵

Aussi qualifiée de « plus éloignée de la position scientifique dure » en psychologie²²⁶, la psychologie humaniste est principalement axée sur les forces intérieures de l'individu.

²²³ LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ 2002.

²²⁴ Quant à l'Encyclopédie Le Petit Larousse, elle énonce que : « La psychologie a pris son autonomie par rapport à la philosophie à la fin du XIXe siècle, [...] La psychologie peut s'appréhender du point de vue méthodologique (psychologie expérimentale, psychologie du développement, différentielle, clinique ou comparée), du point de vue des objets étudiés (psychologie générale, psychologie de l'enfant, de l'animal, psychopathologie, psychosociologie, psycholinguistique, psychophysiologie), du point de vue des champs d'intervention (psychologie du travail, des organisations, du sport, de la santé, psychologie scolaire, etc.) ou, enfin, selon les positions théoriques (psychologie du comportement, psychologie cognitive, analytique (ou psychanalyse), génétique (par référence aux théories de J. Piaget), etc. ».

²²⁵ Karen HUFFMAN, Mark VERNON et Judith VERNON, *Psychologie en direct*, 2^e édition, Mont-Royal, Modulo Éditeur, 2000, 493, p. 56.

²²⁶ Il existe en effet plusieurs théories psychologiques. La psychologie moderne en présente principalement cinq : les approches psychanalytique, behavioriste, humaniste, cognitive et psychobiologique. Il existe également des courants nouveaux soit notamment la perspective

Centrée sur les possibilités d'épanouissement de chaque être humain, elle s'est développée en Amérique plus qu'ailleurs, dans un contexte d'après-guerre. À cette époque, un contexte de grande richesse économique permet le développement d'un fort sentiment de liberté et d'accessibilité à des possibilités extraordinaires. « En 1964, la psychologie humaniste était qualifiée de « troisième force » (après la psychanalyse et le behaviorisme). »²²⁷

Les psychologues humanistes mettent l'accent sur la conscience humaine et les émotions. Ils croient en la possibilité de choisir et d'orienter consciemment sa destinée. Pour eux, la personne doit se mettre en contact avec son ressenti pour réaliser son plein potentiel. Les humanistes croient en la capacité de la personne humaine de se comprendre et de s'aider elle-même, dans la mesure où elle est « dans un climat de considération inconditionnelle »²²⁸. Bien accueillie par une personne compétente, traitée avec respect et ouverture, la personne peut admettre et reconnaître ce qu'elle ressent.

« [...] Ainsi, l'accueil, le respect et l'ouverture du psychologue humaniste permettent au sujet d'admettre et de reconnaître ce qu'il ressent et d'en changer les circonstances s'il le décide. Ces attitudes visent aussi à promouvoir l'estime et la confiance personnelles du client. »²²⁹

Pour faire suite à cette entrée en matière, nous mettrons en évidence une référence dans le domaine de la psychologie humaniste soit la hiérarchie des besoins de Maslow. Parmi ces besoins, l'actualisation de soi est particulièrement appuyée par la théorie de Yves Saint-Arnaud, psychologue québécois.

Ensuite, nous présenterons la motivation comme moteur de la satisfaction des besoins de la personne, de la quête de son identité personnelle et du sens de sa vie. Nous

évolutionniste dont fait partie la sociobiologie, la psychologie culturaliste et l'approche éclectique. D'après K. HUFFMAN, M. VERNY et J. VERNY, *Psychologie en direct*, 2^e édition, Mont-Royal, Modulo Éditeur, 2000, 493, p. 42-67.

²²⁷ Spencer A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot, L. Marinier, J. Paradis, V. Stanton, M. Thibault, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 22-23. « Les grands représentants de la psychologie humaniste, Carl Rogers (1902-1987), Abraham Maslow (1916-1970) et Rollo May (1909-1994), soutiennent que l'humain est fondamentalement libre de ses actes. Pour eux, la liberté est une source de fierté et de grande responsabilité. »

²²⁸ S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 22-23.

²²⁹ S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 22-23.

insisterons sur le fait que l'individu peut avoir atteint un haut degré dans l'échelle de la satisfaction des besoins, sans pour autant avoir comblé chacun des niveaux menant à la pleine actualisation.

1. Les besoins fondamentaux et l'actualisation de la personne

1.1 L'interactionnisme : une hiérarchie de besoins chez tout individu

Abraham Maslow a développé « l'interactionnisme », défini comme une hiérarchie de besoins présente chez tout individu, d'après des théories biologiques et psychosociales. Il s'agit d'une pyramide qui comprend six étages soit, à la base, les besoins physiologiques (faim, soif et hygiène de l'organisme), suivis des besoins de sécurité (sûreté, plaisir et évitement de la souffrance), d'amour et d'appartenance (se lier aux autres, être accepté, donner et recevoir de l'attention), d'estime de soi (se réaliser, acquérir de la compétence, obtenir l'approbation des autres et exceller) et, finalement, au sommet, des besoins d'actualisation de soi (s'accomplir et réaliser son plein potentiel)²³⁰. Ce dernier besoin serait tout aussi fondamental que la faim.

« L'être humain se distingue des autres espèces animales par sa recherche d'actualisation de soi, ce qui correspond au besoin de s'accomplir et de développer ses potentiels uniques de façon optimale. En fait, Maslow considère l'actualisation de soi comme un besoin humain aussi essentiel que la faim. »²³¹

Maslow a mis en évidence l'importance de la progression vers le haut de la pyramide.

1.1.1 La superposition des besoins satisfaits et non satisfaits

La théorie de Maslow lui a permis de faire plusieurs constats. Il a constaté notamment que certains individus peuvent se situer à un niveau supérieur dans la hiérarchie, sans avoir satisfait les besoins d'un étage inférieur²³². Ainsi, un individu peut agir pour satisfaire le besoin d'être présent à ses semblables (haut de la pyramide), lors d'une catastrophe par exemple, et manquer lui-même du nécessaire et de sécurité (niveaux primaires et secondaires).

²³⁰S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 222.

²³¹S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 222.

²³²S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 222-223. « Selon Maslow, la personne dont les besoins physiologiques sont comblés éprouvera ensuite des besoins de sécurité et cherchera à les satisfaire. Les besoins de sécurité satisfaits, les besoins d'affection et d'appartenance peuvent se manifester. », Id., p. 222-223.

Il a observé également que beaucoup de personnes « sont fonctionnelles », capables de gagner leur vie, être autonomes mais, par exemple, vivent dans l'angoisse ou l'insécurité. La théorie humaniste s'intéresse particulièrement à ce genre de problématiques qu'elle tente d'expliquer.

La psychologie humaniste a permis de relever que les besoins d'estime de soi font ressortir le rôle de la famille de naissance dans la construction identitaire. Par exemple, l'expérience de l'abandon peut affecter l'estime de soi et avoir des conséquences sur la vie de la personne.

Par ailleurs, la personne peut ressentir un fort besoin d'actualisation de soi qui peut s'exercer dans différentes sphères de la vie.

« [Être] reconnu des autres, avoir confiance en soi et mériter le respect des autres. C'est au sein de la famille, auprès des amis, à l'école ou au travail que l'être humain cherche à combler ses besoins d'affection, d'appartenance et d'estime. Au sommet de la pyramide se trouvent les besoins de croissance personnelle que sont les besoins d'actualisation de soi. Ils se traduisent par l'accomplissement d'un potentiel unique, que ce soit au niveau intellectuel, affectif, social, artistique ou moteur. »²³³

Cela dit, selon les psychologues humanistes, toute personne en santé tend normalement à actualiser son développement. Elle possède sa propre gouverne quant à l'identification des besoins ressentis. Selon ces psychologues, la personne qui veut s'actualiser possède les caractéristiques suivantes.

« Elle est ouverte à l'idée de tenter de nouvelles expériences. [...] Étant en relation directe avec ses perceptions internes, elle reconnaît clairement ses besoins et ses émotions. Elle sait ce qui lui convient sans que cela n'émane d'une autorité ou d'une source externe reconnue. [...] [Elle] tient également compte de sa subjectivité. [...] [...] Elle fait appel à son jugement. Elle a une grande habileté à évaluer les gens tels qu'ils sont et cerne avec précision le vrai du faux. »²³⁴

²³³S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 222-223.

²³⁴S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 222-223.

1.1.2 Les métabesoins : besoins d'appartenance et d'affiliation

Chez les gens qui cherchent à s'actualiser, Maslow²³⁵ a reconnu des « métabesoins ». Il s'agit des besoins d'intégrité (unité), équilibre (harmonie), exécution (finalité), justice (équité), vivacité (spontanéité), richesse (complexité), simplicité (quintessence), bonté (bienveillance), beauté (symétrie), unicité (individualité), allégresse (bien-être), signification (valeurs), vérité (réalité), autonomie (autosuffisance). Ses détracteurs lui reprochent de ne pas expliquer certaines variations individuelles qui semblent contredire les enseignements de Maslow. Il demeure que chaque individu ressent à des degrés divers la nécessité de satisfaire certains besoins plutôt que d'autres.

« Certaines personnes dont les besoins physiologiques et affectifs sont satisfaits montrent peu d'intérêt envers l'accomplissement et la reconnaissance, comme tenter d'obtenir une promotion. D'autres, à la recherche de l'actualisation de leur plein potentiel d'alpiniste par exemple, veulent escalader une montagne réputée tout en s'exposant à de grands dangers pouvant porter atteinte à leur intégrité physique. Enfin, certains artistes, musiciens et écrivains se consacrent totalement à leur art, même si, dans certains cas, la pauvreté fait en sorte qu'ils ne peuvent satisfaire leurs besoins physiologiques pourtant fondamentaux selon Maslow. »²³⁶

Chaque individu attache un niveau d'importance qui lui est propre face à ces besoins universels. Particulièrement en ce qui a trait au besoin d'affiliation, des auteurs mentionnent que vivre une expérience difficile peut engendrer un besoin d'affiliation plus élevé.

« Le besoin d'affiliation incite l'individu à se faire des amis, à se joindre à des groupes et à faire des activités avec d'autres plutôt que seul, de même qu'à recevoir, donner ou partager. Le besoin d'affiliation contribue au tissu social qui engendre les familles et les communautés. À ce sujet, Schachter (1959) établit un lien entre la sollicitude et l'attention des parents envers leur enfant et leur besoin d'affiliation futur. Les premiers nés ayant été l'objet de plus d'attention et de sollicitude que les enfants suivants développeraient un besoin d'affiliation plus élevé (Godefroid, 1991). De même, il semble que les individus qui vivent ensemble une expérience difficile manifestent un besoin d'affiliation plus élevé. Certains individus qui ont traversé une situation de vie pénible diront que cela les a rapprochés. Cependant l'inverse est également possible. »²³⁷

²³⁵ Abraham Harold MASLOW, *Motivation and Personality*, 2e éd., New York, Harper & Row, 1970, 293 p.

²³⁶ S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 223.

²³⁷ S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 227.

Ainsi, les théories psychologiques, celles issues de l'approche humaniste et d'autres, comme l'approche cognitive que nous nous contentons de relever ici, offriraient des angles variés et complémentaires qui convergent vers l'importance de facteurs universels tels que le besoin d'appartenance et d'affiliation, particulièrement chez les personnes qui ont vécu des traumatismes, ce qui est le cas de la personne adoptée, qui a subi notamment une rupture avec sa mère ou sa famille de naissance.

2. Le besoin d'actualisation de la personnalité

2.1 L'inné et l'acquis sont indissociables

Comme nous le mentionnions précédemment, le besoin d'actualisation de la personnalité, présent dans la « pyramide » des besoins de Maslow, a été l'objet d'une théorie élaborée par Yves Saint-Arnaud.

Pour St-Arnaud, la notion de « personnalité » est une des caractéristiques importantes de l'espèce humaine. Elle correspond à une forme plus poussée d'individualisation, ce « par quoi un individu conscient se saisit comme un MOI, comme un sujet unique et permanent »²³⁸.

« Le principal défi que veut relever la psychologie humaniste consiste à évaluer l'importance de cette capacité de dire « Je » dans le développement psychologique d'un individu. Comment les informations qui se succèdent dans le champ de la conscience – les perceptions, les ressentis, les interprétations et les intentions produites continuellement par le bio-ordinateur humain, dans son état de conscience – affectent-elles son comportement et contribuent-elles à la structuration d'une personnalité? Voilà en des termes non techniques le projet qui est sous-jacent à l'emploi de la notion d'actualisation. »²³⁹

La théorie de l'actualisation de la personnalité de Saint-Arnaud réfère avec plus ou moins d'intensité à l'hérédité, la génétique, le milieu ou l'environnement qui sont des éléments indissociables de l'étude des questions d'intelligence et de personnalité. Ainsi, dans cette théorie, il est pris en compte des principes qui suivent :

1o.- [...] Dans une théorie de personnalité, on s'intéresse d'abord à l'individu en santé, [...]. »²⁴⁰

²³⁸ LE PETIT ROBERT, 1972.

²³⁹ Yves SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 163.

²⁴⁰ Y. SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 167.

20.- Tout individu naît avec des possibilités d'apprentissage infinies. « [...] lorsqu'on s'interroge sur la contribution de l'hérédité à l'intelligence humaine, c'est comme si on demandait quelle est la contribution de la largeur d'un champ à sa surface et qu'elle est la contribution de la longueur. Ni l'une ni l'autre ne peut y contribuer à elle seule. »²⁴¹

30.- La psychologie humaniste s'est donné comme mandat d'étudier les processus qui permettent à un individu de s'actualiser, tout en « s'adaptant ». Dans sa théorie du fonctionnement optimal, Rogers (1968) souligne que la possibilité de prédire le comportement d'un individu est inversement proportionnelle au degré d'actualisation de cet individu : « *Il semble que la personne libre psychologiquement aille dans la direction qui l'amène à être une personne fonctionnant plus pleinement.* »²⁴²

Selon Saint-Arnaud, l'individu entre dans « la vie adulte avec un bilan plus ou moins positif d'actualisation de son potentiel humain, et [...] le conflit fait partie de son expérience. »²⁴³ La personne adoptée, comme tout individu, cherche aussi à s'actualiser pour connaître cette forme plus poussée d'individualisation, ce qui est inhérent au processus de développement de sa personnalité.

Toute personne vit ce que la psychologie humaniste appelle la biosynthèse²⁴⁴, ce processus naturel qui « permet à chaque individu « d'acquérir une identité qui lui est propre, à mesure qu'il interagit avec son environnement. »²⁴⁵

Dans la théorie de l'actualisation de la personne de St-Arnaud, l'inné et l'acquis sont indissociables :

« Même s'il est très difficile, dans l'état actuel du savoir, de distinguer ce qui est héréditaire et ce qui est acquis dans le comportement humain, il semble admis que tout comportement observable dépend à la fois des programmes innés, inscrits dans le code génétique, et de programmes acquis sous l'influence de l'environnement. On peut admettre que certaines

²⁴¹Y. SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 169.

²⁴²Y. SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 176-177.

²⁴³Y. SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 177.

²⁴⁴La définition de la biosynthèse est la suivante : « synthèse du Soi intégré par l'individu qui est dans un état ordinaire de conscience de Soi, sous l'effet de la bioénergie. », dans Y. SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 196.

²⁴⁵Le terme a été choisi par analogie avec le processus de photosynthèse [...]. L'analogie permet[t] de décrire dans le domaine de la personnalité le produit de la synthèse, le lieu de la synthèse, l'énergie utilisée et enfin le processus même de la biosynthèse. », dans Y. SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 195.

caractéristiques de la personnalité, même si elles apparaissent tardivement et exigent une lente maturation, sont surtout attribuables à l'hérédité, alors que d'autres seront davantage attribuables à l'influence d'un environnement spécifique : la culture et la cellule familiale. [...] On peut donc considérer que l'inné et l'acquis sont aussi indissociables dans le comportement actuel d'une personne que le bleu et le jaune d'origine le sont dans une surface actuellement perçue comme verte [...]. »²⁴⁶

De plus, selon Saint-Arnaud, dans l'environnement, tout ce qui agit sur la satisfaction des besoins de la personne est déterminant pour la formation de la personnalité.

« La question cruciale pour une théorie de la personnalité est de savoir quels sont les événements qui ont une influence déterminante sur la formation de la personnalité. [...] La psychanalyse accorde un rôle déterminant aux faits qui peuvent être associés inconsciemment à la recherche du plaisir (libido). La psychologie humaniste estime que dans l'environnement tout ce qui est en rapport avec la satisfaction des besoins de l'organisme constitue un ensemble d'événements déterminants. »²⁴⁷

Enfin, le psychologue retient les éléments susceptibles d'influer sur le développement de l'individu. Le processus, appelé psychogenèse, réfère aux événements de la vie de la personne qui favorisent ou empêchent certains des potentiels propres à l'espèce humaine de faire surface ou non.

« Chaque organisme naissant peut se comparer à un champ dans lequel sont enfouis tous les potentiels d'expérience propres à son espèce. Au cours de sa psychogenèse, des événements en nombre infini viennent favoriser ou empêcher l'émergence de certains de ces potentiels. Lorsque le « hasard » fait bien les choses, les expériences de soi qui sont fertilisées par l'environnement émergent spontanément et constituent le Soi intégré. Par contre, d'autres n'apparaissent pas car le climat leur est néfaste. D'autres enfin se développent dans des conditions perturbées et constituent le Soi menacé. »²⁴⁸

Selon Maslow et St-Arnaud, tous les événements qui ont été en lien avec la satisfaction des besoins de la personne adoptée ont joué un rôle déterminant. Nous pouvons donc penser que la rupture avec sa mère ou ses parents de naissance peut causer chez certains enfants adoptés des traumatismes ou événements perturbateurs qui empêchent

²⁴⁶Y. SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 197-198.

²⁴⁷Y. SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 208.

²⁴⁸Y. SAINT-ARNAUD, *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982, p. 216.

l'émergence du soi intégré. Selon ces auteurs, la connaissance de ces derniers pourrait favoriser l'actualisation de la personne adoptée.

Selon cette théorie, retourner aux sources pour connaître ses origines, les circonstances de sa venue au monde et les événements qui ont marqué sa vie, constitue une démarche d'actualisation vers un soi intégré.

2.2 Les conséquences liées à des besoins fondamentaux non comblés

En ce qui concerne notamment le besoin d'affiliation, la hiérarchie des besoins de Maslow nous suggère que le besoin de connaître ses origines pourrait se situer dans un fort besoin d'appartenance à la lignée de ses parents de naissance, même si la personne adoptée ne connaît aucun manque affectif ou autre du côté de sa famille adoptive.

En se basant sur l'approche humaniste, il se peut que des traumatismes vécus dès le tout début de la vie aient engendré chez la personne adoptée un déséquilibre plus ou moins grand lié notamment à des besoins d'affiliation et de sécurité non comblés. Selon Vallée, ces besoins psychologiques fondamentaux non comblés peuvent donner lieu à de l'angoisse, à de la dépression ou même à de la révolte.

« Les diverses formes de sécurité – familiale, matérielle, morale, physique, psychologique, sanitaire et sociale – des besoins psychologiques fondamentaux qui, s'ils ne sont pas comblés au quotidien, peuvent donner lieu à de l'angoisse, à de la dépression ou même à de la révolte. »²⁴⁹

La psychologie humaniste convient qu'une expérience axée vers la satisfaction des besoins peut être interprétée différemment selon les personnes. « [La] façon qu'a l'individu d'identifier les causes de ses expériences est au centre des facteurs qui influent sur ses comportements. Un événement peut motiver des comportements totalement différents selon le sens qui lui est attribué. »²⁵⁰

Dans cet ordre d'idées, les enseignements des psychologues humanistes, dont notamment ceux de Maslow et Saint-Arnaud, nous suggèrent que chaque individu,

²⁴⁹S. VALLÉE, *Mieux connaître son enfant pour l'aider à réussir, Mieux comprendre et mieux accompagner*, Montréal, Éditions Caractère, 2008, 230, p. 23.

²⁵⁰S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 224.

adopté ou non, s'engage selon un degré de motivation qui lui est propre dans une recherche personnelle d'identité et une quête de sens de la vie.

Nous allons donc maintenant appréhender sommairement les notions de motivation et d'émotion qui interviennent dans la démarche de satisfaction des besoins de la personne. Ces derniers sont des éléments très importants de la pensée humaniste.

3. La motivation et les émotions dans la satisfaction des besoins

3.1 L'intensité de la quête d'identité et de sens de la vie

Selon la psychologie humaniste, la recherche de son identité personnelle et la quête du sens de sa vie sont tributaires de la motivation de la personne. L'intensité de la quête d'identité et de sens de la vie provient du degré de motivation de la personne concernée.

« Les humanistes mettent aussi beaucoup l'accent sur la capacité de l'humain de se créer. Les humanistes croient que la conscience de soi, l'expérience et le choix permettent à l'individu de « s'inventer », c'est-à-dire de façonner sa croissance et ses façons de se lier au monde, à mesure qu'il progresse dans la vie. Enfin, les psychologues humanistes prétendent que l'individu est engagé dans une recherche dont l'objectif est de découvrir son identité personnelle et le sens de sa vie. »²⁵¹

Les besoins de croissance personnelle, le rôle des cognitions²⁵² et des aspects sociaux de la personne tirent également leurs sources conscientes ou inconscientes de la motivation.

Cela dit, il ressort que la génétique a un lien avec l'intensité de la motivation :

« Les théories sur l'instinct soutiennent l'hypothèse de l'existence de composantes innées, génétiques, qui contribuent à la motivation. La théorie des pulsions biologiques stipule que les tensions internes (suscitées par les demandes homéostatiques de l'organisme) « poussent » l'organisme vers la satisfaction de ses besoins essentiels. »²⁵³

²⁵¹ S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 22-23.

²⁵² « Psychol. a. Ensemble des grandes fonctions permettant à l'organisme d'interagir avec le milieu (perception, mémoire, intelligence, etc.); psychisme. b. Science de la vie mentale ou de l'esprit. », dans *LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ 2002*.

²⁵³ K. HUFFMAN, M. VERNON et J. VERNON, *Psychologie en direct*, 2^e édition, Mont-Royal, Modulo Éditeur, 2000, 493, p. 356.

Plusieurs psychologues humanistes se réfèrent également à l'approche psychanalytique, que nous verrons sommairement plus loin, pour soutenir que la motivation à combler ses besoins provient d'une source interne et inconsciente. « Le réservoir est constitué par l'ensemble des pulsions et des contenus refoulés [...] »²⁵⁴

« Selon Freud, l'individu recherche la satisfaction de ses pulsions, cette quête étant à l'origine de ses comportements. Si les obstacles sont nombreux, il éprouvera de l'anxiété et recourra à des mécanismes de défenses. [...] la motivation est principalement déterminée par l'inconscient. »²⁵⁵

3.2 La motivation, l'émotion et autres définitions

Différents concepts de la psychologie interfèrent avec la notion de motivation soit les émotions, besoins, tendances et incitateurs. Situons-les brièvement, les uns par rapport aux autres, afin de donner une compréhension sommaire de ces éléments, qui prennent place dans la recherche d'identité et de sens de sa vie de la personne.

« Motivation : État hypothétique au sein d'un organisme qui pousse ce dernier vers un but.

Émotion : État affectif dont les composantes sont d'ordre physiologique, situationnel et cognitif. » [...]

Besoin²⁵⁶ : État de manque créant un déséquilibre pouvant être de nature psychologique ou physiologique.

Tendance : État d'activation d'un organisme associé à un besoin.

Incitateur : Objet, individu ou situation perçus comme capables de satisfaire un besoin. »²⁵⁷

La personne qui cherche à satisfaire un besoin ressent un déséquilibre soit physiologique ou psychologique et, en ce sens, selon les psychologues humanistes, le besoin est « vital ». Les tendances incitent la personne à y répondre. Elles s'accroissent avec la durée du manque. Les besoins d'approbation, d'accomplissement, d'appartenance et de pouvoir notamment donnent lieu également à des tendances.

Par exemple, le besoin d'appartenir à un groupe (affiliation) pousse la personne à chercher de l'information sur ce groupe. La famille de naissance notamment devient un incitateur pour la personne adoptée car elle peut être perçue comme capable de

²⁵⁴ Charles RYCROFT, *Dictionnaire de la psychanalyse*, Verviers (Belgique), Marabout, 1972, 272 p.

²⁵⁵ S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 221.

²⁵⁶ Ce qui est nécessaire ou indispensable, dans *LE PETIT LAROUSSE* (2002).

²⁵⁷ S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 213-214.

satisfaire un ou des besoins. Les incitateurs peuvent varier et influencer sur la force des tendances²⁵⁸, l'état d'activation associé au besoin. Chaque personne a un besoin d'appartenance et pour satisfaire ce besoin, elle suit les informations qui la guideront vers cela. Dans le même ordre d'idées, la personne adoptée recherche ses parents de naissance car elle espère pouvoir répondre à certains besoins.

Cela dit, comme nous le mentionnions précédemment, les deux notions, motivation et émotion, sont étroitement liées²⁵⁹ et vont généralement de pair. L'émotion représente les aspects affectifs ou émotifs. La motivation agit comme moteur de la poussée de l'organisme vers la satisfaction de ses besoins. Les émotions peuvent agir dans le même sens ou contre la motivation et affecter les capacités de la personne à composer avec son défi existentiel. « Étant donné que les comportements motivés sont souvent étroitement liés aux émotions, l'étude de ces deux sujets est fréquemment menée de concert. »²⁶⁰ Nous déduisons des auteurs cités l'importance des émotions et leur impact favorable ou non sur la motivation de la personne adoptée à entreprendre une recherche de ses origines.

3.3 Les émotions déterminantes pour la quête

Certains psychologues humanistes affirment que les émotions expliquent des composantes liées à des états psychologiques tels que l'amour, l'anxiété et le bonheur. Certaines sont reliées à l'hérédité.

« [Plusieurs] structures du cerveau sont mises à contribution quand il s'agit d'émotions comme le système limbique et l'hypothalamus. [...] L'émotion est également reliée à l'hérédité. L'émotion n'est pas directement héréditaire,

²⁵⁸ Comme l'approche humaniste, l'approche cognitive explique certaines tendances sociales telles l'agressivité, la recherche d'argent, la recherche de réussite, d'approbation sociale et de pouvoir. Ces tendances se distinguent des tendances primaires (maintien des fonctions vitales de l'organisme) par le fait qu'elles sont acquises par l'apprentissage social et qu'elles visent l'adaptation psychologique de l'individu à son milieu. Ces tendances ressortent comme des besoins psychologiques. Parmi eux, notamment le besoin d'affiliation et de compréhension. « Le psychologue Henry Murray [...] de Harvard University fut l'un des premiers chercheurs à s'intéresser au domaine des tendances sociales. Il présenta les tendances sociales comme des besoins psychologiques et dressa une liste de 21 besoins psychologiques importants, dont les besoins d'accomplissement, d'affiliation, d'agressivité, d'autonomie, de domination et de compréhension. », dans S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : et A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 213.

²⁵⁹ S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : et A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 213.

²⁶⁰ K. HUFFMAN, M. VERNON et J. VERNON, *Psychologie en direct*, 2^e édition, Mont-Royal, Modulo Éditeur, 2000, 493, p. 352.

mais certains spécialistes des maladies mentales telles que la schizophrénie et la dépression, [...] ont des raisons de croire que ces maladies sont en partie d'origine héréditaire. »²⁶¹

De plus, certaines émotions sont l'aboutissement d'une évolution et se fondent sur des constatations issues d'une preuve biologique, par exemple:

« 1. Quelques heures seulement après la naissance, les nouveau-nés expriment distinctement des émotions qui ressemblent fort à celles des adultes; 2. Tous les nouveau-nés, même ceux qui sont sourds et aveugles, ont des expressions faciales semblables dans des situations semblables; 3. Les nouveau-nés reconnaissent très tôt les expressions faciales de leurs proches; 4. Il existe une similitude frappante de l'expression des émotions dans des cultures extrêmement variées. »²⁶²

Enfin, les émotions peuvent être une grande source de stress. De façon plus particulière, la psychologie s'est intéressée à l'impact du sentiment de perte, de déséquilibre ou de manque sur le système immunitaire.

En période de stress, ce ne sont pas les facteurs psychologiques qui agissent sur le système immunitaire mais plutôt les ressources énergétiques de l'organisme qui ont été sollicitées à cause du réflexe de lutte ou de fuite déclenché. Par exemple, la mort d'un être cher déclenche la libération d'hormones, telles le cortisol, qui bloquent tous les processus de l'organisme, tel la réparation des tissus, les défenses immunitaires, la digestion et la reproduction pour laisser cette énergie disponible au cerveau et aux muscles. Une situation prolongée de stress peut ralentir le fonctionnement du système immunitaire. Le stress peut être associé à plusieurs maladies graves.

«Si la situation d'urgence ne dure que quelques minutes, cette réaction physiologique est une solution adéquate au problème de lutte ou de fuite, et la fonction immunitaire reprend rapidement son fonctionnement normal. Mais si une personne est soumise à un stress prolongé, par exemple à une longue séance d'examens difficiles ou à un interminable mariage acrimonieux, elle est continuellement dans un état où son système nerveux autonome est stimulé, de sorte que le fonctionnement de son système immunitaire risque d'être longtemps ralenti.

[...] [I]l existe également un lien entre le stress et des maladies plus graves. À la suite des pressions exercées par les psychologues de la santé, les

²⁶¹S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation par C. Ledoux (dir.) : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 239.

²⁶²K. HUFFMAN, M. VERNY et J. VERNY, *Psychologie en direct*, 2^e édition, Mont-Royal, Modulo Éditeur, 2000, Mont-Royal, 493, p. 372.

institutions médicales ont reconnu que plusieurs maladies sont causées ou aggravées par le stress (Sapolsky, 1994). »²⁶³

Les recherches sur l'évolution de l'homme nous enseignent de nouvelles données sur le fonctionnement du cerveau par rapport à nos émotions.

« La théorie moderne de l'évolution soutient que les émotions fondamentales, notamment la peur, la colère et le désir sexuel, naissent dans les structures sous-corticales du cerveau (système limbique). Étant donné que les zones supérieures du cerveau (cortex) se sont développées après le système limbique, la théorie évolutive soutient l'hypothèse que les émotions fondamentales ont évolué avant la pensée. »²⁶⁴

Les émotions alimentent la motivation de la personne adoptée à rechercher ses origines, d'après le corpus de connaissances tirées de la psychologie. Ce constat s'appuie sur celles de la biologie et la neurobiologie²⁶⁵.

3.4 La vérité dans la quête des origines

Cela dit, la psychologie humaniste nous ouvre à une vérité fondamentale : « Être soi-même ». Pour ce faire Michel Pistorio écrit qu'il faut se défaire des mensonges et des non-dits de son histoire.

« A priori, chaque individu veut « être soi », chaque individu nourrit le secret intime d'accéder à son plein potentiel de bonheur, libre de s'aimer soi et d'aimer pleinement en couple ou en famille. Pour cela, j'ai insisté sur la nécessité de se défaire des mensonges et des non-dits de son histoire, dans une volonté farouche d'accès à sa vérité émotionnelle. Oser l'authenticité, en s'aventurant sur le chemin sinueux du retour à soi et des saines prises de conscience. Tout naturellement, les réflexions sur son propre héritage et sur ses propres fondations s'organisent. Finalement, elles se résument à une seule question : Qui suis-je, « vraiment » ? »²⁶⁶

Pour Pistorio, « Cesser de se mentir sur soi offre le bénéfice d'une humilité sincère et d'un respect de soi sans bornes, se mentir sur soi condamne à une souffrance

²⁶³K. HUFFMAN, M. VERNY et J. VERNY, *Psychologie en direct*, 2^e édition, Mont-Royal, Modulo Éditeur, 2000, 493, p. 394.

²⁶⁴K. HUFFMAN, M. VERNY et J. VERNY, *Psychologie en direct*, 2^e édition, Mont-Royal, Modulo Éditeur, 2000, 493, p. 372.

²⁶⁵Arthur JANOV, *La biologie de l'amour, Comment l'amour parental façonne notre bien-être*, 1^{ère} édition, New York, Prometheus Books, 2000, France, Éditions du Rocher, 2001, France, Éditions Marabout (Hachette Livre), 2008, 506 p.

²⁶⁶Michel PISTORIO, *Vérité ou conséquences, Oser l'authenticité envers soi, en couple et en famille*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 2008, 276, p. 263.

grandissante avec le temps qui renforce toujours plus l'isolement intérieur et la distance aux autres. »²⁶⁷

Conclusion – La connaissance de soi par celle de ses origines

Dans cette section sur la psychologie humaniste, nous avons appris que le développement de la personne humaine, pour atteindre son plein potentiel, repose sur la connaissance d'elle-même. La connaissance de soi est l'enjeu de toute une vie. Elle est partie de l'actualisation de soi.

Il existe des personnes adoptées qui renoncent à chercher leurs origines, n'ayant pu obtenir le consentement du parent de naissance concerné ou par désintérêt. Cependant, nous devons retenir que, selon les émotions suscitées et le degré de motivation à satisfaire ses besoins, toute personne adoptée s'engage plus ou moins intensément, parfois pas du tout, dans sa quête identitaire et de sens de la vie.

Cela dit, d'après les écrits des différents auteurs cités, un manque de réceptivité vis-à-vis du besoin de la personne adoptée à connaître ses origines, pourrait l'empêcher ou à tout le moins déclencher des comportements régressifs par rapport à son développement personnel. Selon l'approche humaniste, le soi menacé pourrait davantage prendre le pas sur le soi intégré. Si l'on en croit la théorie de Saint-Arnaud, l'actualisation de la personne adoptée pourrait être compromise et il subsisterait un déséquilibre chez cette dernière.

L'abandon vécu par l'enfant, le besoin de connaître ses origines ou le stress causé par le refus d'un parent de naissance à dévoiler son identité ne sont-ils pas également des sources de tension dont il convient de reconnaître l'existence à l'échelle sociétale? Boris Cyrulnik²⁶⁸, médecin, neuropsychiatre, psychanalyste et éthologue, mentionne qu'un enfant adopté doit pouvoir reconnaître sa souffrance et la partager, ce qui pourrait permettre la réparation. Le fait de ne pas être accepté pour lui-même, avec son bagage

²⁶⁷ M. PISTORIO, *Vérité ou conséquences, Oser l'authenticité envers soi, en couple et en famille*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 2008, 276, p. 25.

²⁶⁸ Boris CYRULNIK, en entrevue avec Christiane Charette, le mercredi 27 février 2008, en ligne à [http://www.radio-canada.ca/radio/christiane/modele-document.asp?docnumero=52924&numero=1880].

identitaire, entretient la souffrance²⁶⁹. La personne traumatisée « se répare » lorsqu'elle est reconnue avec toute son humanité et qu'elle peut raconter son histoire, ce que nous serons en mesure d'apprécier, plus amplement, dans la prochaine section consacrée aux enseignements de la psychanalyse. Le secret des origines procède de la négation d'un traumatisme et fait preuve d'une absence d'humanité à l'égard des personnes adoptées.

Par ailleurs, les propos des auteurs cités nous suggèrent qu'une société comme le Québec, qui bénéficie de conditions sociales favorables et d'une richesse relativement importante par rapport à d'autres sociétés, s'avère un terrain plus propice pour satisfaire un plus fort besoin d'actualisation chez la personne adoptée. Le secret des origines est un frein à cet égard.

Des écrits cités, nous pouvons nous demander s'il faut concevoir que le bagage génétique de chaque individu peut comprendre un sentiment, une émotion, une propension à vouloir se rassurer sur ses origines, un sentiment tout à fait légitime de perpétuer un nom et de se reconnaître porteur d'un patrimoine donné, d'être l'aboutissement d'un phénomène plus large que le temps a fabriqué et que cet inconnu génétique déclenche un mal de l'âme? Si tel est le cas, et les théories citées tendent à aller dans ce sens, on pourrait penser que, pour beaucoup de personnes adoptées, le besoin de connaître leurs origines s'avère comme un « mantra », un « code », une émotion qu'elles ne contrôlent pas mais qui les motivent à chercher. La prochaine section tentera de répondre à cette hypothèse.

Dans le but de comprendre l'importance des origines pour la personne adoptée, cette section s'est attardée aux aspects conscients du fonctionnement et du développement de la personne, objet de la psychologie prise dans son sens large. Ce faisant, nous avons mis en évidence quelques enseignements de la psychologie humaniste, sous l'angle des besoins fondamentaux, de la théorie de l'actualisation, des notions de motivation et d'émotion. Pour s'approcher d'une lecture plus globale de l'être humain, nous procéderons maintenant à une brève incursion dans le domaine de la

²⁶⁹ À titre d'exemple, il parle des soldats traumatisés par la guerre, qui n'étaient pas reconnus comme tels mais qui le sont plus généralement aujourd'hui. Ils s'en sortent beaucoup mieux maintenant. Cette reconnaissance permet de guérir la blessure, sans pour autant l'effacer dans la mémoire.

psychanalyse, qui fait ressortir particulièrement l'importance des origines dans l'inconscient de l'individu.

II.B - b- LE BAGAGE INCONSCIENT (*Perspective psychanalytique*)

Le secret des origines se répercute sur la psychologie de l'individu. L'étude d'un second volet, la psychanalyse, se préoccupe de la partie non consciente des agissements de la personne. Dans cette section, nous pourrions constater notamment que la généalogie et la période intra-utérine de l'enfant laissent des empreintes dans son inconscient.

D'abord, nous définirons ce qu'est l'approche psychanalytique ou la psychanalyse. Ensuite, nous citerons différents auteurs qui ont documenté l'importance des origines, que ce soit notamment des pères et mères, des grands-parents et des ascendants en général. Nous le ferons à partir de deux objets de recherche assez documentés par les chercheurs, soit le nom, en lien principalement avec la généalogie, et la parole, qu'elle survienne dans son entourage (période intra-utérine ou post-natale) ou qu'elle lui soit directement adressée.

Nous nous sommes référée à trois sources pour documenter la pertinence de la psychanalyse et cerner son champ d'application. En premier lieu, *Le Petit Larousse* présente la psychanalyse comme une « méthode d'investigation psychologique visant à élucider la signification inconsciente des conduites »²⁷⁰. *Le Petit Larousse* met en évidence l'importance de l'enfance dans la psychanalyse : « Pour Freud, la personnalité se forme à partir du refoulement dans l'inconscient de situations vécues dans l'enfance comme sources d'angoisse et de culpabilité (l'importance du complexe d'Oedipe, notamment) »²⁷¹.

Par ailleurs, *Le Petit Larousse de la psychologie* décrit comme une découverte majeure ce lien entre certains éléments de notre enfance et des troubles qui perturbent plus ou moins notre vie d'adulte. Il précise également que, même si l'enfance apparaît comme une étape de vie insouciante, il survient parfois des périodes plus tourmentées qui vont laisser des traces dans le psychisme de l'enfant, soit parce qu'il n'était pas préparé à vivre certains événements douloureux qui l'ont dépassé, ou parce que ces derniers

²⁷⁰ LE PETIT LAROUSSE (2002), « La psychanalyse, tout en se situant dans le prolongement de la découverte progressive des phénomènes inconscients au fil du XIXe siècle, marque une rupture tant elle renouvelle la conception du sujet humain ».

²⁷¹ LE PETIT LAROUSSE (2002).

l'amènent à rompre avec ce à quoi il était habitué dans le quotidien. Dans ces situations, l'aspect traumatisant peut ne pas avoir été perçu sur le moment mais il peut venir plus tard, parce que l'enfant a de la difficulté à en intégrer les conséquences. « Le remaniement qu'il génère, tant dans [le] quotidien que dans [la] vie psychique, a du mal à être intégré. Cela peut être le cas, notamment mais non limitativement, à la mort du grand-père préféré ou peut concerner le sentiment d'abandon lié à une rupture ou au départ de la nourrice qui [l'a] élevé. »²⁷²

La personne qui n'a pas accès à ses origines et à son histoire est limitée significativement dans sa démarche. Les enseignements de la psychanalyse, en lien avec le nom de naissance et la parole autour de l'enfant aident à comprendre et, dans certains cas, à régler divers conflits chez certaines personnes adoptées.

1. Le nom de naissance et divers aspects de la généalogie

1.1 Le nom collé aux os, le pacte oedipien et la différence des sexes

Pour aider les personnes en souffrance qui ont subi des traumatismes et qui vivent des conflits, dont résultent des troubles ou des problèmes sévères de santé mentale, les thérapeutes se servent notamment du « nom » pour situer les aspects généalogiques et les liens de filiation. D'ailleurs, diverses recherches ont démontré l'importance du nom de naissance.

Parmi ces dernières, nous avons relevé les travaux de Pierre Legendre, juriste et psychiatre. Il conçoit le nom comme l'élément fondamental et indissociable du sujet. « La personne n'a pas de nom, elle *est* son nom »²⁷³. Le nom est collé aux os de la personne, sinon il y a une perte de repères identitaires. Le nom permet de retracer sa généalogie d'origine.

²⁷² PETIT LAROUSSE DE LA PSYCHOLOGIE, Larousse 2005, 933, p. 632.

²⁷³ Pierre LEGENDRE, « Prologue », dans Pierre LEGENDRE et Alexandra PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, *Filiation, Leçons IV, suite 2*, et *Fondement généalogique de la psychanalyse*, France, Fayard, 1990, 235, p. 15. Aussi, « [...] Ainsi le nom sert à référer. [...] Mais on se tromperait grandement, à concevoir ce rassembleur sur le mode d'un intermédiaire dissociable de l'être du sujet : subjectivement, la personne n'a pas de nom, elle *est* son nom; empruntant à la tradition juridique latine une formule relative au statut des *choses incorporelles (incorporalia)*, je dirai : *les noms sont collés aux os (nomina ossibus inhaerent)*. », Id., p. 15.

Legendre énonce que l'axe central de la psychanalyse est la problématique des fondements généalogiques et qu'« [autour] de cet axe tourne toute clinique digne de ce nom, comme clinique de la filiation et clinique de la famille »²⁷⁴. Selon Legendre, le travail autour de l'établissement de l'arbre généalogique sert à l'interprétation des manifestations inconscientes qui créent la maladie mentale.

Du point de vue de l'inconscient, Legendre et Alexandra Papageorgiou-Legendre, psychanalyste, concluent que la transmission du nom est porteuse du bagage généalogique qui engendre la différenciation de la personne par rapport à ses ascendants et lui donne sa place dans l'humanité. Le nom transmis par ses ancêtres lui donne également accès à son histoire et sa culture, ce que la personne pourra transmettre finalement à une autre.

Parce que la mère porte l'enfant et le met au monde, le lien généalogique entre les deux s'établit aux yeux de tous. Par contre, dans la plupart des cas, c'est la mère qui confirme le lien biologique du père par l'emploi du nom de ce dernier. L'importance de cette étape n'est pas sans effet sur le père et l'enfant, bien qu'elle soit souvent oubliée. Selon Papageorgiou-Legendre, lorsqu'un homme devient père et qu'il donne son nom à son fils, il cède alors sa place de fils à son propre enfant²⁷⁵.

Une autre psychanalyste, Françoise Dolto, écrit que, « c'est vers l'âge de trois ans, que l'enfant reconnaît la différence des sexes, que ses parents ont été eux-mêmes engendrés [...]. C'est à ce moment que l'enfant comprend la place occupée par le père, depuis la procréation [...]. Il prend conscience qu'il existe un « ordre des générations auquel tous les humains sont soumis et qu'il appartient à une lignée »²⁷⁶. Il comprend alors le rôle procréateur du père, après avoir compris le lien qu'il a eu avec sa mère et

²⁷⁴P. LEGENDRE, « Prologue », dans P. LEGENDRE et A. PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, *Filiation, Leçons IV, suite 2*, et *Fondement généalogique de la psychanalyse*, France, Fayard, 1990, 235, p. 13.

²⁷⁵A. PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, « Concepts », dans P. LEGENDRE et A. PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, *Filiation, Leçons IV, suite 2*, et *Fondement généalogique de la psychanalyse*, France, Fayard, 1990, 235, p. 65. Aussi, « [Cela serait comme si] au moment de sa reproduction tout sujet [devait] céder sa place d'enfant à son propre enfant. En d'autres termes, la reproduction est le moment où tout sujet se trouve sommé de sceller le pacte oedipien avec ses ascendants, afin que la vie vive pour ses descendants. », Id., p. 65.

²⁷⁶Jean-Claude LIAUDET, *Dolto expliquée aux parents*, Paris, Éditions L'Archipel, 1998 cité dans « L'héritage de Françoise Dolto : l'enfant est une personne », publié en ligne à [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article-imprim.php3?id_article=21756], p. 2 de 3.

avec lui. « Pour Françoise Dolto, le père existe dès la procréation. Il existe d'abord par la mère : il est celui qui la mobilise et la détourne de l'enfant, [...]. »²⁷⁷

Cela dit, le nom de naissance révèle la généalogie. Ces éléments sont plus importants pour l'identité de la personne, selon Papageorgiou-Legendre. Ils permettent à cette dernière d'effectuer le « travail d'ajustement de son être à sa personne »²⁷⁸ qui se fait tout au long de sa vie.

1.2 Le sujet inséparable de sa famille d'origine, sa place dans la lignée et les forces héritées des ancêtres

Selon Legendre et Papageorgiou-Legendre, il faut comprendre que chaque enfant possède un vécu avec ses parents d'origine et que ses ascendants laissent des empreintes sur sa vie. « Le sujet est inséparable de l'institution familiale où il prend son origine »²⁷⁹. L'importance de la généalogie implique qu'il faille prendre en considération le vécu de l'enfant dès sa conception, soit bien avant son adoption.

De récentes recherches ont mis en évidence l'importance des liens avec le père même si ce dernier est totalement absent de la vie de la mère.

« Les pères transmettent directement au fœtus aussi leurs valeurs et des comportements issus des expériences qui les ont marqués et ce, même si le père est totalement absent de la vie de l'enfant après la naissance. [...] Ce serait l'équivalent des liens émotionnels entre une mère et son fœtus, avant la naissance. »²⁸⁰

²⁷⁷ J.-C. LIAUDET, *Dolto expliquée aux parents*, Paris, Éditions L'Archipel, 1998 cité dans « L'héritage de Françoise Dolto : l'enfant est une personne », publié en ligne à [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article-imprim.php3?id_article=21756], p. 2 de 3.

²⁷⁸ A. PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, « Concepts » dans P. LEGENDRE et A. PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, *Filiation, Leçons IV, suite 2*, et *Fondement généalogique de la psychanalyse*, France, Fayard, 1990, 235, p. 56. « [...] En d'autres termes, le sujet, tout au long de sa vie, est au travail d'ajustement de son être à sa personne, terme qui doit être pris littéralement dans le sens juridique de construction qui le parle par avance et lui fournit, selon l'étymologie latine (persona), la matière subjective de ses masques successifs ».

²⁷⁹ A. PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, « Concepts », dans P. LEGENDRE et A. PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, *Filiation, Leçons IV, suite 2*, et *Fondement généalogique de la psychanalyse*, France, Fayard, 1990, 235, p. 56. « Aussi, sous le cadre légal de référence, y a-t-il toujours à l'œuvre une généalogie occulte, fantasmatique, qui hypothèque la façon dont les membres d'une famille occupent leurs places et font jouer leurs fonctions ».

²⁸⁰ M. PERREAULT, « Du père au fœtus », La Presse, Montréal, lundi 18 février 2008, Actuel, page 4. « Cette conclusion est reprise par Gladys Freidler, professeure à l'École universitaire de médecine de Boston, en entrevue au congrès annuel de l'Association américaine pour l'avancement des sciences. Elle voisine les « thèses de Lamarck, zoologiste français du début du XIXe siècle qui croyait que les traits acquis pouvaient être transmis aux générations futures tout autant que les traits innés » ».

Nous relevons de ces propos qu'il existe des liens fondamentaux entre l'enfant et ses deux parents de naissance, des liens qui l'ont façonné et qui doivent être pris en compte pour que l'individu puisse cheminer dans sa vie.

Cela dit, Carl Gustav Jung, célèbre psychanalyste, et Frances G. Wickes, son disciple, ont même mis en lumière l'importance des ascendants autres que les parents dans l'identité de l'enfant. L'enfant existe par ses parents mais l'individualité de son corps et de sa psyché est tout autant sinon davantage le fait de ses ancêtres dont ses grands-parents et ses arrière-grands-parents.

De plus, Jung mentionne que l'enfant est aussi porteur d'images du passé. La vie psychique de l'enfant remonte à très loin dans le temps.

« Jung découvrit dans les rêves de ses patients adultes une tendance à revenir à des images du passé, non seulement du passé personnel, mais aussi à ces héritages de la vie primitive que sont les archétypes et les symboles des mythes. »²⁸¹

Ce passé lointain entre également dans la formation de la personnalité de l'enfant qui évolue au fil de ses expériences avec plus ou moins de succès. Il doit composer avec des forces héritées. D'ailleurs, Wickes explique que Jung voyait d'autres matériaux que ceux de l'expérience de l'individu. Ces matériaux étaient issus d'un important bagage ancestral ou héréditaire²⁸².

Dans le même ordre d'idées, l'anthropologue psychiatrique, Jean Guyotat, croit qu'il y a une perméabilité intergénérationnelle qui concerne tout le vécu de l'enfant depuis sa conception. Les atteintes au corps qu'elles soient psychologiques ou physiques se transmettent d'une génération à l'autre, tant pour les descendants que les ascendants²⁸³. « [L]enfant est au corps d'un autre (la mère) ce qu'une partie du corps

²⁸¹ Frances G. Wickes, *Le monde intérieur de l'enfance*, Paris, Éditions du Dauphin, 1993, 281 p. 76. « Des recherches plus poussées de Jung mirent en lumière un type supplémentaire de matériaux qui ne pouvaient pas être le produit de l'expérience personnelle du sujet. C'étaient des symboles cosmiques oubliés, des images archétypiques porteuses d'intuitions, d'un sens spirituel ou mystique. [...] »

²⁸² F.G. Wickes, *Le monde intérieur de l'enfance*, Paris, Éditions du Dauphin, 1993, 281 p. 22.

²⁸³ Rappelons que la filiation narcissique porte sur la « dimension imaginaire de la filiation », la filiation instituée « d'une convention du groupe (figurée notamment par le nom du père) »²⁸³, la filiation biologique se situe par rapport à ces deux axes. D'après, J. GUYOTAT, *Mort/naissance et filiation; études de psychopathologie sur le lien de filiation, Études de psychopathologie sur le*

est à une autre partie du corps. [...]. [L]a perméabilité intergénérationnelle qui caractérise ce type de lien, amène à considérer que les atteintes somatiques des ascendants et des descendants fonctionnent pour l'inconscient du patient de la même façon. »²⁸⁴

Nous savons donc que différents traumatismes peuvent survenir durant l'enfance et qu'ils peuvent rester enfermés dans l'inconscient. De ce fait, nous pouvons prétendre que le sentiment d'abandon ou la rupture, avec la personne qui nous a mis au monde, peut être un élément traumatisant dans la mesure où, notamment, la personne adoptée n'a pas été préparée à cette rupture et qu'elle l'a subie sans qu'elle puisse consciemment situer ni les causes ni les véritables effets. Ils sont potentiellement devenus source de souffrance. Nous savons également que l'enfant porte inconsciemment en lui un important bagage hérité de ses ascendants, qui remontent à très loin dans le temps. La connaissance de ses origines est souvent rendue nécessaire parce qu'elle s'appuie sur des éléments inconscients propres à chaque individu.

2. L'état psychique et le lien de filiation

2.1 La fusion sensorielle de l'embryon et la mère plus profonde qu'un lien de parenté

Nous retenons d'autres constatations de Jung par rapport à l'objet de notre recherche du point de vue de la psychanalyse. Jung établit l'état psychique de l'embryon à partir du lien entre lui et sa mère parce qu'ils possèdent un métabolisme commun²⁸⁵. L'enfant subit toutes les réactions émotives de sa mère, même s'il n'est pas encore venu au monde. Il subit la même influence que le reste de sa famille et il n'est pas en mesure de s'en protéger parce qu'il n'a pas de moi clairement différencié et conscient. Jung fait

lien de filiation, avec la collaboration de V. Bordarier, G. Burloux, Th. Agossou, Coll. Médecine et psychothérapie, Paris, Masson, 1980, 176, p. 124.

²⁸⁴J. GUYOTAT, *Mort/naissance et filiation; études de psychopathologie sur le lien de filiation*, *Études de psychopathologie sur le lien de filiation*, avec la collaboration de V. Bordarier, G. Burloux, Th. Agossou, Paris, Masson, 1980, 176, p. 124.

²⁸⁵F.G. WICKES, *Le monde intérieur de l'enfance*, Paris, Éditions du Dauphin, 1993, 281 p. 14-17. Aussi, « Il n'y a rien de mystique dans le métabolisme commun à la mère et à l'embryon. [...] Il n'y a pas encore de moi clairement différencié, mais seulement des événements qui peuvent m'appartenir aussi bien qu'à autrui. L'extraordinaire contagion des réactions émotives fera alors que tout le monde dans le voisinage se trouvera à coup sûr involontairement affecté. », Id., p. 14-17.

ressortir que c'est l'inconscient des parents qui agit sur l'enfant d'autant plus qu'il est très jeune.

« Plus la conscience du moi est faible, moins importante est l'identité de celui qui est affecté, et moins l'individu est capable de s'en protéger. [L'enfant dans le sein de sa mère] est influencé au même degré et de la même façon que le groupe tout entier.

[...] [Le] fait essentiel qui se trouve derrière tout cela est que les choses qui ont l'effet le plus puissant sur les enfants ne viennent pas de l'état conscient des parents, mais de leur arrière-plan inconscient. »²⁸⁶

De ces constations, nous faisons le lien avec la pensée de Boris Cyrulnik, neurologue, psychiatre, psychanalyste et aussi éthologue. Cyrulnik identifie un trouble de la séparation mère-enfant lorsque les forces séparatrices entre la mère et l'enfant ont été perturbées. La fusion sensorielle de la mère et de son enfant est plus déterminante qu'une relation de parenté, à cause du lien biologique. Toute séparation mère-enfant nécessite, selon lui, une parfaite harmonie sous peine d'induire un tel trouble.

« [...] le lien mère-enfant constitue une fusion sensorielle bien plus profonde qu'une relation de parenté [...] Je propose que cette notion de « proximité qui structure l'affectivité » gouverne l'enchaînement des idées, puisque le père s'institue dans une parenté désignée alors que la mère constitue avec son enfant un continuum, du biologique à la représentation, dont le clivage heureux exige une parfaite harmonie des forces séparatrices. Toute perturbation de cette harmonie, comportementale, affective, symbolique et culturelle risque de provoquer un trouble de la séparation mère-enfant. »²⁸⁷

Cela dit, scruter l'inconscient n'est pas une mince affaire. De ses recherches dans cet univers, Jung nous enseigne encore que des facteurs psychiques ont plus de poids par rapport aux valeurs irrationnelles de l'enfant que sa psychologie rationnelle.

« [La psychologie rationnelle] peut être l'objet d'une recherche scientifique, tandis que les valeurs spirituelles, les qualités de l'âme, écartent une étude purement intellectuelle. Il ne sert à rien d'avoir des idées sceptiques à ce sujet – la nature n'a que faire de nos idées. Si nous avons à nous occuper de l'âme humaine, nous pouvons la rencontrer sur son propre terrain et nous sommes tenus de le faire chaque fois que nous sommes confrontés avec les problèmes réels et accablants de la vie. »²⁸⁸

De ces écrits, nous pouvons expliquer notamment l'importance du vécu de l'enfant avec sa mère de naissance et sa famille, à partir duquel se construisent ses premières

²⁸⁶ F.G. WICKES, *Le monde intérieur de l'enfance*, Paris, Éditions du Dauphin, 1993, 281 p. 14-17.

²⁸⁷ Boris CYRULNIK, *De chair et d'âme*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2006, 252, p. 159.

²⁸⁸ F.G. Wickes, *Le monde intérieur de l'enfance*, Paris, Éditions du Dauphin, 1993, 281 p. 14.

assises existentielles. Ils nous donnent des points de repères dont peut se servir le thérapeute. Ce dernier accompagne la personne pour résoudre différents troubles psychologiques dont celui de la filiation, lié aux origines de la personne, d'où la nécessité de les connaître.

2.2 Le lien de filiation dans l'imaginaire collectif et le trouble de la séparation mère-enfant

Guyotat écrit que le lien de filiation est très important dans l'imaginaire collectif. Certains groupes témoignent plus que d'autres du besoin d'appartenance à une lignée.²⁸⁹ Lorsqu'il y a des facteurs qui favorisent les troubles de la filiation dans une société, chaque individu n'est pas nécessairement atteint, mais il survient plus de manifestations de l'ordre de la maladie mentale, de l'épuisement dépressif, du suicide ou d'une perte d'argent²⁹⁰.

Selon Guyotat, le trouble essentiel pour les schizophrènes ou paranoïaques serait un trouble de la filiation. Certains individus se prennent pour leur père et inversement. « C'est dans ces situations évidemment pathologiques, que peut être saisi comme à un fort grossissement, le cheminement du processus de filiation qui aboutit à un renversement du lieu de filiation [...]. »²⁹¹ L'importance des origines prend une dimension significative à l'échelle de la société. Les perturbations nées des mécanismes de séparation avec la famille de naissance se répercutent à l'échelle sociétale.

²⁸⁹ À ce sujet, dans un reportage diffusé par la chaîne de Radio-Canada, en août 2007, sous l'impulsion de l'écrivain américain Alex Haley, des chercheurs, à partir de l'A.D.N. (acide désoxyribonucléique), ont pu retracer les origines des descendants d'esclaves venus d'Afrique. Ces personnes tenaient à savoir d'où elles venaient et leur histoire.

²⁹⁰ J. GUYOTAT, *Mort/naissance et filiation; études de psychopathologie sur le lien de filiation, Études de psychopathologie sur le lien de filiation*, avec la collaboration de V. Bordarier, G. Burloux, Th. Agossou, Paris, Masson, 1980, 176, p. 4. Aussi, « Il est encore beaucoup de pays notamment africains où l'on se reconnaît quotidiennement appartenir à une lignée. Dans notre culture ce type d'institutions a disparu de même que le deuil collectif. Le lien de filiation joue à un autre niveau dans l'imaginaire collectif et ses marques dans le corps ne sont plus l'initiation (voire la circoncision) mais un existant qui peut être aussi bien une atteinte somatique qu'une maladie mentale, un épuisement dépressif, un suicide qu'une perte d'argent. », Id., p. 4.

²⁹¹ J. GUYOTAT, *Mort/naissance et filiation; études de psychopathologie sur le lien de filiation, Études de psychopathologie sur le lien de filiation*, avec la collaboration de V. Bordarier, G. Burloux, Paris, Masson, 1980, 176, p. 2. « Le psychotique délire sur ses origines mais aussi sur son inscription dans la lignée, sur ses relations de parenté. Il délire, le plus souvent, à bas bruit mais parfois de façon évidente dans ce qu'en psychiatrie, on désigne sous le nom de « délire de filiation » : méconnaissance des parents réels accompagnée d'une construction imaginaire sur l'appartenance à une lignée illustre. », Id., p. 2.

2.3 La connaissance du nom pour ouvrir d'autres horizons

Comme plusieurs auteurs le mentionnent, le secret du nom de naissance empêche l'identification des géniteurs et l'établissement de la filiation biologique. Les caractères hérités de ses père et mère de naissance sont pourtant inaltérables. Il ne suffit pas de changer de nom pour effacer l'empreinte de son passé.

Le nom de naissance a vocation d'établir le lien de filiation qui est fondamental à l'établissement de la généalogie et au repérage des gènes dont se servent la génétique²⁹² et d'autres sciences connexes, telles la biopsychologie et la génétique comportementale. Le nom est donc la clef d'accès à cet édifice qui abrite ces sciences qui se servent notamment des gènes ou génomes humains. Nous ne nous y attardons pas dans ce mémoire. Notons cependant que des dispositions concernant la santé ont déjà été intégrées à la législation québécoise notamment. Elles reconnaissent certains éléments vitaux chez la personne et sa famille de naissance²⁹³.

Suite aux écrits des différents auteurs consultés, nous relevons le caractère essentiel du nom au point de vue psychanalytique, notamment mais non limitativement lorsqu'il est question du lien de filiation et de la généalogie. Le secret des origines qui empêche la divulgation du nom peut stigmatiser la personne adoptée qui veut avoir accès à une telle information, notamment en l'empêchant d'avoir accès à une aide ou une thérapie adéquates dans le traitement de troubles de filiation ou d'autres symptômes de maladie mentale qui quoique non morbides, nuisent grandement à sa qualité de vie.

Après un aperçu de l'importance notamment du lien de filiation, de la généalogie et du nom, voyons ce qu'il en est de la parole autour de l'enfant, soit celle qui lui est adressée

²⁹²La génétique, science de l'hérédité, [du grec *genno* qui signifie donner naissance] est la science qui étudie les fonctions chimiques inhérentes à une espèce particulière de molécules appelée gène. Une de ses branches, la génétique formelle ou mendélienne, s'intéresse à la transmission des caractères héréditaires entre des géniteurs et leur descendance. Aussi, « Étude de l'influence des gènes sur le comportement », dans K. HUFFMAN, M. VERNY et J. VERNY, *Psychologie en direct*, Mont-Royal, 2^e édition, Modulo Éditeur, 2000, 493, p. 464.

²⁹³C.c.Q., art. 584 : « Lorsqu'un préjudice grave risque d'être causé à la santé de l'adopté, majeur ou mineur ou de l'un de ses proches parents s'il est privé des renseignements qu'il requiert, le tribunal peut permettre que l'adopté obtienne ces renseignements. L'un des proches parents de l'adopté peut également se prévaloir de ce droit si le fait d'être privé des renseignements qu'il requiert risque de causer un préjudice grave à sa santé ou à celle de l'un de ses proches ». Voir également l'article 542 C.c.Q., qui concerne la filiation des enfants nés d'une procréation assistée.

par ses parents de naissance ou par les personnes. Elle est particulièrement significative de la part de son entourage durant la période intra-utérine de l'enfant et également dans les quelques mois qui ont suivi sa naissance.

3. La parole durant la période de gestation et le début de la vie

Durant la période où il vit dans le sein de sa mère, l'enfant intègre inconsciemment des éléments qui vont déterminer son développement et son fonctionnement. Ces derniers font l'objet d'exploration non seulement par les psychanalystes, mais également par des chercheurs d'autres disciplines notamment la psychogénéalogie.

Les psychanalystes s'attardent à la « parole autour de l'enfant » depuis sa conception car, selon eux, même si l'enfant ne parle pas, toute parole qui lui est adressée, ou qui survient dans son entourage, a une influence sur lui. Tant qu'il ne parle pas, les traumatismes vécus restent enfouis dans son inconscient. Plus tard, selon les tenants de l'approche psychanalytique, l'enfant qui rencontre des personnes compétentes peut parvenir à réduire les impacts des traumatismes vécus. Les répercussions de telle démarche peuvent être ressenties jusque dans son quotidien. Dans ce contexte, le secret des origines est déterminant. Notons que les conclusions de ces recherches s'appliquent à toute personne adoptée ou non.

La pensée du célèbre psychanalyste, Sigmund Freud, associe le traumatisme vécu dans la petite enfance et le conflit logé dans l'inconscient. Pour ce dernier, le but de la thérapie est de « ramener à la conscience les conflits inconscients qui remontent habituellement à la petite enfance »²⁹⁴. Suffit-il d'identifier le conflit pour le régler? « [Freud explique] que la prise de conscience d'un conflit pénible entraîne un relâchement des tensions et de l'anxiété [...] »²⁹⁵

Cela dit, la connaissance des origines est un pas vers la guérison, en plus d'être une avancée dans sa quête de sens de la vie. Dans cet ordre d'idées, Cyrulnik croit que le

²⁹⁴K. HUFFMAN, M. VERNY et J. VERNY, *Psychologie en direct*, Mont-Royal, 2^e édition, Modulo Éditeur, 2000, 493, p. 467.

²⁹⁵K. HUFFMAN, M. VERNY et J. VERNY, *Psychologie en direct*, Mont-Royal, 2^e édition, Modulo Éditeur, 2000, 493, p. 431. Aussi : « [La] catharsis libère l'énergie psychique auparavant accaparée par les conflits du ça, du moi et du surmoi et permet au patient de vivre plus sainement et de manière moins anxieuse. », Id., p. 431. Les écrits d'Alice Miller vont également dans ce sens, voir Alice MILLER, *Notre corps ne ment jamais*, Francfort-sur-le-Main, Flammarion, 2004, 206 p.

fait de faire remonter la blessure à la conscience n'empêche pas de vivre : « On peut découvrir en soi, et autour de soi, les moyens qui permettent de revenir à la vie et d'aller de l'avant, tout en gardant la mémoire de sa blessure »²⁹⁶.

Nous présenterons donc d'autres enseignements tirés de la psychanalyse qui concernent l'impact de la parole chez l'enfant durant la période où il vit dans le sein de sa mère ou lorsqu'il est plus âgé mais qu'il ne parle pas. Ensuite, nous concluons sur la parole lorsqu'il en a acquis l'usage.

3.1 La parole autour de l'enfant constitutive de l'état psychique

Comme déjà mentionné, la parole chez l'enfant met en scène les acteurs qui l'ont entouré au tout début de sa vie. Selon Françoise Dolto²⁹⁷, psychanalyste de l'enfance, les effets de la parole des parents de naissance et les liens créés, même dans le sein de la mère, demeurent dans l'inconscient de l'enfant. Pour elle, « [Le] travail des psychanalystes c'est de décoder un langage qui a perturbé l'ordonnancement du développement langage-corps de l'enfant [...] »²⁹⁸.

Selon Dolto, l'enfant qui peut se réapproprier la parole de ses parents de naissance peut entrevoir l'accès à une compréhension des faits marquants de son histoire. Une démarche personnelle, généralement en thérapie, peut lui permettre de comprendre l'effet de la communication interpsychique entre lui et cet entourage (ses géniteurs et sa fratrie)²⁹⁹ survenue au début de sa vie.

Un autre psychanalyste de renom, Jacques-Marie Aimé Lacan, partage également cet avis sur ce révélateur qu'est la parole dans l'environnement immédiat de l'enfant. « En effet, dans le langage, le sujet ne peut être que représenté, dans un discours qui lui

²⁹⁶B. CYRULNIK, *De chair et d'âme*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2006, page 4 de couverture.

²⁹⁷Françoise DOLTO, *Tout en langage*, Paris, Gallimard, 1995. 263 p.

²⁹⁸Annie-Claire GIMENEZ, *FAMILLE – Tout est langage*, Livre résumé dans le cadre de la formation en relation d'aide avec Jacques Pujol, Paris, Gallimard, 2004, publié en ligne dans [http://www.relation-aide.com/dos_description.php?id=52&cat=11].

²⁹⁹A.-C. GIMENEZ, *FAMILLE – Tout est langage*, Livre résumé dans le cadre de la formation en relation d'aide avec Jacques Pujol, Paris, Gallimard, 2004, [http://www.relation-aide.com/dos_description.php?id=52&cat=11].

préexiste (langue maternelle ou le discours de l'Autre) et qui d'ailleurs l'a déjà parlé avant même sa conception [...] »³⁰⁰.

La parole autour de l'enfant, durant le tout début de la vie de l'enfant, le construit ou lui est nocive. Dolto ouvre cette autre dimension de la parole en tant que « langage ou outil de communication ». À cause de la parole autour de l'enfant, le père et la mère ne sont pas seuls dans la conception de l'enfant.

3.2 La parole de la mère source du désir de vivre du fœtus et de guérison des traumatismes

Dolto va jusqu'à affirmer que l'enfant lui-même décide de vivre à partir de la communication inconsciente avec sa mère. L'enfant se donne vie à partir du désir partagé avec sa mère.

« [L]a conception est une rencontre à trois et pas seulement à deux : « *Seul chaque enfant se donne vie par son désir de vivre.* » Le fait que l'embryon vive et que la mère ne « fausse couche » pas atteste le fait qu'il y a désir partagé de vie. Dès sa conception, le fœtus est donc un être humain en devenir. Il est en communication inconsciente avec la mère. Les états émotionnels de celle-ci, comme les événements qui surviennent, marquent sa vie psychique. Une mère qui « oublie » qu'elle est enceinte peut accoucher d'un enfant qui se révélera psychotique. »³⁰¹

Guyotat renchérit également sur l'importance du discours de la mère durant sa grossesse. À cet effet, il cite un passage de Piera Aulagnier, psychiatre, qui souligne que le discours de la mère lui donne déjà des références sur sa relation avec le père de l'enfant, les lois et les exigences de son milieu, ce qui en définitive peut devenir le possible fondement de la maladie. « La filiation instituée par le langage, suppose donc [...] un jeu normal du symbolique dont la pathologie dans la psychose montre les erreurs, la déviation. »³⁰²

Dolto a traité des enfants traumatisés par une rupture dans les premiers jours de leur vie. Elle a constaté que, parce que les nourrissons ne parlent pas, au moment d'un

³⁰⁰ « Comprendre Jacques LACAN » publié en ligne à [<http://users.sky.be/reves/lacan.htm>], p. 1 de 4.

³⁰¹ J.-C. LIAUDET, *Dolto expliquée aux parents*, Éditions L'Archipel, Paris, 1998, dans « L'héritage de Françoise Dolto : l'enfant est une personne », p. 1 de 3, publié en ligne à [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article-imprim.php3?id_article=21756].

³⁰² J. GUYOTAT, *Mort/naissance et filiation; études de psychopathologie sur le lien de filiation, Études de psychopathologie sur le lien de filiation*, avec la collaboration de V. Bordarier, G. Burloux, Th. Agossou, Paris, Masson, 1980, 176, p. 118.

traumatisme, ils ne peuvent se représenter ce qui leur arrive. Pour atténuer la portée d'un traumatisme qui perdure dans l'inconscient de l'enfant, Dolto enseigne qu'il faut s'adresser à l'enfant comme à un être de parole, même s'il est un tout petit bébé ou même *in utero*. « Tout est langage », écrivait Françoise Dolto. [Ces] bébés ou ces tout-petits, ces parents, bébés en souffrance qui viennent pour parler enfin, trouver leur place respective, constituer un lien, [...]. »³⁰³ Dolto a voulu transmettre « sa « foi » dans l'inconscient et la parole »³⁰⁴.

Conséquemment, Dolto considère que l'enfant comprend ce qu'on lui dit comme une personne et affirme que, même dans la vie du nourrisson, tout changement doit lui être expliqué. Cette façon de faire contribue à son individuation, qui rappelons-le, réfère à sa spécificité comme être humain unique et différent des autres.

« Convaincue que même le jeune enfant comprend ce qu'on lui dit, [Dolto] démontra que le parent qui parle à son enfant et nomme la nature des états physiques ou émotifs de celui-ci, contribue à son développement psychique et à son individuation. Cette responsabilité devient lourde de conséquences, car elle implique que le parent peut imposer ses propres émotions plutôt que celles de l'enfant, ou encore lui transmettre ses angoisses ou s'abstenir de lui parler. Dans tous les cas, le développement de l'enfant s'en ressentira et en sera appauvri. »³⁰⁵

Il découle que s'il n'y prend pas garde, le parent peut transmettre ses propres émotions et ses angoisses. Cela affectera l'enfant dans son développement. Dans de telles conditions, une fois qu'il sera en mesure de parler, l'intervention thérapeutique rendue nécessaire tirera profit de l'information sur ses origines. Cette dernière sera importante pour circonscrire le manque ou différents éléments perturbateurs.

Nous venons de situer l'importance de la parole adressée à l'enfant ou autour de l'enfant lorsqu'il est très petit. Qu'en est-il lorsqu'il a grandi et qu'il a un niveau de

³⁰³ Juliette PLANCKAERT et Monique TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 11 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³⁰⁴ J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 11 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³⁰⁵ S. A. RATHUS, *Psychologie générale*, Adaptation C. Ledoux : A. Huot et autres, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374, p. 281.

conscience suffisant pour pouvoir s'exprimer? La parole permet notamment de trouver et de consolider ses repères identitaires.

3.3 La vérité sur ses origines

3.3.1 Les paroles vraies : mettre de l'ordre dans la tête de l'enfant

Pour Dolto, la parole adressée à l'enfant suppose en tout temps la vérité sur ses origines. Bien sûr, l'information communiquée doit être à sa portée. Mais pour l'essentiel, elle doit être vraie. Les paroles vraies qui lui sont adressées lui permettent de mettre de l'ordre dans sa tête.

3.3.2 Les fils brisés de son histoire

Juliette Planckaert et Monique Tricot, qui ont travaillé en clinique avec Dolto, concluent que tout enfant loin de ses parents de naissance doit « nouer dans son corps parlant les fils brisés de son histoire »³⁰⁶. La parole puise dans les origines de l'enfant les informations nécessaires pour soigner l'enfant. Elles donnent l'exemple suivant.

Un enfant « Erwan » n'avait jamais connu son père et il demandait à sa mère qu'elle lui en parle. La mère s'y refusait car le père voulait qu'elle abandonne son fils. Les thérapeutes se sont risqués à demander à la mère si elle n'avait pas une photo du père. Elle n'a que révélé son prénom³⁰⁷. Cela a été suffisant pour que, lors du rendez-vous suivant, il s'opère une transformation majeure chez l'enfant. Il avait grandi, s'activait à des jeux et son graphisme ne causait plus de problème. Dolto a conclu : « Erwan survivait jusqu'alors non seulement dans l'attente de sa mère, comme nous avons pu le croire, mais en panne, en panne de père. »³⁰⁸ Pour Planckaert et Tricot, ce cas illustre

³⁰⁶³⁰⁶ J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 11 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³⁰⁷³⁰⁷ J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 11 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³⁰⁸³⁰⁸ J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 11 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

que, dans un climat de confiance et de respect³⁰⁹, la parole a permis à l'enfant de subjectiver « sa filiation humaine dans ses deux lignées paternelle et maternelle »³¹⁰.

Planckaert et Tricot, qui ont pu constater l'importance des filiations maternelle et paternelle dans l'inconscient de l'enfant, qualifient « [d]'insidieuse révolution de la filiation qui confie progressivement au réel de la science la question de [la] reproduction [...] [et se demandent qui fournira aux enfants] dans la culture une trame symbolique pour se repérer [...] »³¹¹.

3.3.3 L'examen soigneux de contenus enfouis ramenés à la lumière

Une psychanalyste américaine, disciple de Jung, Frances G. Wickes, a reçu en clinique de nombreux jeunes. Elle a conclu à la pertinence qu'ils puissent s'exprimer pour tenter de comprendre leur passé. Elle a constaté notamment le sentiment d'insécurité verbalisé par une enfant adoptée³¹². Pour elle, il ne fait aucun doute que l'atteinte d'un « état psychologique adulte [...] implique une connaissance de soi et l'examen soigneux de contenus enfouis qui doivent souvent être lentement et péniblement ramenés à la lumière »³¹³. Encore une fois, le processus qui amène la personne humaine à la maturité nécessite une prise de conscience et un meilleur contrôle des forces intérieures qui l'agitent. Les origines font partie de ce bagage à ramener à la conscience.

« Le développement vers la maturité et l'individuation implique une augmentation de la conscience. Si l'état psychologique adulte doit être

³⁰⁹ J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 11 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³¹⁰ J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 11 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037]. « Ce travail n'est possible que quand s'est patiemment construit un lien de confiance et de respect avec les différents partenaires : l'enfant, sa famille de naissance, sa famille ou son foyer d'accueil et les travailleurs médico-sociaux responsables de ses conditions d'existence et de sa protection ».

³¹¹ J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 9 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³¹² F.G. WICKES, *Le monde intérieur de l'enfance*, Paris, Éditions du Dauphin, 1993, 281 p. 158. Aussi, « Comme cela est fréquent chez les enfants adoptés, elle avait un sentiment d'insécurité [...] », Id., p. 158.

³¹³ F.G. WICKES, *Le monde intérieur de l'enfance*, Paris, Éditions du Dauphin, 1993, 281 p. 28.

atteint, ce ne peut être que par une meilleure compréhension et un meilleur contrôle des forces intérieures. »³¹⁴

Cela dit, Dolto nous enseigne également que le nœud du problème peut résider dans le fait que personne ne dit à un enfant que sa mère de naissance était morte. Ce constat lui est venu lorsqu'elle a traité une petite fille psychotique, orpheline de mère, décrite comme complètement folle. Après quelques séances, Dolto lui a dit que sa mère était morte. Suite à cette révélation, la petite fille n'était plus folle³¹⁵.

Dans le même ordre d'idées, Planckaert et Tricot raconte que, suite à un dysfonctionnement familial, une enfant, désignée « D », avait dû quitter progressivement sa famille de naissance vers l'âge de trois ans pour une famille d'accueil. Son père avait continué à être particulièrement présent. La mère remariée ne s'en était pratiquement plus occupée.

L'enfant avait courageusement composé avec ses « deux familles ». Cependant, les circonstances ont fait, qu'après un certain temps, elle n'avait plus revu son père de naissance, ce qui avait contribué à l'idéaliser³¹⁶. Pour elle, il y avait une « nécessité vitale de revoir ses parents d'origine »³¹⁷ afin d'aménager sa relation avec « ses deux familles ». Car, en effet, « D » avait déduit des différents événements qu'elle était un déchet et que sa mère l'avait jetée à la poubelle. Dans ce genre de situations, telles que le placement en famille d'accueil, Planckaert et Tricot concluent qu'il peut y avoir une « atteinte des fondements narcissiques »³¹⁸. Ces experts ajoutent que l'enfant ressent

³¹⁴F.G. WICKES, *Le monde intérieur de l'enfance*, Paris, Éditions du Dauphin, 1993, 281 p. 28.

³¹⁵J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 2 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³¹⁶J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 9 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³¹⁷J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 9 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³¹⁸J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168,

profondément le besoin d'aménager les liens avec ses parents d'origine, même lorsqu'il est né sans père de naissance identifié par la mère. À cet effet, Lacan a noté que lorsque l'intervention thérapeutique a été demandée essentiellement sur le lien à la mère, la question de la paternité peut surgir même si on veut la mettre de côté³¹⁹.

Cela dit, la levée du secret des origines permet d'entrer dans un processus de réparation, afin de mettre en mots ou en image les événements enfouis dans l'inconscient. Nous comprenons que le but de la levée du secret pour la personne adoptée, au niveau psychanalytique, n'est pas de renforcer des liens avec les parents de naissance mais de mettre de l'ordre dans sa tête ou de guérir d'un traumatisme qui engendre des conflits intérieurs.

3.3.4 La concurrence des parents face à la recherche de repères identitaires

Les psychanalystes jettent un regard sur un autre aspect important des origines. Il concerne la manifestation de l'intérêt de l'enfant vis-à-vis la recherche de ses parents de naissance. Cette dernière peut être difficile à cause de la parole que lui adressent des parents adoptifs. Planckaert et Tricot soulignent que les gardiens ne doivent pas parler des parents de naissance de telle manière qu'ils placent l'enfant dans une situation impossible de concurrence de sentiments. Cela fait en sorte qu'il se sent écrasé par un conflit de loyauté vis-à-vis de ses parents de naissance et de lui-même.

Cela a souvent pour conséquence qu'il désinvestit de sa quête identitaire car il ne peut trouver de repères entre les parents adoptifs et le père ou la mère de naissance (qu'il peut aimer ou non mais qui lui ont permis d'être vivant) et qui sont jugés incapables de prendre soin de lui. Il peut ne pas reconnaître son besoin. Il peut se sentir incapable de le légitimer et, à cause de cela, le nier.

2002/1, 166, p. 9 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037]. « Cette substitution « dans le quotidien » prend des formes diverses qui vont du « venir en aide » au « prendre la place » qui atteint alors un enfant dans ses fondements narcissiques ».

³¹⁹J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 10 de 12. Aussi, « En 1938, dans *Les Complexes familiaux*, Lacan prophétisait « le déclin social de l'image paternelle. », Id., p. 10 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

« Parfois, dans leur besoin essentiel d'être les meilleures, elles [personnes gardiennes en familles d'accueil] confrontent l'enfant à une situation impossible de concurrence de sentiments entre elles et les parents, déjà dévalorisés : « Comment cet enfant peut-il se tourner vers une mère si défaillante? ». L'enfant est sommé implicitement d'être différent de sa mère « incapable, incohérente (et feignante et...) ». Écrasé dans un *conflit de loyauté*, il peut être obligé, pour trouver une place et ne pas être l'enfant d'un « déchet » de société, de se rendre insupportable à sa famille nourricière, afin d'être accueilli dans un autre circuit neutre, une collectivité où chaque enfant vit comme lui sans ses parents. Il est nécessaire pour ces enfants d'être écoutés dans un lieu extérieur pour exprimer d'abord et trouver de possibles repères [...]. »³²⁰

D'où encore une fois l'importance de la parole, pour beaucoup d'enfants qui ont été adoptés ou placés en famille d'accueil. Les enfants ont besoin d'expliquer dans leurs propres mots la réalité qu'ils ont vécue, auprès d'adultes compétents et compréhensifs qui les aident à se situer et ce, parfois à l'occasion d'une thérapie.

Planckaert et Tricot tire d'autres conclusions du cas D. à ce sujet. Notamment, de l'avis de ces psychanalystes, le conflit résolu permet à l'enfant devenu adulte d'inscrire sa descendance dans une lignée symbolique.

« Dans le transfert, D. a pu élaborer son fantasme. Pour elle qui a pu y donner lieu dans sa cure, combien d'enfants restent livrés de façon brute à l'incohérence de leur histoire qu'ils n'ont pu subjectiver? Enfants sans repères, comment pourront-ils quand ils deviendront parents à leur tour inscrire leur descendance dans une lignée symbolique? »³²¹

3.4 L'appel à la conscience de son histoire : résilience et renaissance

Lorsque son histoire se limite aux seuls événements survenus après son adoption, la personne adoptée peut considérer qu'elle a une vision partielle et réductrice de sa vie. Les enfants, qui ont besoin de connaître leurs origines, ont besoin d'une histoire vraie et cohérente. À l'instar d'autres personnes qui ont vécu des événements traumatisants,

³²⁰ J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 12 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

³²¹ J. PLANCKAERT et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », CAIRN, 89-103, dans *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166, p. 9 de 12, publié en ligne à [http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=COHE&ID_NUMPUBLIE=COHE_168&ID_ARTICLE=COHE_168_0037].

l'appel à la conscience de ces derniers peut amener la personne adoptée à renaître.

Wickes rapporte cette citation de William James à ce sujet :

« Pour celui qui est né une seule fois, le monde est en quelque sorte une affaire rectiligne et une histoire simple; [...]. Ceux qui sont nés deux fois sont ceux que cette simple acceptation des apparences ne peut satisfaire. [...] Chaque fois que la vie demande un plus grand degré de conscience, apparaît la tentation de reculer et le désir de ne pas adhérer à la nouvelle vision des choses qui doit nécessairement entraîner une responsabilité accrue. »³²²

L'enfant s'enrichit de la parole des témoins de son histoire qui sont ou qui ont connu ses père et mère de naissance. Parmi les enfants adoptés qui ont pu développer des mécanismes d'adaptation inappropriés, certains veulent modifier leurs comportements. Pour ce faire, ils veulent comprendre leurs émotions et les ramener à des proportions supportables.

Cela dit, Cyrulnik utilise la métaphore du vilain petit canard pour illustrer que ce n'est pas parce que l'enfant trouve une bonne famille que ses problèmes s'envolent. L'enfant peut avoir besoin de parler de son histoire et d'être entendu. « Ce n'est pas parce que le vilain petit canard trouve une famille cygne que tout est liquidé. La blessure est écrite dans son histoire, gravée dans sa mémoire. »³²³

La personne adoptée doit composer avec sa vulnérabilité. Dans cet ordre d'idées, Cyrulnik insiste sur le fait que la personne mettra longtemps à cicatriser sa blessure. Les auteurs cités nous ont enseigné que la parole peut servir le travail de reconstruction psychologique rendu possible notamment par l'accès aux origines. Le vilain petit canard « mettra longtemps à comprendre que la cicatrice de sa blessure est fragile. Il s'agit d'une « brèche dans le développement de sa personnalité, un point faible qui peut toujours se déchirer sous les coups du sort »³²⁴.

Ce que la résilience implique cependant, c'est qu'une fois le travail de cicatrisation effectué, l'enfant pourra se souvenir du passé mais la douleur sera supportable.

« Cette fêlure contraint le petit canard à travailler sans cesse à sa métamorphose interminable. Alors, il pourra mener une existence de cygne,

³²²F.G. WICKES, *Le monde intérieur de l'enfance*, Paris, Éditions du Dauphin, 1993, 281 p. 117.

³²³B. CYRULNIK, *Les vilains petits canards*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2001, 279, p. 17.

³²⁴B. CYRULNIK, *Les vilains petits canards*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2001, 279, p. 17.

belle et pourtant fragile, parce qu'il ne pourra jamais oublier son passé de vilain petit canard. Mais, devenu cygne, il pourra y penser d'une manière supportable.

Ce qui signifie que la résilience, le fait de s'en sortir et de devenir beau quand même, n'a rien à voir avec l'invulnérabilité ni avec la réussite sociale »³²⁵.

Cyrulnik écrit que la parole de l'enfant reçue par une oreille accueillante, qui ne juge pas, permettra d'entamer un processus de résilience³²⁶, processus qui réfère à la capacité de transformation de la vie de l'enfant. Aussi faut-il savoir que l'on est adopté et encore plus que le simple fait que l'on a été adopté.

Cyrulnik a cette pensée au sujet de l'enfant « traumatisé » : « Le roman de ma détresse vous touchera, la peinture de mon orage vous blessera et la fièvre de mon engagement social vous forcera à découvrir une autre manière d'être humain. »³²⁷.

Conclusion – Les constats

Depuis près d'un siècle, les enseignements de la psychanalyse ont tenté de faire ressortir l'importance insoupçonnée de certains événements de l'existence. Le nom est d'une grande importance non seulement parce qu'il constitue une clef d'accès à son patrimoine génétique, mais également parce qu'il ouvre d'autres horizons. Le nom situe notamment « la place de la personne adoptée dans l'humanité » et les forces héritées de ses ancêtres. Il existe des troubles liés à la filiation qui rappellent que la fusion de l'embryon avec la mère est plus profonde qu'un lien de parenté.

Les enseignements de la psychanalyse nous ont également fait comprendre notamment que l'histoire de la personne humaine débute bien avant sa conception, que la période de vie intra-utérine est importante, de même que les premières années de sa vie.

Cela dit, il ressort que les événements vécus pendant la période intra-utérine façonnent la personnalité et sont constitutifs de la maladie mentale lorsqu'elle survient. Récemment, sans que l'on comprenne totalement le phénomène, les liens avec le père de naissance ont été démontrés, même si ce dernier était totalement absent de la vie de

³²⁵B. CYRULNIK, *Les vilains petits canards*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2001, 279, p. 17.

³²⁶[<http://lionel.mesnard.free.fr/le%20site/boris-cyrulnik.html>].

³²⁷B. CYRULNIK, *Les vilains petits canards*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2001, 279, p. 17.

l'enfant après sa conception. Ceci renforce l'importance de la généalogie chez la personne adoptée notamment du point de psychanalytique. Il faut prendre acte que le sujet est inséparable de sa famille d'origine et de sa généalogie.

La psychanalyse nous enseigne également que la parole adressée à la mère et la parole autour de l'enfant, dès sa conception, participent également au développement de sa personnalité et induit également des facteurs de santé mentale.

Conclusion de la deuxième partie

La deuxième partie de ce mémoire, identifiée sous le thème de l'incidence du secret des origines sur la personne adoptée, a traité respectivement de la sociologie, de la psychologie, humaniste et psychanalytique. Les enseignements tirés de ces disciplines convergent vers une prémisse commune : la personne adoptée devrait connaître ses origines si, comme tous les autres acteurs de la société, elle veut s'auto-définir, développer son identité et trouver le sens de sa vie. La personne adoptée en accédant à la réalité de toute son histoire, serait en mesure d'atteindre un plein épanouissement, comme tout autre individu de la société.

Rappelons plus spécifiquement que la sociologie fait ressortir que le projet d'une vie est d'atteindre la connaissance de soi. Quant à la psychologie humaniste, elle nous enseigne que la personne doit satisfaire des besoins fondamentaux dont ceux d'affiliation et d'appartenance à un groupe. Lorsqu'une personne adoptée veut connaître ses origines, nous comprenons que « le besoin » est par essence une nécessité vitale. Si elle ne peut satisfaire ce besoin, il survient un manque qui induit chez elle un déséquilibre. Cela dit, il est sain pour la personne adoptée de travailler à son actualisation, comme pour tout individu. Un des outils pour ce faire est la connaissance de son histoire que compromet le secret de ses origines.

Les enseignements scientifiques que nous avons entrevus, dans l'ensemble de cette deuxième partie notamment, nous amènent à conclure que le secret des origines alimente la croyance totalement fausse que l'enfant à adopter est sans attache, que son identité se forge à partir du moment de son adoption, sans référence au passé et à sa généalogie et que cela est sans conséquence pour le reste de sa vie.

En lien avec la sociologie et la psychologie, l'accès de la personne adoptée à son histoire est une préoccupation saine et souhaitable dans une société où chaque individu aspire à un idéal de liberté et d'égalité.

Face aux connaissances historiques, anthropologiques, sociologiques et psychologiques disponibles, il nous est possible de constater que le secret des origines cause un préjudice à la personne adoptée et qu'il convient de modifier la situation.

Aussi, dans la troisième partie de ce mémoire, nous présenterons les mécanismes actuels de l'adoption au Québec et les différentes législations susceptibles d'orienter une éventuelle réforme vers un droit respectueux des origines de la personne adoptée. Nous ferons état des réflexions récentes faites en ce sens au Québec ou ailleurs. Cela sera l'occasion de faire un bref tour d'horizon de droit comparé en cette matière. Nous référerons aux objectifs de l'adoption en lien avec l'intérêt ou les besoins de l'enfant, lorsque ce dernier doit être protégé.

III – VERS UN DROIT RESPECTUEUX DES ORIGINES DE LA PERSONNE

Dans cette troisième partie, nous tenterons d'appréhender la pertinence socio-juridique du droit québécois de l'adoption en regard des divers enseignements que nous avons mis en évidence dans les parties précédentes de ce mémoire. Dans la première section (A), nous jetterons un bref regard sur les mécanismes de l'adoption québécoise et discuterons des bases du droit à la connaissance des origines, à la lumière du principe de l'intérêt de l'enfant. À cette fin, nous adopterons une approche globale qui touchera le droit international et le droit comparé. Notre objectif n'est pas de fournir un exposé technique et détaillé du droit positif. Nous allons tenter de situer le lecteur de manière à ce qu'il puisse aisément comprendre la portée des mécanismes de l'adoption, en lien avec la problématique de ce mémoire, de même que la signification de certaines améliorations présentées par la suite. Dans la deuxième section (B), nous relèverons notamment les améliorations législatives proposées au Québec par le Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption (ci-après désigné Rapport Lavallée)³²⁸.

III.A – LES RÈGLES DE L'ADOPTION ET LE DROIT AUX ORIGINES

1. Rappel des principes du droit de l'adoption au Québec

D'abord, mentionnons que l'adoption québécoise ne peut advenir que si les conditions édictées par la loi ont été respectées³²⁹. Une fois ces conditions remplies, l'adoption doit être orientée en fonction de l'intérêt de l'enfant³³⁰. Comme nous le verrons, la notion de l'intérêt de l'enfant, telle qu'interprétée par les tribunaux, offre une perspective très révélatrice des obstacles qui ponctuent l'évolution du droit à la connaissance des origines de la personne adoptée au Québec. Ironiquement, c'est également par la notion de l'intérêt de l'enfant qu'on peut soutenir l'urgence de tenir compte des nouvelles

³²⁸MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., publié en ligne à [http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm].

³²⁹Préalablement à l'énoncé de ces dernières, le législateur prévoit qu'il ne peut y avoir d'adoption pour confirmer une filiation déjà établie par le sang³²⁹. Art. 543 C.c.Q.

³³⁰Art. 36.1 du *Code de procédure civile* (ci-après C.p.c.), art. 33 et 543 C.c.Q., art. 3 *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q., c. P-34.1, ci-après L.p.j.) telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives*, sanctionnée le 15 juin 2006. Pour plus de renseignements sur la procédure applicable, lire Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 60.

données juridiques et scientifiques disponibles, plutôt que s'en tenir au statu quo que représentent l'adoption plénière et les pratiques « officieuses » développées en marge du droit.

1.1. Les conditions générales de l'adoption

Les éléments déclencheurs des mécanismes de l'adoption de l'enfant mineur sont les consentements parentaux ou la déclaration d'admissibilité à l'adoption. D'autres étapes doivent précéder le jugement d'adoption. Dans les paragraphes de la sous-section 1.1, nous précisons d'abord qui peut adopter, consentir à l'adoption, dans quelles conditions une personne peut être déclarée admissible à l'adoption et, finalement, quels sont les effets du jugement d'adoption.

1.1.1 La personne qui peut adopter

Une personne seule peut adopter un enfant³³¹. Cependant, elle doit avoir dix-huit ans de plus que la personne adoptée, sauf s'il s'agit de l'enfant du conjoint³³². De plus, la personne domiciliée au Québec qui désire adopter doit faire l'objet d'une évaluation psychosociale³³³. Elle ne peut entreprendre elle-même les démarches en vue de l'adoption d'un enfant domicilié au Québec. Ces dernières sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de la Santé et des Services sociaux³³⁴.

1.1.2 Le consentement des parents ou du tuteur

Les parents, à l'égard desquels la filiation est établie³³⁵, doivent consentir à l'adoption de leur enfant mineur³³⁶. Le consentement d'un seul parent³³⁷ peut suffire si l'autre est décédé, dans l'impossibilité de manifester sa volonté ou s'il est déchu de l'autorité parentale³³⁸. Si les deux parents sont dans l'une ou l'autre de ces situations et que l'enfant est pourvu d'un tuteur³³⁹, le consentement de ce dernier est requis.

³³¹ Art. 546 C.c.Q.

³³² Art. 547 C.c.Q.

³³³ Art. 563 C.c.Q. Les conditions de cette évaluation sont prévues par la L.p.j.

³³⁴ Art. 564 C.c.Q. Les démarches sont effectuées en vertu de L.p.j., à moins qu'un arrêté du ministre publié à la *Gazette officielle du Québec* ne prévienne autrement.

³³⁵ Art. 551 C.c.Q.

³³⁶ Art. 545 C.c.Q. L'adoption d'un enfant majeur ne peut être prononcée qu'en faveur de ceux qui remplissaient le rôle de parent lorsque ce dernier était mineur. Ni consentement parental ou ni déclaration judiciaire d'admissibilité à l'adoption ne sont nécessaires pour une personne majeure.

³³⁷ Art. 554 C.c.Q. Le parent mineur peut lui-même, sans autorisation, consentir à l'adoption de son enfant.

³³⁸ Art. 552 C.c.Q.

³³⁹ Art. 553 C.c.Q.

S'il est spécial³⁴⁰, le consentement s'opère en faveur du membre de la famille identifié. Le placement qui en résulte ne peut s'effectuer qu'en faveur d'un ascendant de l'enfant, d'un parent en ligne collatérale jusqu'au troisième degré ou du conjoint de cet ascendant ou parent; il peut également être donné en faveur du conjoint du père ou de la mère. Cependant, lorsqu'il s'agit de conjoints de fait, ces derniers doivent cohabiter depuis au moins trois ans. Un notaire ou un avocat peuvent recevoir un consentement spécial après s'être assurés de la forme et du contenu du consentement. S'il est général³⁴¹, le consentement est donné en faveur du directeur de la protection de la jeunesse. Les consentements parentaux³⁴², dans tous les cas, doivent être consignés par écrit et signés devant deux témoins³⁴³. Les rétractations doivent être faites de la même façon.

Dans tous les cas, le consentement entraîne une délégation de l'autorité parentale à l'égard de celui au profit duquel il est délivré. Elle n'entraîne en rien l'extinction des droits des parents ou du tuteur à l'origine du consentement³⁴⁴. Ceux-ci demeurent titulaires de l'autorité parentale, mais ne peuvent plus en exercer les attributs. Cela dit, le consentement spécial en faveur du conjoint n'entraîne pas la déchéance de l'autorité parentale du parent à l'origine du consentement. Ce dernier en conserve l'exercice qu'il partage dès lors avec son conjoint. Notons enfin que le parent qui a consenti peut se rétracter à l'intérieur d'un certain délai³⁴⁵.

1.1.3 Le consentement de l'adopté

Dès qu'il le peut³⁴⁶, l'enfant, sujet de droit³⁴⁷, doit consentir à son adoption. Ce consentement du principal intéressé est d'autant plus important que l'enjeu est de taille,

³⁴⁰ Art. 555 C.c.Q. Voir à cet effet, Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 41, par 41. Art. 548 C.c.Q. Cela dit, l'article 568 C.c.Q. insiste sur l'importance d'un consentement obtenu en vue d'une rupture définitive du lien de filiation entre l'enfant et sa famille de naissance.

³⁴¹ Art. 32(g) L.p.j., telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives*, sanctionnée le 15 juin 2006. Le consentement général ne peut être reçu que par le directeur de la protection de la jeunesse et les membres de son personnel qu'il autorise à cette fin.

³⁴² Art. 548, al. 2 C.c.Q.

³⁴³ Art. 548, al. 1 C.c.Q.

³⁴⁴ Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 41, par. 42.

³⁴⁵ Art. 557 et 558 C.c.Q. Le consentement peut être rétracté dans les trente jours sans formalité judiciaire ou, par la suite, avant l'ordonnance de placement, sur demande au tribunal pour obtenir la restitution de l'enfant.

³⁴⁶ Art. 544 C.c.Q.

l'adoption plénière ayant pour effet, est-il utile de le rappeler, de rompre définitivement les liens avec sa famille de naissance.

Ainsi, l'enfant âgé de dix ans et plus³⁴⁸ doit consentir expressément à son adoption, à moins qu'il ne lui soit impossible de manifester sa volonté. S'il refuse de consentir et qu'il est âgé de moins de quatorze ans³⁴⁹, le tribunal pourra différer son jugement ou prononcer l'adoption malgré le refus de l'enfant. Quant au refus de l'enfant de quatorze ans et plus, il fait obstacle à son adoption³⁵⁰.

1.2 La déclaration d'admissibilité à l'adoption en lieu et place des consentements

Les consentements à l'adoption de ses père, mère ou tuteur ne sont pas nécessaires, si l'enfant mineur a été déclaré judiciairement admissible à l'adoption³⁵¹. Cela survient notamment si l'enfant est orphelin ou s'il fait l'objet « d'une carence parentale dans le soin, l'entretien ou l'éducation de l'enfant » qui compromet sa sécurité et son développement³⁵².

Plus précisément, une déclaration d'admissibilité à l'adoption peut être obtenue à l'égard d'un enfant âgé de plus de trois mois, si la filiation maternelle ou paternelle est inconnue³⁵³ ou si les mère, père ou tuteur ont manqué à leurs devoir de soin, d'entretien ou d'éducation depuis au moins six mois³⁵⁴. On parle ici des enfants délaissés ou négligés, dont le développement est compromis au sens de la *Loi sur la protection de la*

³⁴⁷ Concernant le droit de l'enfant d'exprimer son opinion sur toute question l'intéressant, voir l'article 12 de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, adoptée et ouverte à la signature, ratification et adhésion par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989, entrée en vigueur le 2 septembre 1990, conformément à l'article 49. Le Canada l'a ratifiée le 13 décembre 1991 avec des réserves pour les articles 20 et 31 qui concernent les autochtones et l'article 37 (c) pour lequel il se réserve le droit de ne pas séparer les enfants des adultes dans les cas d'incarcération où il n'est pas possible ou approprié de le faire, publié en ligne à [http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/treaty15_asp_fr.htm].

³⁴⁸ Art. 549 C.c.Q.

³⁴⁹ Art. 549, al. 2 C.c.Q.

³⁵⁰ Art. 550 C.c.Q.

³⁵¹ Art. 544 C.c.Q.

³⁵² Art. 544 et 559 C.c.Q. et suivants et art. 38 de la *L.p.j.* La notion de « carence » a été introduite dans la première version du nouveau *Code civil du Québec* soit dans la *Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille*, L.Q. 1980, c. 39, art. 611. D'après, C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, p. 335.

³⁵³ Art. 559, 1^o C.c.Q.

³⁵⁴ Art. 559, 2^o C.c.Q.

jeunesse³⁵⁵ et pour lesquels l'adoption est l'une des solutions envisageables. Le délaissement doit s'appuyer sur des faits probants et être apprécié de manière objective :

« Il importe de mentionner que l'évaluation du comportement parental doit se faire de manière purement objective, sans égard au caractère volontaire ou involontaire du délaissement ou de l'abandon de l'enfant. Il est maintenant admis en jurisprudence que le tribunal n'a pas à juger ou à sanctionner la conduite des parents, mais à constater s'ils ont ou non assumé de fait le soin, l'entretien ou l'éducation de l'enfant au cours de six derniers mois. Dans son appréciation des faits, le tribunal tiendra compte du degré d'investissement *parental* des parents. Ainsi, le parent qui joue le rôle d'une gentille sœur ou d'un grand-père en se limitant à amuser et distraire l'enfant, sans nullement l'encadrer ou lui imposer une certaine discipline, pourrait se buter au refus du tribunal de voir dans ces comportements la manifestation d'une contribution suffisante. »³⁵⁶ (*Les italiques sont de l'auteur*)

Soulignons que les enfants délaissés ou négligés se comptent en grand nombre. Ces enfants ont besoin de protection. Dans ce contexte, la déclaration d'admissibilité à l'adoption peut advenir seulement s'il est improbable³⁵⁷ que ses père, mère et tuteur ne peuvent en reprendre la garde pour en assurer le soin, l'entretien ou l'éducation. Cette improbabilité est présumée.

Par ailleurs, une déclaration judiciaire d'admissibilité à l'adoption peut être prononcée à l'égard d'un enfant devenu orphelin, à la suite du décès de ses parents de naissance³⁵⁸ ou dont les père et mère ont été déchus de leur autorité parentale³⁵⁹. Dans ce cas, si un tuteur à l'enfant a été désigné, son consentement est suffisant.

³⁵⁵ L.R.Q., c. P-34.1.

³⁵⁶ Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 49, par 53. « Le tribunal doit également tenir compte du fait que les parents biologiques ont ou non la garde de leur enfant. Ainsi faut-il se garder de conclure que des parents n'assument pas leur rôle parce qu'ils ne dispensent pas les soins à leurs enfants *sur une base quotidienne*. Lorsque l'enfant est placé sous la protection juridique du D.P.J. et fait l'objet d'un hébergement en famille d'accueil, l'évaluation doit donc se faire en tenant compte des moyens pris par les parents pour rectifier la situation à l'origine du placement et de leur capacité à développer et à entretenir des liens avec leur enfant, en dépit du contexte applicable. », *Id.*, par. 54. (*Les italiques sont de l'auteur*)

³⁵⁷ Art. 561 C.c.Q. Cette improbabilité est présumée.

³⁵⁸ Art. 559, 4° C.c.Q.

³⁵⁹ Art. 559, 3° C.c.Q.

Mis à part les situations précédemment énumérées, l'enfant ne peut être déclaré admissible à l'adoption³⁶⁰. Lorsqu'il est déclaré admissible, le tribunal désigne le titulaire de l'autorité parentale de l'enfant. Cette étape précède l'ordonnance de placement en vue de l'obtention du jugement d'adoption.

1.2.1 L'admissibilité à l'adoption d'un enfant domicilié hors Québec

Certaines conditions s'ajoutent lorsque l'adoption concerne un enfant domicilié hors du Québec. Dans tous les cas, l'adoptant doit faire l'objet d'une évaluation psychosociale³⁶¹. Par ailleurs, les démarches en vue d'une adoption internationale doivent être entreprises par un organisme agréé³⁶² par le Ministre de la Santé et des Services sociaux. Les intervenants de ces organismes³⁶³ guident les futurs adoptants et les informent des critères de l'adoption dans le pays concerné. Ces critères réfèrent notamment aux consentements requis et aux normes d'admissibilité en vigueur dans le pays où l'enfant est domicilié³⁶⁴.

L'adoption d'un enfant domicilié hors du Québec peut être prononcée à l'étranger ou au Québec. Prononcée hors du Québec et certifiée conforme aux dispositions de la *Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* (ci-après *Convention de la Haye* (1993)), la décision n'a pas à être

³⁶⁰ Cela dit, il ne peut être déclaré admissible seulement parce qu'il entretient une relation conflictuelle avec ses parents. Dans la décision *Directeur de la protection de la jeunesse c. An.T.*, 2005 R.J.Q. 1398 (C.A.), 1406, le juge Dalphond de la Cour d'appel a répondu dans ce sens. « [Exiger] dans tous les cas la présence d'un tel lien (« attachement significatif » ou « lien affectif ») me semble aller à l'encontre de l'interprétation contextuelle de l'art. 559 C.c.Q. favorisée par la Cour. En effet, il ne faut pas exclure *ex cathedra* la possibilité que des restrictions imposées aux parents dans le cadre de mesures de protection mises en place dès la naissance n'ait pas permis la naissance d'un lien affectif. En général, si un lien affectif existe entre un parent et son enfant, il est probable qu'il soit le résultat de gestes concrets de soin, d'éducation et d'entretien; on peut cependant concevoir qu'il existe aussi des cas où un tel lien existe alors que le parent n'a pas manifesté d'intérêt pour l'enfant depuis plusieurs années. »; dans Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 49, par. 55.

³⁶¹ Art. 563 C.c.Q. Les conditions de cette évaluation sont prévues par la *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q. c. P.-34.1).

³⁶² Art. 564 C.c.Q. Il peut y avoir exceptionnellement des adoptions sans l'intermédiaire d'un tel organisme, le plus souvent des adoptions « intrafamiliales ». Ceci est encadré par l'*Arrêté concernant l'adoption sans organisme agréé, d'un enfant domicilié hors du Québec par une personne domiciliée au Québec*, (2005) 137 G.O. II, 4033. Voir Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 91, par. 102.

³⁶³ La liste des organismes agréés est disponible au Secrétariat à l'adoption internationale (ci-après S.A.I.).

³⁶⁴ Art. 3092 C.c.Q. Pour plus de renseignements sur la procédure applicable, lire Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 93, par. 104.

reconnue judiciairement³⁶⁵ au Québec. Dans les autres cas, un jugement doit être prononcé comme pour un enfant domicilié au Québec.

1.3 L'ordonnance de placement

Dans tous les cas d'adoption interne, une ordonnance de placement doit être prononcée par le tribunal. Cette ordonnance survient à la suite de l'obtention des consentements parentaux ou du prononcé de la déclaration judiciaire d'admissibilité à l'adoption. Une ordonnance de placement³⁶⁶ doit également être prononcée au Québec si l'adoption internationale n'a pas été certifiée d'après la *Convention de la Haye* (1993), comme nous venons de le préciser.

Lorsqu'il s'agit d'un consentement général (soit qu'il n'y a pas de personne désignée et qu'il survient en faveur du directeur de la protection de la jeunesse), le prononcé de l'ordonnance de placement ne peut advenir que trente (30) jours suivant sa réception. Avant qu'il prononce l'ordonnance de placement³⁶⁷, le tribunal s'assure que toutes les conditions ont été remplies et que, notamment, les parties impliquées ont valablement donné leur consentement, le cas échéant, et dans le but explicite de rompre définitivement le lien de filiation d'origine.

De plus, lorsqu'il s'agit d'un enfant domicilié hors du Québec³⁶⁸, le tribunal s'assure que le placement est fait soit en conformité de la procédure prévue par la *Loi sur la*

³⁶⁵ « [L]es actes ou les décisions d'adoption prononcés dans un État signataire [n'ont] plus à être soumis à la Cour du Québec. », dans Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 108, par. 127. Selon 22(1) de la *Convention de la Haye* (1993), une Autorité centrale dans chaque pays signataire doit s'assurer du respect du processus et des paramètres prévus dans la Convention. L'article 4 de la *Convention de la Haye* (1993) précise les éléments à prendre en compte pour s'assurer du respect du critère d'adoptabilité de l'enfant, de l'absence de possibilité de placement dans son pays d'origine, de l'intérêt supérieur de l'enfant à être adopté et de l'assurance que les consentements requis ont été précédés de conseils et d'information sur les conséquences du maintien ou de la rupture des liens de droit entre l'enfant adopté et sa famille de naissance. Les dispositions de la *Convention de la Haye* (1993) ont été intégrées dans le droit interne québécois par la *Loi assurant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption*, L.Q. 2004, c. 3. Voir les dispositions des articles 566 et suivants C.c.Q.

³⁶⁶ Art. 565 C.c.Q.

³⁶⁷ Art. 568 C.c.Q.

³⁶⁸ Art. 568 C.c.Q. Le tribunal s'assure que les conditions de l'adoption ont été remplies : que les consentements requis ont été valablement donnés (al. 1) et que l'accord pour le placement de l'enfant domicilié hors du Québec est fait soit en conformité de la procédure prévue par la *Loi sur la protection de la jeunesse* (L.R.Q., c. P-34.1) ou des conditions prévues par la Convention de la

protection de la jeunesse ou des conditions prévues par la *Convention de la Haye* (1993). Si l'intérêt de l'enfant le requiert, une évaluation psychosociale sera effectuée par le directeur de la protection de la jeunesse.

Suite à l'ordonnance du tribunal, le placement de l'enfant dans sa future famille adoptive est de six mois³⁶⁹. Des exceptions peuvent survenir pour des motifs sérieux. Le placement peut être de trois mois³⁷⁰, si l'enfant est adopté par la famille d'accueil qui l'a hébergé durant une période au moins équivalente. Cette dernière peut faire partie de la « banque mixte »³⁷¹.

La banque mixte est constituée de personnes qui ont été évaluées et accréditées dans le but d'adopter un enfant. Elles sont appelées à héberger l'enfant à titre de famille d'accueil³⁷² et cultivent l'espoir de l'adopter le plus rapidement possible. L'enfant qui est confié à une telle famille d'accueil peut n'être jamais déclaré adoptable³⁷³. Cela dit, les personnes qui font partie de la banque mixte sont très motivées et démontrent beaucoup de ténacité et de persévérance dans leur démarche.

1.4 Le jugement d'adoption plénière ou la filiation substituée

Prononcé à l'expiration de la période de placement de 6 mois ou de 3 mois, le jugement d'adoption rompt les liens de la personne adoptée avec sa famille de naissance. L'adoption substitue une nouvelle filiation³⁷⁴ à celle que l'enfant avait à l'origine. De ce fait, la filiation adoptive réduit à néant les droits et obligations entre les parents de

Haye (1993) (al. 2). Des exceptions peuvent survenir pour des motifs sérieux et si l'intérêt de l'enfant le requiert; elles nécessiteront une évaluation psychosociale effectuée par le directeur de la protection de la jeunesse (al. 3).

³⁶⁹ Art. 566, al. 1 C.c.Q.

³⁷⁰ Art. 566, al. 2 C.c.Q.

³⁷¹ Excepté lorsqu'il s'agit d'une adoption intrafamiliale sur consentement spécial à l'adoption, les personnes qui acceptent de relever le défi de l'adoption font la plupart du temps partie de la banque mixte.

³⁷² La famille d'accueil qui ne fait pas partie de la banque mixte développe tout de même des liens d'attachement envers l'enfant qui lui est confié comme le souligne Claire Gore. « [Le] Conseil de la famille consentira à une mesure de placement en vue d'adoption. [...] Cette période sera courte par rapport à la famille d'accueil, qui a appris à désirer le retour de l'enfant et non pas son départ vers la famille adoptante. », dans Claire GORE, « *Enfants délaissés, adoptions tardives en France et en Europe* », Issy-les-Moulineaux cedex, ESF éditeur, 2001, 235, p. 44.

³⁷³ Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 8.

³⁷⁴ Art. 577, al. 1 C.c.Q.

naissance et l'enfant. Ces mêmes droits et obligations, antérieurement conférés par la filiation de sang³⁷⁵, lieront désormais les parents adoptifs et l'enfant adopté³⁷⁶.

Ainsi, l'enfant cesse-t-il d'appartenir à sa famille de naissance, sous réserve des empêchements³⁷⁷ de mariage ou d'union civile. Une exception à cette règle est l'adoption d'un enfant par le conjoint d'un parent de naissance³⁷⁸. L'enfant conservera dans ce cas son lien de filiation avec ce parent de naissance³⁷⁹.

1.5 Les changements ou les effets de l'adoption

Outre la rupture du lien avec sa famille de naissance, l'adoption peut entraîner un changement de nom pour la personne adoptée. L'accès aux dossiers judiciaires et administratifs de l'enfant adopté se voit également limité par certaines règles.

1.5.1 La modification des registres civils et le changement de nom

Pour consacrer les nouveaux liens créés par l'adoption, le législateur a prévu la possibilité de changer le nom inscrit à l'acte de naissance par le directeur de l'état civil. Le jugement d'adopté est notifié au directeur de l'état civil qui établit un nouvel acte de naissance. Aucune copie de l'acte de naissance d'origine ne pourra désormais être délivrée. Les noms et prénoms seront ceux choisis par les adoptants, traduisant ainsi les nouveaux liens de filiation de l'enfant vis-à-vis de ces derniers.

Cependant, le tribunal peut permettre la conservation des noms et prénoms³⁸⁰ de naissance de la personne adoptée, ce qui survient notamment lorsque la personne adoptée est plus âgée.

³⁷⁵ Art. 578, al. 1 C.c.Q.

³⁷⁶ Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 73. Dans le cas de parents qui adoptent conjointement et dont l'un décède après l'ordonnance de placement, mais avant le prononcé du jugement d'adoption, il est possible de procéder à l'adoption. L'adoptant survivant doit en faire la demande et, alors, le jugement d'adoption rétroagit jusqu'à la date de l'ordonnance de placement. La personne adoptée héritera de son parent décédé, le cas échéant.

³⁷⁷ Art. 577, al. 2 C.c.Q. Le tribunal peut permettre un mariage ou une union civile en ligne collatérale entre l'adopté et un membre de sa famille d'adoption. Art. 578, al. 2 C.c.Q.

³⁷⁸ Art. 555 C.c.Q.

³⁷⁹ Art. 579, al. 2 C.c.Q.

³⁸⁰ Art. 576 C.c.Q.

1.5.2 Le principe de la confidentialité des dossiers d'adoption et ses exceptions

Accessoirement à l'adoption plénière, depuis quelques décennies, le législateur a institué le principe de la confidentialité des dossiers judiciaires et administratifs d'adoption³⁸¹. Ce principe comporte toutefois certaines exceptions.

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau *Code civil du Québec*, en 1994, il est possible d'obtenir des renseignements sur les dossiers de l'adoption notamment aux fins d'étude, d'enseignement, de recherche et d'enquête publique. Le tribunal peut autoriser la consultation des dossiers d'adoption pourvu qu'elle ne permette pas d'identifier l'enfant, ses parents et l'adoptant. La personne adoptée³⁸² ou l'un de ses proches parents³⁸³ peuvent être autorisés par le tribunal à obtenir les renseignements qui leur sont nécessaires, lorsqu'un préjudice grave risque d'être causé à la santé de l'une ou l'autre de ces personnes.

Par ailleurs, avec l'entrée en vigueur de ces nouvelles règles, la règle de confidentialité des dossiers a été modulée pour la personne adoptée ou ses parents de naissance. Depuis 1994, le législateur a prévu la possibilité de consulter les dossiers d'adoption si les consentements requis sont obtenus.

1.5.3 La consultation des dossiers et les retrouvailles

La personne adoptée de moins de 14 ans peut consulter ses dossiers administratifs et judiciaires si les parents adoptifs et les parents de naissance y consentent³⁸⁴. Par la suite, à l'âge de 14 ans, son souhait est assujéti à la seule volonté de ses parents de naissance³⁸⁵. On peut parler ainsi d'une approche consensuelle. Dans cet ordre d'idées, si les parents de naissance et la personne adoptée sont d'accord, des

³⁸¹ Art. 582, al. 1 C.c.Q.

³⁸² Art. 584, al. 1 C.c.Q.

³⁸³ Art. 584, al. 2 C.c.Q.

³⁸⁴ Art. 583, al. 2 C.c.Q. Les parents de naissance pourront consulter un dossier d'adoption si l'enfant adopté y a consenti préalablement, une fois sa majorité atteinte.

³⁸⁵ Art. 583, al. 1 C.c.Q. De plus, selon l'article 583, al. 3 C.c.Q., les consentements ne doivent faire l'objet d'aucune sollicitation. Un adopté mineur ne doit pas être informé de la demande de renseignements de ses parents de naissance.

retrouvailles³⁸⁶ peuvent être organisées par le Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse concerné.

La prérogative d'informer l'enfant de son statut d'adopté appartient aux parents adoptifs. Si la personne ignore qu'elle a été adoptée, qu'elle soit mineure ou majeure, nul ne pourra contraindre ses parents adoptifs à lui révéler la vérité³⁸⁷. Par prudence, les intervenants du Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse ne devraient pas entrer directement en contact avec la personne adoptée pour lui dire qu'un de ses parents de naissance la recherche puisque ce faisant, l'intervenant pourrait lui révéler une réalité qu'elle ignore³⁸⁸.

De nos jours, il arrive souvent que les parents de naissance et les parents adoptifs se connaissent. Ce contexte tend à encourager la poursuite des relations entre la personne adoptée et sa famille de naissance, à l'intérieur d'une pratique que l'on connaît sous le nom « d'adoption ouverte ».

1.5.4 L'adoption « officieusement » ouverte

Au moment des préparatifs en vue de l'adoption, certains intervenants sociaux aménagent parfois une entente pour que l'enfant adopté demeure en contact avec sa famille de naissance. Cette pratique appelée « adoption ouverte », qui se déroule en marge des cadres légaux, prend place le plus souvent lorsqu'il s'agit d'une adoption d'enfants plus âgés. Sans fondement juridique, elle se réalise en faveur des parents de naissance, mais les parents adoptifs ont le loisir d'en disposer à leur guise³⁸⁹. Il n'est

³⁸⁶ Les retrouvailles sont la responsabilité des Centres de Protection de l'Enfance et de la Jeunesse (ci-après les C.P.E.J.), qui ont également celle de l'archivage des dossiers d'adoption. Les demandes de renseignements et de rencontres procèdent par les C.P.E.J.

³⁸⁷ *Droit de la famille* – 2427, [1996] R.J.Q. 1451 (C.Q.) et *Droit de la famille* – 657, [1989] R.D.F. 542 (C.Q.), dans Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 78.

³⁸⁸ Art. 583, al. 1 C.c.Q. « Consentement de l'adopté : 583/4 L'enfant qui ne connaît pas son statut d'enfant adopté ne peut donner un consentement valable. Le tribunal ne peut ordonner aux parents adoptifs de le lui révéler. *Droit de la famille* – 2427, [1996] R.J.Q. 1451, [1996] », dans Baudouin, Renaud, *Code civil du Québec annoté*, 2006, Wilson & Lafleur ltée, art. 583, p. 665.

³⁸⁹ « En cas de litige, rien n'empêcherait toutefois les parents biologiques de revendiquer un droit d'accès à l'enfant en déposant une requête auprès de la Cour supérieure, comme pourrait le faire tout autre tiers. Il reviendrait dès lors au tribunal de juger du bien-fondé de la requête, à la lumière de l'intérêt de l'enfant. », dans Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 79.

pas possible de donner une définition unique de l'adoption ouverte puisqu'elle correspond à un grand nombre de pratiques différentes.

Évidemment, on ne saurait parler de confidentialité des dossiers là où des rapports existent entre les familles d'accueil, devenues familles adoptives, et la famille de naissance.

1.6 Les fondements du droit à la connaissance des origines

Le droit à la connaissance des origines n'est pas qu'un idéal abstrait que l'on défend au nom de valeurs et d'avancées scientifiques. On peut dégager certains fondements juridiques susceptibles d'en consolider la portée. Certaines règles contenues dans des conventions internationales peuvent être invoquées à son appui.

1.6.1.a L'intérêt de l'enfant : in concreto, in abstracto

Une fois satisfaites les conditions prescrites par le *Code civil du Québec*, le droit de l'adoption est assujéti au principe fondamental de l'intérêt de l'enfant³⁹⁰. Autrement dit, l'adoption ne peut être prononcée que si elle est dans l'intérêt de l'enfant. Il peut s'agir notamment de l'intérêt concret ou abstrait. « [C'est] l'intérêt abstrait³⁹¹ de l'enfant qui inspire la règle de droit et c'est l'intérêt concret³⁹² de l'enfant qui en dicte l'interprétation. »³⁹³

En droit québécois, on parle également du « meilleur intérêt de l'enfant », quand on veut insister sur le fait que l'intérêt de l'enfant concerné «doit dominer l'intérêt des autres personnes en présence ». L'intérêt de l'enfant est également utilisé dans la sphère juridique pour orienter une décision. Alors, « l'intérêt supérieur de l'enfant [peut servir] à

³⁹⁰ Art. 543, al. 1 C.c.Q.

³⁹¹ « La notion abstraite d'intérêt de l'enfant est forcément un concept subjectif, soumis au développement des sciences humaines et sociales et on comprend aisément dans ce contexte que son caractère « flou et subjectif » ait suscité des critiques parfois sévères. », dans Carmen LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, p. 265.

³⁹² « En réalité, l'intérêt concret de l'enfant vise à choisir dans la situation particulière d'un enfant déterminé quelle est la solution qui respecte le mieux son intérêt compte tenu de toutes les possibilités. En ce sens, l'intérêt concret de l'enfant apparaît comme une source d'interprétation de la règle de droit (1). Dans cette optique, la notion est assujettie à la règle de droit, elle ne constitue pas elle-même une norme juridique autonome et le recours au qualificatif d'intérêt supérieur de l'enfant (2) n'en altère pas le sens ni la portée. », dans Carmen LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, p. 270.

³⁹³ Carmen LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, p. 263.

choisir entre plusieurs droits reconnus à l'enfant qui [peuvent], dans certaines situations, se trouver en opposition. »³⁹⁴.

Cela dit, l'intérêt de l'enfant n'est pas une notion « supralégislative »³⁹⁵. Cette dernière n'a pas pour fonction d'écarter la règle de droit. « En d'autres mots, l'intérêt de l'enfant n'est pas un moyen pour se dispenser d'appliquer la règle de droit. Le recours à la notion d'intérêt de l'enfant ne peut servir à contrecarrer une règle applicable. [...] [L'intérêt] de l'enfant est d'abord de bénéficier de la règle de droit lorsqu'il en existe une. »³⁹⁶.

1.6.1.b L'intérêt primordial de l'adopté à connaître des origines

Dans une étude comparée des droits français et anglais, Virginie Voisin se sert de la notion de l'intérêt de l'enfant pour vérifier l'existence d'un droit à la connaissance des origines, l'analyser et situer son évolution parmi les autres droits de la personne.

« « L'institution de l'adoption relève d'une réelle fiction juridique qui tend à détacher un enfant de sa famille d'origine et à le rattacher artificiellement à sa famille adoptive. Le corollaire de l'adoption est un effacement du droit des parents de sang, mais également une négation du droit à la connaissance des origines de l'enfant. L'adopté a-t-il le droit de connaître l'identité de ses parents [...]? »³⁹⁷

Nous prendrons ici quelques lignes pour faire état des règles de droit et des principaux constats qui ont été soulevés pour sa défense.

³⁹⁴ Carmen LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, p. 273.

³⁹⁵ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, p. 23, publié en ligne à [http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm].

³⁹⁶ « La règle est aussi applicable en matière d'adoption. L'article 353 du *Code civil* français et l'article 543 du *Code civil du Québec* prévoient tous les deux le même principe : l'adoption ne peut être prononcée que si elle est conforme à l'intérêt de l'enfant et si les conditions de la loi sont remplies. Or, l'intérêt dont il s'agit ici est l'intérêt concret de l'enfant et la seule présence de cette condition ne permet pas le prononcé de l'adoption si une autre condition prévue par la loi est manquante. », dans Carmen LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, p. 274. Dans cet ordre d'idées, voir le refus de reconnaître la filiation adoptive à la conjointe du père dans le cas d'un enfant né d'une mère porteuse, dans *Adoption – 091*, 2009 QCCQ 628 (CanLII), sous la présidence de l'Honorable Michel Dubois, j.c.q., Chambre de la jeunesse, 450-43-001005-088, du 6 janvier 2009, publié en ligne à [http://www.canlii.org/qc/qccq/doc/2009accq628/2009accq628.html].

³⁹⁷ Virginie VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 467.

En 1989, le Royaume-Uni a saisi la Cour Européenne des droits de l'Homme (ci-après la Cour Européenne), afin d'interpréter l'article 8³⁹⁸ de la *Convention Européenne des droits de l'Homme* (ci-après *C.E.D.H.*), relativement au respect de la vie privée et familiale. La décision connue sous le nom d'arrêt *Gaskin*³⁹⁹ met en scène un adopté qui prétend au droit à la connaissance de ses origines, afin d'avoir accès à des renseignements sur sa petite enfance. « Gaskin prétendait que le droit au respect de la vie privée ne devait pas protéger uniquement la famille d'origine, mais principalement l'enfant. »⁴⁰⁰ Le Cour Européenne a accueilli favorablement la demande de la personne adoptée. Elle a statué que « les personnes ont un intérêt primordial protégé par la *C.E.D.H.* à recevoir des renseignements qu'il leur faut pour comprendre leur enfance et leurs années de formation »⁴⁰¹.

Suite à cet arrêt, au Royaume-Uni, toute personne adoptée majeure peut consulter son dossier « conservé par l'agence d'adoption l'ayant placé (sic) »⁴⁰², mais sous réserve que certaines informations peuvent être non divulguées soit notamment l'identité de la mère de naissance si celle-ci souhaite ne pas la communiquer :

³⁹⁸ Désignée également sous le nom de *Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales* telle qu'amendée par le Protocole no 11. Article 8. Droit au respect de la vie privée et familiale. 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. 2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

³⁹⁹ « Le refus opposé au requérant d'accéder à son dossier à son nom alors qu'il était pupille de l'assistance publique [...] la Cour affirmera qu'à « n'en pas douter, les pièces versées à son dossier concerne « la vie privée et familiale » de M. Gaskin à un degré tel que le problème de leur accessibilité pour l'intéressé entre dans le domaine de l'article 8 », dans Sébastien VAN DROOGHENBROECK, *La proportionnalité dans le droit de la convention européenne des droits de l'homme*, Bruxelles, Universités Saint-Louis, 2001, 785, p. 812. *Gaskin c. Royaume-Uni*, CEDH 7 juillet 1989, Série A, n° 160, dans V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 467.

⁴⁰⁰ Comme le constate Voisin, « le droit à la vie privée de l'enfant adopté est donc en conflit avec le droit des parents d'origine, le premier revendiquant un droit à la connaissance de ses origines, le second un droit à taire leur identité. », dans V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 468.

⁴⁰¹ V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 468. « Le droit français et le droit anglais se sont accordés à dire ces deniers (sic) années, que le droit à la connaissance de ses origines n'était pas incompatible avec le droit de taire l'identité de la famille d'origine ».

⁴⁰² « Article 60 ACA 2002 », dans V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 467.

« L'adopté peut obtenir une copie de son extrait de naissance d'origine. Toutefois, certaines informations protégées peuvent ne pas être divulguées, notamment l'identité de sa mère d'origine, si celle-ci ne souhaite pas que son identité soit divulguée. L'adopté reçoit alors des informations sur son lieu de naissance, sur ses premiers jours et son passé avant l'adoption, et les informations non identifiantes que sa mère lui a laissées. Les informations ne sont pas centralisées au sein d'un organisme unique mais sont répertoriées par chaque agence d'adoption. »⁴⁰³

Selon Voisin, le droit anglais « répare la fiction juridique » en permettant à la personne adoptée une telle consultation des dossiers judiciaires et administratifs de son adoption, mais sans pour autant consacrer un droit inconditionnel à la connaissance des origines. Notons que la situation au Royaume-Uni a évolué depuis que Voisin a écrit ses propos. Nous le verrons un peu plus loin.

Voisin analyse également la notion d'intérêt de l'enfant en droit français et constate que ce dernier « connaît un mécanisme analogue [au Royaume-Uni] depuis la loi du 22 janvier 2002 »⁴⁰⁴. La loi prévoit la création d'un Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (ci-après C.N.A.O.P.) afin de faciliter les démarches des pouspons dirigés vers l'adoption, lorsque ces derniers avaient été « remis par leurs parents [...] en demandant le respect de leur anonymat, ou dont la mère a accouché sous X »⁴⁰⁵.

Voisin explique que la démarche auprès du C.N.A.O.P. émane toujours de l'adopté mais « son intérêt personnel est confronté à celui de sa famille d'origine et ce n'est que si la famille d'origine y consent que le secret de l'identité va être complètement levé. Dans le cas contraire, seuls les éléments identifiants ne sont pas communiqués »⁴⁰⁶.

⁴⁰³ « Article 57 ACA 2002 », dans V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 467.

⁴⁰⁴ « Loi n° 2002-93 du 22 janvier 2002, sur l'accès aux origines des personnes adoptées (sic) et pupilles de l'État »; cité dans V. VOISIN *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 469.

⁴⁰⁵ V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 469.

⁴⁰⁶ « Certains estiment que la nouvelle loi n'a pas vraiment fait avancer les choses. En tout état de cause, dans l'un et l'autre cas, l'accès d'un adopté à ses origines est sans effet sur son état civil ni sur sa filiation, et il ne fait naître ni droit ni obligation au profit ou à la charge de quiconque. », Art. L.147-7 CASF », dans V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 469.

Ainsi, en France, comme cela est le cas au Royaume-Uni, si les parents de naissance refusent de révéler leur identité, la personne adoptée a accès seulement aux renseignements contenus aux dossiers judiciaires et administratifs.

Cela dit, la Cour Européenne s'est prononcée sur la loi française de 2002 dans l'arrêt *Odièvre*⁴⁰⁷. En lien avec les articles 8 et 14 de la *C.E.D.H.*, Pascale Odièvre fonde sa démarche :

« [...] sur la violation par la France de l'article 8 relatif au respect de la vie privée. L'argumentation de la demanderesse soulevait le fait que la législation française organise un secret qui lui interdit de connaître l'identité de ses parents, ce qui est constitutif d'une atteinte au respect de la vie privée. Elle invoquait en outre, le principe de proportionnalité qui consiste à demander à un organe indépendant de rechercher le juste équilibre entre des équilibres difficiles à concilier. Si cet organe tranche pour l'intérêt de l'enfant, il peut lever le secret demandé par la mère. La Cour a écarté ces arguments et n'a pas condamné la France. Elle reconnaît [...] le droit de connaître ses origines, mais souligne que pour autant l'État n'est pas obligé de communiquer les renseignements qu'il détient sur l'identité, au regard d'une « certaine marge d'appréciation. »⁴⁰⁸

Voisin conclut que les droits français et anglais reconnaissent le droit à la connaissance des origines de l'adopté.

« Toutefois, ces avancées ne vont pas encore dans le sens d'un intérêt de l'enfant qui primerait l'intérêt de la famille d'origine. Le droit à la connaissance de ses origines ne prime pas le droit au secret de son identité. L'intérêt primordial de l'enfant est donc freiné par la volonté de la famille d'origine. »⁴⁰⁹

Ainsi, en droit français comme en droit anglais, conclut Voisin, le droit à la connaissance des origines de la personne adoptée ne prime pas celui de sa famille de naissance.

Les conclusions de Voisin trouvent un certain écho dans la législation québécoise. En effet, comme en France et au Royaume-Uni, concernant l'identité des parents de

⁴⁰⁷*Odièvre c. France*, CEDH, 086, 13 février 2003 (requête n° 42326/98). « Pascale Odièvre abandonnée à la naissance, cherche à accéder à ses origines. Sa mère ayant demandé le secret, les éléments identifiants ne peuvent lui être communiqués. », dans V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 469.

⁴⁰⁸V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 470.

⁴⁰⁹V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 470.

naissance, il n'y a pas de primauté accordée au droit à la connaissance des origines de la personne adoptée sur le droit à la vie privée des autres membres du triangle adoptif. Cependant, depuis 2002, dans ces deux pays d'Europe, l'accès aux dossiers judiciaires et administratifs est permis sans les données identificatoires, sur demande de la personne adoptée. Au Québec, la personne adoptée ne peut accéder à ses dossiers sans les consentements prévus par la loi⁴¹⁰.

Cela dit, au Québec, les premières manifestations formelles d'un droit à la connaissance des origines ont été observées il y a déjà plus de quinze ans, au moment où ont été instaurées les nouvelles règles du *Code civil du Québec* pour l'accès aux dossiers et aux retrouvailles. Depuis, rien n'a été fait. Les différents enseignements de la science, qui mettent en évidence le besoin de connaître ses origines, n'ont pas été pris en compte par le législateur.

1.6.2 Le droit international

Outre le principe juridique de l'intérêt de l'enfant, les conventions internationales contiennent certaines règles qui peuvent servir de fondements au droit à la connaissance des origines.

1.6.2.1 La Convention internationale des droits de l'enfant

L'article 7 de la *Convention internationale relative aux droits de l'enfant* énonce que dès sa naissance, « l'enfant est enregistré (...) et a, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents »⁴¹¹. L'article 9 vise à maintenir le « mineur dans son milieu d'origine, le placement de l'enfant hors de sa famille intervenant lorsque aucune alternative n'est possible »⁴¹².

Au Québec, lorsque l'enfant ne peut vivre dans sa famille, l'adoption plénière est la seule forme d'adoption retenue par le législateur et ce, depuis l'entrée en vigueur de la

⁴¹⁰ Art. 582 à 584 C.c.Q.

⁴¹¹ *Convention relative aux droits de l'enfant*, Rés. AG 44/25, Doc. Off. AG NU, 44^e sess., supp. n° 49, Doc. NU A/44/49 (1989) 167, Voir à ce sujet, SÉNAT, *Rapport d'information*, Les Rapports du Sénat, n° 65, Paris, La documentation française, 2001, 86, p. 53, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/014000781/index.shtml].

⁴¹² *Convention relative aux droits de l'enfant*, Rés. AG 44/25, Doc. Off. AG NU, 44^e sess., supp. n° 49, Doc. NU A/44/49 (1989) 167. Voir à ce sujet, SÉNAT, *Rapport d'information*, Les Rapports du Sénat, n° 65, Paris, La documentation française, 2001, 86, p. 53, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/014000781/index.shtml].

première loi sur l'adoption en 1924. En matière de protection de l'enfance, les défis se sont multipliés mais la solution envisageable pour répondre aux besoins de stabilité affective et de sécurité de l'enfant est encore l'adoption plénière, peu importe la situation et l'âge de l'adopté.

Dans cet ordre d'idées, en France, le Rapport sur l'adoption (2008) analyse la délicate question du maintien avec la famille d'origine, préalable à la confection de la déclaration d'adoptabilité. Il fait état de ce moment particulièrement difficile où le travailleur social doit décider de maintenir ou rompre les liens entre l'enfant et sa famille de naissance⁴¹³.

Le rapport français constate qu'un certain immobilisme dans l'arbitrage des situations provient d'une insuffisance de solutions mieux adaptées.

« L'opposition frontale entre la théorie du maintien ou de la rupture des liens, si elle n'est pas dépassée, conduit à un immobilisme de fait, préjudiciable aux enfants; les professionnels sont conscients du caractère stérile de cette opposition et en recherche de solutions rationnelles et pragmatiques. Au-delà des idéologies, liens à tout prix, rompre à tout prix, la mise en place de dispositifs souples permettrait de limiter les risques de perturbations dans une confrontation trop vite avec les parents démunis, maltraitants ou sévèrement perturbateurs. »⁴¹⁴

Nous ne pouvons faire une analyse exhaustive du rapport français qui réitère que, pour respecter l'esprit de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, le droit devrait disposer de solutions alternatives plus respectueuses des parties en présence, l'enfant et sa famille de naissance.

1.6.2.2 La Convention internationale de la Haye (1993)

Plusieurs normes internationales importantes sont contenues notamment dans la *Convention de La Haye* (1993)⁴¹⁵. Cette dernière a force de loi au Québec depuis le 1^{er}

⁴¹³ Cette situation prévaut également au Québec. La question de la rupture ou du maintien des liens avec la famille est peut-être plus cruciale pour l'enfant au Québec qu'en France. En effet, il n'existe pas d'alternative juridique à l'adoption plénière, contrairement à ce qui existe en France. Les dispositifs sur l'adoption en droit français prévoient l'adoption simple qui ne rompt pas les liens avec la famille de naissance.

⁴¹⁴ PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352, p. 167, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴¹⁵ Adoptée le 29 mai 1993 à La Haye par 67 états. Voir Alain ROY, *Le droit de l'adoption au Québec*, Montréal, Collection Bleue, Wilson & Lafleur Ltée, 2006, 254, p. 88.

février 2006. Son article premier énonce clairement ses objectifs soit notamment mais non limitativement :

« [...] d'établir des garanties pour que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international; d'instaurer un système de coopération entre les États contractants pour assurer le respect de ces garanties et prévenir ainsi l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants. »⁴¹⁶

Cela dit, les dossiers et les registres doivent conserver intégralement les renseignements identificatoires sur les antécédents de la personne adoptée et donner accès aux dossiers avec les conseils appropriés, en conformité avec l'article 30 de la *Convention La Haye* (1993) :

« [...] l'article 30 prévoit en particulier que les autorités compétentes de l'État contractant assurent l'accès de l'enfant ou de son représentant, avec les conseils appropriés et dans la mesure permise par la législation, aux informations qu'elles détiennent (et qu'elles veillent à conserver) sur ses origines, et notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père ainsi que les données sur son passé médical et celui de sa famille. »⁴¹⁷

Que la personne soit adoptée ou non, les conventions internationales confirment l'importance de conserver les dossiers ou les informations concernant le passé médical et les noms des père et mère de naissance de la personne. Elles reconnaissent l'importance des origines, comme mécanisme structurant de l'identité de la personne, qui ouvre à la connaissance de son nom de naissance et situe sa place dans un ordre sociétal.

Conclusion – L'évolution d'un droit primordial à la connaissance des origines

Cette première section (A), de notre troisième et dernière partie, nous a amené à prendre le pouls du corpus législatif qui a une portée significative sur les mécanismes actuels de l'adoption québécoise. De cet exercice, nous avons constaté l'importance

⁴¹⁶ Adoptée le 29 mai 1993 à La Haye par 67 états. Voir à ce sujet, Alain ROY, *Le droit de l'adoption au Québec*, Montréal, Collection Bleue, Wilson & Lafleur Ltée, 2006, 254, p. 88.

⁴¹⁷ Conclusions retenues : « avec l'arrêt Gaskin, de l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme » [...] toute personne a droit au respect au droit de sa vie privée et familiale, [...] « l'enfant n'a jamais eu prise sur la situation qu'il connaît, laquelle résulte exclusivement de décisions de ses parents (même prises sous la pression de contraintes extérieures). », dans SÉNAT, *Rapport d'information*, Les Rapports du Sénat, n° 65, Paris, La documentation française, 2001, p. 53, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/014000781/index.shtml].

accordée aux consentements des parents de naissance et de la personne adoptée pour permettre une adoption plénière qui rompt les liens avec la famille d'origine.

Nous avons également relevé que les dossiers d'adoption sont confidentiels mais qu'un accès est possible si tous les consentements requis sont obtenus. Ceci est la manifestation d'un droit conditionnel à la connaissance des origines. L'intérêt primordial de l'enfant est freiné par la volonté de la famille de naissance. En France et au Royaume-Uni, la personne adoptée peut accéder à ses dossiers judiciaires et administratifs sans qu'aucun consentement ne soit requis.

Au Québec, diverses lacunes ressortent dans la prise en compte de la réalité contemporaine des enfants en besoin de protection. Ces derniers ont un vécu certain avec leur famille de naissance. L'adoption plénière ne prévoit aucunement la prise en compte de tels liens.

Une fois la personne adoptée devenue majeure, le secret des origines peut être maintenu par le refus du parent de naissance à dévoiler son identité. En France et au Royaume-Uni, un refus est l'objet d'appréciation et n'entraîne pas nécessairement que ce dernier soit final. Au Québec, pour la personne adoptée, confrontée au refus de son parent de naissance, le secret des origines constitue un obstacle infranchissable. De plus, au Québec, lorsque le parent de naissance est décédé, toute possibilité pour la personne adoptée de connaître ses origines s'anéantit à jamais. Le tribunal ne peut intervenir pour dévoiler l'identité de ce dernier, si le défunt n'a pas donné son consentement. Des raisons impérieuses de santé peuvent cependant permettre une divulgation par le tribunal aux autorités compétentes

En lien notamment avec des décisions de la Cour européenne, pour reprendre les propos de Voisin, les fondements du droit à la connaissance des origines devraient reposer sur l'intérêt primordial de l'enfant à connaître ses parents. L'intérêt de l'enfant devrait primer sur celui de sa famille de naissance. La personne adoptée devrait avoir accès aux renseignements qu'il lui faut pour comprendre son enfance et ses années de formation.

Finalement, il est pertinent de retenir que la *Convention de la Haye* (1993) prévoit notamment que les dossiers et les registres doivent conserver intégralement les renseignements identificatoires sur les antécédents de la personne adoptée et le législateur doit s'assurer de donner accès aux dossiers avec les conseils appropriés.

Pour la dernière section (B) de cette troisième partie, nous relèverons des orientations envisagées⁴¹⁸ pour le Québec et nous les comparerons très sommairement avec ce qui se fait ailleurs dans le monde. Nous situerons plusieurs dispositifs par rapport à notre problématique, l'adéquation des mécanismes actuels de l'adoption par rapport aux enseignements de la science, pour tendre vers un droit respectueux des origines de la personne adoptée.

⁴¹⁸Principalement à partir du MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., publié en ligne à [<http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm>].

III.B – LA RECHERCHE DE MÉCANISMES APPROPRIÉS

Pour en venir à ce qui devraient être les mécanismes de l'adoption au Québec, cette section traitera notamment de mécanismes axés sur un droit respectueux des origines de la personne adoptée. Il sera question de la consultation des dossiers d'adoption, de l'adoption simple ou sans rupture du lien d'origine, de l'adoption ouverte et de la délégation de l'autorité parentale.

Pour ce faire, nous utiliserons une approche de droit comparé en lien avec les orientations du récent rapport intitulé « *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant* » (ci-après Rapport Lavallée⁴¹⁹), présenté au gouvernement québécois au printemps 2007.

Cet exercice nous permettra de constater, qu'à l'instar du Québec, les législations étrangères tentent, dans un mélange plus ou moins inextricable, tantôt d'assurer la protection de l'enfant, tantôt de contribuer à la création de la parenté (au Québec, la parentalité)⁴²⁰. Nous tenterons de faire ressortir quelques aspects déterminants pour la personne adoptée et révélateurs notamment dans la manière de penser le droit.

1. L'adoption et la primauté de la connaissance des origines

Nous soulignons précédemment que l'adoption plénière avait été mise en place pour substituer la nouvelle filiation à la filiation d'origine et que, dans ses modalités actuelles au Québec, elle entraîne la confidentialité des dossiers judiciaires et administratifs⁴²¹.

Un des objectifs recherché, par la rupture du lien d'origine, est de mettre les parents adoptants à l'abri d'une éventuelle concurrence de la part des parents de naissance. De plus, le secret des origines ou la confidentialité des dossiers réduit pratiquement à néant les risques de judiciarisation, de perturbation ou de tiraillement durant la minorité de la

⁴¹⁹ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., publié en ligne à [http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm].

⁴²⁰ La parentalité est l'expression utilisée au Québec pour inclure les personnes qui revendiquent, au nom du droit à l'égalité, le droit au couple de même sexe d'adopter un enfant.

⁴²¹ Cela est le cas seulement depuis la *Loi sur l'adoption*, L.Q. 1969, ch. 64.

personne adoptée. La rupture, le secret ou la confidentialité contribueraient à l'établissement d'un climat de stabilité et de sécurité propices à son développement. Le tout permettrait à la fiction juridique de l'adoption d'enraciner le lien de filiation créé par elle. Finalement, cette manière de procéder participerait également de la volonté de créer une nouvelle parenté.

1.1 La consultation des dossiers et les retrouvailles

Comme nous l'avons entrevu précédemment, les mécanismes de l'adoption plénière au Québec prévoient la possibilité pour la personne adoptée de consulter les dossiers judiciaires et administratifs de son adoption, si certaines conditions sont remplies. Dans ce contexte, la connaissance des origines et les retrouvailles ne remettent pas en cause les effets de l'adoption plénière. Le seul objectif est d'apporter des réponses aux questionnements des personnes qui ont entrepris des démarches pour connaître l'identité de leurs parents de naissance et, inversement, de connaître celle de la personne adoptée. Il n'est nullement question notamment de restaurer le lien de filiation ou de changer le statut juridique.

1.1.1 Le Royaume-Uni et la protection de l'enfant en common law

La majorité des auteurs s'entendent pour dire que l'adoption québécoise tire son origine des juridictions de common law⁴²². Ces dernières sont plus axées vers la protection de l'enfant. Le Royaume-Uni fournit un exemple pour le Québec. Dans ce pays, il est ouvertement question de donner une famille à un enfant qui n'en a pas. Dans ce contexte, les règles traditionnelles de la parenté⁴²³ peuvent être plus facilement supplantées par des dispositifs centrés sur l'atteinte d'un tel objectif de protection⁴²⁴. Ceci pourrait favoriser une importance moindre accordée à la connaissance des origines.

« [L'adoption québécoise] vise à répondre aux besoins des enfants abandonnés, elle est orientée vers une prise en charge affective, morale et matérielle qui implique désormais que les règles traditionnelles de la parenté cèdent la place au profit de l'aspect protectionniste. »⁴²⁵

⁴²² Jacqueline Rubellin-Devichi et Jean-Louis Baudouin, « Préface », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, XV.

⁴²³ Au Québec, selon nous, la « parentalité » a bénéficié des retombées de ce mouvement, au détriment de la connaissance des origines de la personne adoptée.

⁴²⁴ Cela entraîne des brouillages généalogiques et peut expliquer l'importance moindre accordée à la conservation des repères identitaires.

⁴²⁵ Un pas de plus dans cette direction vient d'être franchi par le dépôt du *Projet de loi 125 visant à modifier la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives*, [aujourd'hui

Au Royaume-Uni, depuis 1976, la personne adoptée majeure peut obtenir notamment une copie de son acte de naissance « sur lequel figure, en principe, le nom de ses parents d'origine et, en principe, leur adresse au moment de l'adoption. L'adopté peut ainsi entreprendre ses propres démarches pour retrouver ses parents naturels et cela, même si ces derniers n'ont aucunement manifesté leur désir d'être contactés »⁴²⁶.

Pour les personnes adoptées qui ne réussissent pas à retrouver leurs parents de naissance, depuis 1991, il existe un greffe central qui reçoit les demandes des personnes adoptées ou celles de leur famille de naissance. Le greffier transmet les noms lorsqu'il y a concordance dans les demandes. C'est pourquoi ce « [système est] fondé sur le consensualisme lorsque l'adopté ne peut ou ne souhaite pas retrouver sa famille d'origine à partir de son acte de naissance originel »⁴²⁷.

En 2005⁴²⁸, la loi a créé des services d'agences intermédiaires agréées aux fins de rechercher l'une ou l'autre des parties désireuses d'entrer en communication. L'agence « exerce une certaine discrétion et ne transmet que l'information pertinente, dans le respect de la loi et des circonstances. La loi distingue les adoptions antérieures ou postérieures à 2005. Pour celles postérieures au 29 décembre 2005, l'accès des origines de la personne adoptée a préséance sur la volonté des parents de naissance.

entré en vigueur] qui prévoit des durées maximales pour le placement d'un enfant en famille d'accueil ou en centre d'hébergement, avant qu'il soit orienté vers une mesure à long terme visant à assurer la stabilité et la continuité de soins, la stabilité des liens et de ses conditions de vie. L'adoption plénière apparaît alors pour certains, comme étant le moyen le plus efficace pour atteindre cet objectif. » dans J. Rubellin-Devichi et J.-L. Baudouin, « Préface », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, XV.

⁴²⁶ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., p. 61, publié en ligne à [http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm].

⁴²⁷ La loi de 2002 (Adoption and Children Act, 2002, c. 38), dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., p. 62, publié en ligne à [http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm].

⁴²⁸ La loi de 2002 (Adoption and Children Act, 2002, c. 38) dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., p. 62, publié en ligne à [http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm].

« Les parents d'origine qui ne désirent pas être contactés peuvent enregistrer une déclaration de non contact auprès du greffier de l'état civil. Cette déclaration ne garantit pas au parent d'origine qu'il ne sera pas contacté, mais il s'agit d'une des informations dont l'agence tiendra compte dans l'exercice de ses responsabilités. Le parent d'origine ne peut avoir l'assurance de ne pas être contacté. »⁴²⁹

1.1.1.1 Le choix prépondérant pour la personne adoptée depuis 2005

Au Royaume-Uni, la personne adoptée peut obtenir une copie de son acte de naissance originel auprès de l'agence d'adoption⁴³⁰ ou à défaut auprès du greffe de l'état civil. Elle peut mener elle-même ses recherches, enregistrer un veto absolu ou partiel, si elle ne veut pas être contactée ou dans quelles circonstances elle le souhaite. « Ce veto n'est possible que pour les adoptions antérieures à l'entrée en vigueur de la loi ». Par la suite, c'est l'agence qui avise de la décision à prendre dans la situation concernée.

« Les parents d'origine ou les personnes adoptées après le 30 décembre 2005 peuvent enregistrer une déclaration de non contact auprès du greffier de l'état civil. Par contre, cette déclaration n'est pas l'équivalent d'un veto; elle constitue l'un des éléments dont l'agence tiendra compte dans l'exercice de la discrétion que la loi lui confie. »⁴³¹

Depuis 2005, tel que nous venons de le constater, le Royaume-Uni se donne comme objectif premier de protéger l'enfant, reconnaît l'importance des origines de la personne adoptée et lui donne un choix prépondérant, par rapport à son parent de naissance, selon qu'elle désire ou non des retrouvailles.

1.1.2 Le Canada anglais et l'Ontario particulièrement

L'Ontario et les autres provinces du Canada disposent du droit à la connaissance des origines notamment par la mise en place d'un système de vetos de communication ou

⁴²⁹La loi de 2002 (*Adoption and Children Act, 2002, c. 38*), dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., p. 62, publié en ligne à [http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm].

⁴³⁰Cette dernière évalue la manière la plus adéquate de transmettre l'information. MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., p. 62, publié en ligne à [http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm].

⁴³¹La loi de 2002 (*Adoption and Children Act, 2002, c. 38*) dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., p. 62, publié en ligne à [http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/rapports/adoption-rap.htm].

de contact, pour les parents de naissance ou la personne adoptée, ou encore, par un avis de non divulgation pour la personne adoptée.

À l'instar d'autres pays de droit anglais⁴³², plusieurs provinces canadiennes⁴³³ retiennent l'adoption plénière, mais sans pour autant nier l'importance du droit aux origines. Ces provinces ont donc organisé un système pour faciliter l'accès aux dossiers judiciaires et administratifs. La Colombie-Britannique⁴³⁴, l'Alberta⁴³⁵, le Manitoba⁴³⁶ et Terre-Neuve-et-Labrador⁴³⁷ ont encadré le système de contact ou de communication de l'information. Ce mouvement vers la connaissance des origines est limité par un veto pour chacune des parties impliquées.

1.1.2.1 Le primat de la famille de naissance en Ontario avant juin 2009

L'Ontario, quant à elle, s'est mise en marche depuis quelques années pour reconnaître le droit aux origines⁴³⁸. Il est cependant utile de noter que cette démarche tient compte, en parallèle, de la volonté de faire adopter un plus grand nombre d'enfants⁴³⁹. En effet, en 2006, seulement 10% des 9000 pupilles de l'État trouvaient des familles permanentes.

Dans cette optique, le législateur ontarien s'est dirigé d'abord vers un droit inconditionnel à la connaissance des origines pour la personne adoptée. Peu après l'adoption d'une

⁴³² D'autres pays anglo-saxons dont le Royaume-Uni et la Nouvelle-Galles-du-Sud Voir [http://www.community.nsw.gov.au/parents_carers_and_families/fostering_and_adoption].

⁴³³ À l'instar des provinces canadiennes, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Galles du Sud ont organisé un système de veto de contact ou un veto de communication. Voir en ligne à [http://ogov.newswire.ca/ontario/GPOF/2008/05/14/c2455.html?lmatch=&lang=_f.html].

⁴³⁴ Voir en ligne à [http://www.vs.gov.bc.ca/adoption/dv_ncd.html] et [http://www.vs.gov.bc.ca/adoption/releas_adopt.html].

⁴³⁵ Voir en ligne à [<http://child.alberta.ca/home/602.cfm>].

⁴³⁶ Voir en ligne à [<http://www.gov.mb.ca/fs/childfam/registry.html>].

⁴³⁷ Voir en ligne à [<http://www.gs.gov.nl.ca/gv/vs/adoption-records.stm>].

⁴³⁸ Notamment par la « *Loi de 2005 modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille* » et la « *Loi de 2005 sur la divulgation de renseignements sur les adoptions* ». Voir « L'Ontario modifie les lois de l'adoption interne : plus d'enfants en famille d'accueil pour trouver des foyers adoptifs permanents », en ligne à [<http://www.adoption.ca/news/060401onlaw-f.htm>].

⁴³⁹ « Ces lois orientées vers la protection de l'enfance prévoient notamment l'adoption avec ouverture (conservation de liens importants avec la famille biologique, tel qu'expérimenté en adoption privée depuis des années en Ontario) et la possibilité pour les parents d'accueil de devenir les tuteurs légaux (remplaçant les sociétés d'aide à l'enfance dans ce rôle.) », dans « L'Ontario modifie les lois de l'adoption interne : plus d'enfants en famille d'accueil pour trouver des foyers adoptifs permanents », en ligne à [<http://www.adoption.ca/news/060401onlaw-f.htm>].

loi à cet effet, la Cour supérieure de l'Ontario a demandé la prise en compte⁴⁴⁰, pour les adoptions survenues avant le 1^{er} septembre 2008, d'un droit à la vie privée⁴⁴¹, en vertu de la *Charte canadienne des droits*. L'Ontario s'est rendue⁴⁴² à la demande de la Cour et des plaignants. Elle a introduit un veto pour les parents de naissance et les personnes adoptées.

1.1.2.2 L'avancée d'un droit inconditionnel en Ontario depuis juin 2009

C'est depuis juin 2009, que le directeur de l'état civil de l'Ontario peut divulguer⁴⁴³ les « noms initiaux » des personnes adoptées. Leur père et mère de sang peuvent également les connaître, à moins qu'un veto⁴⁴⁴ de la personne adoptée ait été enregistré avant le 1^{er} septembre 2008⁴⁴⁵. Il s'agit d'une avancée parcellaire mais néanmoins significative par rapport à un droit inconditionnel à ses origines pour la personne

⁴⁴⁰Concernant le droit à la vie privée, la Cour supérieure de l'Ontario a octroyé un veto pour chacune des parties. Elle analyse la situation avec un objectif de proportionnalité. La Cour avait jugé que d'ouvrir les dossiers d'adoption remontant parfois à des dizaines d'années violait le droit à la vie privée en vertu de la Charte canadienne des Droits. Le gouvernement a décidé, au lieu d'aller en appel en Cour Suprême, d'introduire ce droit de veto [...]. », dans Gilles Breton, « Les nouvelles les plus récentes, Nouvelles en adoption, L'Ontario adopte une nouvelle loi donnant accès aux dossiers d'adoption », Le 16 mai 2008, publié en ligne à [\[http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139\]](http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139).

⁴⁴¹Il s'agit d'un nouveau droit à la vie privée : veto sur la divulgation « si l'adoption a été finalisée avant le 1^{er} septembre », [...] « avis de non communication s'ils ne veulent pas que l'on communique avec eux mais désirent que l'on divulgue des renseignements identificatoires sur eux », [...] « avis de préférence de communication pour préciser la façon dont elles aimeraient que l'on communique avec elles si elles ne veulent pas enregistrer un avis de communication ou un veto sur la divulgation », dans G. Breton, « Les nouvelles les plus récentes, Nouvelles en adoption, L'Ontario adopte une nouvelle loi donnant accès aux dossiers d'adoption », Le 16 mai 2008, publié en ligne à [\[http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139\]](http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139).

⁴⁴²La nouvelle « loi a été présentée pour répondre aux objections de la Cour supérieure de l'Ontario qui avait en pratique bloquée l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales en septembre 2007. », dans G. Breton, « Les nouvelles les plus récentes, Nouvelles en adoption, L'Ontario adopte une nouvelle loi donnant accès aux dossiers d'adoption », publié en ligne à [\[http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139\]](http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139).

⁴⁴³La Loi de 2008 sur l'accès aux dossiers d'adoption a reçu la sanction royale le 14 mai 2008. L'ancien texte, aux articles 48.1 à 48.8, permettait à une personne adoptée d'empêcher la divulgation de renseignements par voie de requête à la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille. Cela pouvait survenir notamment si elle avait été victime de mauvais traitements. À l'heure actuelle, le veto non respecté est passible d'amendes de la part des contrevenants. Le droit de veto ne peut survenir qu'à l'égard des adoptions antérieures au 1^{er} septembre 2008, en ligne à : [\[http://www.ontla.on.ca/web/bills/bills_detail.do?locale=fr&BillID=1899&detailPage=bills_detail_about\]](http://www.ontla.on.ca/web/bills/bills_detail.do?locale=fr&BillID=1899&detailPage=bills_detail_about).

⁴⁴⁴Les avis de non communication ou veto seront enregistrés en Ontario, en ligne à [\[http://www.ontario.ca/error!/ut/pl.cmd/cs/.ce/7_0_A/.s/7_0_252/_s.7_0_A/7_0_252/_1/fr?docid=STEL02_160722\]](http://www.ontario.ca/error!/ut/pl.cmd/cs/.ce/7_0_A/.s/7_0_252/_s.7_0_A/7_0_252/_1/fr?docid=STEL02_160722).

⁴⁴⁵En ligne à [\[http://www.ontario.ca/fr/residents/STEL02_160728\]](http://www.ontario.ca/fr/residents/STEL02_160728).

adoptée⁴⁴⁶. En l'absence de veto du parent de naissance, la personne adoptée peut obtenir les renseignements identifiants et un accès à ses dossiers d'adoption. La ministre des Services sociaux et communautaires de l'Ontario, Madeleine Meilleur, confirme l'importance de reconnaître que « pour bien des gens, le lien entre le père, la mère et l'enfant persiste bien au-delà du processus de l'adoption. Il en est de même du besoin de connaître son identité [...] »⁴⁴⁷. L'Ontario a dressé un bilan dans lequel il ressort que :

« [...] depuis 1921, près de 250 000 ordonnances d'adoption ont été déposées en Ontario; [presque] 75 000 personnes, qui recherchent des renseignements sur des personnes qui leur sont apparentées par le sang, se sont inscrites volontairement au Registre de divulgation des renseignements sur les adoptions depuis 1979. »⁴⁴⁸

Pour reprendre l'expression d'un article de la presse écrite, au moment de l'adoption de la loi en 2008, l'Ontario⁴⁴⁹ « a ouvert » ses dossiers d'adoption, mais force est de constater que cela ne l'est pas complètement, si le parent de naissance a manifesté son désaccord avant la limite fixée. Le droit à la vie privée de la famille de naissance subordonne le droit à la connaissance des origines de la personne adoptée.

1.1.3 La France : création de la parenté et primat de la généalogie

Des pays dits de tradition « civiliste », comme la France, conçoivent l'adoption comme un « mécanisme de création de la parenté »⁴⁵⁰, ce qui peut s'illustrer par l'exemple d'une adoption, d'enfant mineur ou majeur, par un couple hétérosexuel stérile dans le but d'avoir une descendance ou d'en faire un héritier de plein droit⁴⁵¹. L'aspect

⁴⁴⁶ « Le droit d'enregistrer un veto sur la divulgation ne peut être invoqué qu'à l'égard des adoptions découlant d'ordonnances d'adoption rendues avant le 1^{er} septembre 2008. », en ligne à [http://ontla.on.ca/web/bills/bills_detail.do?locale=fr&BillID=1899&detailPage=bill].

⁴⁴⁷ G. Breton, « Les nouvelles les plus récentes, Nouvelles en adoption, L'Ontario adopte une nouvelle loi donnant accès aux dossiers d'adoption », Le 16 mai 2008, publié en ligne à [http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139].

⁴⁴⁸ G. Breton, « Les nouvelles les plus récentes, Nouvelles en adoption, L'Ontario adopte une nouvelle loi donnant accès aux dossiers d'adoption », Le 16 mai 2008, publié en ligne à [http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139].

⁴⁴⁹ Voir la revue de presse, Ministère des Services sociaux et communautaires du Gouvernement de l'Ontario, le 14 mai 2008, « L'Ontario va ouvrir les dossiers d'adoption », publié en ligne à : [http://ogov.newswire.ca/ontario/GPOF/2008/05/14/c2455.html?lmatch=&lang=_f.html].

⁴⁵⁰ J. Rubellin-Devichi et J.-L. Baudouin, « Préface », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, XV.

⁴⁵¹ C'est d'ailleurs pour cette raison que l'adoption en France a d'abord concerné les personnes majeures, avec le mécanisme de l'adoption simple. Ce n'est que beaucoup plus tard que l'adoption plénière a été rendue possible et ce, pour les personnes mineures. Voir notre section consacrée à l'histoire et l'anthropologie au début de cette recherche.

généalogique occuperait une plus grande place dans cette conception de l'adoption⁴⁵². En ce qui a trait à notre problématique, cette approche n'a toutefois pas reconnu la primauté du droit à la connaissance des origines pour la personne adoptée par rapport au droit au secret de la famille de naissance.

En France, la préoccupation à l'égard de la généalogie se déduit également par l'importance accordée à la préservation des liens avec la famille de naissance. C'est à tout le moins ce qui est constaté dans le Rapport sur l'adoption⁴⁵³. Ce dernier réitère le primat de la famille biologique et du maintien des liens familiaux dans une société plus respectueuse des droits de l'enfant et de sa mère.

« La situation de l'adoption nationale est d'abord la résultante d'une évolution heureuse, conforme à la *Convention internationale des droits de l'enfant*, qui a permis des progrès dans la contraception, un accompagnement des parents en difficulté, une modification également de la représentation des femmes seules, accompagnée d'une moindre stigmatisation de la situation. »⁴⁵⁴

Cela dit, le Rapport français sur l'adoption fait également mention d'une diminution importante des adoptions internes, ce qui oblige les personnes à se tourner vers l'adoption internationale pour satisfaire leur désir d'enfant. Ce dernier constate également un moins grand nombre d'adoptions internationales dû à une réorganisation des pays signataires de la *Convention de la Haye* (1993). Les personnes qui désirent un enfant doivent se tourner vers d'autres états ou d'autres moyens. Notons que cette situation, observée en France, correspond à la réalité vécue au Québec.

Par rapport à d'autres contrées européennes, la France accorde une plus grande importance à la famille naturelle et à la filiation, selon Alain Grevot⁴⁵⁵, qui compare la situation de l'enfant en France avec celle de son voisin, l'Angleterre.

⁴⁵² La critique adressée à l'approche de l'adoption axée sur la parenté est qu'elle s'effectuerait souvent au détriment de l'enfant. En effet, les intervenants associent le maintien de l'enfant dans le milieu familial comme une réussite. Ils tentent donc généralement de maintenir à tout prix les liens avec une famille lourdement déficiente et ce, à des moments clefs de la vie du jeune enfant.

⁴⁵³ PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352, p. 153, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁵⁴ PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352 p. 153, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁵⁵ Alain GREVOT, *Voyage en protection de l'enfance*, Paris, La documentation française, 2001, 327, p. 153, cité dans PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection

« L'enfant [en France] est avant tout considéré comme un « membre du groupe familial » alors qu'en Angleterre, par exemple, il est perçu comme « un individu dont l'intérêt peut entrer plus radicalement en contradiction avec celui de ses parents ». En conséquence, « les professionnels français se réfèrent plus que leurs homologues européens à la question de la préservation des droits et des devoirs des parents et de l'autorité parentale dans les stratégies de suppléance familiale. »⁴⁵⁶

Dans ce contexte, les intervenants sociaux, perçus comme ceux qui séparent douloureusement les enfants de leurs parents, auraient plus de difficultés à inscrire l'enfant dans un projet de vie plus sain et durable.

« Dans ce cadre, l'admission d'enfants au titre de pupilles de l'État et leur placement en vue d'adoption signent, pour beaucoup d'intervenants, l'impossible restauration des liens nécessaires entre un enfant et sa famille : l'adoption a du mal à s'inscrire comme une modalité de la protection de l'enfance. Elle signifie souvent, à l'inverse, son échec ou exprimé différemment, un refus de l'abandon familial biologique. »⁴⁵⁷

La Cour de cassation a précisé que le désintérêt ou le désengagement des parents de naissance devaient être volontaires et suffisamment caractérisés pour que l'enfant fasse l'objet d'une déclaration judiciaire d'abandon :

« Dès lors que le désintérêt manifeste des parents, [...], n'est pas établi, l'intérêt de l'enfant ne constitue pas une condition suffisante permettant de déclarer judiciairement l'abandon. [...] Mais, à partir du moment où la juridiction du fond estime, après un examen approfondi des marques d'attention du ou des parents, qu'elles sont suffisantes pour établir le caractère volontaire du désintérêt, la décision se trouve légalement justifiée.⁴⁵⁸ »

Cela dit, en France, le droit à la vie privée des parents de naissance prime celui de la personne adoptée plénièrement puisque cette dernière doit, même lorsqu'elle est devenue majeure, obtenir le consentement des parents de naissance. Également,

des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352 p., publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁵⁶PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352 p. 154, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁵⁷PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352 p. 154, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁵⁸C.Cass.1^{re}, 16 juillet 1992, n° 9112872, n° 9112871, cité dans PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352 p. 157, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

l'aspect consensuel domine dans la loi⁴⁵⁹ qui organise l'adoption plénière en France. Néanmoins, avec le Conseil national pour l'accès aux origines (ci-après le C.N.A.O.P.)⁴⁶⁰, plusieurs personnes travaillent à abattre des barrières pour que la personne adoptée ait accès à ses origines.

1.1.3.1 Le Conseil national pour l'accès aux origines (le C.N.A.O.P.)

La personne adoptée peut saisir directement le C.N.A.O.P.. Dans une première étape, le C.N.A.O.P. lui communique « les éléments figurant dans les actes de naissance originels lorsque ceux-ci sont considérés comme nuls en application de l'article 354 du *Code civil* »⁴⁶¹. Le C.N.A.O.P. doit recueillir les documents relatifs à l'identité des parents d'origine et les communiquer à l'adopté tout en respectant l'anonymat de la famille d'origine si elle ne manifeste pas une volonté de lever l'identité.

« Lorsque la famille d'origine a émis le souhait de lever l'identité, l'adopté reçoit tous les documents relatifs à ses origines avec mention du nom et adresse de sa famille d'origine ou d'un membre de sa famille d'origine. S'il n'y a pas eu de déclaration expresse de la volonté de lever le secret, le Conseil national sollicite la personne et au regard de sa volonté transmet ou non son identité. »⁴⁶²

⁴⁵⁹Loi n°2002-93 du 22 janvier 2002, relative à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'État. Tiré de MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 60, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁶⁰Décret n° 2003-671 du 21 juillet 2003, art. L147-2 du Code de l'action sociale et des familles. Tiré de MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 60, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁶¹V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 469. L'article 354 du Code civil français, in fine, se lit comme suit : « L'acte de naissance originaire conservé par un officier de l'état civil français et, le cas échéant, l'acte de naissance établi en application de l'article 58 sont, à la diligence du procureur de la République, revêtus de la mention "adoption" et considérés comme nuls. ».

⁴⁶²V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, p. 469.

Le C.N.A.O.P.⁴⁶³ est « chargé d'agir à titre d'intermédiaire entre les demandeurs »⁴⁶⁴. Dans le cas d'une absence d'intérêt de la personne adoptée, cette dernière ne sera pas interpellée⁴⁶⁵. Soulignons que le C.N.A.O.P. a choisi de donner préséance⁴⁶⁶ à la volonté de l'enfant adopté (ou de l'adulte qu'il est devenu) de renouer avec son histoire et tente de convaincre les parents de naissance de répondre à la demande de l'enfant adopté. Rappelons également que la personne adoptée a accès aux renseignements contenus dans les dossiers judiciaires et administratifs de son adoption et que, pour la personne adoptée, l'enjeu est de connaître l'identité des parents de naissance et d'avoir la possibilité d'éventuelles retrouvailles avec ces derniers.

Il faut également noter une particularité dans le contexte français. Avec « l'accouchement sous X »⁴⁶⁷, l'information dans les dossiers est souvent inexistante. C'est le cas également pour d'autres enfants que les parents de naissance ont

⁴⁶³Décret n° 2003-671 du 21 juillet 2003. Tiré de MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 60, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁶⁴MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 60, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁶⁵La personne adoptée qui ne fait pas de demande d'accès ne sera pas contactée par le Conseil national d'accès aux origines. Elle ne sera même pas contactée pour être informée que l'un des membres de sa famille d'origine la recherche. Voir à ce sujet : SÉNAT, *Rapport d'information*, Les Rapports du Sénat, n° 65, Paris, La documentation française, 2001, 86, p. 38, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/014000781/index.shtml].

⁴⁶⁶Dans cet ordre d'idées, lorsque les dossiers contiennent les informations relatives à l'identité des parents de naissance, le C.N.A.O.P. analyse les refus des parents de naissance et peuvent donner suite à une demande d'une personne adoptée à connaître ses origines. En clair, le C.N.A.O.P. peut passer outre au refus des parents et répondre favorablement aux demandes de la personne adoptée d'avoir accès à ses origines. Le C.N.A.O.P. donne préséance à la personne adoptée. Ce point de vue reflète une opinion largement partagée en France quant à la prise en compte des enjeux prioritaires du point de vue de la personne adoptée, avant ceux de ses parents de naissance. Cette opinion a été notamment exprimée dans un rapport qui a précédé les nouvelles dispositions françaises sur l'accès aux origines mais dont les recommandations n'ont pas été entièrement suivies. Robert Del Pecchia, sénateur, argumentait que « l'enfant n'a jamais eu prise dans la décision de ses parents (même prises sous la pression de contraintes extérieures). ». Il concluait que la situation des parents de naissance et des enfants n'est pas comparable et qu'il approuvait le déséquilibre dans le projet de loi. Pour lui, il ne devait pas y avoir de principe de « concordance des volontés de l'enfant et de ses parents pour que le secret de l'identité de l'un et/ou l'autre de ces derniers puisse être levé. ». Voir à sujet : SÉNAT, *Rapport d'information*, Les Rapports du Sénat, n° 65, Paris, La documentation française, 2001, 86, p. 38, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/014000781/index.shtml].

⁴⁶⁷L'accouchement sous X a été prévu pour prévenir les cas potentiels d'infanticide et de délaissement d'enfants.

« abandonné » avant l'âge d'un an, et cela, sans laisser leur identité, comme le permettait la loi française jusqu'à tout récemment.

1.1.4 Le Québec : le Rapport Lavallée⁴⁶⁸

Le Rapport Lavallée⁴⁶⁹ pose les fondements d'une éventuelle réforme du droit québécois de l'adoption. Mentionnons sommairement que ces fondements font référence notamment à l'importance de distinguer parenté et parentalité et, également, à l'intérêt de l'enfant, en lien avec la théorie de l'attachement et la perspective d'un continuum de vie. Nous ferons état des orientations et de leur pertinence par rapport à la préservation des repères identitaires de la personne adoptée et de la pleine reconnaissance des origines de la personne adoptée.

Les orientations générales du Rapport Lavallée entraînent une mise à jour⁴⁷⁰ ou une réorganisation⁴⁷¹ de l'accessibilité aux dossiers judiciaires et administratifs. Elles prévoient également que la personne adoptée devrait être informée de son statut⁴⁷² de

⁴⁶⁸ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 62, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁶⁹ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 61, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁷⁰ Voir l'orientation O.27 en ce qui concerne l'extension de la règle 71.13 de la *L.p.j.* pour les retrouvailles internationales en adoption interne, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 74, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁷¹ Il est suggéré également des dispositifs généraux pour normaliser les pratiques dans l'ensemble du Québec : concernant les renseignements contenus dans le sommaire des antécédents, les orientations O.23 et O.24; le mandat des centres jeunesse en matière de retrouvailles O.25; l'accessibilité des antécédents biologiques et les retrouvailles aux personnes déclarées adoptables mais qui n'ont pas été adoptées O.26; la demande d'accès à certaines banques de données des organismes gouvernementaux O.27; la constitution d'un groupe restreint d'intervenants qui ont accès aux banques de données pour préserver la confidentialité O. 28; la transmission de renseignements aux autorités médicales sur autorisation du tribunal O.32 et l'organisation d'un registre passif pour faciliter les recherches et échanger de l'information O.33; dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 73-74, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁷² Orientation O.29, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 74,

personne adoptée afin qu'elle soit pleinement en mesure d'exercer ses droits. Dans le cas d'une personne introuvable⁴⁷³, après deux tentatives séparées entrecoupées d'une période de 18 à 24 mois, l'identité de cette dernière pourrait être transmise.

1.1.4.1 Les personnes visées par l'adoption plénière

Le Rapport Lavallée mentionne que l'adoption plénière est une mesure parmi d'autres dans l'adoption mais « demeure le modèle privilégié pour un grand nombre d'enfants québécois et d'enfants en provenance de l'étranger »⁴⁷⁴. Néanmoins, il conclut que l'adoption plénière devrait s'adresser à « des enfants qui sont en besoin de filiation sans que des liens significatifs ne les lient à leur famille d'origine »⁴⁷⁵.

1.1.4.2 La confidentialité des dossiers après ou avant une réforme

Le Rapport Lavallée propose un ensemble des dispositifs selon qu'il s'agisse d'une adoption antérieure ou postérieure à une éventuelle réforme du droit de l'adoption. Mentionnons d'abord deux dispositifs généraux, applicables dans toutes les situations, soit un veto révocable⁴⁷⁶ en tout temps et l'intervention possible du tribunal pour départager les différents droits en présence après le décès⁴⁷⁷.

publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁷³Orientation O.31, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 74, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁷⁴MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 127, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁷⁵MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 127, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁷⁶Le Rapport Lavallée prévoit qu'un veto peut être révocable en tout temps O.30, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 74, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁷⁷L'orientation O.15 suggère que « Le tribunal, s'il permet la divulgation, doit en préciser les modalités et notamment indiquer s'il interdit le contact avec les membres de la famille du défunt. », dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 69, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

De façon spécifique, en ce qui concerne une adoption survenue postérieurement à une nouvelle loi, il est prévu de nouveaux dispositifs tels qu'un droit de veto⁴⁷⁸ de « divulgation de l'information » ou « de contact », pour la personne adoptée et pour les parents biologiques. Ces vetos prendraient fin deux ans après le décès⁴⁷⁹ de la personne adoptée ou du parent concerné, à moins de motifs déjà consignés au dossier qui justifieraient son maintien. Des sanctions pénales⁴⁸⁰ seraient prévues pour dissuader les personnes qui ne respecteraient pas le veto ou le refus de contact.

En ce qui concerne les adoptions antérieures à une éventuelle réforme, le Rapport Lavallée maintiendrait les articles 582 et 583 du *Code civil du Québec*, « si la personne est vivante et peut être localisée »⁴⁸¹. Pour la personne contactée, il prévoit la possibilité qu'elle refuse de divulguer son identité mais néanmoins, elle serait invitée à transmettre un résumé de son histoire « sociale, familiale et médicale et expliquer les motifs justifiant son refus »⁴⁸². Elle serait informée que son refus serait maintenu durant les deux ans

⁴⁷⁸ Les orientations O.9 et O.12 pour la personne adoptée; les orientations O.11 et O.13, et O.14 pour le veto maintenu après le délai de deux ans suite au décès, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 69, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁷⁹ Orientations O.12, O.13 (si l'identité de l'adopté est transmise, la famille adoptive doit être informé) et O.14 (pour le maintien du veto après la période de deux ans après le décès et si le motif a été justifié au dossier avant le décès) dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 69, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁸⁰ Orientation O.10 dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 61, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁸¹ Orientation O.16, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 61, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁸² Orientation O.17, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 70, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

qui suivraient son décès. Une demande de confidentialité pourrait néanmoins être reçue mais la personne devrait la justifier⁴⁸³

1.2 L'adoption simple ou celle sans rupture du lien d'origine

L'adoption simple procède d'un jugement d'adoption qui maintient l'enfant dans sa famille d'origine tout en lui octroyant un autre lien de filiation vis-à-vis des parents adoptants. Ces derniers ne sont pas « de simples tuteurs instrumentaux mais de véritables parents de substitution »⁴⁸⁴. « L'adoption simple demeure une institution de filiation et non un mécanisme d'attribution d'autorité parentale. [...] Cependant, seuls les parents adoptifs sont habilités à exercer l'autorité parentale, sans que les parents biologiques ne puissent s'arroger le droit de maintenir un contact avec l'enfant ou s'interposer dans les décisions le concernant. »⁴⁸⁵.

Dans la préface d'un ouvrage de Carmen Lavallée, Jacqueline Rubellin-Devechi et Jean-Louis Baudouin relèvent que plusieurs auteurs voient en l'adoption simple une alternative à l'adoption plénière au Québec.

« L'adoption simple entraîne un transfert des droits d'autorité parentale aux adoptants, mais sans effacer la filiation d'origine de l'enfant. Les noms des adoptants sont inscrits en marge de l'acte de naissance originaire. Cette forme d'adoption est inconnue en droit québécois, mais de plus en plus de voix se font entendre pour que la possibilité de l'introduire soit étudiée. »⁴⁸⁶

Cette forme d'adoption est pressentie comme une solution mieux adaptée car les repères⁴⁸⁷ de la filiation ne sont pas brouillés. Elle apparaît plus respectueuse des droits de la personne adoptée à connaître ses origines. L'adoption simple permet la conservation du nom de la personne et reflète son identité à la naissance.

⁴⁸³ Les orientations O.16 e O.17 pour les règles de droit transitoire et le résumé de son histoire et O. 18 pour contacter le centre jeunesse afin de manifester son consentement à la divulgation suite au décès, si un refus a déjà été enregistré, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 61, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁸⁴ Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 16.

⁴⁸⁵ Alain ROY, *Le droit de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2006, 254, p. 16.

⁴⁸⁶ J. Rubellin-Devichi et J.-L. Baudouin, « Préface », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, XV. Rubellin-Devichi et Baudouin concluent que la France et le Québec utilisent tous deux l'adoption comme un mode de protection et un mode de création de parenté, mais de façon inégale.

⁴⁸⁷ J. Rubellin-Devichi et J.-L. Baudouin, « Préface », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, XVI.

De plus, l'adoption simple comprend des caractéristiques plus spécifiques aux besoins de la personne à adopter que l'adoption plénière. En substance, Lavallée décrit les caractéristiques de l'adoption simple en ce qu'elles permettent :

[De] « maintenir l'acte de naissance original, donc pas de secret sur les origines; [de ne pas donner un droit de visite] à la famille de naissance, à moins que celle-ci obtienne l'autorisation du tribunal; [de préserver une] obligation alimentaire réciproque entre l'enfant et les parents de naissance et d'adoption; [...]; [d'ajouter le nom de famille adoptive] au nom de l'adopté; [de ne pas modifier] le prénom; l'adoptant peut demander un changement de nom; outre les parents adoptifs, l'adopté n'a pas de lien avec la parenté adoptive (ex. aucun lien légal avec les grands-parents adoptifs, ni avec les oncles et tantes). »⁴⁸⁸.

Lors d'un séminaire sur le régime légal québécois de l'adoption, Lavallée mentionnait que l'on devrait dorénavant considérer « les adoptions comme hétérofamiliale ou endofamiliale plutôt que comme internationale ou interne. Autrement dit, on devrait se demander s'il y a un lien de parenté entre l'adopté et l'adoptant, peut (sic) importe où ils sont nés »⁴⁸⁹. Dans cet ordre d'idées, l'adoption simple s'accorde bien avec une adoption endofamiliale parce qu'elle prend en compte la réalité psychique des différents acteurs de la famille. Par exemple, l'enfant adopté par son grand-père maternel ne devient pas le frère de sa mère. Par l'adoption simple, la filiation d'origine demeure, et c'est pourquoi, on dit que ce mécanisme crée une filiation additive.

1.2.1 L'adoption simple dans le monde

L'adoption simple prévaut dans certains pays comme modèle unique, comme par exemple en Haïti et au Vietnam⁴⁹⁰. Par ailleurs, plusieurs pays connaissent « un

⁴⁸⁸C. LAVALLÉE, « La reconnaissance en droit québécois d'une décision d'adoption rendue à l'étranger, Dossier 3 – Groupe de travail sur le régime québécois d'adoption, Été 2006 », Séminaire « Repenser l'adoption et son encadrement juridique », organisé par le partenariat de recherche « Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles », le 24 mai 2006, publié en ligne à [http://www.quebecadoption.net/adoption/general/dossier4.html].

⁴⁸⁹C. LAVALLÉE, « La reconnaissance en droit québécois d'une décision d'adoption rendue à l'étranger, Dossier 3 – Groupe de travail sur le régime québécois d'adoption, Été 2006 », Séminaire « Repenser l'adoption et son encadrement juridique », organisé par le partenariat de recherche « Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles », le 24 mai 2006, publié en ligne à [http://www.quebecadoption.net/adoption/general/dossier4.html].

⁴⁹⁰C. LAVALLÉE, « La reconnaissance en droit québécois d'une décision d'adoption rendue à l'étranger, Dossier 3 – Groupe de travail sur le régime québécois d'adoption, Été 2006 », Séminaire « Repenser l'adoption et son encadrement juridique », organisé par le partenariat de recherche « Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles », le 24 mai 2006, publié en ligne à [http://www.quebecadoption.net/adoption/general/dossier4.html].

système dualiste »⁴⁹¹ où coexistent l'adoption simple et l'adoption plénière. Cela est le cas notamment mais non limitativement de la France, la Belgique, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal et la Roumanie. L'adoption simple concerne souvent l'adoption de personnes majeures. C'est le cas en Allemagne, qui permet également une autre forme d'adoption (dite hybride) lorsqu'elle concerne l'enfant du conjoint ou qu'il s'agit d'une adoption intrafamiliale. Mentionnons qu'une adoption simple prononcée hors du Québec pour un enfant domicilié également hors du Québec, peut devenir, à certaines conditions, une adoption plénière suite à un jugement d'adoption prononcé au Québec⁴⁹².

1.2.1.1 L'adoption simple en France

La France a prévu l'adoption simple, parmi ses mécanismes, avant même qu'il soit question de l'adoption plénière. C'est en 1966 que l'adoption plénière a été introduite et, en 1976, l'adoption simple a perdu sa préséance par rapport à cette dernière. Georgette Salamé, juriste, situe le contexte de l'époque.

« Antérieurement à 1966, la légitimation adoptive de l'enfant du conjoint était impossible, une telle légitimation ne pouvant être demandée que par deux époux conjointement et au profit d'un enfant totalement orphelin ou totalement abandonné. Seule donc, l'adoption sans rupture avec la famille de sang pouvait être prononcée⁴⁹³. Or, la loi du 11 juillet 1966, manifestant encore sa faveur pour ce type d'adoption, devait permettre l'option entre adoption simple et adoption plénière. Sans doute les parlementaires et le gouvernement recommandaient-ils de ne solliciter que l'adoption simple⁴⁹⁴. Toutefois, le recours à l'adoption plénière n'était pas prohibé. Aussi était-ce souvent ce type d'adoption qui était sollicité et admis par les tribunaux⁴⁹⁵. Bien plus, la loi du 22 décembre 1976, en aménageant, en cette situation,

⁴⁹¹C. LAVALLÉE, « La reconnaissance en droit québécois d'une décision d'adoption rendue à l'étranger, Dossier 3 – Groupe de travail sur le régime québécois d'adoption, Été 2006 », Séminaire « Repenser l'adoption et son encadrement juridique », organisé par le partenariat de recherche « Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles », le 24 mai 2006, publié en ligne à [http://www.quebecadoption.net/adoption/general/dossier4.html].

⁴⁹²S'il a fait l'objet d'une adoption simple dans son pays d'origine, le juge ne peut avoir l'assurance que les parents de naissance ont donné leur consentement libre et éclairé à ce que l'enfant soit adopté plénièrement soit qu'il y ait rupture complète des liens avec sa famille de naissance.

⁴⁹³Par ex : Lyon, 27 juin 1925, *D.* 1926 p.129 note A. ROUAST, dans M.-L. DELFOSSE-CICILE, *Le lien parental*, Paris, Éditions Panthéon Assas, 2003, 634, p. 478.

⁴⁹⁴*JO Sénat CR*, séance du 1^{er} juin 1966, p. 684; réponse à la question écrite n° 21335 et réponse à la question écrite n° 7249, *JO Sénat Q*, séance du 22 avr. 1976, p. 651, dans M.-L. DELFOSSE-CICILE, *Le lien parental*, Paris, Éditions Panthéon Assas, 2003, 634, p. 478.

⁴⁹⁵J.-P. DUMAS, « La loi du 22 décembre 1976 sur l'adoption (loi n°76-1179 du 22 décembre 1976) *Defrénois* 1977 art. 31348 p. 428 n° 19, dans M.-L. DELFOSSE-CICILE, *Le lien parental*, Paris, Éditions Panthéon Assas, 2003, 634, p. 478.

les effets de l'adoption plénière, devait explicitement consacrer cette possibilité et la favoriser »⁴⁹⁶.

Données à l'appui, le France constate, que face à la possibilité de se prévaloir de l'adoption plénière, les personnes adoptantes la préfèrent à l'adoption simple. Salamé relève les conséquences fâcheuses de cette façon de procéder dans les cas présentées.

« Pourtant, il en résultait des conséquences extrêmement fâcheuses. En effet, l'adoption plénière supprime tout lien de parenté avec la famille par le sang, donc avec le parent absent ou défaillant et avec sa branche. Or, cette rupture était particulièrement choquante dans l'hypothèse assez fréquente où l'adoption concernait l'enfant qu'un époux avait eu d'une précédente union dissoute par décès. Les parents du père ou de la mère décédé perdaient alors juridiquement la qualité de grands-parents puisque le lien de parenté les unissant à l'enfant était rompu. Les tribunaux tentaient, certes, de tempérer autant que possible la solution. C'est ainsi qu'ils leur accordèrent parfois un droit de visite et d'hébergement et même admirèrent la tierce opposition par eux formée dans un espace où la procédure d'adoption leur avait été dissimulée. Néanmoins, de tels expédients n'atténuaient guère la « scandaleuse cruauté pour les grands-parents à faire adopter, sans les prévenir, leurs petits-enfants de façon à les évincer totalement, alors qu'ils venaient de perdre un de leurs propres enfants ». Le législateur, sollicité d'intervenir, ne put se dérober. »⁴⁹⁷

Cela dit, le rapport⁴⁹⁸ français relève le souci pour trouver « un point d'équilibre entre l'aide à accorder aux parents et l'intérêt supérieur de l'enfant »⁴⁹⁹.

1.2.1.2 Le recentrage vers l'adoption simple

Le législateur a prévu depuis ce temps de limiter l'utilisation de l'adoption plénière lorsque la filiation était déjà établie.

« Le législateur face à cette situation est intervenu le 8 janvier 1993 pour corriger le tir, puis trois ans plus tard (1996) pour admettre d'autres hypothèses d'adoption plénière de l'adoption du conjoint incluant pour le tribunal d'acquiescer à des situations exceptionnelles où « les relations ne sont plus nécessaires au maintien des liens d'affection. En dehors de ces situations, l'adoption simple devrait être prononcée. »⁵⁰⁰

⁴⁹⁶ M.-L. DELFOSSE-CICILE, *Le lien parental*, Paris, Éditions Panthéon Assas, 2003, 634, p. 478.

⁴⁹⁷ M.-L. DELFOSSE-CICILE, *Le lien parental*, Paris, Éditions Panthéon Assas, 2003, 634, p. 478.

⁴⁹⁸ PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352, p. 156, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁴⁹⁹ PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352, p. 156, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁰⁰ Le législateur veut revaloriser l'adoption simple. Voir F. TERRÉ, « Préface », dans D.GUTMANN, *Le sentiment d'identité, Étude de droit des personnes et de la famille*, Bibliothèque

En 2008, la France a réitéré l'importance de l'adoption simple : « Le lien de filiation biologique peut d'ailleurs être maintenu si l'enfant ayant fait l'objet d'une déclaration judiciaire d'abandon est adopté simplement »⁵⁰¹. Selon le Rapport français, l'adoption simple est la voie à privilégier pour résoudre la question du maintien de la filiation avec la famille d'origine. Le tribunal est l'instance privilégiée pour vérifier si des liens doivent être maintenus suite à l'adoption.

1.2.1.3 La Défenseure de l'enfant

Depuis longtemps, en France, de nombreux ouvrages ont été écrits sur divers aspects de l'importance des origines sur la personne adoptée et plusieurs intervenants travaillent à promouvoir des avancées législatives en ce sens. Pour mieux prendre en compte certains besoins et la situation particulière de l'enfant, mentionnons que la France s'est dotée d'une fonction dédiée, la Défenseure de l'enfant.

Après un bref coup d'œil sur l'utilisation de l'adoption simple dans le monde, nous constaterons que les orientations du Rapport Lavallée⁵⁰² vont plutôt dans le sens d'une adaptation de l'adoption simple, une forme dérivée appelée « adoption sans rupture du lien d'origine ».

1.2.2 Les constats du Rapport Lavallée sur l'adoption simple

Dans le choix à faire entre l'adoption simple et l'adoption plénière, le Rapport Lavallée mentionne que : « [...] l'existence de liens significatifs entre l'enfant et sa famille d'origine apparaît déterminante dans le choix de l'une ou de l'autre option »⁵⁰³.

de droit privé, tome 327, n° 157, Paris, L.G.D.J., 2000, p. 148, dans M.-L. DELFOSSE-CICILE, *Le lien parental*, Paris, Éditions Panthéon Assas, 2003, 634, p. 480.

⁵⁰¹ PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352, p. 156, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁰² MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁰³ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, p. 91, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

Cela dit, le Rapport Lavallée fait mention que l'adoption simple, en France ou ailleurs dans le monde, est utilisée plutôt pour des considérations marginales et étrangères à « l'établissement d'une véritable relation parentale »⁵⁰⁴. Dans cette perspective, il indique qu'au Québec, « [la] liberté de tester rend inutile le recours à l'adoption pour (sic) des fins successorales, [de même que] l'abolition des droits de mutations successorales également »⁵⁰⁵. Le Rapport Lavallée conclut qu'une forme modifiée d'adoption simple devrait être instaurée au Québec, l'adoption sans rupture du lien d'origine.

1.2.2.1 L'adoption sans rupture du lien d'origine

Considérée hybride⁵⁰⁶, ou à mi-chemin entre l'adoption simple et l'adoption plénière, l'adoption sans rupture du lien d'origine pourrait concerner notamment des enfants qui ne sont ni orphelins ni sans référence familiale, généralement plus âgés, qui ont besoin d'une famille pour grandir et dont le développement a parfois été compromis au sens de la *Loi sur la protection de la jeunesse*⁵⁰⁷. Cette forme d'adoption est pressentie comme une solution mieux adaptée à un grand nombre de situations. Les « adoptants se verraient confier l'exercice de tous les droits de l'autorité parentale »⁵⁰⁸. Les orientations Lavallée prévoient en outre l'imposition, si nécessaire, d'une évaluation psychosociale dans le cas d'un consentement spécial⁵⁰⁹ à l'adoption, peu importe l'adoption envisagée.

⁵⁰⁴ J. Rubellin-Devichi et J.-L. Baudouin, « Préface », dans Carmen LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, p. XV.

⁵⁰⁵ J. Rubellin-Devichi et J.-L. Baudouin, « Préface », dans Carmen LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, p. XV.

⁵⁰⁶ Rappelons que le consentement spécial permet l'adoption d'un enfant par une personne de la famille désignée par les parents de naissance. Voir l'orientation O.34 dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, p. 93, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁰⁷ L.R.Q., c. P-34.1.

⁵⁰⁸ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 92, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁰⁹ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 92, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

De plus, le rapport prévoit la possibilité d'une adoption sans rupture du lien d'origine pour une personne majeure, par un ex-conjoint⁵¹⁰, qui aurait joué un rôle parental durant la minorité de l'enfant de son ex-conjoint avec lequel il faisait vie commune. Outre cela, l'adoption sans rupture du lien de filiation est prévue dans les cas de l'adoption de l'enfant du conjoint, d'adoption intrafamiliale ou d'adoption d'un enfant plus âgé⁵¹¹.

Dans le Rapport Lavallée, l'adoption sans rupture du lien d'origine emprunte certains attributs de l'adoption simple tout en maintenant les repères identitaires liés à sa parenté de sang⁵¹². Avec cette nouvelle forme d'adoption, les liens généalogiques ne seraient pas brouillés et une famille pourrait être donnée à l'enfant qui en est dépourvu. L'adoption sans rupture du lien d'origine permettrait la conservation du nom⁵¹³ de la personne afin de refléter son identité à la naissance et un nouvel acte de naissance « [ferait] état de la filiation d'origine, à laquelle la filiation adoptive [serait] ajoutée »⁵¹⁴. Nul doute, cette forme d'adoption apparaît plus respectueuse des droits de la personne adoptée de connaître ses origines.

Cela dit, l'adoption sans rupture du lien d'origine permettrait de tenir compte des cas d'adoption de l'enfant du conjoint dont le parent est décédé et d'adoption intrafamiliale.

« L'adoption sans rupture du lien d'origine apparaît particulièrement attrayante dans certains cas d'adoption de l'enfant du conjoint. Il en est ainsi

⁵¹⁰ Voir l'orientation O.35, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 92, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵¹¹ Voir l'orientation O.36, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 92, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵¹² J. Rubellin-Devichi et J.-L. Baudouin, « Préface », dans C. LAVALLÉE, *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, p. XVI.

⁵¹³ « Le nom de l'adoptant est ajouté au nom de famille d'origine de l'adopté, à moins que le tribunal d'en décide autrement dans l'intérêt de l'adopté », voir l'orientation O.38, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 93, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵¹⁴ Voir l'orientation O.39, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 93, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

par exemple, lorsque le parent d'origine est décédé ou dans les cas d'adoption intrafamiliale. C'est également le cas pour les enfants plus âgés, placés en famille d'accueil, et qui refusent parfois d'être adoptés. Pour ces derniers, la coupure du lien de filiation d'origine apparaît inimaginable malgré une présence épisodique des parents d'origine dans leur vie. »⁵¹⁵

Dans ce type d'adoption, le parent adoptant est seul investi de l'autorité parentale (si la personne adoptée est mineure), sauf dans le cas de l'adoption de l'enfant du conjoint où ce parent et l'adoptant « sont tous les deux titulaires de l'autorité parentale »⁵¹⁶. Ce transfert est irréversible même en cas de décès. Finalement, le consentement de l'enfant à l'adoption peut être requis selon l'âge de la personne à adopter, tel que prévu actuellement pour l'adoption plénière.

Finalement, les orientations Lavallée précisent que le lien de filiation pourrait justifier « le maintien de certaines relations ou obligations⁵¹⁷ entre l'enfant et sa famille d'origine élargie »⁵¹⁸. En cas de conflit, le tribunal devrait :

« [Statuer] dans l'intérêt de l'enfant, après avoir tenté de concilier les parties. Les empêchements au mariage subsisteraient entre les deux familles et l'enfant. Les grands-parents d'origine ne pourraient se prévaloir de la présomption de l'article 611 du Code civil. Ils devraient donc fonder une éventuelle demande pour établir des relations personnelles, sur l'intérêt de l'enfant, et faire la preuve que celui-ci milite en faveur de leur demande. »⁵¹⁹.

⁵¹⁵ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 91, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵¹⁶ Voir l'orientation O.37, dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 93, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵¹⁷ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 92, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵¹⁸ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 92, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵¹⁹ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 94, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

Cela dit, il faut noter que « l'adoption sans rupture du lien d'origine [pourrait] être révoquée pour motifs graves à la demande de l'adopté majeur »⁵²⁰.

1.2.2.2 Les adaptations pour l'adoption internationale et les mises en garde

Afin de procéder à l'intégration de cette nouvelle norme d'adoption en droit québécois, le Rapport Lavallée présente trois orientations qui visent à anticiper ses répercussions en matière d'adoption internationale⁵²¹. Dans une telle matière, la plus importante est l'obligation de convertir l'adoption simple en adoption plénière.

Plusieurs orientations contribuent à particulariser cette nouvelle forme d'adoption. Pour comprendre la place d'une telle adoption dans le paysage législatif québécois, le Rapport Lavallée cible son utilisation :

« [Pour] l'enfant plus âgé, une modification radicale de son identité civile et la coupure juridique de tous les liens avec sa famille doivent être remises en question. Toutefois, [pour les experts consultés], il importe que la filiation d'origine soit significative dans la vie de l'enfant et non pas seulement pour les parents immédiats ou éloignés. En effet, il faut éviter de faire porter à l'enfant une double filiation, si la filiation d'origine n'est pas significative pour lui. Sa double filiation aurait alors simplement pour effet de lui rappeler son statut d'adopté ou un vécu traumatique antérieur. Il faut que sa double appartenance, qui se manifesterait aussi dans l'acte de naissance de l'adopté, serve l'intérêt de l'enfant. Il importe également de s'interroger sur les effets juridiques que devrait produire la survie de la filiation d'origine. »⁵²²

⁵²⁰ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 92, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵²¹ Les orientations O.42 (Les adoptions simples prononcées à l'étranger doivent continuer de faire l'objet d'une reconnaissance et d'une conversion en adoption plénière), O.43 (Des discussions doivent être entreprises avec des représentants du gouvernement fédéral. Des ententes particulières en matière de tutelle, de parrainage ou d'adoption sans rupture du lien d'origine devraient être envisagées afin de permettre l'immigration de ces enfants, dont le nombre est restreint) et O.44 (Que les démarches en vue de la mise en vigueur de la *Convention de La Haye* de 1996 soient poursuivies. Le groupe rejoint en cela la Fondation Charles-Coderre qui avait fait la même recommandation lors des Journées scientifiques qu'elle avait tenues en 2005), dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 92, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵²² MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 91, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

Par ailleurs, outre l'adoption sans rupture du lien d'origine, d'autres moyens pourraient répondre aux situations pour lesquelles il serait nécessaire de maintenir temporairement ou durablement le contact, entre une ou plusieurs personnes de la famille de naissance et la personne adoptée durant sa minorité. Nous résumerons d'abord l'adoption ouverte, puis la délégation de l'autorité parentale.

1.3 L'adoption ouverte

Nous avons déjà fait état de l'adoption ouverte au début de cette troisième partie. Nous rappellerons ici qu'au Québec, pour pallier l'absence de dispositifs autres que l'adoption plénière, les intervenants sociaux font parfois des ententes dans le but de prendre en compte les liens d'attachement de l'enfant adopté avec la famille de naissance. Cela dit, l'« adoption ouverte » est une expression dont il convient de mieux cerner la portée. D'abord, elle ne concerne pas l'adoption intrafamiliale ni l'adoption par la famille d'accueil dont on sait implicitement que les parties se connaissent.

« Considérer la question uniquement du point de vue de la connaissance préalable de l'identité des parties nous amènerait, une fois de plus à conclure que l'adoption québécoise est souvent ouverte. Toutefois, il s'agirait d'une adoption ouverte non pas en droit mais en fait, car dans la majorité des cas, l'enfant est adopté soit par un membre de sa famille, soit par sa famille d'accueil. Ces situations impliquent normalement une connaissance de l'identité de chacune des parties. »⁵²³

L'adoption ouverte, dans le sens des modifications législatives qui seraient demandées, concerne plutôt des relations personnelles à maintenir après l'adoption, entre la personne adoptée et des membres de la famille de naissance.

« Les demandes d'intégration de l'adoption ouverte dans le droit québécois concernent plus directement l'organisation des relations personnelles post-adoption. Elles proviennent des parents, des grands-parents ou de tiers qui désirent recevoir des informations sur l'enfant qui fait l'objet d'une adoption, ou maintenir des contacts avec lui. Elles peuvent aussi être présentées comme une condition à l'émission d'un consentement parental à l'adoption. Certes, certaines modalités ou pratiques antérieures à l'adoption, ne heurtent pas de plein fouet la nature de l'adoption plénière. Par contre, le maintien des contacts postadoption, peu importe la forme qu'ils revêtent, contrevient à la quintessence de l'institution. »⁵²⁴

⁵²³ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 35, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵²⁴ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe

Parmi les arguments rapportés par différentes études antérieures au Rapport Lavallée, en faveur de l'adoption ouverte, notons que les parents adoptants pourraient « plus facilement mesurer les différences entre eux et l'enfant et ainsi mieux s'adapter à la situation. Pour les partisans de l'ouverture, il ne sert à rien de dénier l'histoire et le vécu de l'enfant »⁵²⁵. De plus, l'adoption ouverte comporterait beaucoup d'avantages pour la personne adoptée.

« Pour les défenseurs de l'adoption ouverte, l'adopté serait celui qui tire le plus d'avantages de cette forme d'adoption. Le fait de connaître ses antécédents médicaux, les motifs de son adoption et ses origines faciliteraient le développement de l'identité de l'adopté. La connaissance de la vérité diminuerait l'insécurité chez l'enfant adopté ainsi que la croyance d'avoir été rejeté par ses parents biologiques. L'adoption ouverte assurerait un équilibre entre le besoin de l'enfant de connaître ses origines et son besoin de développer des liens affectifs avec sa famille adoptive. »⁵²⁶

Avant d'élaborer plus amplement sur la pertinence de l'adoption ouverte, soulignons que l'adoption ouverte est une pratique présente ailleurs dans le monde.

1.3.1 L'« open adoption » aux États-Unis et ailleurs

C'est aux États-Unis qu'ont été recensés les premiers écrits sur l'« open adoption ». D'après Agnès Fine, parmi les transformations majeures aux États-Unis et au Canada⁵²⁷, depuis une ou deux décennies, l'adoption ouverte est celle qui toucherait l'Europe avec un certain retard. Dans certains cas, il est constaté que les liens sont maintenus entre l'adopté et ses parents de naissance. Une certaine percée du secret des origines s'est même effectuée dans l'adoption d'enfants plus âgés.

de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 35, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵²⁵ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 36, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵²⁶ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 36, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵²⁷ La Loi ne prévoit aucune disposition à cet effet au Québec. L'Ontario a modifié sa législation sur les services à l'enfance et à la jeunesse en 2006 « (loi 210 du 27 mars 2006) pour introduire une « adoption avec ouverture ». Voir PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352, p. 306, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

« L'institution de l'adoption passe en effet d'un modèle « fermé », fondé sur les idées maîtresses de rupture totale du lien de filiation, d'anonymat des parties impliquées et de secret absolu des dossiers d'adoption comme des actes d'état civil originels, selon la définition qu'en donne D. Goubau à propos du Canada, à un modèle ouvert, connu aujourd'hui sous l'expression d'*open adoption*. »⁵²⁸

Cette pratique existe également dans certains pays de common law, tels que l'Angleterre, la Nouvelle-Zélande et l'Australie⁵²⁹. L'adoption ouverte peut regrouper plusieurs degrés d'ouverture ou de confidentialité : « confidentielles, semi-ouvertes ou ouvertes »⁵³⁰.

« L'adoption ouverte couvre une grande diversité de pratiques et représente un large éventail de possibilités. En effet, elle va de simples échanges de renseignements non nominatifs entre les membres du triangle adoptif, à des droits d'accès post-adoption accordés aux parents d'origine ou même à des tiers. »⁵³¹

L'adoption ouverte est également pratiquée au Canada.

1.3.2 L'« open adoption » au Canada

L'adoption ouverte, dérivée de l'adoption plénière, a cours dans l'ensemble des provinces canadiennes. Les pratiques de l'adoption ouverte dans les provinces de common law diffèrent notablement de celles du Québec. La principale distinction réfère au « placement direct », soit à la possibilité pour « la mère naturelle [de] choisir les

⁵²⁸ A. FINE, « Introduction » dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approche juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, Paris, L.G.D.J., 2000, 396, 5-20, p. 5.

⁵²⁹ Dans ces pays, l'adoption simple n'existe pas car elle est particulière aux pays de tradition « civiliste ».

⁵³⁰ « Les adoptions ouvertes confidentielles protègent l'anonymat des parties, mais les antécédents de chacune d'entre elles sont échangés. L'adoption semi-ouverte permet l'échange de photos, lettres ou cadeaux. Cette forme d'ouverture vise le plus souvent à transmettre aux parents d'origine des informations sur l'évolution de l'enfant adopté ou à organiser des rencontres préadoption. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, l'identité civile des parties n'est pas dévoilée. La dernière catégorie est qualifiée de complètement ouverte. Dans cette hypothèse, les parents adoptifs et naturels se connaissent. Ce peut être parce que le parent a choisi directement l'adoptant, ou parce que l'enfant a vécu chez l'adoptant avant l'adoption et que le parent naturel s'est prévalu d'un droit d'accès. MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 33, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵³¹ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 33, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

parents adoptifs à partir d'une liste non nominative contenant le profil des adoptants. Cette procédure est utilisée dans 54% des adoptions [...] [et] dans 13% des cas seulement, les adoptants et la mère naturelle échangent leur identité »⁵³².

Le Rapport Lavallée mentionne, concernant l'adoption plénière dite « ouverte », que « l'impact n'est pas forcément le même si l'ouverture consiste en l'échange d'informations par l'envoi d'une lettre annuellement ou si elle implique des contacts réguliers entre les membres du triangle adoptif »⁵³³.

1.3.3 L'adoption « ouverte » après une éventuelle réforme au Québec

Tenant compte de la nouvelle famille contemporaine, le Rapport Lavallée se prononce également sur les pratiques qui ont cours « officieusement » et qui découlent de l'absence d'autres dispositifs que l'adoption plénière. D'après le rapport, l'adoption ouverte est une entente entre les parents adoptants et les parents de naissance qui devrait être reconnue dans la nouvelle loi. Elle serait pertinente dans les cas où il est opportun de maintenir des contacts entre les familles de naissance et adoptive qui se connaissent déjà, s'il y va de l'intérêt de l'enfant. Le Rapport Lavallée mentionne également qu'en « cas de désaccord sur les modalités relatives au maintien ou non de relations personnelles entre l'enfant et un tiers, parent ou non, le tribunal doit rendre ses décisions dans l'intérêt de l'enfant après avoir favorisé la conciliation des parties »⁵³⁴.

⁵³² « L'autre forme la plus fréquente consiste, pour les adoptants et le parent naturel, à échanger des lettres et des informations sur une base régulière, mais par l'entremise de la personne ou de l'organisme qui a agi comme intermédiaire (32%). Dans 18% des cas, les parents adoptifs et naturels se rencontrent, mais sans échanger leur identité. », dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 34, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵³³ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 36, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵³⁴ Voir l'orientation O.52 dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 127, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

1.3.3.1 L'insuffisance de données et les répercussions de l'adoption ouverte

Pour conclure sur l'adoption ouverte, notons les conclusions d'une recension d'ouvrages scientifiques concernant l'impact de l'adoption ouverte, relativement à la personne adoptée⁵³⁵. Ces études proviennent d'environnements « sociaux et légaux différents de ceux du Québec où l'histoire de l'adoption, la philosophie sociale et l'organisation des services ne sont pas les mêmes »⁵³⁶.

« Les connaissances sur l'impact de l'adoption ouverte sur le développement et l'adaptation des adoptés restent parcellaires. Toutefois, les résultats semblent indiquer que le degré d'ouverture constitue un facteur relativement neutre en ce qui concerne l'adaptation et le développement de l'enfant. Les résultats obtenus montrent que la modalité d'ouverture de l'adoption n'a pas d'influence significative sur les diverses dimensions de l'adaptation socioaffective, ni sur l'estime de soi des enfants. [...] Il semble que tous les enfants se montrent intéressés à leurs origines, mais pas forcément aux mêmes aspects de la question, selon le degré d'ouverture de l'adoption dont ils ont fait l'objet. »⁵³⁷

⁵³⁵ En ce qui concerne les parents d'origine, et particulièrement la mère biologique : « Ces résultats démontrent que, d'une manière générale, les avantages pour les parents d'origine semblent être plus nombreux que les inconvénients », et en ce qui concerne les parents adoptants : « des chercheurs ont démontré que plus l'adoption est ouverte, moins les adoptants sont inquiets à l'idée de ne pas être reconnus comme les « vrais parents » et plus ils sont confortés dans leur rôle d'adoptants », dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 37-38-39, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵³⁶ « D'une part, les études recensées portent le plus souvent sur des adoptions réalisées par des agences privées d'adoption, lesquelles ne sont pas autorisées à agir en adoption québécoise. Elles peuvent aussi analyser des adoptions prononcées à la suite d'un placement direct par les parents d'origine dans la famille adoptive. Or, cette pratique est marginale dans les faits au Québec et elle est prohibée en dehors du contexte restreint de l'adoption intrafamiliale. D'autre part, les échantillons sont constitués majoritairement de nouveaux-nés (sic), alors que les enfants adoptés au Québec le sont plus tardivement. Cette situation implique qu'ils peuvent avoir vécu des expériences difficiles dans leur famille d'origine ou avoir fait l'objet de plus d'un placement. De plus, ces études portent principalement sur des adoptions prononcées à la suite d'un consentement parental à l'adoption. À l'opposé, le nombre de consentements est plutôt restreint en adoption québécoise où la très grande majorité des adoptions se réalisent à la suite d'une déclaration judiciaire d'admissibilité à l'adoption. », dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 39, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵³⁷ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 37, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

Le Rapport Lavallée note également que la recherche empirique sur l'adoption ouverte est récente et davantage centrée sur les parents de naissance et les adoptants⁵³⁸. Il faudrait donc mieux comprendre ses répercussions sur l'enfant dans un contexte québécois notamment avant d'en promouvoir la pratique.

Cela dit, le Rapport Lavallée propose huit orientations autour de l'adoption ouverte. Il s'agit de l'introduire officiellement⁵³⁹ dans le *Code civil du Québec* et de prévoir que cette disposition n'invalide jamais le consentement à l'adoption ou le jugement d'adoption. Des modalités de règlements de différends, par un mode alternatif, devraient également être prévues pour les parties à l'entente et, si un différend subsiste, le tribunal pourrait recourir à une évaluation psychosociale. L'adoption ouverte pourrait concerner un membre de la famille élargie, mais un tel accord de communication serait de nature consensuel.

1.4 La délégation judiciaire de l'autorité parentale

La délégation judiciaire de l'autorité parentale⁵⁴⁰ est la troisième voie d'amélioration vers la prise en compte des origines de la personne adoptée, après l'adoption sans rupture des liens d'origine et l'adoption ouverte. « [La] délégation judiciaire de l'autorité parentale apparaît comme un moyen alternatif à l'adoption lorsque l'objectif n'est pas de

⁵³⁸ « La recherche tend à démontrer des résultats positifs lorsque la pratique correspond à un choix, à la fois de la part des parents d'origine et des adoptants. L'aspect consensuel de la pratique semble primordial. [...] Selon les spécialistes, l'attitude des intervenants constitue un élément qui contribue à la réussite ou à l'échec de la mise en place d'une adoption ouverte. En effet, ils peuvent être appelés à jouer un rôle de médiateur ou d'intermédiaire pour favoriser le respect ou le renégociation de l'entente. » dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 40, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵³⁹ Les orientations O.1 et O.2 prévoient les modalités; l'orientation O.3 prévoit un processus de règlement de différends; O.4 la prise en compte des désirs et points de vue de l'enfant; O.5 l'intervention du tribunal qui entérine l'entente; O.6 les pouvoirs du tribunal en cas de besoin de conciliation des parties; O.7 « en aucun cas, la révision ou la révocation de l'entente de communication ne peut avoir pour effet d'invalider le consentement à l'adoption ou le jugement d'adoption; et O.8 prévoit que « les personnes qui ne peuvent être parties à l'accord de communication, par exemple un membre de la famille élargie, peuvent convenir avec les adoptants d'une entente relative à toute forme de communication, avec l'enfant ou entre eux. Toutefois, cette entente est de nature consensuelle. », dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 48-49, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁴⁰ Art. 597 à 612 C.c.Q.

donner une nouvelle filiation à un enfant »⁵⁴¹. Bénéfique à la personne adoptée, car respectueuse de ses origines et de son vécu avec sa famille, elle est principalement pressentie dans des situations d'adoption intrafamiliale ou d'adoption de l'enfant du conjoint. Elle permet notamment de respecter la filiation déjà établie⁵⁴².

Actuellement, en droit québécois, les parents de naissance assument deux rôles intimement liés soit la tutelle⁵⁴³ et l'autorité parentale jusqu'à la majorité de l'enfant⁵⁴⁴. Lorsqu'un tiers se voit attribuer l'un ou les deux rôles, c'est qu'aucun de ses parents n'est jugé apte à répondre aux besoins de son enfant.

« Actuellement, « seules la tutelle et l'adoption permettent à des tiers d'agir à titre de titulaire de l'autorité parentale sur un enfant. Ces institutions destinées à assurer la protection de l'enfant sont accordées dans les situations où le parent, s'il est vivant, n'est pas jugé apte à répondre adéquatement aux besoins de l'enfant mineur. »⁵⁴⁵

Depuis peu de temps seulement, une modification⁵⁴⁶ à la *Loi sur la protection de la jeunesse* permet au directeur « de s'adresser à la Cour du Québec afin de se faire nommer tuteur à un enfant qui se trouve dans l'une ou l'autre des situations prévues à l'article 207⁵⁴⁷ du *Code civil*. Le directeur peut également faire nommer à titre de tuteur

⁵⁴¹ G. BRETON, édimestre, « Les orientations proposées par le groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption », publié en ligne à [http://www.quebecadoption.ne/adoption/procedures/groupe_travail.html].

⁵⁴² Art. 579, al. 2, C.c.Q. Cependant, l'adoption, par une personne, de l'enfant de son conjoint ne rompt pas le lien de filiation établi entre ce conjoint et son enfant.

⁵⁴³ Art. 177 C.c.Q. « La tutelle est établie dans l'intérêt du mineur; elle est destinée à assurer la protection de sa personne, l'administration de son patrimoine et, en général, l'exercice de ses droits civils ».

⁵⁴⁴ « L'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation. », art. 598 C.c.Q.

⁵⁴⁵ G. BRETON, édimestre, « Les orientations proposées par le groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption », publié en ligne à [http://www.quebecadoption.ne/adoption/procedures/groupe_travail.html].

⁵⁴⁶ Art. 70.1 L.p.j. (*Loi sur la protection de la jeunesse*, L.R.Q. ch. P-34.1), en vigueur depuis le 7 juillet 2008, « Lorsqu'un enfant se retrouve dans l'une des situations prévues à l'article 207 du *Code civil* et que le directeur a pris sa situation en charge, ce dernier peut demander au tribunal de se faire nommer tuteur ou de faire nommer toute personne qu'il recommande pour agir comme tuteur s'il considère que la tutelle est la mesure la plus susceptible d'assurer l'intérêt de l'enfant et le respect de ses droits. » publié en ligne à [http://www.canlii.org/fr/qc/legis/lois/lrq-c-p-34.1/derniere/].

⁵⁴⁷ « Le directeur de la protection de la jeunesse ou la personne qu'il recommande pour l'exercer peut aussi demander l'ouverture d'une tutelle à un enfant mineur orphelin qui n'est pas déjà pourvu d'un tuteur, à un enfant dont ni le père ni la mère n'assument, de fait, le soin, l'entretien ou l'éducation, ou à un enfant qui serait vraiment en danger s'il retournait auprès de ses père et mère ».

toute personne qu'il recommande pour exercer cette charge »⁵⁴⁸. Cette autre personne peut être la famille d'accueil ou un membre de la famille élargie de l'enfant. Il s'agit d'un premier pas dans le sens d'une délégation judiciaire de l'autorité parentale lorsque le développement de l'enfant n'est pas compromis. Ceci permet de conserver les repères identitaires de l'enfant.

« Le législateur confirme par ces dispositions qu'un mineur qui est pris en charge par d'autres personnes que ses parents n'est pas un enfant dont la sécurité ou le développement est considéré comme compromis. La révision de l'article 38a de la *Loi sur la protection de la jeunesse*, qui définit la notion d'abandon, confirme cette interprétation. La sécurité ou le développement d'un enfant est considéré comme compromis si ses parents « sont décédés ou n'en n'assument pas de fait, le soin, l'entretien et l'éducation et que, dans ces deux situations, ces responsabilités ne sont pas assumées, compte tenu des besoins de l'enfant par une autre personne. »⁵⁴⁹

Cette façon de faire ouvre la porte à plusieurs remaniements législatifs. Nous verrons auparavant que la France utilise également la délégation judiciaire de l'autorité parentale. Pour sa part, le Rapport Lavallée suggère également de rendre accessible la délégation judiciaire de l'autorité parentale notamment aux membres d'une même famille.

1.4.1 L'exemple de la France

La France utilise la délégation de l'autorité parentale dans un contexte plus élargi qu'au Québec. Ses « principes sont les mêmes qu'en droit québécois »⁵⁵⁰ quant à l'exercice conjoint de l'autorité parentale et la coparentalité.

⁵⁴⁸ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 96, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁴⁹ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 96, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁵⁰ « L'autorité parentale en France est fondée sur les mêmes principes qu'en droit québécois. Elle repose sur la place prépondérante accordée aux parents par le législateur. Le Code civil français consacre donc le principe de la coparentalité et de l'exercice conjoint de l'autorité parentale », dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 98, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

Au Québec, des parents peuvent, par une délégation écrite, « confier la garde, la surveillance et l'éducation d'un enfant à ses grands-parents »⁵⁵¹. Les parents québécois demeurent toujours titulaires de l'autorité parentale et le délégataire ne peut exercer que les pouvoirs qui lui ont été délégués.

En France, les père et mère peuvent partager l'autorité parentale avec un tiers. Cette décision doit être entérinée par le tribunal.

« Une autre différence importante existe entre la délégation française de l'autorité parentale et la délégation québécoise. Elle réside dans le fait que la première permet le partage de l'exercice de l'autorité parentale par les père et mère ou l'un d'eux avec un tiers délégataire. Ce partage peut être partiel ou total (377-1 C.c.F). Dans cette délégation partagée, les parents ou l'un d'entre eux, ne renoncent pas à l'exercice des attributs de l'autorité parentale partagés, contrairement à une délégation complète. »⁵⁵²

Le partage, consenti par les deux parents, peut être partiel ou total. Pour les actes graves, le consentement des deux parents est nécessaire.

« Le consentement des deux parents est toujours nécessaire pour qu'il y ait partage de l'exercice de leur autorité avec un tiers, peu importe que le partage soit partiel ou total. Dans ce mode de partage, tous les détenteurs (le ou les parents et le tiers) peuvent accomplir tous les actes nécessaires à l'exercice de l'autorité parentale. Chacun sera réputé agir avec l'accord de l'autre ou des autres, comme lorsque les père et mère exercent conjointement l'autorité parentale. Plusieurs personnes exercent donc en même temps les attributs de l'autorité parentale auprès de l'enfant. Cependant, seuls les parents sont titulaires des droits de l'autorité parentale. En outre, l'accord des parents est tout de même requis pour tous les actes graves qui ont des répercussions importantes ou à long terme sur l'enfant. »⁵⁵³

En France, comme au Québec, le tribunal peut restituer le plein exercice de l'autorité parentale au père ou à la mère. « [La] délégation ne fait jamais perdre aux père et mère

⁵⁵¹ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 97, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁵² MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 99, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁵³ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 99, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

ou à l'un d'eux la fonction de titulaire de l'autorité parentale. Le tribunal peut donc restituer aux parents ou à l'un d'eux le plein exercice de l'autorité parentale. »⁵⁵⁴.

1.4.2 Les situations privilégiées par le Rapport Lavallée

Le Rapport Lavallée a pris en compte les bénéfices de la délégation judiciaire de l'autorité parentale, d'après le modèle français notamment, et l'a circonscrite à un nombre limité de situations. Un parent pourrait consentir à son conjoint⁵⁵⁵ de partager l'exercice de ses droits d'autorité parentale, pourvu que l'autre parent y consente également, soit parce que ce dernier n'est pas décédé, qu'il n'a pas été déchu de ses droits d'autorité parentale ou qu'il n'est pas dans l'impossibilité de manifester sa volonté. « À l'égard des tiers de bonne foi, le délégataire qui accomplit seul un acte de l'autorité parentale est réputé agir avec l'accord du ou des parent(s) de l'enfant. »⁵⁵⁶

Également, il pourrait y avoir une attribution judiciaire volontaire⁵⁵⁷ ou forcée de l'exercice des droits d'autorité parentale en faveur d'un ascendant de l'enfant, d'un parent en ligne collatérale jusqu'au troisième degré ou du conjoint de cet ascendant ou parent. Lorsque volontaire, le consentement de l'autre parent est requis, selon les conditions déjà énumérées. La délégation de l'autorité parentale n'entraînerait pas un abandon⁵⁵⁸ au sens du *Code civil du Québec*⁵⁵⁹.

⁵⁵⁴ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 99, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁵⁵ L'orientation O. 45 « Prévoir la possibilité pour le parent d'un enfant de partager, au moyen d'une délégation judiciaire, l'exercice de ses droits d'autorité parentale avec son conjoint. Si la filiation de l'enfant est établie à l'égard de ses deux parents, le consentement de l'autre parent est nécessaire à un exercice partagé des droits d'autorité parentale, à moins qu'il ne soit décédé, qu'il ait été déchu de ses droits d'autorité parentale ou qu'il soit dans l'impossibilité de manifester sa volonté », dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 101, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁵⁶ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 101, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁵⁷ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 102, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁵⁸ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe

Le Rapport Lavallée fait cependant une mise en garde : celle de ne pas étendre la délégation parentale à des tiers autres que les personnes énumérées précédemment. Le tout afin de ne pas installer une situation de fait que le tribunal serait obligée de reconnaître et qui aurait fait indirectement ce que la loi interdit directement.

« Par ailleurs, la délégation totale à un tiers, choisi par le parent, sur une longue période, pourrait favoriser le placement à un tiers dans le but d'une éventuelle adoption par celui-ci. Cette situation placerait le directeur de la jeunesse devant le fait accompli. Elle l'obligerait à reconnaître ce tiers comme adoptant pour ne pas briser les liens d'attachement ayant pu se créer entre l'enfant et lui. Cela ne serait-il pas une façon détournée de procéder à des placements directs, pourtant interdit au Québec, et de faire indirectement ce que la loi interdit de faire directement? Au surplus, une telle délégation ne favoriserait-elle pas le placement, par des parents en difficulté, de leur enfant, et cela, en vue d'éviter l'intervention du Directeur de la protection de la jeunesse? »⁵⁶⁰

Ainsi, « limitée aux membres de la famille immédiate de l'enfant »⁵⁶¹, la délégation judiciaire de l'autorité parentale pourrait permettre aux grands-parents d'assumer la charge d'un de leurs petits-enfants. « La possibilité de délégation s'étendrait à tous les enfants, y compris ceux qui ne sont pas sous la protection du Directeur de la protection de la jeunesse. »⁵⁶² Ce dispositif légal serait de toute évidence un bon moyen lorsque la personne en besoin de protection a une filiation établie. Cela éviterait que les repères généalogiques soient brouillés, comme le fait actuellement l'adoption intrafamiliale.

Conclusion – La réforme de l'adoption orientée

Les mécanismes de l'adoption plénière au Québec n'ont pas été revus depuis 1991. Le Royaume-Uni, depuis 2005, et l'Ontario, depuis le 1^{er} juin 2009, ont choisi de

de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 101, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁵⁹ Article 559 C.c.Q.

⁵⁶⁰ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 101, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁶¹ MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 101, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

⁵⁶² MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 101, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

reconnaître un droit aux origines. Ce droit tient compte du droit à la vie privée de la famille de naissance. Les parties du triangle adoptif sont avisées que les origines pourront être divulguées éventuellement à la personne adoptée, à moins que, comme cela est le cas en Ontario, un veto de refus ait été enregistré avant le 1^{er} septembre 2008. La France, pour sa part, fait le constat que l'adoption simple devrait être privilégiée pour favoriser l'adoption des enfants dont le développement est compromis. Elle conclut à l'importance des origines en créant le C.N.A.O.P. et la fonction de Défenseure de l'enfant.

Au Québec, le Rapport Lavallée constate que l'adoption plénière devrait être réservée aux enfants en besoin de filiation quand les liens avec leur famille ne sont pas significatifs. L'adoption simple, un mécanisme à introduire dans la législation, serait particulièrement pertinente dans le cas d'une adoption intrafamiliale. L'adoption simple ne trouverait pas application au Québec, dans la formulation française, à cause des particularités relatives aux droits héréditaires et à l'obligation alimentaire propres à la France. Il s'agirait plutôt de prioriser une adoption sans rupture du lien d'origine.

Outre l'adoption plénière et l'adoption simple, l'adoption ouverte et la délégation de l'autorité parentale sont d'autres mesures valables pour autant qu'elles soient encadrées par loi pour l'une et remaniée pour l'autre. La délégation de l'autorité parentale trouverait application principalement pour un membre de la famille de naissance ou pour un nouveau conjoint dans la vie d'un parent de naissance. Dans ce dernier cas, le critère à prendre en compte est le besoin de reconnaître ou de favoriser une contribution de sa part vis-à-vis de l'enfant, sans que la filiation de l'enfant soit remise en question par rapport à un parent de naissance. Dans tous les cas où des difficultés surviendraient, le tribunal serait habilité à intervenir pour s'assurer de l'intérêt de l'enfant.

Cela dit, dans les prochaines lignes, nous résumerons les éléments saillants de ce mémoire qui appuient l'urgence d'une réforme. Ensuite, nous soumettrons au lecteur quelques fondements d'un droit inconditionnel aux origines pour la personne adoptée basés notamment sur les droits fondamentaux de la personne des chartes canadienne et québécoise.

CONCLUSION GÉNÉRALE

D'après ce que nous avons déjà entrevu, l'œuvre législative concernant le droit de l'adoption au Québec doit être repensée pour tenir compte des enseignements de la science et de l'évolution de la société, en regard de la « nécessité vitale » pour chaque individu de connaître ses origines. Pour pallier les situations diverses qui compromettent la vie ou le développement de l'enfant, plusieurs remèdes devraient être disponibles. Ils devraient pouvoir répondre aux besoins des petits enfants comme des plus âgés, à ceux qui sont sans filiation ou qui connaissent déjà leur famille de naissance.

Plusieurs législateurs étrangers ont déjà pris acte du besoin de la personne de connaître ses origines à des fins identitaires et, durant la dernière décennie, ont commencé à lui donner une assise juridique plus solide.

En ce qui concerne le Québec, les remaniements législatifs proposés nous semblent insuffisants parce qu'ils ne prennent pas en compte « l'intérêt primordial de l'enfant », pour reprendre l'expression de Virginie Voisin⁵⁶³. Les modifications ne garantissent pas la primauté de la connaissance des origines de la personne adoptée. Elles n'infirment en aucun cas le caractère confidentiel⁵⁶⁴ du dossier d'adoption dont la connaissance est possible seulement si diverses conditions sont rencontrées.

Dans les prochaines pages, nous résumerons certains des éléments scientifiques qui constituent les assises d'un véritable droit à la connaissance des origines pour la personne adoptée. Finalement, nous amorcerons un questionnement sur l'importance des origines dans la perspective d'un droit fondamental de l'enfant, que nous ne pouvons qu'effleurer dans le cadre de ce travail. À l'intérieur de ces rubriques, nous ferons ressortir succinctement certaines limites perçues dans les pratiques ou

⁵⁶³V. VOISIN, *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, 2004, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, p. 470.

⁵⁶⁴Voir l'orientation O.22 dans MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135, p. 73, publié en ligne à [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml].

orientations présentées antérieurement et ce qui pourrait être significatif pour repenser l'adoption québécoise.

a. Les principaux constats

Il ressort notamment que le secret des origines relève d'une dualité entre la satisfaction des besoins de l'enfant et les aspirations parentales de l'adulte. Nous savons également qu'un des postulats à la base de la loi québécoise et d'autres législations similaires est que la rupture totale avec la famille de naissance et le secret des origines permettent aux parents adoptifs de mieux s'investir dans le projet parental et de contrer toute tentative de reprise des parents de naissance.

À la lumière des changements survenus dans la société, nous pensons que les prémisses qui ont justifié l'instauration de la confidentialité des dossiers ne sont plus fondées et qu'elles servent d'autres fins que l'intérêt de l'enfant. La personne adoptée subit un préjudice à cause de ce manque de transparence.

a.1 L'histoire récente de la confidentialité des dossiers

L'histoire juridique de l'adoption au Québec met en évidence l'existence d'un seul mécanisme légal, mis en place en 1924, l'adoption plénière, qui crée une rupture définitive et irrévocable entre la personne adoptée et sa famille de naissance. Ce dispositif a été assorti de la confidentialité des dossiers en 1969, ce qui signifiait que l'adoption plénière serait dorénavant un mécanisme complètement fermé. En 1991, avec l'adoption du nouveau *Code civil du Québec*, le législateur a prévu la possibilité de retrouvailles dont le fonctionnement repose sur une base consensuelle, soit le consentement de toutes les parties concernées, selon l'âge de la personne adoptée au moment de la mise en place du processus.

Depuis ce temps, l'immobilisme du législateur a encouragé les intervenants sociaux à conclure des ententes en marge du droit, ce qui permet, dans certains cas, de qualifier l'adoption plénière, d'adoption ouverte ou, dit autrement, d'adoption plénière avec ouverture. Cette forme d'adoption ne possède aucune assise juridique et contrevient à l'esprit de la loi.

a.2 La laïcisation de l'État au service des couples stériles

À l'origine organisée par les communautés religieuses, l'adoption est très souvent intrafamiliale. La famille adoptive est issue de la parentèle de naissance et connaît donc l'identité des parents biologiques, ou au moins de l'une d'entre elles. Cette dernière est souvent révélée lorsque la personne est plus âgée et que les parents adoptifs jugent la personne capable de recevoir l'information.

Or, au milieu du XXe siècle, après deux guerres mondiales, l'État réalise qu'il doit consacrer des ressources considérables pour aider au fonctionnement des œuvres religieuses vouées à la protection de l'enfance et à la prévention de la délinquance juvénile. Il souhaite alors faire adopter un plus grand nombre de ses pupilles et pour ce faire, organise progressivement le délestage de cette mission remplie par les communautés religieuses. Il déclenche alors une véritable guerre idéologique avec le clergé de l'époque car l'Église souhaite garder la mainmise sur la transmission de valeurs dont le principe de l'autorité paternelle et l'importance de la généalogie. Supportée par la population qui souhaite une séparation plus nette entre ses pouvoirs et ceux de l'Église, survenue en Europe, durant le siècle précédent, l'État entame un processus de laïcisation, pressé par des couples stériles, mariés en ce temps-là, désireux de devenir des parents adoptifs.

Bien que les tribunaux soient rarement intervenus pour « retourner l'enfant dans sa famille de naissance » après une rupture définitive garantie par l'adoption plénière, les parents adoptifs ont réclamé du législateur qu'il renforce l'adoption plénière notamment par la confidentialité des dossiers judiciaires et administratifs. La discrétion des membres de la famille de naissance a été remplacée par celle des intervenants sociaux qui se sont vite multipliés, vu le nombre d'enfants concernés et l'enjeu du secret ou de la confidentialité. Cela a contribué au développement de cette profession. Les intervenants sociaux se sont trouvés « contrôleurs » du respect de la fermeture de l'adoption soit des dossiers confiés à l'appareil bureaucratique gouvernemental. Ils ont donc contribué à rendre accessible en quelque sorte l'adoption et dirigé en masse des enfants vers des familles étrangères à la famille de naissance. Les fondements de cette prise de position ont été très peu questionnés, si ce n'est que par les ententes « d'ouverture », assez récentes et en marge des cadres juridiques formels, auxquelles nous faisons référence précédemment. Une éventuelle réforme pourrait peut-être

constituer un réel défi compte tenu de cette pratique, vieille de près d'un demi-siècle en matière de confidentialité ou de secret, et d'un changement de rôle dans l'approche privilégiée. Cette dernière reposerait sur d'autres enseignements, notamment ceux issus de l'anthropologie.

a.3 L'enfant cadeau pour la circulation d'enfants ou de statuts parentaux

L'anthropologie nous révèle que l'enfant est souvent considéré comme un cadeau. À l'origine, dans les sociétés archaïques, l'enfant « donné » n'est jamais bien loin de ses parents de naissance et, en cas de coup dur, il est pris en charge par sa famille élargie ou une autre famille qui entretient avec elle des échanges étroits. Dans ce contexte, l'enfant connaît son père et sa mère de naissance, mais ce ne sont pas toujours eux qui l'élèvent. Des figures significatives, sa culture et ses racines sont présentes.

Dans les sociétés contemporaines occidentales, l'anthropologie nous révèle que l'adoption, lorsqu'elle rompt les liens avec la famille de naissance, tend à nous faire croire que l'individu est sans attache et qu'aucun lien ne peut altérer son identité. Cette subjectivation de l'enfant contribue à l'éclatement de l'adoption⁵⁶⁵. L'adoption s'articule autour d'une dimension individualisante de l'intérêt de l'enfant⁵⁶⁶.

L'anthropologie utilise l'expression « circulation d'enfants » pour parler des déplacements effectués lorsque des perturbations interfèrent dans la vie de ces derniers et les amènent vers de nouvelles figures parentales ou ressources. Avec les nouveaux modèles de conjugalité notamment, lorsqu'on veut « se faire famille », l'enfant est incontournable pour que l'adulte puisse tantôt devenir père, mère, beau-père, belle-mère, père adoptif, mère adoptive. L'enfant redevient le cadeau convoité. Un même enfant peut connaître une quantité de personnes qui revendiquent ces différents rôles auprès de lui pour prétendre à la parenté ou à la parentalité. Ce faisant, depuis quelques années, les auteurs cités concluent à une circulation de statuts parentaux, aboutissement d'un phénomène de qualification/disqualification du parent de naissance.

⁵⁶⁵Selon l'expression de F.-R. Ouellette, voir notre section I.A.5.3.2.

⁵⁶⁶Selon l'expression de F.-R. Ouellette, voir notre section I.A.5.3.2.

a.4 L'individualisation et l'individuation

La réalité contemporaine occidentale québécoise, par le biais d'une perspective sociologique, révèle notamment que les processus d'individuation et d'individualisation commandent que l'enfant ait un nom, qu'il soit considéré unique et interchangeable. Depuis quelques décennies, l'adoption permet de masquer les repères identitaires de l'enfant pour servir une fiction juridique destinée à lui garantir la stabilité d'une famille. Le fait d'altérer complètement son nom et de ne pas lui révéler l'identité de ses père et mère de naissance, ne serait-ce qu'à la majorité, le prive de son individualité, peut compromettre son développement, brouiller sa quête identitaire et de sens de la vie. La personne adoptée même majeure n'a pas la possibilité de retrouver ses origines à moins de s'inscrire dans un processus consensuel de recherche qui, nous le constatons dans notre législation, entretient un mythe égalitaire dans le traitement des enfants et de leurs différents intérêts.

Cela dit, notre époque consacre l'individualisme comme valeur. La personne adoptée voit ses besoins concurrencés par les besoins de ceux qui la convoitent. L'enfant est vulnérable face aux besoins des adultes désireux d'être parent, de fonder une famille ou de réaliser un projet parental. L'histoire se répète. Les adultes trouvent une oreille attentive auprès de l'État qui constate notamment un taux de natalité insuffisant. Ce faisant, ce dernier modifie ses lois pour répondre au désir d'enfant manifesté par de nombreux aspirants au rôle de parent et à la parentalité. À cause de l'adoption plénière, qui occulte l'acte reproductif de l'homme et de la femme, la personne adoptée voit sa venue au monde reléguée comme un acte intemporel et affectif, une vérité manipulable au gré des désirs des adultes. Dans un projet parental, les partenaires dans l'acte reproductif bénéficient d'une année de réflexion pour revendiquer une filiation biologique ou consacrer une parentalité définitive en faveur du tiers concerné. La personne adoptée n'a pas la possibilité de choisir, elle, dans sa condition de « petit d'homme ». Elle jouit d'un statut diminué par le secret des origines ou le non-dit utilisé pour dissimuler ses origines. Le vocabulaire est tronqué pour mieux dissimuler l'acte reproductif et, par le fait même, l'humanité de ses origines. Ces constats s'appuient également sur des données psychologiques.

a.5 Les origines façonnent l'être

D'après les enseignements tirés de la psychologie, il est indéniable que l'enfant est façonné par les personnes qui l'ont entouré depuis sa conception et que la vie intra-utérine laisse des empreintes dans le conscient ou l'inconscient de la personne. La nécessité de connaître ses origines fait partie des éléments ressentis par elle à des degrés variables. La capacité de résilience se construit en début de vie et pourrait suggérer que le secret des origines n'a pas d'impact. Or, il n'en est rien. L'importance relative du secret des origines se manifeste non seulement dans le cheminement du développement de la personne mais également dans l'actualisation de cette dernière, comme cela est démontré notamment par diverses sciences, la généalogie, la génétique, l'hérédité et des manifestations psychologiques dont les archétypes, les troubles de filiation et d'autres maladies. Finalement, il ne faut pas négliger de prendre en compte les changements notables survenus dans la société dont le profil des personnes à adopter concernées.

a.6 Les caractéristiques des enfants adoptables et la société changées

Les enfants adoptables ne sont plus des enfants sans filiation ou en très bas âge. Si le besoin de protection des enfants du Québec peut surgir suite au décès de leurs parents, à l'absence de tuteur ou d'une situation de compromission, cette dernière situation représente la majorité des enfants disponibles pour l'adoption.

Les enfants adoptables qu'ils soient handicapés ou frappés par la négligence, le manque de soins, d'entretien et d'éducation de leur famille de naissance ont créé des liens avec des personnes significatives. Pour les personnes conscientes de ces réalités en matière de protection de l'enfance notamment, l'adoption plénière est un moindre mal faute d'autres dispositifs pour consacrer une prise en charge affective et matérielle adéquate par de nouveaux adultes responsables. Cela dit, il appert qu'il faudrait concevoir une autre forme d'adoption qui prendrait en compte notamment les situations où le secret des origines ne peut exister, que ce soit pour les liens à maintenir ou pour les liens qui ont existé.

a.7 La connaissance du statut de personne adoptée

La révision des mécanismes de l'adoption doit rompre avec le secret des origines de la personne adoptée et prévoir que cette dernière soit informée très tôt dans sa vie.

Découlant des sciences résumées précédemment, la connaissance de ses origines peut engendrer les tourments d'une quête identitaire qui peuvent perdurer tout au long de la vie de la personne adoptée. C'est pourquoi le droit de l'adoption doit faire primer le droit à la connaissance des origines de la personne adoptée, lorsqu'elle le demande, sur le droit de la famille de naissance.

Dans les lignes qui suivent, nous donnerons les principales avenues qui pourraient permettre la connaissance des origines à partir des mécanismes actuels de l'adoption plénière, de l'adoption ouverte et de la délégation de l'autorité parentale. Nous tenterons ensuite de dégager les fondements juridiques de ce qui pourrait devenir un droit fondamental à la connaissance des origines pour la personne adoptée.

b. La réforme : la connaissance de son statut et de ses origines

L'adoption est l'un des mécanismes qui crée la filiation au Québec. Le propos de ce mémoire ne portait pas sur la filiation ou sa symbolique et, conséquemment, il n'est pas pertinent d'insister sur les nouvelles façons de créer la filiation, en lien avec la connaissance des origines. Cela dit, nous noterons seulement qu'un mécanisme tel qu'une adoption sans rupture des liens d'origine mériterait d'être étudié notamment mais non limitativement lorsqu'il est question d'enfants plus âgés.

En ce qui a trait à la question principale dont traite ce mémoire, nous réitérons que le droit de l'adoption ne répond pas aux exigences du Québec contemporain. En conséquence, le législateur devrait procéder à l'insertion du principe de la connaissance des origines notamment comme fondement de l'identité de la personne adoptée. La réforme à entreprendre n'aurait pas pour but de remettre en question ou de fragiliser les liens affectifs qui se sont développés depuis l'adoption plénière dans la vie de la personne adoptée. Nous noterons à cet effet que, comme tout construit social, les liens créés par l'adoption ont cette nature particulière qu'ils sont et dépendent d'éléments éminemment subjectifs et conjoncturels, suivant l'histoire de chaque personne adoptée concernée au sein de sa famille adoptive.

Cela dit, la prise en compte de la connaissance des origines permettrait de redonner aux liens de sang leurs dimensions singulières et humaines dans la vie de la personne adoptée. Les constats scientifiques mis au jour par le présent mémoire justifient sans

conteste et sans attendre une réforme du droit de l'adoption axée sur la primauté de la connaissance des origines pour la personne adoptée sur les droits des autres protagonistes impliqués dans l'adoption.

b.1 La primauté de l'enfant quant à son identité fondamentale

Dans sa thèse de doctorat, où il est question notamment de l'adoption, Deborah Anne Schorno⁵⁶⁷, écrit que « [la filiation] rattache l'individu à un groupe. Elle n'est pas toujours le reflet fidèle de la réalité biologique. »⁵⁶⁸ Cette dernière est, selon Schorno, « une vérité fondamentale et peut-être la dernière frontière naturelle que la science n'a pas (encore) réussi à franchir »⁵⁶⁹. S'inspirant de divers auteurs, elle conclut que « les règles relatives à la filiation, initialement destinées à assurer le renouvellement et l'agencement harmonieux des membres de la société qu'elles servaient, sont de plus en plus conçues comme des moyens de concrétiser la volonté individuelle en une réalité reconnue par les tiers »⁵⁷⁰.

Dans ce contexte, la loi qui assujettit la connaissance des origines de la personne adoptée au consentement de son parent de naissance démontre qu'elle a pris le parti de ce dernier. L'impact de « la » condition sur la personne adoptée, soit le consentement du parent de naissance, limite l'étendue d'un droit à la connaissance des origines et relègue au second rang l'intérêt primordial de la personne adoptée.

La confidentialité des dossiers judiciaires et administratifs, qui entretient le secret des origines, empêche la personne adoptée de jouir d'une filiation réaliste. D'aucuns prétendront que l'adoption est précisément une fiction juridique et sociale. Aujourd'hui, à cause de la science, nous devons constater que cette fiction a franchi une limite inacceptable étant donné l'impact du secret des origines sur la personne adoptée. Si

⁵⁶⁷Pour mieux comprendre les nuances entre les définitions d'engendrement, filiation et parentalité, voir D. A. SCHORNO, D. A., « *Procréation assistée et filiation : Enjeux et solutions en Suisse et au Québec* », mémoire de maîtrise, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, 2007, p. 4-8.

⁵⁶⁸D.A. SCHORNO, « *Procréation assistée et filiation : Enjeux et solutions en Suisse et au Québec* », mémoire de maîtrise, Montréal, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, 2007, 126, p. 4.

⁵⁶⁹D.A. SCHORNO, « *Procréation assistée et filiation : Enjeux et solutions en Suisse et au Québec* », mémoire de maîtrise, Montréal, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, 2007, 126, p. 4.

⁵⁷⁰D.A. SCHORNO, « *Procréation assistée et filiation : Enjeux et solutions en Suisse et au Québec* », Mémoire, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, 2007, p. 4.

elle doit demeurer, l'adoption plénière doit être cohérente avec l'objectif de protection de l'enfant. Elle peut entraîner une rupture avec la famille de naissance, elle ne peut causer une rupture entre les fondements identitaires et la personne adoptée à qui ils se rattachent. La filiation adoptive, établie à partir d'une vérité biologique absente, n'est pas loin de suggérer que la personne adoptée n'avait pas le droit d'être respectée dans ses fondements les plus profonds. Puisqu'il s'agit de l'identité fondamentale de la personne adoptée, cette dernière devrait pouvoir connaître la vérité sur ses ascendants biologiques et les liens qui l'ont façonnée sans qu'elle ait à obtenir, une fois devenue majeure, le consentement de l'un ou l'autre de ses parents de naissance. Comme nous le verrons plus loin, les limites imposées à ce droit plus fondamental que les autres ne sont pas raisonnables dans la société d'aujourd'hui.

b.2 Le nom : élément des processus d'individuation et d'individualisation

Nous savons que dès le tout début de sa vie, l'être humain développe et jouit d'une certaine conscience de lui-même parce qu'il a un nom. Ce nom le situe dans le monde comme un être unique et, peu après la naissance, comme un distinct de ce qui l'entoure. Rappelons que le processus d'individuation réfère au nom de naissance dont il a hérité aussitôt qu'il a été « nommé » dans le langage de la mère et l'entourage de cette dernière. Nous sous-estimons l'importance d'un changement de nom même lorsque l'enfant est très jeune.

Dans cet ordre d'idées, le législateur devrait prendre en compte que cela est vrai même pour l'enfant qui a vécu avec sa famille de naissance avant qu'il ait l'usage de la parole. D'après les auteurs cités dans nos pages consacrées à la psychologie, le nom situe la place de la personne dans l'humanité, il donne accès à une partie de l'histoire de la personne adoptée et l'aide dans sa quête identitaire. Face aux tiers et même face aux parents de naissance, nous pourrions comprendre que ces informations ne devraient pas être révélées sans le consentement de la personne adoptée. Si ces informations doivent demeurer cachées, elles devraient être disponibles pour la personne adoptée majeure auprès d'un organisme chargé d'en garantir l'accessibilité à l'intérieur d'un registre d'adoption à l'intention de la personne adoptée.

Cela dit, une réforme des mécanismes de l'adoption devrait reléguer le secret des origines pour la personne adoptée au rang des archaïsmes, comme une étape qui a

jalonné un long parcours pour en arriver à une pleine reconnaissance des droits de l'enfant.

b.3 L'adoption plénière ouverte : une voie pas assez balisée

À l'instar du Rapport Lavallée, nous croyons que les bénéfices d'une adoption ouverte devraient être mieux documentés pour comprendre l'intérêt de l'enfant à maintenir les contacts avec ses parents de naissance, selon ses différents âges.

Une adoption « ouverte » devrait être encadrée par le législateur. Ce dernier devrait réfléchir à l'opportunité de permettre, à partir de l'adoption plénière, l'intégration d'un dispositif susceptible de prendre en compte les besoins de l'enfant à maintenir des contacts avec certains membres de sa famille de naissance. La décision devrait nécessairement être laissée au tribunal qui devrait juger dans l'intérêt primordial de l'enfant de maintenir des liens significatifs avec certains membres la famille de naissance.

b.3.1 L'adoption plénière : priorité au respect de la généalogie

À y regarder de plus près, la plupart des enfants adoptables au Québec et ceux en provenance de pays étrangers ont une filiation déjà établie à l'égard d'au moins un parent de naissance⁵⁷¹. Pour tous ces enfants, l'adoption plénière et le placement en famille d'accueil sont les principales solutions.

Nous savons que l'adoption plénière⁵⁷² induit des brouillages généalogiques lorsque les adoptants sont issus de la famille de naissance. Elle nécessite, par exemple, la suppression de liens existants lorsqu'on veut reconnaître l'implication justifiée du nouveau conjoint. Lorsque l'un ou l'autre des conjoints est absent, séparé ou divorcé ou encore, désengagé de fait pour ainsi dire, ces dernières situations ne devraient plus être dirigées vers l'adoption plénière. Une solution nouvelle telle que l'adoption sans rupture du lien d'origine pourrait répondre aux intérêts de l'enfant qui a besoin d'un foyer stable mais dont les attaches tiennent compte de la réalité vécue avec sa famille de naissance.

⁵⁷¹ Rappelons que, parmi eux, plusieurs enfants sont en attente de mesures de protection, suite à des situations de compromission et d'autres, moins nombreux, suite au décès des parents et une absence de tuteurs.

⁵⁷² Il pourrait s'agir d'une personne en faveur de laquelle la délégation de l'autorité parentale avait été déléguée ou partagée et qui ne fait pas partie de la famille de naissance.

b.3.2 L'adoption plénière : le statut de personne adoptée et l'irrévocabilité

Il convient de souligner l'urgence de reconnaître et d'ajouter aux dispositions actuelles, le plus tôt possible, le droit d'être informé de son statut de personne adoptée par ses parents adoptifs. D'après les connaissances scientifiques rapportées précédemment, le statut d'adopté et ses implications ne devraient jamais être cachés. Ainsi, lorsque l'enfant s'interroge sur sa venue au monde, il est sain de dire la vérité dans un langage adapté à l'enfant. À cause des différences physiologiques d'avec leurs parents adoptifs, notamment la couleur de la peau, certains enfants de l'adoption internationale sont plus rapidement au fait de leurs situations, ce qui réduit les mensonges et les non-dits.

Comme nous le soulignons au début de cette section b), à cause de l'importance de la volonté dans la constitution des alliances conjugales, les enfants changent de famille plus souvent que dans le passé. La construction de liens solides avec le parent adoptif nécessite temps et investissement de la part de ce dernier, ce qui n'advient pas dans toutes les adoptions. C'est pourquoi, certaines adoptions plénières n'arriveront pas à construire les bases solides pour lesquelles elles ont été prononcées pour l'enfant.

Plusieurs enfants retiennent alors toute l'importance des liens de sang. Le législateur devrait se pencher sur le caractère irrévocable de l'adoption plénière lorsque cette fiction juridique n'a pas réussi à fournir une valeur suffisamment significative à la personne en quête d'identité et de repères. Après tout, l'adoption plénière permet déjà le maintien du lien de filiation, lorsque l'adoption est prononcée en faveur du conjoint du parent. En clair, c'est l'absence de lien avec le parent adoptant, dont le passage dans la vie de l'enfant aura été trop éphémère, qui devra être considérée. Il arrive qu'un parent biologique soit plus signifiant pour la personne adoptée devenue adulte que toute autre personne. Les faits confirment alors la rencontre des liens inaltérables de sang et ceux de la vérité affective. Le tribunal devrait alors pouvoir le constater et rectifier le tir si l'adoption plénière n'a pas trouvé de correspondance dans la vie de l'enfant adopté.

L'adoption plénière devrait également être révocable lorsque les enfants présentent des difficultés insurmontables pour les parents adoptifs. Ainsi, des adoptants sont confrontés à la réalité d'enfants si perturbés qu'ils ne peuvent venir à bout de leurs difficultés. L'échec d'une telle adoption plénière est préjudiciable surtout à l'enfant mais également aux parents adoptants.

b.3.3 L'adoption plénière : dispositions transitoires

Nous savons par les médias et les émissions de retrouvailles que plusieurs personnes adoptées, il y a plusieurs décennies, sont en quête de leurs origines. Les mécanismes favorisant les retrouvailles de ces dernières sont nettement à améliorer. Également, des dispositions devraient être mises en place pour accélérer les processus d'accès aux dossiers de l'adoption concernée et celui des retrouvailles au Québec.

Cela dit, le législateur québécois devrait prévoir que les personnes adoptées et les parents de naissance soient invitées à inscrire dans un registre spécial, le plus tôt possible, leur désir d'accès aux données identifiantes, de retrouvailles ou d'une éventuelle rencontre⁵⁷³. Dans l'attente de la reconnaissance d'un droit fondamental à la connaissance de ses origines, le tribunal pourrait arbitrer les demandes d'accès, d'après un objectif de proportionnalité (voir la notion de l'intérêt de l'enfant et le droit à la vie privée de la personne adoptée du chapitre III). Dans ce contexte, ultimement, les droits de la personne adoptée devraient primer ceux des parents de naissance car il s'agit de la reconnaissance de l'identité personnelle de l'enfant.

Un dernier aspect de cette question est la nuance entre l'accès aux dossiers judiciaires et administratifs et les retrouvailles. Si l'accès est un élément objectif puisqu'il réfère aux données déjà inscrites aux dossiers, les retrouvailles quant à elles sont très subjectives et dépendent de l'intérêt et de la motivation à se rencontrer. Suggérant qu'on ne peut forcer la porte de la maison de quiconque, chaque situation est sujette à appréciation. Le législateur pourrait prévoir que le tribunal évalue le refus de se prêter aux retrouvailles demandées par la personne adoptée et, si nécessaire, déterminer l'aide qui pourrait être octroyée le cas échéant, aux parents de naissance notamment, selon les enjeux en présence. De nombreux cas ont révélé le blocage de la mère de naissance à divulguer son passé. Il nous semble que si la situation présentait un aspect maladif, reflet d'un traumatisme, la situation mérite qu'on y accorde toute l'attention nécessaire. Cela dit, on ne peut cependant cristalliser la maladie d'un parent de

⁵⁷³ La Chambre des notaires du Québec pourrait constituer le registre, le gouvernement octroierait une redevance à cette dernière pour une telle opération, d'après l'expérience du registre des dons d'organes. Le notaire recevrait l'acte authentique et serait rémunéré à l'acte suivant le nombre de consentements ou de refus formalisés mensuellement, jusqu'à la date fixée. Ensuite, la personne adoptée majeure enregistrerait son refus ou son consentement à la délivrance du certificat d'état civil à sa majorité.

naissance pour générer d'autres problèmes chez la personne adoptée. Les dispositions légales devraient confirmer l'absence de préjugés sociaux, fournir de l'aide ou faire accompagner les personnes dans la résolution de leur traumatisme et, finalement, favoriser le dénouement des histoires lourdes et parfois sordides qui reflètent toujours les carences sociétales.

b.4 La délégation de l'autorité parentale : d'abord dans la parentèle

En lien avec les mécanismes actuels et l'adoption plénière, le dispositif de la délégation parentale devrait être redéfini en fonction du respect des origines de la personne adoptée. Lorsque les grands-parents ou des frères ou sœurs des parents de naissance sont en mesure de prendre en charge l'enfant, le tribunal devrait permettre une délégation de l'autorité parentale en faveur de certaines d'entre elles, lorsque nécessaire. Cela permettrait notamment de répondre plus rapidement à diverses situations plus ou moins urgentes. Également, cela éviterait de situer l'enfant dans « une place folle » au sens psychanalytique, ce que l'adoption plénière peut avoir induit dans certaines adoptions à cause des dispositions légales actuelles.

Cela dit, en présence d'un nouveau conjoint du père ou de la mère, ce dernier pourrait partager l'autorité parentale avec l'ex-conjoint, ce qui devrait être entériné par le tribunal, suite à une procédure en matières non contentieuses devant notaire, développée à cette fin. Les modalités demeurerait à développer. Il est probable qu'il devrait y avoir un engagement conséquent à partager l'obligation alimentaire, si les parents de naissance sont à même de répondre à certains besoins de l'enfant adopté, d'après les grilles déjà développées pour les enfants dont les parents ne vivent plus ensemble, qu'ils aient été conjoints de fait, mariés ou unis civilement. L'obligation alimentaire ne serait pas obligatoire et devrait être appréciée par le tribunal dans l'intérêt de l'enfant. Cet élément mériterait d'être étudié plus amplement. Le cadre de ce travail ne nous permet pas de l'évaluer.

Avant de terminer, mentionnons que le tribunal pourrait décider de reconnaître d'autres liens valables établis durant la minorité de l'enfant, en permettant un partage ou une

délégation légale de l'autorité parentale. Nous songeons à l'exemple des familles d'accueil⁵⁷⁴.

Nous terminerons notre recherche en suggérant d'autres pistes de réflexion pour une réforme des mécanismes de l'adoption en lien avec le droit de la connaissance des origines en tant que droit fondamental de la personne.

c. La connaissance des origines

Quelles sont les assises juridiques qui, de façon directe ou indirecte, pourraient consolider un éventuel droit à la connaissance des origines? Nous avons déjà effleuré dans ce mémoire la question de l'intérêt de l'enfant. Pour poursuivre dans la pluralité des angles à travers lesquels la connaissance des origines trouve sa justification, nous reviendrons sur le droit international, la *Charte canadienne des droits et libertés*⁵⁷⁵, la *Charte des droits et libertés de la personne*⁵⁷⁶ et d'autres sources qui militent en faveur d'une relecture des dispositions légales en matière d'adoption. À la lumière de ces dernières, nous constaterons que la connaissance des origines est bel et bien un droit fondamental et qu'il reste maintenant à en déterminer l'étendue.

c.1 Le droit international et la « mesure du possible » d'un droit fondamental

Comme nous l'exposerons ci-après, un droit à la connaissance de ses origines comporte d'importantes assises juridiques, issues principalement du droit et de la jurisprudence internationale. Ce droit à la connaissance des origines primerait un droit à la vie privée ou des engagements envers la famille de naissance de taire son identité⁵⁷⁷ et ce, rétroactivement, si on l'aborde du point de vue d'un droit fondamental « indérogeable ». Ce droit ouvrirait le carcan dans lequel ont été enfermées les personnes qui revendiquent l'accès aux données identifiantes. Nous allons donc d'abord traité sommairement de la question des droits fondamentaux concernés par la question de la

⁵⁷⁴ Au sujet de ces dernières, nous croyons qu'il ne devrait pas y avoir de banque mixte. Il existe un conflit d'intérêt latent chez ces personnes qui désirent adopter qui sont également famille d'accueil, lorsqu'elles interviennent dans l'évaluation des conditions nécessaires à l'adoption.

⁵⁷⁵ Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982* [annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (1982), R.-U., C. 11].

⁵⁷⁶ L.R.Q., c. C-12.

⁵⁷⁷ Seraient également prévues notamment des modalités d'accès aux dossiers judiciaires et administratifs, la numérisation, la constitution urgente de dossiers électroniques et l'archivage. Un accompagnement serait disponible pour les parents de naissance qui devraient rencontrer éventuellement la personne adoptée. Une thérapie est envisageable lorsque l'éventualité des retrouvailles génère de l'anxiété ou des troubles psychologiques pour toute partie impliquée.

connaissance des origines par la personne adoptée et la notion de proportionnalité, et ensuite, succinctement, de cette question en lien avec la dignité de la personne en tant que principe indérogeable.

Depuis quelques décennies, les nombreux traités internationaux convergent vers une reconnaissance du droit à la connaissance des origines. La *Convention de la Haye* (1993) prévoit notamment que les dossiers et les registres doivent conserver intégralement les renseignements identificatoires sur les antécédents de la personne adoptée. Compte tenu des enjeux que comporte la divulgation de tels renseignements pour la personne adoptée, cette dernière devrait, avec les conseils appropriés, recevoir cette information contenue dans les dossiers qui concernent son adoption si elle souhaite qu'elle lui soit divulguée.

Les articles 7⁵⁷⁸ ou 8⁵⁷⁹ de la *Convention relative aux droits de l'enfant* prévoient que l'enfant est enregistré aussitôt sa naissance, qu'il a le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux, dans la mesure du possible, que ce dernier a droit à un nom et le droit de préserver son identité. L'enfant a le droit d'être protégé et assisté pour rétablir son identité aussi rapidement que possible. Le fait que l'État organise « la non connaissance » ne devrait pas l'autoriser à interpréter « dans la mesure du possible » comme une possibilité de se soustraire à ses obligations d'enregistrer et de faire connaître les parents de naissance. Cela dit, Édith Deleury a défini l'expression « dans la mesure du possible », dans le contexte de la procréation assistée, dont les particularités sont similaires à celles de l'adoption:

« [La mesure du possible] nous semble recouvrir des situations qui résultent, avant toutes choses, des vicissitudes de la vie, de contraintes extérieures

⁵⁷⁸ « 1. L'enfant est enregistré aussitôt sa naissance et a dès celle-ci le droit à un nom, le droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et être élevé par eux. 2. Les États parties veillent à mettre ces droits en œuvre conformément à leur législation nationale et aux obligations que leur imposent les instruments internationaux applicables en la matière, en particulier dans les cas où faute de cela l'enfant se trouverait apatride ».

⁵⁷⁹ « Les États parties s'engagent à respecter le droit de l'enfant de préserver son identité, y compris sa nationalité, son nom et des relations familiales, tels qu'ils sont reconnus par la loi, sans ingérence illégale. 2. Si un enfant est illégalement privé des éléments constitutifs de son identité ou de certains d'entre eux, les États parties doivent lui accorder une assistance et une protection appropriées, pour que de son identité soit rétablie aussi rapidement que possible ».

donc, à la volonté du sujet alors que les situations auxquelles nous faisons référence ont été programmées [...]. »⁵⁸⁰

Ainsi, la mesure du possible pour la personne adoptée, telle que définie par le législateur québécois dans la majorité des cas visés et les considérations qui l'y ont amené, ne cadre plus avec l'intérêt primordial de l'enfant, tel que nous l'enseignent les disciplines entrevues dans le présent mémoire.

Cela dit, rappelons qu'un droit fondamental à la vie privée et familiale⁵⁸¹ est prévu parmi les droits fondamentaux, dans la *C.E.D.H. ou Convention Européenne des droits de l'Homme* de l'Union européenne. En lien avec ce droit fondamental notamment, la Cour européenne fait ressortir une notion de proportionnalité lorsqu'elle est appelée à juger en fonction des différents intérêts en présence⁵⁸². Ceci permet de mettre en perspective les disparités qui existent entre les besoins identitaires de la personne adoptée, qui relèveraient d'un droit fondamental, et les motifs du parent de naissance qui refuse de lever le secret de son identité.

Michelle Giroux cite à sujet l'affaire *A.P. c. L.D.*⁵⁸³, une « des rares décisions québécoises abordant la question du droit aux origines rendues par la Cour d'appel du Québec. Dans cet arrêt, la Cour « tient pour acquis [...] l'intérêt de l'enfant de connaître ses parents biologiques et elle affirme « le droit fondamental à connaître ses parents »⁵⁸⁴. Cette décision repose sur l'article 7 de la *Convention internationale relative aux droits de l'enfant*. Elle prévoit que l'enfant doit être enregistré et connaître ses parents de naissance « dans la mesure du possible »⁵⁸⁵.

⁵⁸⁰ Edith DELEURY, « Le droit de la procréation artificielle au Québec présent et futur », dans Claudine BOURG (dir.), *L'infertilité – Procréation médicalement assistée – Adoption, filiation – Questions éthiques, psychologiques, juridiques et scientifiques*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1992, p. 91.

⁵⁸¹ Art. 8 de la *Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales*, telle qu'amendée par le Protocole no 11, Conseil de l'Europe (2003).

⁵⁸² Nous référons le lecteur aux pages consacrées à la notion de l'intérêt de l'enfant (voir partie III, section 1.6.1.b).

⁵⁸³ [2001] R.J.Q. 16 (C.A.).

⁵⁸⁴ Michelle GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 287, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf].

⁵⁸⁵ « Je suis d'avis que le droit de l'enfant de connaître ses parents, prévu à l'article 7 de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, s'insère parfaitement dans le cadre de l'article 33 du *Code civil du Québec*. En effet, s'il est vrai que cette convention ne nous lie pas puisqu'elle n'a

Dans son article sur le droit fondamental de connaître ses origines⁵⁸⁶, Michelle Giroux reprend notamment quelques passages de l'arrêt « *Bensaïd c. Royaume-Uni* »⁵⁸⁷, qui vont dans le même sens que les enseignements de la science précédemment rapportés. Notamment, la Cour précise que : « l'article 8 protège un droit à l'identité et à l'épanouissement personnel et celui de nouer et de développer des relations avec ses semblables et le monde extérieur [...]. »⁵⁸⁸. Puis, la Cour ajoute :

« À cet épanouissement, contribuent l'établissement des détails de son identité d'être humain et l'intérêt vital, protégé par la Convention, à obtenir des informations nécessaires à la découverte de la vérité concernant un aspect important de son identité personnelle, soit par exemple l'identité de ses géniteurs (arrêt *Mikulic c. Croatie*). La naissance, et singulièrement les circonstances de celle-ci, relève de la vie privée de l'enfant, puis de l'adulte, garantie par l'article 8 de la Convention [...]. »⁵⁸⁹

Giroux relève encore ces propos de la dissidence :

« Le droit au respect de la vie privée inclut le droit au développement de la personnalité et à l'épanouissement personnel. Touchant à l'identité fondamentale de la personne, la question de l'accès à ses origines constitue un élément essentiel de la vie privée protégé par l'article 8 de la Convention. »⁵⁹⁰

pas été intégrée à notre droit interne, il n'en demeure pas moins que les valeurs qui y sont exprimées peuvent être prises en compte dans l'approche contextuelle de l'interprétation des lois, ainsi que l'a noté la juge L'Heureux-Dubé, au nom de la majorité dans l'affaire *Baker* [...]. D'ailleurs, dans [...] *Gosselin* [...] le juge Robert, dissident, et le juge Baudouin, pour la majorité, ont tous deux référé à des documents internationaux à l'appui de leur interprétation de certaines dispositions du droit interne québécois. », dans *A.P. c. L.D.* [2001] R.J.Q. 16 (C.A.), par. 35.

⁵⁸⁶M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 275, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf].

⁵⁸⁷N°44599/98, CEDH 2001-I.

⁵⁸⁸M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 278, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf].

⁵⁸⁹M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 278, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf].

⁵⁹⁰M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 278, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf].

Giroux rapporte un autre passage du jugement où la Cour soutient que le droit aux origines fait partie du noyau dur du droit à la vie privée tandis que d'autres droits se rattachent seulement à la périphérie.

« [...] certains aspects du droit à la vie privée se rattachent à la périphérie de ce droit tandis que d'autres font partie du noyau dur de celui-ci. Nous sommes fermement convaincus que le droit à l'identité comme condition essentielle du droit à l'autonomie [...] et à l'épanouissement [...] fait partie du noyau dur du droit au respect de la vie privée. Dès lors, un examen d'autant plus soutenu s'impose pour peser les intérêts en présence. »⁵⁹¹

c.2 Les assises d'un droit fondamental en droit canadien

Giroux soutient également que le droit fondamental des origines doit être envisagé sous l'angle de l'intérêt de l'enfant pour lequel « [les] concepts de dignité, de liberté, d'intégrité et même d'égalité [...] »⁵⁹² peuvent être mis en évidence. Ainsi, par exemple, le droit à la connaissance des origines pourrait être apprécié à partir du droit fondamental à l'égalité, selon l'article 15(1)⁵⁹³ de la *Charte canadienne* et selon l'article 10⁵⁹⁴ de *Charte québécoise*.

Dans l'affaire *A.P. c. L.D.*⁵⁹⁵ citée plus haut, la Cour a utilisé l'article 1⁵⁹⁶ de la *Charte canadienne* et l'article 9.1⁵⁹⁷ de la *Charte québécoise* pour procéder à son analyse et

⁵⁹¹ M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 278, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf].

⁵⁹² M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 271, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf].

⁵⁹³ Partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982* [annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (1982), R.-U., C. 11], « La loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques. ».

⁵⁹⁴ L.R.Q., c. C-12, « Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. ».

⁵⁹⁵ [2001] R.J.Q. 16 (C.A.).

⁵⁹⁶ *Charte canadienne des droits et libertés, partie I de la Loi constitutionnelle de 1982* [annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (1982), R.-U., C. 11]. « La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans les limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique. »

pondérer « la recherche de la solution la plus équitable en cas de conflit entre deux droits fondamentaux : l'intérêt de l'enfant à connaître ses parents et le droit à l'inviolabilité de la personne qui refuse de se soumettre à un test d'A.D.N. »⁵⁹⁸. La Cour a conclu à la primauté de l'intérêt de l'enfant même s'il n'existe aucune règle claire à cet effet dans le droit interne. Giroux indique que « le droit aux origines devrait être un droit fondamental aux origines indirectement protégé par les *chartes canadienne et québécoise* en matière de liberté, sécurité, vie privée et égalité »⁵⁹⁹.

Selon Giroux, l'analyse du droit fondamental à l'égalité en relation avec la nécessité vitale de connaître ses origines permettrait de mettre en évidence les écarts entre diverses situations vécues par des milliers d'enfants. S'il existe une différence entre l'enfant dont les besoins sont satisfaits et l'autre qui doit être adopté, nous savons par ce mémoire que, pour atténuer cet écart, le législateur utilise une mesure qui ne préserve pas la connaissance des origines de la personne adoptée.

Il n'est pas reconnu socialement à toute personne qu'elle préserve ses repères identitaires et la personne adoptée est subordonnée à la volonté d'une autre personne pour avoir accès à une part d'elle-même. Il est loin d'être certain que ce préjudice soit raisonnable dans une société libre et démocratique au sens de l'article 1 la *Charte canadienne*. De plus, comme le démontrent les enseignements tirés de la science, la loi traite la personne adoptée inégalement parce qu'elle la prive de son bagage identitaire, sans que, de notre point de vue, cette privation soit proportionnellement justifiée en regard de l'objectif à atteindre.

Selon, Giroux : « le discours des droits n'a pas encore été testé réellement »⁶⁰⁰, mais les droits fondamentaux des chartes canadienne et québécoise étant reconnus, « le pour et

⁵⁹⁷ *Charte des droits et libertés de la personne*, L.R.Q., c. C-12, « Les libertés et droits fondamentaux s'exercent dans le respect des valeurs démocratiques, de l'ordre public et du bien-être général des citoyens du Québec. Rôle de la loi. La loi peut, à cet égard, en fixer la portée et en aménager l'exercice. ».

⁵⁹⁸ *A.P. c. L.D.* [2001] R.J.Q. 16 (C.A.), par. 39.

⁵⁹⁹ M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 287, publié en ligne à [<http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf>].

⁶⁰⁰ M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors

le contre de la levée de l'anonymat ne serait plus pertinent, sauf pour préciser l'étendue de la protection du droit aux origines »⁶⁰¹.

« Le discours des droits et libertés est plus puissant, il faut alors tout simplement s'assurer que la législation en place respecte ce droit fondamental, sous peine d'être éventuellement déclarée inconstitutionnelle par les tribunaux de droit commun »⁶⁰².

C'est dans le contexte d'une absence de respect de ce droit fondamental que, par exemple, relativement aux retrouvailles, Giroux constate que :

« [L'accès aux retrouvailles] n'est pas toujours possible étant donné les problèmes administratifs. Cet état de fait entraîne-t-il une atteinte au droit aux origines des personnes adoptées? Qu'en est-il du système unique d'adoption fermée? Le droit aux origines exige-t-il la mise sur pied d'un autre système, plus ouvert? »⁶⁰³

Giroux conclut que, « même si l'influence des droits fondamentaux s'est fait sentir, l'application du principe de la connaissance des origines a été très conciliante avec les intérêts des autres personnes en cause. Maintenant il faut se demander si cette interprétation est respectueuse du droit de l'enfant de connaître ses origines, tel qu'il se définit aujourd'hui »⁶⁰⁴.

Aux défenseurs du secret et des nouveaux modèles de conjugalité, Giroux argumente que même si le législateur québécois garantit l'anonymat, cela ne préserve pas la structure familiale.

« En effet, comme l'affirment Sloss et Mikitiuk, « [le] fait de garantir l'anonymat et de nier l'importance psychologique de connaître ses

série 255-294, p. 271, publié en ligne à [<http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf>].

⁶⁰¹M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 271, publié en ligne à [<http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf>].

⁶⁰²M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 271, publié en ligne à [<http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf>].

⁶⁰³M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 272, publié en ligne à [<http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf>].

⁶⁰⁴M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 273, publié en ligne à [<http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf>].

antécédents génétiques n'aura pas pour effet de préserver et de protéger la structure familiale. »⁶⁰⁵

Nous allons maintenant souligner quelques observations au sujet de la rétroactivité des lois et des conflits de lois issus des diverses juridictions dans le paysage canadien.

c.3 Les conflits de lois

D'aucuns prétendent que les lois ne peuvent être rétroactives. Les personnes adoptées antérieurement à une éventuelle réforme ne pourraient bénéficier d'un droit inconditionnel à la connaissance de leurs origines. Le législateur ne pourrait revenir sur une promesse d'anonymat. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'Ontario a fait volte-face, suite à l'affaire *Cheskes c. Procureur général de l'Ontario*⁶⁰⁶. Giroux⁶⁰⁷ mentionne à cet effet qu'il s'agit d'une décision de première instance et qu'elle ne devrait pas faire autorité. Pour briser une promesse d'anonymat⁶⁰⁸, il faut, en relation avec une loi fédérale, apporter une justification en vertu de l'article 1 de la *Charte canadienne*.

Cela dit, Giroux mentionne que le *Code civil du Québec* semble incompatible avec la *Loi sur la procréation assistée* puisqu'il va à l'encontre de son objet ou esprit. En effet, le *Code civil du Québec* part du principe de la confidentialité des données et la *Loi sur la procréation assistée* a comme fondement le droit d'accéder aux informations sur les

⁶⁰⁵ M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 294, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf].

⁶⁰⁶ *Cheskes c. Ontario (procureur général)* [2007] O.J. No. 3515, aussi connue comme étant la « décision de la *Loi sur l'adoption* ». Le juge Belobaba a déclaré inconstitutionnelles les dernières modifications apportées à cette loi qui auraient rétrospectivement permis l'accès aux dossiers des parents biologiques ayant été scellés il y a des années à des fins de confidentialité, dans [http://www.priv.gc.ca/speech/2007/sp-d_071126_pk_f.cfm]. Voir la décision intégrale, publiée en ligne à [http://www.ipc.on.ca/images/Resources/up-2007_09_19_AdoptionDec_OntSupCt.pdf].

⁶⁰⁷ M. GIROUX, Atelier 1, Les retrouvailles, dans le cadre d'un séminaire organisé par le partenariat de recherche « *Famille en mouvance et dynamiques intergénérationnelles* » intitulé « Une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant, est-ce possible? », le mercredi 11 février 2009 à l'INRS-Centre Urbanisation Culture Société à Montréal.

⁶⁰⁸ M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 289-290, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf]. Giroux apporte cette précision dans la situation d'un don de gamètes. D'ailleurs, « la *Loi sur la procréation assistée* est plus respectueuse du droit aux origines. En effet, en exigeant le consentement du donneur comme condition à son don de gamètes, on s'assure que l'information sera accessible et on s'assure aussi de traiter tous les enfants également. Au surplus, cette solution présente l'avantage de respecter les législations en matière de vie privée. ».

origines. Selon elle, en cas de litige, la loi fédérale prévaudra et le « droit aux origines s'imposera ».

« D'autre part, qu'advient-il dans l'hypothèse où la loi fédérale était déclarée *ultra vires* par la Cour d'appel du Québec? Le droit provincial s'appliquerait, mais les règles contenues au C.c.Q. pourraient être contestées pour cause d'incompatibilité au droit fondamental de connaître ses origines. Ainsi, le droit aux origines s'imposera, qu'on le veuille ou non. »⁶⁰⁹

Cela dit, le droit fondamental à la connaissance des origines peut être renforcé par la priorisation de ce droit à l'intérieur d'une hiérarchisation des droits fondamentaux. Il ressort que la dignité est le droit le plus fondamental parmi les droits fondamentaux. Pour en terminer avec la légitimité d'une réforme dans le domaine de l'adoption, qui prend en compte la connaissance des origines sans condition pour la personne adoptée, nous nous attarderons sur un angle d'appréhension plus pointu soit le principe indérogeable de la dignité de la personne.

c.4 Le principe indérogeable et les droits fondamentaux non absolus

Un auteur, Bertrand Mathieu⁶¹⁰ observe que les textes constitutionnels n'établissent « pas de véritable hiérarchie entre les droits fondamentaux, qu'il ne donne pas de « clés » permettant de justifier la prévalence d'un principe sur un autre. La conciliation est essentiellement l'œuvre du législateur. La limitation des droits fondamentaux peut être opérée, soit pour concilier ces droits avec d'autres droits et libertés fondamentaux, soit au nom d'exigences d'intérêt général. »⁶¹¹.

Mathieu mentionne également que trois principes marquent l'appartenance de l'homme à l'humanité soit la dignité, la liberté et l'égalité. De cela, il ressort que la dignité de la personne adoptée suppose qu'elle soit libre et d'égale condition aux autres hommes ou femmes.

« Parmi les droits et libertés fondamentaux, trois principes tiennent, au sein du système juridique, une place particulière : le principe de dignité, le principe de liberté et le principe d'égalité. Ce sont des attributs de l'homme, liés à son appartenance à l'humanité. Tout en étant distincts, de portée

⁶⁰⁹M. GIROUX, « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau*/Numéro thématique hors série 255-294, p. 293, publié en ligne à [http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf].

⁶¹⁰Bertrand MATHIEU, *Le droit à la vie*, 2005, Éditions du Conseil de l'Europe, Belgique, 128 p.

⁶¹¹B. MATHIEU, *Le droit à la vie*, 2005, Éditions du Conseil de l'Europe, Belgique, p. 18.

différente et même susceptibles de s'affronter lorsque, par exemple, la liberté d'un individu menace les intérêts d'un autre individu, ceux de l'espèce humaine, ou ceux propres à protéger la dignité de l'homme, en général, ils sont étroitement liés les uns aux autres. La dignité de l'homme suppose sa liberté et l'égalité condition des membres de l'humanité. »⁶¹²

Pour faire admettre la primauté de la nécessité pour la personne adoptée de connaître ses origines, l'analyse de Mathieu est intéressante. Elle parle de la structuration des droits fondamentaux et de leur absence de caractère absolu.

Mathieu indique qu'il n'y a pas de hiérarchie à prime abord entre les droits fondamentaux. « Il est en effet dans la nature des droits et libertés fondamentaux d'être conciliables entre eux. »⁶¹³ Si ce n'était pas le cas, il y aurait un blocage. Comme il ressort des décisions citées précédemment, le juge doit trancher entre plusieurs droits et pour ce faire, il applique le principe de proportionnalité :

« La conciliation ou la limitation des droits fondamentaux est contrôlée par le juge essentiellement au moyen d'une technique : le contrôle de proportionnalité. Ainsi la hiérarchisation des droits et libertés se manifeste par la plus ou moins grande liberté dont dispose le législateur lorsqu'il procède à leur conciliation ou à leur limitation. Cette hiérarchisation ne fait cependant l'objet d'aucune systématisation de la part du juge. »⁶¹⁴

Finalement, Mathieu mentionne que le seul principe indérogeable est le principe de la dignité. Selon l'article 4 de la *Déclaration de l'homme et du citoyen de 1789* : « l'exercice de la liberté de chacun trouve sa limite dans la protection de la liberté d'autrui. Exception faite du principe de dignité [...], les droits et libertés fondamentaux sont donc dérogeables. »⁶¹⁵

« Ainsi, la hiérarchisation des droits et libertés se manifeste par la plus ou moins grande liberté dont dispose le législateur lorsqu'il procède à leur conciliation ou à leur limitation. Cette hiérarchisation ne fait cependant l'objet d'aucune systématisation de la part du juge. [...] seul un principe peut être considéré comme indérogeable, c'est le principe de dignité. Si le principe de dignité de la personne humaine n'est pas nouveau, il convient de noter que l'utilisation de ce principe dans le droit positif est très récente. »⁶¹⁶

⁶¹²B. MATHIEU, *Le droit à la vie*, 2005, Éditions du Conseil de l'Europe, Belgique, p. 15.

⁶¹³B. MATHIEU, *Le droit à la vie*, 2005, Éditions du Conseil de l'Europe, Belgique, p. 18.

⁶¹⁴B. MATHIEU, *Le droit à la vie*, 2005, Éditions du Conseil de l'Europe, Belgique, p. 18.

⁶¹⁵B. MATHIEU, *Le droit à la vie*, 2005, Éditions du Conseil de l'Europe, Belgique, p. 18.

⁶¹⁶B. MATHIEU, *Le droit à la vie*, 2005, Éditions du Conseil de l'Europe, Belgique, p. 18.

Le principe de dignité exige que l'homme, la personne adoptée, « ne soit pas traitée comme un objet, un moyen, mais qu'il soit reconnu comme sujet ». Le principe de dignité fonde le système des droits fondamentaux de l'homme.

« Le principe de dignité porte un parti pris ontologique sur l'homme. Il signifie et implique que chaque homme doit être traité comme un sujet et non comme un objet, il implique l'égale reconnaissance de l'humaine condition des êtres humains. Ainsi, il fonde le système même des droits et libertés fondamentaux qui ne se justifie qu'au regard même du présupposé, du postulat, relatif à la dignité humaine. »⁶¹⁷

Chaque personne vit de plus en plus longtemps. Avec le secret des origines ou la connaissance conditionnelle des origines de la personne adoptée, les quelques années de la minorité de la personne adoptée pèsent lourd dans sa vie. Curieuse façon pour le législateur d'avoir conçu une rupture avec les parents de naissance. Ces derniers sont d'autant plus présents dans la vie de la personne adoptée qu'il subsiste une énigme à résoudre. À un moment donné, on doit concevoir qu'une certaine moralité et un sens de l'éthique⁶¹⁸ sont inhérents au développement des nouvelles règles de droit.

Au premier chef, la personne adoptée devrait être considérée comme un être humain à part entière. La personne adoptée devrait être traitée comme un sujet et non comme un objet comme le commande le respect de sa dignité humaine. Les nouvelles règles découlant d'une réforme de l'adoption devraient permettre la connaissance des origines sans condition pour toute personne adoptée dans des modalités conformes à l'intérêt primordial de l'enfant et du respect de ses droits fondamentaux, dont celui de la dignité de la personne comme principe indérogeable. Un droit indérogeable devrait entraîner que la loi puisse avoir des effets rétroactifs, puisque aucun engagement ne peut survivre à l'atteinte d'un tel droit.

Les fondements du droit à la connaissance des origines, mis en évidence dans ce mémoire, soutiennent qu'une réforme est urgente. La personne adoptée majeure devrait bénéficier de toute l'aide nécessaire et diligente pour recevoir l'information afférente à ses origines.

⁶¹⁷B. MATHIEU, *Le droit à la vie*, 2005, Éditions du Conseil de l'Europe, Belgique, p. 19.

⁶¹⁸Cela dit, une étude sur l'impact de la connaissance des origines pourrait aussi être faite sous l'angle de l'éthique, pour répondre à ces nouveaux questionnements. Voir l'utilité de l'éthique dans la construction du droit, d'après Roger-Pol Droit, « *L'éthique expliquée à tout le monde* », 2009, Lonrai (France), Éditions du Seuil, 114, p. 20.

BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIES, MÉMOIRES ET RECUEILS

ALLAIS, J., *La psychogénéalogie, Comment guérir de sa famille*, Paris, Eyrolles, 2007, 209 p.

BAUDOUIN, J.-L., Y. RENAUD, *Code civil du Québec annoté*, 2006, 9^e édition, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 2006, art. 583, p. 665.

CAMPEAU, R., M. SIROIS et É. RHEAULT, avec la collaboration de Norman DUFORT, *Individu et société, Initiation à la sociologie*, 3^e édition, Montréal, Gaétan Morin Éditeur, 519, p.

CYRULNIK, B., *De chair et d'âme*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2006, 258 p.

CYRULNIK, B., *Les vilains petits canards*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2001, 281 p.

DELFOSSÉ-CICILE, M.L., *Le lien parental*, Paris, Éditions Panthéon Assas, 2003, 634 p.

DEPELTEAU, *La démarche d'une recherche en sciences humaines, De la question de départ à la communication des résultats*, St-Nicolas (Québec), Les Presses de l'Université Laval, 417 p.

DOLTO, F., *Tout en langage*, Paris, Édition Gallimard, 1995, 269 p.

DORTIER, J.-F. (coord.), *Le cerveau et la pensée, La révolution des sciences cognitives*, 2^e édition actualisée et augmentée, Auxerre, Éditions Sciences humaines, 2003, 497 p.

DROIT, R.-P., « *L'éthique expliquée à tout le monde* », 2009, Lonrai (France), Éditions du Seuil, 114 p.

ENCYCLOPÉDIE DU MONDE ACTUEL, « *L'anthropologie* », Charles-Henri Fravod (dir.), France, Le livre de poche, 212 p.

FINE, A. et C. NEIRINCK (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 396 p.

FRAGNIÈRE, J.-P., *Comment réussir un mémoire*, Paris, Dunod, 1996, 117 p.

GUYOTAT, J., et V. BORDARIER, G. BURLOUX, TH. AGOSSOU, coll., *Mort/Naissance et filiation, Études de psychopathologie sur le lien de filiation*, Paris, Masson, 1980.

GUYOTAT, J., *Études cliniques d'anthropologie psychiatrique : Institution, filiation, référence puerpérale et procréation, événement de vie, maladie, influence, suggestion, pensée magique*, Paris, Masson, 1991, 176 p.

HUFFMAN, K., M. VERNOY, et J. VERNOY, *Psychologie en direct*, 2^e édition, Mont-Royal, Modulo Éditeur, 2000, 493 p.

JANOV, A., *La biologie de l'amour, Comment l'amour parental façonne notre bien-être*, 1^{ère} édition, New York, Prometheus Books, 2000, France, Éditions du Rocher, 2001, France, Éditions Marabout (Hachette Livre), 2008, 506 p.

JOYAL, R., *Les enfants, la société et l'État au Québec, 1608-1989 - Jalons*, coll. Cahiers du Québec, Montréal, Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1999, 330 p.

LACHANCE, M., *Les filles tombées*, Québec Amérique, 438 p.

LAVALLÉE, C., *L'enfant, ses familles et les institutions de l'adoption, Regards sur le droit français et le droit québécois*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2005, 541 p.

LE BRETON, D., *Anthropologie du corps et modernité*, Paris, P.U.F., 1990

LEGENBRE, P. et A. PAPAGEORGIOU-LEGENBRE, *Filiation, Leçons IV, suite 2, et Fondement généalogique de la psychanalyse*, Paris, Fayard, 1990, 235 p.

LEGENBRE, P., *L'inestimable objet de la transmission, Leçons IV, Étude sur le principe généalogique en Occident*, Paris, Nouvelle Édition, Fayard, 1985 et 2004, 409 p.

LE PETIT LAROUSSE DE LA PSYCHOLOGIE, Larousse 2005, 933.

LE PETIT LAROUSSE (2002).

LE PETIT ROBERT, 1972.

LIPOVETSKY, G., *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, coll. « Folio », Paris, Gallimard, (1983), (1993).

MASLOW, A. H., *Motivation and Personality*, 2^e éd., New York, Harper et Row, 1970, 293 p.

MATHIEU, B., *Le droit à la vie*, 2005, Éditions du Conseil de l'Europe, Belgique, 128 p.

MAUSS, M., *Sociologie et anthropologie*, 1^{ère} édition 1950, 5^e édition «Collection Quadrige», Paris, P.U. F, 1993, 483 p.

MILLER, A., *Notre corps ne ment jamais*, Francfort-sur-le-Main, Flammarion, 2004, 206 p.

OURLIAC, P., et J. DE MALAFOSSE, *Histoire du droit privé, tome III, Le droit familial*, Paris, PUF, 1968.

PEYRÉ, J., *Le GUIDE Marabout de l'adoption*, France, Marabout 2002, Mise à jour 2006, 376 p.

PISTORIO, M., *Vérité ou conséquences, Oser l'authenticité envers soi, en couple et en famille*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 2008, 276.

PLOMIN, R., J. C. DEFRIES, G., E. MCCLEARN, M. RUTTER, *Des gènes au comportement, Introduction à la génétique comportementale*, Traduction et adaptation de la 3^e édition américaine par P. Arecchi, Paris, Bruxelles, De Boeck Université, s.a., 1999, 482 p.

RATHUS, S.A., *Psychologie générale*, Adaptation C. Ledoux (dir.), A. Huot, L. Marinier, J. Paradis, V. Stanton, et M. Thibault, 4^e édition, Laval, Éditions Études Vivantes, Groupe Éducalivres, 2000, 374 p.

ROY, A., *Le droit de l'adoption au Québec*, Montréal, Collection Bleue, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 2006, 254 p.

RYCROFT, C., *Dictionnaire de la psychanalyse*, coll. Marabout, Verviers (Belgique), Hachette, 1972, 272 p.

SAINT-ARNAUD, Y., *La personne qui s'actualise : traité de psychologie humaniste*, Chicoutimi, Gaétan Morin Éditeur, 1982.

SALAMÉ, G., *Le devenir de la famille en droit international privé, Une perspective postmoderne*, Aix-en-Provence, P.U.A.M., 2006, 549 p.

SCHORNO, D. A., *Procréation assistée et filiation : Enjeux et solutions en Suisse et au Québec*, mémoire de maîtrise, Montréal, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, 2007, 126 p.

SOULÉ, M., *Histoires de psychiatrie infantile*, Ramonville Saint-Agne, Éditions Érès, 2006, 460 p.

VAN DROOGHENBROECK, S., *La proportionnalité dans le droit de la convention européenne des droits de l'homme*, Bruxelles, Universités Saint-Louis, 2001, 785 p.

VALLÉE, S., *Mieux connaître son enfant pour l'aider à réussir, Mieux comprendre et mieux accompagner*, Montréal, Éditions Caractère, 2008, 230 p.

VERDIER, P., et M. SOULÉ, *Le secret sur les origines, Problèmes psychologiques, légaux, administratifs*, Paris, Les éditions E.S.F., 1987, 168 p.

VOISIN, V., *L'adoption en droits français et anglais comparés*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2004, 553 p.

WEBER, M., *Économie et société*, Paris, Plon, 1965 (1^{ère} éd. 1922)

WICKES, F.G., *Le monde intérieur de l'enfance*, Appleton and Company (1927), F.G. Wickes (1955) (1966) (1977) et Paris, Aux Éditions du Dauphin, 1993, 281 p.

ARTICLES

BEAUCAGE, P., « Présentation, Échange et société : avant et après MAUSS », « Retour sur le don », « Nouveaux millénaires, Défis libertaires », *Revue Anthropologie et Sociétés*, Vol. 19-1-2, 1995, publié en ligne à [<http://1libertaire.free.fr/RetoursurleDon.html>].

BERTAUX-WIAME, I., « Familial et résidentiel : un couple indissociable », *Sociologie et sociétés*, (1995), vol. XXVII, n° 2, automne, p. 163-175.

BIBEAU, G. et E. CORIN, « Culturaliser l'épidémiologie psychiatrique, Les systèmes de signes, de sens et d'actions en santé mentale » dans F. Trudel, P. Charest et Y. Breton, *La construction de l'anthropologie québécoise, Mélanges offerts à Marc-Adéland Tremblay*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, p. 107-148.

BORRILLO, D., « La protection juridique des nouvelles formes familiales : le cas des familles homoparentales », dans *Mouvements, Sociétés, Politique, Culture*, Paris, 2000, n° 8, mars-avril.

CARP, W. E., « L'adoption ouverte aux États-Unis », dans A. Fine, et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de

l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), Paris, L.G.D.J., 2000, p. 26-44.

COLLARD, C., « Kinship Studies » au tournant du siècle », (2000) *L'homme*, 154-155, publié en ligne à [<http://lhomme.revues.org/document53.html>].

COLLARD, C., « Enfants de Dieu, Enfants du péché : anthropologie des crèches québécoises de 1900 à 1960 », (1988) 12 *Anthropologie et Sociétés* 97, publié en ligne à [<http://id.erudit.org/iderudit/015025ar>].

DELEURY, É., « Le droit de la procréation artificielle au Québec présent et futur », dans Claudine BOURG (dir.), *L'infertilité – Procréation médicalement assistée – Adoption, filiation – Questions éthiques, psychologiques, juridiques et scientifiques*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1992.

DESCHAMPS, C., « Sarah Franklin & Helena Ragoné, eds., *Reproducing Reproduction. Kinship, Power and Technological Innovation* », Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1998, 245 p. dans Question de parenté, avril-septembre (2000) *L'Homme*, 154-155, publié en ligne à [<http://lhomme.revues.org/index2735.html>].

DE SINGLY, F., « L'éthique dans une « société individualiste » dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : Quels enjeux éthiques?* Sainte-Foy, I.Q.R.C, 2005, p. 21-37.

DORTIER, J.-F., « La société dans la tête » dans *Le cerveau et la pensée, La révolution des sciences cognitives*, 2^e édition actualisée et augmentée, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2003, 495 p.

DROIT, R.-P. Droit, « *L'éthique expliquée à tout le monde* », 2009, Lonrai (France), Éditions du Seuil, 114 p.

EID, P., « Entre modernité et postmodernité : la Cour Suprême canadienne et la notion de discrimination inscrite dans la Charte des droits et libertés (1986-1993) », (2001) *Sociologie et sociétés*, Vol. XXXIII.1, 205-229.

FINE, A., « Introduction », dans *Parents de sang, Parents adoptifs, Approches juridiques et anthropologiques de l'adoption, France, Europe, USA, Canada*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, A. Fine et C. Neirinck (dir.), Paris, L.G.D.J., 396 p.

FINE, A., « Regard anthropologique et historique sur l'adoption, Des sociétés lointaines aux formes contemporaines », CAIRN, n° 146 2008/2, publié à [http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=INSO_146_0008].

FORTIER, C., « Quand tout bascule », dans *Clin D'œil*, 05-2008, Québecor Média, 97, publié en ligne à [www.clindoeil.canoe.ca].

GAVARINI, L., « Les configurations familiales : objet sociologique, dispositif psychique et point de friction éthique » dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?* Sainte-Foy, I.Q.R.C., 2005, 41-65.

GIROUX, M., « Le droit fondamental de connaître ses origines biologiques : impact des droits fondamentaux sur le droit de la filiation » (2006) *Revue du Barreau/Numéro thématique hors série* 255-294, publié en ligne à [<http://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/revue/2006-charte-quebecoise.pdf>].

GOUBAU D. et C. O'NEILL, « L'adoption, l'Église et l'État, Les origines tumultueuses d'une institution légale », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227, p.

GUTMANN, D., « Le sentiment d'identité, Étude sur le droit des personnes et de la famille », Paris, L.G.D.J., 2000.

HAESEVOETS, Y.-H., « L'enfant adopté en quête de sens et questions d'identité », publié en ligne à [<http://www.psy.be/articles/enfant/enfant-adopte.htm>].

JAYME, E., « Identité culturelle et intégration : le droit international privé postmoderne », *Rec. Acad. La Haye* 1995, vol. 251 ou RCADI, t. 251, 1995.

JOYAL, R., « *La loi québécoise de protection de l'enfance de 1944, Genèse et avortement d'une réforme* », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, Des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227.

KLAGES, M., « Nouveau millénaire, Défis libertaires, Modernes/Postmodernes : lignes de fracture », *Psythère Revue de Psychiatrie*, publiée en ligne à [http://psythere.free.fr/article.php?id_article=25].

LAUZON, M., « Réflexions sur l'adoption », (1970), 5 R.J.T. 323.

LEGENDRE, P., « Prologue », dans P. LEGENDRE et A. PAPAGEORGIOU-LEGENDRE, *Filiation, Leçons IV, suite 2, et Fondement généalogique de la psychanalyse*, France, Fayard, 1990, 235, 9-18.

LEGRAND, C., « Isabelle Leblic, ed. *De l'adoption. Des pratiques de filiation différentes* », Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2004, 340 p., dans (2006) *L'Homme* 179, juillet-septembre 2006, p. 285-287, publié en ligne à [<http://lhomme.revues.org/document2456.html>]. Consulté le 24 août 2009.

LIAUDET, J.-C., *Dolto expliquée aux parents*, Paris, Éditions L'Archipel, 1998, dans « L'héritage de Françoise Dolto : l'enfant est une personne », publié en ligne à [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article-imprim.php3?id_article=21756].

MASON, M. Ann, « Le parent *de facto* : un nouveau modèle pour les beaux-parents américains », dans A. Fine et C. Neirinck (dir.), *Parents de sang, Parents adoptifs, Approche juridiques et anthropologiques de l'adoption*, coll. Droit et société, Maison des Sciences de l'Homme, Série anthropologie, vol. 29, Paris, L.G.D.J., 211-222.

MATHIEU, B., « Le droit à la vie », Belgique, Éditions du Conseil de l'Europe, 2005, 128 p.

MOREL, A., « L'enfant sans famille, De l'ancien droit au nouveau Code civil », dans R. JOYAL (dir.), *Entre surveillance et compassion, L'évolution de la protection de l'enfance au Québec, des origines à nos jours*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 227 p.

OUELLETTE F.-R. et C. MÉTHOT, « L'Adoption, Réflexions autour des enjeux, des pratiques et des représentations entourant l'intégration d'un enfant adopté dans la famille. », Novembre-décembre (1998), *Réseau*, 11 p., [http://www.uquebec.ca/mag/mag98_11/dos.html].

OUELLETTE, F.-R., « La part du don dans l'adoption », (1995) *Anthropologie et Sociétés*, vol. 19, nos 1-2, 157-174, publié en ligne dans [<http://www.erudit.org/revue/as/1995/v19/n1-2/015353ar.pdf>] et [<http://www.ant.ulaval.ca/anthropologieetsocietes/cms/index.php?menu=367&fil=true&temps=1174658415399#ancree1202>].

PERREAULT, M., « Du père au fœtus », Montréal, *La Presse*, 18 février 2008, cahier Actuel, p. 4.

PLANCKAERT, J. et M. TRICOT, « Travailler avec Françoise Dolto, Travailler après Françoise Dolto », dans J. PLANCKAERT et M. TRICOT, (2002) *Françoise Dolto et la transmission de la psychanalyse*, no 168, 2002/1, 166 p. et C.A.I.R.N., p. 89-103, publié en ligne à [<http://www.cairn.info/revue-le-coq-heron-2002-1.htm>]

ROAZEN, P., « Charles Rycroft et le thème de l'ablation », dans *Médecine & Hygiène/Psychothérapies*, 2003/1 – Vol. 23, ISSN 0251/pages 53 à 62, publié en ligne à [http://www.cairn.info/lead_pdf.php?ID_ARTICLE=PSYS_031...].

ROCHER, F. et D. SALÉE, « Libéralisme et tensions identitaires : éléments de réflexion sur le désarroi des sociétés modernes », (1997) *Politique et Sociétés*, vol. 16, n° 2, p. 3-30.

TAYLOR, C., « Entrevue », *Revue Notre-Dame*, Québec, n° 9, octobre, p.16-24, dans R. CAMPEAU, M. SIROIS et É. RHEAULT, avec la collaboration de N. DUFORT, *Individu*

et société, *Initiation à la sociologie*, 3^e édition, Montréal, Gaétan Morin Éditeur, 2004, 519.

THÉRY, I., « Individu, parenté et droits de l'homme » dans F.-R. Ouellette, R. Joyal et R. Hurtubise (dir.), *Famille en mouvance : quels enjeux éthiques?*, Sainte-Foy, I.Q.R.C., 2005, 379-399.

Rapports publics ou gouvernementaux

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DE LA HAYE, *Rapport sur l'adoption d'enfants originaires de l'étranger*, Document préliminaire, 1^{er} avril 1990.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC, *Pour une adoption québécoise à la mesure de chaque enfant*, Rapport du groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption, 2007, 135 p., publié en ligne à [<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml>].

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352 p., publié en ligne à [<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml>].

SÉNAT, *Rapport d'information*, Les Rapports du Sénat, n° 65, Paris, La documentation française, 2001, 86 p., publié en ligne à [<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/014000781/index.shtml>].

Table des sources internet

BRETON, G., « Les nouvelles les plus récentes, Nouvelles en adoption, L'Ontario adopte une nouvelle loi donnant accès aux dossiers d'adoption », 16 mai 2008, publié en ligne à [http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139].

BRETON, G., « Les orientations proposées par le groupe de travail sur le régime québécois de l'adoption », publié en ligne à [http://www.quebecadoption.net/adoption/procedures/groupe_travail.html].

« Comprendre Jacques LACAN », publié en ligne à [http://users.sky.be/reves/lacan.htm].

CYRULNIK, B., en entrevue avec Christiane Charette, 27 février 2008, en ligne à [http://www.radio-canada.ca/radio/christiane/modele-document.asp?docnumero=52924&numero=1880].

DEKEUVER-DEFOSSEZ, F., « Adoption et secret des origines en droit français », dans Questions d'actualité en droit des personnes dans les États de la Commission internationale de l'État-civil (CIEC), Actes du colloque de Strasbourg du 26 mars 1999, éd. CIEC, déc. 1999, p. 70 et s., publié en ligne à [http://web.lerelaisinternet.com/CIECSITE/CadrEtudeColloque.htm]

DERAMAIX, P., « Jeux dogmatiques, Notes sur la pensée de P. Legendre », dans Nouveau millénaire, Défis libertaires, publié en ligne à [http://1libertaire.free.fr/Legendre01.html].

« Dossier Françoise Héritier et Questions de parenté : Héritier (Françoise) », DGESCO SES – ENS LSH, Les sciences Économiques et Sociales, Héritier (F.), texte de la conférence du 5 juillet 2006, 4 p., publié en ligne à [http://ses.ens-lsh.fr/d08b/0/fiche___article/].

GAUMONT-PRAT, H., « Le droit à la vérité est-il un droit à la connaissance de ses origines? », oct. 1999, Droit de la famille, p. 6,

GIMENEZ, A.-M., « Livre résumé, Françoise DOLTO, dans le cadre de la formation en relation d'aide avec Jacques Poujol », Tout est langage, Gallimard, Folio, France, 6
[http://www.relation-aide.com/dos_description.php?id=52&cat=11].

GREVOT, A., *Voyage en protection de l'enfance*, Paris, La documentation française, 2001, 327, cité dans PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE, *Rapport sur l'adoption*, Collection des rapports officiels, Paris, La documentation française, 2008, 352 p., publié en ligne à [<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000162/index.shtml>].

KLAGES, M., « Nouveau millénaire, Défis libertaires, Modernes/Postmodernes : lignes de fracture », dans *Psythère Revue de Psychiatrie*, publié en ligne [http://psythere.free.fr/article.php?id_article=25].

« La psychologie scientifique », 3. http://www.heraclitea.com/psyco_science.htm

LAVALLÉE, C., « La reconnaissance en droit québécois d'une décision d'adoption rendue à l'étranger, Dossier 3 – Groupe de travail sur le régime québécois d'adoption, Été 2006 », Séminaire « Repenser l'adoption et son encadrement juridique », organisé par le partenariat de recherche Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles, le 24 mai 2006, publié en ligne à [<http://www.quebecadoption.net/adoption/general/dossier4.html>]

LEGENDRE, P. (juriste), Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre, [[http://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Legendre_\(juriste\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Legendre_(juriste))]

LIAUDET, J.-C., « Dolto expliquée aux parents », Paris, Éditions L'Archipel, 1998, dans *L'héritage de Françoise Dolto : l'enfant est une personne*, publié en ligne à [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article-imprim.php3?id_article=21756].

« L'Ontario modifie les lois de l'adoption interne : plus d'enfants en famille d'accueil pour trouver des foyers adoptifs permanents », publié en ligne à [<http://www.adoption.ca/news/060401onlaw-f.htm>].

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES DU
GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO, « L'Ontario va ouvrir les dossiers d'adoption », le
14 mai 2008, publié en ligne à :

[http://ogov.newswire.ca/ontario/GPOF/2008/05/14/c2455.html?lmatch=&lang=_f.html].

MOLINARI, J.-P., « Marcel Mauss aujourd'hui », *La Revue du M.A.U.S.S. (Mouvement
anti-utilitariste dans les sciences sociales)*, 4, publié en ligne à
[<http://www.revuedumauss.com.fr/Pages/MMAUSS.html>].

Sites internet

[<http://www.ontario.ca/infoadoption>].

[<http://www.sosreseaux.com>].

[<http://lionel.mesnard.free.fr/le%20site/boris-cyrulnik.html>].

[<http://www.adoption.ca/news/060401onlaw-f.htm>].

[<http://quebecadoption.net/adoption/general/nouvelles.php?action=fullnews&id=139>].

[<http://www.adoption.ca/news/060401onlaw-f.htm>].

[http://www.ontario.ca/en/information_bundle/tourism/111880].

[http://ogov.newswire.ca/ontario/GPOF/2008/05/14/c2455.html?lmatch=&lang=_f.html].

[http://www.vs.gov.bc.ca/adoption/dv_ncd.html].

[http://www.vs.gov.bc.ca/adoption/releas_adopt.html].

[<http://child.alberta.ca/home/602.cfm>].

[<http://www.gov.mb.ca/fs/childfam/registry.html>].

[<http://www.gs.gov.nl.ca/gv/vs/adoption-records.stm>].

[http://www.ontla.on.ca/web/bills/bills_detail.do?locale=fr&BillID=1899&detailPage=bills_detail_about].

[http://www.ontario.ca/error!/ut/p/.cmd/cs/.ce/7_0_A/.s/7_0_252/_s.7_0_A/7_0_252/_1/fr?docid=STEL02_160722].

[http://www.ontario.ca/fr/residents/STEL02_160728].

[http://ontla.on.ca/web/bills/bills_detail.do?locale=fr&BillID=1899&detailPage=bill].

[http://ogov.newswire.ca/ontario/GPOF/2008/05/14/c2455.html?lmatch=&lang=_f.html].

[http://www.priv.gc.ca/speech/2007/sp-d_071126_pk_f.cfm].

TABLE DE LA JURISPRUDENCE

Adoption – 091, 2009 QCCQ 628 (CanLII), Chambre de la jeunesse, 450-43-001005-088, du 6 janvier 2009, publié en ligne à [\[http://www.canlii.org/qc/qccq/doc/2009accq628/2009accq628.html\]](http://www.canlii.org/qc/qccq/doc/2009accq628/2009accq628.html).

A.P. c. L.D., [2001] R.J.Q. 16 (C.A.).

Bensaïd c. Royaume-Uni, n°44599/98, CEDH 2001-I.

Cheskes c. Ontario (procureur général) [2007] O.J. No. 3515, publié en ligne à [\[http://www.ipc.on.ca/images/Resourcés/up-2007_09_19_AdoptionDec_OntSupCt.pdf\]](http://www.ipc.on.ca/images/Resourcés/up-2007_09_19_AdoptionDec_OntSupCt.pdf).

Droit de la famille – 657, [1989] R.D.F. 542 (C.Q.).

Droit de la famille – 2427, [1996] R.J.Q. 1451 (C.Q.).

Gaskin c. Royaume-Uni, CEDH, 7 juillet 1989, Série A, n° 160.

Odièvre c. France, CEDH, 086, 13 février 2003 (requête n° 42326/98).

Stevenson c. Florent, [1925] R.C.S. 532.

TABLE DE LA LÉGISLATION

Conventions internationales

Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ou Convention européenne des droits de l'Homme, STCE n° 005, amendée par la Résolution RS 0.101 du 4 novembre 1950, amendée par le Protocole no 11 du Conseil de l'Europe (2003).

Convention relative aux droits de l'enfant, Rés. AG 44/25, Doc. Off. AG NU, 44^e sess., supp. n° 49, Doc. NU A/44/49 (1989) 167.

Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, (1993) 82 R.C.D.I.P. 506.

Déclaration des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1948.

Loi fédérale

Charte canadienne des droits et libertés, partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982* [annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (1982), R.-U., c.11].

Lois québécoises

Charte des droits et libertés de la personne, L.R.Q., C. C-12.

Code civil du Bas-Canada

Code civil du Québec, L.Q. 1991, c. 64.

Code de procédure civile, L.R.Q., c. C-25.

Loi de 1869, S.Q. 1869, c. 17 (Acte concernant les écoles d'industrie).

Loi concernant l'adoption, 14 Geo. V, 1924, c. 75.

Loi concernant l'adoption, S.Q. 1923-1924, c. 75.

Loi concernant l'adoption, S.R. 1925, c. 196.

Loi relative aux écoles de protection de l'enfance, S.Q. 1944, c. 16.

Loi instituant les cours familiales, S.Q. 1944, c. 10.

Loi instituant le département du bien-être social, S.Q. 1944, c. 32.

Loi concernant la protection de l'enfance, S.Q. 1944, c. 33.

Loi de l'adoption, L.Q. 1969, ch. 64.

Loi modifiant la Loi de l'adoption, L.Q. 1979, ch. 17.

Loi sur la protection de la jeunesse, L.R.Q., c. P-34.1.

Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille, L.Q. 1980, ch. 39.

Loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles de filiation, L.Q. 2002, c. 6.

Loi assurant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et modifiant diverses dispositions législatives en matière d'adoption, L.Q. 2004, c. 3.

Loi modifiant le Code civil en matière d'adoption, Projet de loi 397 (déposé à l'Assemblée nationale en 2008), 1^{re} session, 38^e législature (Québec).

Loi sur la protection de la jeunesse, L.R.Q., c. P-34.1.

Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives, L.Q. 2006, c. 34 (P.L. 125), publié en ligne à [<http://www.canlii.org/fr/qc/legis/lois/lrq-c-p-34.1/derniere/>].